
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. XXVI.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

DU 26 AVRIL AU 24 JUIN 1892

CES DEUX JOURS INCLUS

DANS LES CINQUANTE-CINQUIÈME ET CINQUANTE-SIXIÈME ANNÉES DU RÈGNE DE
NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA;

ÉTANT LA PREMIÈRE SESSION DE LA HUITIÈME LÉGISLATURE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1892

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

QUÉBEC:
IMPRIMÉ PAR LÉGER BROUSSEAU

1892

Vol. xxvi.



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande
Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIÈME jour du mois de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois de Février, mil huit cent quatre-vingt-onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE
A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* :
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce CINQUIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et de Notre Règne la cinquante-quatrième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc, etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-onze, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le VINGT-TROISIÈME jour du mois de MARS mil huit cent quatre-vingt-onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le DEUXIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce SEIZIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et de Notre Règne la cinquante-quatrième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA
Province de *Québec*, }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.,

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DEUXIÈME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et à chacun de vous—

SALUT.:

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le ONZIÈME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-TROISIÈME jour D'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et de Notre Règne la cinquante-quatrième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA.
Province de *Québec*, }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le ONZIÈME jour du mois de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le ONZIÈME jour du mois de JUIN mil huit cent quatre-vingt-onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et à chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATRIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et de Notre Règne la cinquante cinquième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA.
Province de *Québec*, }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU; REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Ncs Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec* et à Nos Members élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-ET-UNIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-ET-UNIÈME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le TRENTE-ET-UNIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
 TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
 Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce SEIZIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
 Province de *Québec*, }
 [L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec* le TRENTE-ET-UNIÈME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le treize et unième jour du mois d'août mil huit cent quatre-vingt-onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI le DIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SEPTIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt onze, et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC

CANADA
Province de *Québec*, }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le dixième jour du mois d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
 TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
 Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce PREMIER jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
 Province de *Québec*, }
 [L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et à chacun de vous —

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le DIX-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil huit cent quatre-vingt-onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN: Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, ce TREIZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Citoyens et Bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et à tous ceux que les présentes peuvent concerner—

SALUT :

ATTENDU que le TREIZIÈME jour du mois de NOVEMBRE il Nous a plu proroger la Législature de Notre Province de *Québec*, et la convoquer pour le vingt-neuvième jour du mois de décembre, mil huit cent quatre-vingt-onze ;

ET ATTENDU que, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province ;

A CES CAUSES, par Notre présente Proclamation Royale, Nous dissolvons la dite Assemblée Législative ; Nous exemptons, en conséquence, les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative de l'obligation de s'assembler et d'être présents le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, mil huit cent quatre-vingt-onze.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS, Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze, et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement ;

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre volonté et Plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite Province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, Nous avons, ce jour, donné des ordres pour l'émission de nos Brefs d'Election, en due forme, pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'Election seront en date du VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE courant, et rapportables le QUINZIÈME jour de MARS prochain, les présentations des candidats aux différentes élections, dans tous les Districts Électoraux de la Province, auront lieu et se feront le PREMIER jour du mois de MARS prochain, à l'exception,

cependant, de Nos Brefs d'Élection pour le District Électoral de *Gaspé*, et pour les Districts Électoraux de *Chicoutimi* et du *Lac Saint-Jean*, lesquels Brefs d'Élection seront rapportables le QUINZIÈME jour de MARS prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

QUÉBEC.

CANADA.
Province de *Québec*, }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

SACHEZ que, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, convoquons, par ces présentes, l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et La sommons de se réunir en Notre Cité de *Québec*, en Notre dite Province, JEUDI, le SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, pour lors et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, soumis et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SEPTIÈME jour du mois d'AVRIL courant—

SALUT :

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve prorogée au SEPTIÈME jour du mois d'AVRIL courant ;

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au VINGT-SIXIÈME jour du mois d'AVRIL courant, de manière que vous, ni aucun de vous, n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre Cité de *Québec*, le dit SEPTIÈME jour d'AVRIL courant, et Nous voulons, en conséquence, que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en notre dite Cité de *Québec*, le VINGT-SIXIÈME jour du mois d'AVRIL courant, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN: Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce PREMIER jour d'AVRIL, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.



LISTE des noms des députés élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, conformément aux brefs d'élection émis par Son Honneur A.-R. Angers, Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du vingt-troisième jour du mois de décembre mil huit cent quatre-vingt-onze.

Districts électoraux.	Officier.-rapporteurs.	Députés élus.	Remarques.
Argenteuil.....	Thomas Barron.....	Simpson, William-John.	
Arthabaska.....	J. A. Poisson.....	Girouard, Jos.-Ena.	
Bagot.....	V. B. Sicotte.....	McDonald, Milton.	
Beauce.....	G. O. Tachereau.....	Poirier, Joseph.	
Beauharnois.....	F. C. Basinet.....	Plante, Moïse.	
	Nommé par commission.....		
Bellechasse.....	Solyme Forgues.....	Turgeon, Adélard.	
Berthier.....	Amateur-Demers.....	Allard, Victor.	
Bonaventure.....	James Verge.....	Mercier, Hon. Honoré.	
Brome.....	H. S. Foster.....	England, R.-H.	
Chambly.....	Pierre Hurteau.....	Taillon, Hon. L.-O.	
Champlain.....	G. H. Dufresne.....	Grenier, Pierre.	
Charlevoix.....	P. H. Cimon.....	Morin, Joseph.	
Chateauguay.....	J. B. Poupard.....	Greig, William.	
Chicoutimi et Saguenay.....	F. X. Gosselin.....	Petit, Honoré.	
Compton.....	Samuel Orr.....	McIntosh, Hon. J.....	Par acclamation.
Deux-Montagnes.....	Dosithée Duprat.....	Beauchamp, B.	
Dorchester.....	François Fother.....	Pelletier, Hon. L.-P.	
Drummond.....	J. Urgéle Richard.....	Cooke Peter-Joseph.	
	Nommé par commission.....		
Gaspé.....	Jos. X. Lavoie.....	Flynn, Hon. E. J.	
Hochelaga.....	Ls. N. Dumauchel.....	Villeneuve, J.-O.	
	Nommé par commission.....		
Huntingdon.....	A. Somerville.....	Stephens, Geo.-W.	
Iberville.....	M. A. Bissette.....	Gosselin, François, fils.	
Jacques-Cartier.....	F. Filiatrault.....	Descarries, J.-A.	
Joliette.....	J. O. Désilets.....	Tellier, J.-M.	
Kamouraska.....	J. G. Pelletier.....	Desjardins, Chs.-Alf.....	Par acclamation.
Lac St-Jean.....	Elzéar Ouellet.....	Girard, Joseph.	
Laprairie.....	A. J. A. Roberge.....	Doyon, Cyrille.	
L'Assomption.....	J. Z. Martel.....	Marion, Joseph.	
Laval.....	A. E. Léonard.....	LeBlanc, P.-Évariste.....	Par acclamation.
Lévis.....	L. N. Carrier.....	Baker, Ignace Angers.	
L'Islet.....	J. B. A. Lépine.....	Dechène, F.-G. Miville.	
Lotbinière.....	A. Bedard.....	Lahberté, E.-Hippolyte.	
Maskinongé.....	Alfred Désilets.....	Caron, Hector.	
Matane.....	J. B. Saucier.....	Flynn, Hon. E.-J.	
Megantic.....	W. H. Lambly.....	King, James.	
Mi-sisquoi.....	R. Dickinson.....	Spencer, Elijah-E.	
Montcalm.....	A. E. Thibodeau.....	Magnan, Octave.....	Par acclamation.
Montmagny.....	E. Lavergne.....	Bernatchez, Nazaire.	
Montmorency.....	R. Pelletier.....	Casgrain, Hon. T.-C.	
Montréal No. 1.....	Gilbert Mireault.....	Martineau, François.	
	Nommé par commission.....		
" " 2.....	J. C. Auger.....	Augé, Olivier-Maurice.	
" " 3.....	Chs. L. Champagne.....	Parizeau, Damase.	
" " 4.....	James Crankshaw.....	Morris, Alex.-Webb.	
	Nommé par commission.....		

LISTE des noms des députés élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, etc.—*Suite.*

Districts Electoraux.	Officiers-rapporteurs.	Députés élus.	Remarques.
Montréal No. 5.....	W. H. Ryland	Hall, Hon. John-Smythe.	
“ “ 6... {	Joseph Clarke..... {	Kennedy, Patrick.	
Napierville.....	Nommé par commission. {	Ste-Marie, Louis.	
Nicolet	A. Richardson	Beaubien, Hon. Ls.....	Par acclamation.
Ottawa	J. A. Blondin	Tétreau Nérée.	
Pontiac	Ls. Duhamel	Gillies, David.	
Portneuf.....	W. Rim r.....	Tessier, Jules.	
Québec-Centre.....	Hon. C. A. E. Gagnon.....	Chateauvert, Victor.	
Québec-Comté ... {	A. Campbell..... {	Fitzpatrick, Chs..	Par acclamation.
Québec-Est	H. Octave Roy	Shehyn, Hon. Jos.	
Québec-Ouest.....	Nommé par commission..... {	Carbray, Félix	Par acclamation.
Richmond	A. A. Rhéaume..... {	Bédard, Josph.	
Richelieu	John Ewing	Lacouture, Louis.	
Rimouski	Jules Chevalier.....	Tessier, Auguste.	
Rouville	L. G. Casault	Girard, Alfred.	
St Hyacinthe.....	H. E. Poulin.....	Cartier, Antoine-Paul.	
St-Jean.....	Joseph Nault	Marchand, Hon. F.-G.	
St-Maurice.....	J. P. Carreau	Duplessis, L. T. N. L.	Par acclamation.
St-Sauveur.....	R. Kiernan	Parent, S. N	Par acclamation.
Shefford.....	Joseph Savard..... {	Savaria, Adolphe Frs.	
Sherbrooke.....	Nommé par commission..... {	Panneton, L. E.	
Soulanges	J. H. Lefebvre	Bourbonnais, A.-G.	
Stanstead	E. R. Johnson	Hackett, M. F.	
Témiscouata.....	J. Stevens	Rioux, Napoléon.	
Terrebonne.....	A. N. Thompson	Nante, Hon. G.-Alph.....	Par acclamation.
Trois-Rivières.....	E. Mailloux.....	Normand, T. E.	
Vaudreuil	L. G. Lachaine	Choette, Hilaire.	
Verchères.....	Chs. Dumoulin.....	Lussier, A. A. E. E.	
Wolfe	F. de S. Bastien.....	Chicoyne, J. A.	
Yamaska	Jos. Geoffron.....	Gladu, Victor.	
	E. S. Darche		
	P. Guévremont		

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Bureau du Greffier de la Couronne en Chancellerie,

Québec, 26 avril 1892.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
SESSION 1892.

Mardi, 26 avril 1892.

A la première session de la huitième Législature de la province de Québec, commencée et tenue dans la cité de Québec, le vingt-sixième jour d'avril, dans la cinquante-cinquième année du Règne de Notre Souveraine Dame, Victoria, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze.

Lequel jour, étant le premier jour de réunion de cette Législature, pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation (ci-annexée), Louis Delorme, écuyer, Greffier de l'Assemblée législative et Paul-Ernest Smith, écuyer, Commissaires nommés en vertu du *per dedimus potestatem* pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée législative, tous s'y trouvant conformément à leur devoir; le Greffier de la Couronne en Chancellerie, ayant remis au dit Louis Delorme un rôle contenant une liste des noms des membres dont il a été fait rapport pour servir dans cette Assemblée législative (et dont copie est ci-annexée,) les dits commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés,—cela étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le dit serment, ils ont pris leurs sièges dans la Chambre.

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, Huissier à la Verge Noire, comme suit :—

MESSEIERS :—

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, les membres se sont rendus dans la salle des séances du Conseil législatif, ou étant,

L'honorable Orateur du Conseil législatif a dit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative ;

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi, suivant la loi ; mais, demain, à trois heures de l'après-midi, Son Honneur expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature.

Et les membres étant de retour ;

L'honorable M. Taillon, membre représentant le district électoral de Chambly s'adressant au Greffier, (qui s'étant levé, se tourne de son côté et ensuite s'assied) propose à la Chambre pour son Orateur, Pierre-Evariste LeBlanc, écuyer, représentant le district électoral de Laval, laquelle proposition est appuyée par l'honorable M. Hall, membre représentant le district électoral de Montréal No. 5.

Et la question étant posée, " Que Pierre-Evariste LeBlanc prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur " elle est, en conséquence, mise aux voix par le Greffier, et il est

Résolu, nemine contradicente, Que Pierre-Evariste LeBlanc, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré Pierre-Evariste LeBlanc, écuyer, dûment élu, il est conduit au fauteuil par les honorables messieurs Taillon et Hall, et, étant sur le premier degré de l'estrade du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant, à l'unanimité, pour son Orateur.

Après quoi, il s'est assis dans le fauteuil ; et la masse (qui était auparavant sous la table) a été mise sur la table.

Alors, l'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Hall, Que cette Chambre s'ajourne maintenant, jusqu'à demain, à 3 heures, P. M.

Et la Chambre s'ajourne en conséquence.

Mercredi, 27 avril 1892.

La Chambre s'étant assemblée et M. l'Orateur élu ayant pris le fauteuil ;

Il est apporté un message par Samuel Staunton Hatt, écuyer, Huissier à la Verge Noire :—

M. l'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur élu se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif,

Et là, M. l'Orateur s'exprime comme suit :

L'Assemblée législative m'a élu comme son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont ainsi assignés.

Si, dans l'exécution de ses devoirs, il m'arrive, en aucun temps, de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée, et non à l'Assemblée, dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers sa Souveraine et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la personne de Votre Honneur, en tout temps convenable, et, de la part de Votre Honneur, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

M. l'ORATEUR,

J'ai ordre de son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vous déclarer qu'il se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée législative, envers la personne de Sa Majesté et son gouvernement, et ne doutant point que ses délibérations ne soient conduites avec sagesse, modération et prudence, il accorde, et en toutes les occasions, il reconnaît et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

J'ai aussi ordre de vous assurer que la Chambre aura un prompt accès auprès de Son Honneur, en toutes les occasions convenables, et qu'il interprétera toujours, de la manière la plus favorable, ses délibérations, ainsi que vos paroles et vos actions.

Et la Chambre étant de retour,

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil législatif, et que là, il a informé Son Honneur que le choix de l'Orateur était tombé sur lui; et aussi qu'il a, au nom de la Chambre et pour elle, réclamé, par une humble demande à Son Honneur, tous ses droits et privilèges, afin qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats, recevoir une interprétation favorable de ses délibérations, et avoir accès auprès de la personne de Son Honneur, lorsque les circonstances l'exigeront;

Que, sur ce, Son Honneur a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, il allouait et accordait à la Chambre tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de sa personne, en toutes les occasions convenables, et qu'il interprétera toujours, de la manière la plus favorable, ses délibérations, ses paroles et ses actions.

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu, des Juges choisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à l'"Acte des élections contestées de Québec, 1875," les rapports et jugements relatifs aux élections,—

Pour le district électoral de Terrebonne ;
 Pour le district électoral de Jacques-Cartier ;
 Pour le district électoral des Trois-Rivières ;
 Pour le district électoral de Bellechasse ;
 Pour le district électoral de Vaudreuil ;
 Pour le district électoral de l'Assomption ;
 Pour le district électoral de Maskinongé ;
 Et pour le district électoral de Richmond.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit :

ELECTION CONTESTÉE DE TERREBONNE.

CANADA,	}	COUR SUPÉRIEURE
PROVINCE DE QUÉBEC,		
<i>District de Montréal,</i>		
		(en révision)

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC.

Le trente-et-unième jour de janvier, mil huit cent quatre-vingt-onze

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge	LORANGER,
"	WURTELE,
"	DAVIDSON.

Élection d'un député à l'Assemblée législative de la Province de Québec, pour le district électoral de Terrebonne, tenue les dixième et dix-septième jours de juin mil huit cent quatre-vingt-dix, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Paschal-Adélard Longpré, écuyer, notaire, de la ville de Saint Jérôme, dans le district de Terrebonne, dans le district judiciaire de Terrebonne,

Pétitionnaire ;

et

Guillaume-Alphonse Nantel, écuyer, avocat, de la ville de Saint-Jérôme,

Défendeur ;

et

Jules-Edouard Prévost, écuyer, médecin, de la ville de Saint-Jérôme,

Mis en cause.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs procureurs, tant sur le mérite de la pétition d'élection du dit Paschal-Adélard Longpré, demandant l'annulation de l'élection du dit défendeur, que sur la réponse et contre-pétition de ce dernier à l'effet de déqualifier le dit mis en cause ; ayant examiné le dossier de la procédure et délibéré :

Considérant que le dit pétitionnaire n'a apporté aucune preuve au soutien de sa dite pétition d'élection et que le dit défendeur n'a également fait aucune preuve au soutien de sa dite demande contre le dit mis en cause, vu le consentement donné par les parties et produit à l'audience, quant à la question de frais :

Renvoie la dite pétition d'élection et la contre-pétition, chaque partie payant ses frais, et déclare, en conséquence, le dit Guillaume-Alphonse Nantel dûment élu à l'élection susdite.

(Vraie copie,)

(Signé)

L. H. COLLARD,

Député-protonotaire.

ÉLECTION CONTESTÉE DE JACQUES-CARTIER

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC. }
District de Montréal.

COUR SUPÉRIEURE.

(En Révision.)

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS

Le vingt-et-unième jour de février (1891) mil huit cent quatre-vingt-onze.

PRÉSENTS :

L'Honorable juge en chef	SIR FRANCIS JOHNSON,
"	"
"	"
	JETTÉ
	MATHIEU.

Election d'un membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Jacques-Cartier, dans le district judiciaire de Montréal, tenue les dix et dix-septième jours de juin dernier 1890, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Louis-Olivier Taillon, avocat, de la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire ;

et

Arthur Boyer, bourgeois, ministre sans portefeuille, dans le gouvernement de la province de Québec et membre de l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral de Jacques-Cartier,

Défendeur.

La Cour ayant entendu les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection du dit Louis-Olivier Taillon demandant l'annulation de l'élection du dit défendeur, ayant examiné le dossier de la procédure et délibéré ;

Considérant que le dit pétitionnaire n'a apporté aucune preuve au soutien de sa dite pétition d'élection ; vu le consentement donné par les parties, à l'audience, quant à la question de frais ;

Renvoie la dite pétition, chaque partie payant ses frais, et déclare, en conséquence, le dit Arthur Boyer dûment élu à l'élection susdite.

(Vraie Copie.)

(Signé)

L. H. COLLARD,

Député-protonotaire.

ÉLECTION CONTESTÉE DES TROIS-RIVIÈRES

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

L'élection d'un membre à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral des Trois-Rivières.

PRÉSENTS :

L'Honorable juge CASAULT,
" " L. B. CARON,
" " F. W. ANDREWS.

Arthur Brunelle, commis-marchand, de la cité des Trois-Rivières,

Pétitionnaire;

vs.

No. 12.

Télesphore-Eusèbe Normand, écuyer, notaire, de la cité des Trois-Rivières, du dit district,

Défendeur.

A l'Honorable F.-G. MARCHAND,
Orateur de l'Assemblée législative.

Monsieur,

La Cour supérieure de la province de Québec, siégeant en révision à Québec, a l'honneur de faire rapport qu'il n'a été fait aucune preuve au soutien des allégations de la pétition.

(Signé) N. CASAULT,
J. C. S.

" L. B. CARON,
J. C. S.

" F. W. ANDREWS,
J. C. S.

(Signé) Fiset, Burroughs et Campbell,
P. C. S.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Québec. }

DANS LA COUR SUPÉRIEURE

(En révision.)

Le vingt-huitième jour de février mil huit cent quatre-vingt-onze.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge CASAULT,
" " L. B. CARON,
" " F. W. ANDREWS.

Election d'un membre à l'Assemblée législative de Québec, pour le District électoral des Trois-Rivières.

Arthur Brunelle, commis-marchand, de la cité des Trois-Rivières,

Pétitionnaire,

vs.

No. 12.

Télesphore-Eusèbe Normand, écuyer, notaire, de la cité des Trois-Rivières, du dit district,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs respectifs sur le mérite de la pétition d'élection produite en cette cause, examiné la procédure et la preuve faite en icelle, et sur le tout mûrement délibéré, décide que Télesphore-Eusèbe Normand a été dûment élu membre pour représenter le district électoral des Trois-Rivières, dans l'Assemblée législative de cette province, à l'élection qui a commencé le dix et s'est terminée le 17 juin dernier, et condamne le dit Arthur Brunelle, le pétitionnaire, à payer tous les frais et dépens, lesquels sont distraits en faveur de messieurs Désilets et Duplessis, procureurs du défendeur.

(Vraie copie)

(Signé)

P. MALOUIN,
D. P. C. S.

ÉLECTION CONTESTÉE DE BELLECHASSE

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

L'élection d'un membre à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Bellechasse.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge NAPOLÉON CASAULT,
" " A. B. ROUTHIER,
" " L. B. CARON.

Léo Gingras, de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, rentier,

Pétitionnaire,

vs

Adélard Turgeon, de la ville de Lévis, avocat,

Intimé.

A l'Honorable F.-G. MARCHAND,

Orateur de l'Assemblée législative,

Monsieur,

La Cour Supérieure de la province de Québec, siégeant en révision à Québec, a l'honneur de faire rapport qu'il n'a été fait aucune preuve au soutien des allégations de la pétition, qui a été renvoyée, tel qu'il appert par le jugement dont copie accompagne les présentes.

Québec, 1er juin 1891.

(Signé) N. CASAULT,
J. C. S.

" A. B. ROUTHIER,
J. C. S.

" L. B. CARON,
J. C. S.

(Signé), Fiset, BURROUGHS & CAMPBELL,
P. C. S.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Québec,

DANS LA COUR SUPÉRIEURE

(En révision)

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Le trentième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-onze.

Élection d'un membre à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Bellechasse.

PRÉSENTS :

L'Honorable juge NAPOLEON CASALT,
" " A. B. ROUTHIER,
" " L. B. CARON.

Léo Gingras, de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, rentier,
Pétitionnaire.

vs.

Adélard Turgeon, de la ville de Lévis, avocat,

Défendeur.

La Cour, vû la motion faite de la part de l'Intimé à l'effet que vû que plus de six mois se sont écoulés depuis la date à laquelle la pétition d'élection en cette cause a été présentée, sans compter le temps occupé par une session de la législature, et sans que l'instruction de la dite pétition soit commencée, et qu'il n'y a eu aucun ajournement ordonné par le juge ou le tribunal, la dite pétition d'élection et l'instruction en icelle soit déclarée périmée et qu'elle soit rejetée avec dépens contre le requérant ;

Accorde la dite motion, et vû le consentement des parties, par leurs procureurs, à l'audience, quant aux dépens, renvoie la dite pétition sans frais.

(Vraie copie,)

(Signé)

P. MALOUIN,
D. P. C. S.

— — —

ÉLECTION CONTESTÉE DE VAUDREUIL

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal. }

COUR SUPERIEURE

(En révision)

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS.

In re,

Election d'un membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Vaudreuil, dans le district judiciaire de Montréal, tenue les quinzième et vingt-deuxième jours de novembre 1890, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le vingt-sixième jour de juin 1891.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge WURTELE,
" " OUMET,
" " DE LORLMIER.

Clément Cholette, étudiant en médecine, dans la paroisse de Rigaud, dans le district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire ;

et

Eméry Lalonde, écuyer, médecin, du village de Rigaud, dans le district judiciaire de Montréal,

Défendeur.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection du dit Clément Cholette, demandant l'annulation de l'élection du dit défendeur et la déqualification de ce dernier, ayant examiné le dossier de la procédure et délibéré :

Considérant que le dit pétitionnaire n'a apporté aucune preuve au soutien de sa dite pétition d'élection, renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

(Vraie copie)

(Signé)

L. H. COLLARD,
Député-protonotaire.

ÉLECTION CONTESTÉE DE JOLIETTE

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal.

COUR SUPÉRIEURE

(En révision)

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS.

In re,

Election d'un membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de l'Assomption, dans le district judiciaire de Joliette, tenue les dix et dix-sept juin 1890, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le vingt-sixième jour de juin 1891.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge WURTELE,

" " OUMET,
" " DE LORIMIER.

Eugène Archambault, notaire, de la ville de l'Assomption, dans le district électoral de l'Assomption, dans le dit district judiciaire de Joliette,

Pétitionnaire ;

VS

Joseph Marion, notaire, de la paroisse de Saint-Paul l'Hermitte, dans le district de Joliette,

Défendeur.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection du dit Eugène Archambault, demandant l'annulation de l'élection du défendeur et la déqualification de ce dernier, ayant examiné le dossier de la procédure et délibéré ;

Considérant que le dit pétitionnaire n'a pas prouvé les allégués de sa dite pétition d'élection, renvoie la pétition d'élection avec dépens.

(Vraie copie,)

(Signé)

L. H. COLLARD,
Député-Protonotaire.

ÉLECTION CONTESTÉE DE MASKINONGÉ.

Québec, 30 janvier 1892.

A l'Honorable M. L'ORATEUR,
de l'Assemblée législative, Québec,

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC.

In re,

Élection d'un membre de l'Assemblée législative de la province de Québec,
pour le district électoral de Maskinongé :

Louis Laurent,

Pétitionnaire ;

vs

Joseph Lessard,

Défendeur.

Monsieur,

Nous avons l'honneur, en obéissance à l'article 550 des Statuts refondus de la province de Québec, de vous transmettre une copie certifiée du jugement rendu en cette cause.

Nous avons aussi l'honneur de faire le rapport suivant :

1. Il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées par quelque candidat à cette élection, ou à sa connaissance et de son consentement ;

2. Les noms des personnes contre lesquelles on a, durant l'instruction de la pétition, prouvé la commission de quelques manœuvres frauduleuses sont les suivants :

Ignace Leclerc, agent d'assurance, de la paroisse de la Rivière-du-Loup ;
J. Edouard Désy, écuyer, avocat, de la ville de Louiseville ;
Maxime Juneau, marchand, de la paroisse de Saint-Paulin ;
Alfred Mineau, marchand, de la ville de Louiseville ;
George H. Yale, tanneur, de la ville de Louiseville ;
Antoine Auger, cultivateur, de la paroisse de la Rivière-du-Loup ;
Antoine Paré, hôtelier, de la paroisse de Maskinongé ;
François-Xavier Lessard, imprimeur, de la ville de Montréal ;
Hormidas Dubé, charretier, de la ville de Louiseville ;
Honoré Durand, hôtelier, de la ville de Louiseville ;
Narcisse Saint-Onge, cultivateur et hôtelier, de la paroisse de Saint-Alexis ;
Narcisse Perreault, boucher et cultivateur, de la paroisse de Saint-Alexis ;
Trefflé Blais, machiniste, de la ville de Louiseville ;
Irénee Gravel, marchand, de la ville de Louiseville.

3. Des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une large mesure à l'élection à laquelle se rapporte la présente pétition.

Nous avons l'honneur d'être vos obéissants serviteurs,

(Signé)	L. B. CARON,
	J. C. S.
"	J. B. BOURGEOIS,
	J. C. S.
"	JULES-E. LARUE,
	J. C. S.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Québec.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE,

(En révision.)

No. 14.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC.

Le trentième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-douze.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge	L. B. CARON,
"	" J. B. BOURGEOIS,
"	" JULES E. LARUE.

Élection d'un membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Maskinongé.

Louis Laurent, corroyeur, de la ville de Louiseville, dans le district électoral de Maskinongé,

Pétitionnaire ;

et

Joseph Lessard, éditeur journaliste, de la cité de Montréal,

Défendeur.

La Cour, siégeant en révision, ayant examiné la procédure et la preuve de record et entendu les parties, par leurs avocats, sur le mérite de la pétition d'élection produite en cette cause;

Considérant qu'il est en preuve que le pétitionnaire était habile à voter à l'élection d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Maskinongé, qui a été tenue le dix juin mil huit cent quatre-

vingt-dix, pour la présentation des candidats, et le dix-sept juin de la même année, pour la votation ;

Considérant, qu'à la dite élection, le dit défendeur a été rapporté comme élu, avec une majorité de quarante et une voix ;

Considérant que le pétitionnaire a prouvé que, pendant et après la dite élection, des manœuvres frauduleuses ont été commises par des agents du défendeur, hors la connaissance et sans la participation de ce dernier ;

Considérant que le dit pétitionnaire a, en outre, prouvé, qu'avant et durant la dite élection plusieurs personnes qui n'étaient pas les agents du défendeur ont, hors la connaissance et sans le consentement et la participation de ce dernier, commis des actes de corruption et des manœuvres frauduleuses en contravention aux dispositions des articles quatre cent quatre (404), et quatre cent huit (408), des Statuts refondus de Québec, et que ces actes de corruption et ces manœuvres frauduleuses étaient assez nombreux pour affecter, et ont de fait affecté le résultat de la dite élection ;

Considérant, que le dit pétitionnaire n'a pas prouvé les allégations de sa dite pétition tendant à incriminer le défendeur personnellement ;

Considérant qu'il est juste de faire supporter au dit pétitionnaire les frais encourus, à raison des accusations non prouvées ;

Maintient la dite pétition d'élection, en autant qu'elle conclut à l'annulation de la dite élection, renvoie le surplus des conclusions de la dite pétition ; adjuge et déclare, que le dit Joseph Lessard n'a pas été dûment élu à la dite élection des dix et dix-sept juin mil huit cent quatre-vingt-dix, et que la dite élection, et le dit retour, en autant qu'ils se rapportent au dit Joseph Lessard, sont nuls ; rejette le surplus des conclusions de la dite pétition ; condamne le dit défendeur aux dépens de la dite pétition, de l'instruction et de la plaidoirie, sauf les frais déjà adjugés dans l'instance, moins les frais d'assignation, de taxe, de sténographie et d'impres-sion encourus à raison des témoins suivants du dit pétitionnaire, savoir : Onésime Caron et Alexis Picard, lesquels dits frais resteront à la charge du dit pétitionnaire.

(Vraie copie,)

(Signé)

P. MALOUIN,
D. P. C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE RICHMOND

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal.

COUR SUPÉRIEURE

(En révision)

No. 4.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC.

Élection d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral du comté de Richmond, district judiciaire de Saint-François, les dix et dix-sept juin 1890, jours de nomination et de votation de la dite élection.

Le trente-et-un mars mil huit cent quatre-vingt-douze.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge GILL,
" " LORANGER,
" " BROOKS.

L'Honorable Henry Aylmer, du canton de Melbourne, comté de Richmond,
district de Saint-François, avocat,

Pétitionnaire ;

et

Joseph Bédard, de la ville de Richmond, comté de Richmond et district de
Saint-François, commerçant,

Défendeur.

La Cour Supérieure, siégeant en révision, ayant entendu les parties par leurs
avocats sur le mérite des objections préliminaires faites par le défendeur et sur le
mérite de la pétition d'élection produite et jugée en cette affaire, après examen de
la procédure, des preuves du dossier, de l'admission du défendeur et mûre
délibération :

Considérant que, dans le jugement rendu par le juge en cette cause,
siégeant dans et pour le district de Saint-François, le vingt février 1891, rejetant
les obligations préliminaires faites par le défendeur, il n'y a pas d'erreur et que les
dites objections ont été rejetées avec raison ;

Et considérant, de plus, que le défendeur lui-même a demandé, par motion en
date du dix novembre mil huit cent quatre-vingt-dix, la suspension du procès
intenté sur la pétition en cette cause, pendant la session de la Législature, motion
qui a été accordée, et que les procédures ont été faites dans les six mois de la
présentation de la pétition, en retranchant la période de temps pendant laquelle la
Législature siégeait ;

Considérant, de plus, que le six avril dix-huit cent quatre-vingt-onze, le dit
défendeur a produit une déclaration par laquelle il admettait que des actes de
corruption suffisants pour annuler son élection, avaient été commis par ses agents,
pendant l'élection en question, mais en dehors de sa connaissance, de sa participa-
tion et de son consentement ;

Considérant de plus qu'après la production de ces admissions, le pétition-
naire a procédé à l'examen des témoins et pour prouver que des actes de corruption
personnels avaient été commis par le défendeur, afin d'obtenir sa déqualification
personnelle, mais qu'il n'a pu faire cette preuve.

Annule la dite élection avec frais de la dite pétition contre le dit défendeur,
distracts à l'avocat du pétitionnaire, et le défendeur est condamné à payer les
frais des témoins suivants, savoir : Martial Leroux, Arthur Porter, Joseph Pélerin,
Pierre Terreault, F. Fontaine, Calixte Champigny, M. Fontaine, Alexis Tremblay,
Louis Tremblay, Henry Hall, Jean Tremblay, Israël Bousquet, Joseph Lemay,
Joseph Rouleau, Charles Sloan, Moïse Roberge, Mark Brissette, Henry Fleming,

George Smith, Damase Lussier, James Sloan, William Murray, Joseph Fontaine, sr., Frank Bédard, S. Déziel, Joseph Fontaine, jr., Frédérick Bliss, George Laplante, Ludger Pattenaude, Isaac Gauthier, Auguste Lavoie, Phidime Lavigne, Abraham Boucher, Onésime Houde, Joseph Lemay, Joseph Bergeron, Philéas Villeneuve, Octave Huppé, John Woodward, Siméon Fraser, Ludger Phaneuf, Frédérick Frost, Léon Bombardier, Matthew Fleck, William Houde, Henry Fleming, Dan Bilton, John Crowe, William McLaughlin, Pierre Poirier, soit : cinquante ; mais ~~non~~ les frais des treize témoins suivants, savoir : Edward J. Bédard, Dame Antoine Pinard, Philomène Pinard, Délia Pinard, Jean-Baptiste Chainé, Pierre Sinotte, Jules Grondin, Onézime Morin, Michel Bégin, Joseph Laurendeau, Rocque A. Pinard, John Ewing et William Pinard, cités et examinés pour prouver la ~~déquali-~~ fication personnelle du défendeur, les frais de sommation de ces témoins ~~ou de~~ tous autres, le défendeur n'ayant ni témoins, taxes, frais de sommation ~~ou de~~ sténographie ou de témoignage à payer, sauf les frais des cinquante témoins ~~dési-~~ gnés ci-dessus.

(Vraie copie)

(Signé),

L. H. COLLARD,
Député-protonotaire.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu l'avis suivant d'une vacance qui est survenue dans la représentation du district électoral d'Argenteuil :

Lachute, 20 Février 1891.

A l'Honorable F.-G. MARCHAND,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur.

Je déclare, par la présente, que je résigne mon siège à l'Assemblée législative de Québec, comme député du comté d'Argenteuil.

Donné sous ma signature, et en présence des témoins soussignés.

(Signé) WILLIAM OWENS.

Témoins : } W. I. SIMPSON,
G. F. CALDER,

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un **bill** concernant la prestation des serments d'office.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu ~~et lu~~ pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir les erreurs, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je salue avec plaisir votre présence au siège du gouvernement, à l'occasion de cette première session d'une nouvelle Législature. Des devoirs importants vous appellent et j'ai confiance que vous les remplirez avec patriotisme et avec succès.

Le premier de ces devoirs sera d'étudier, avec le plus grand soin, la situation financière.

J'espère que vous unirez vos efforts à ceux de mon gouvernement pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses et relever le crédit de notre Province, tout en répondant à ses légitimes aspirations vers le progrès.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics pour l'année dernière vous seront soumis ; je regrette d'avoir à vous dire qu'ils révèlent un déficit considérable.

Le budget des dépenses de l'année prochaine a été préparé au point de vue d'une stricte économie. Mon gouvernement espère que, lorsque le temps lui aura permis de faire une revue complète du service public, il pourra encore en diminuer les dépenses.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous serez appelés à légiférer sur diverses matières importantes, entre autres, sur les mines, sur l'administration des terres publiques et sur l'industrie laitière.

Vous serez invités à étudier la question du trafic des liqueurs enivrantes, afin de donner, le plus tôt possible, à la province, la législation que réclame l'opinion publique sur cette matière.

La réorganisation des tribunaux dans la province, la codification des lois sur la procédure civile occuperont aussi votre attention.

Que la Providence bénisse vos travaux et qu'elle vous guide dans l'accomplissement de la tâche difficile qui vous incombe.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, demain.

Résolu, Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et Élections ; 2. Ordres permanents ; 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ; 4. Bills privés ; 5. Législation et Lois expirantes ; 6. Comptes publics ; 7. Agriculture, immigration et colonisation ; 8. Différentes branches d'industries en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de la Compagnie Royale d'Electricité, —la pétition de Éliza L. Monk et Frederick M. Larmonth, de la cité de Montréal, —et la pétition de Joseph Mulholland et autres, de la cité et du district de Montréal.

Et la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi 28 avril 1892.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Beaubien,—la pétition de la Compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet.

Par M. Savaria,—la pétition du Recteur et des Syndics de l'Église Saint-George de Granby.

Par M. Villeneuve,—la pétition de John Lee et de Lucie Riel, son épouse, de la cité de Montréal, et la pétition de Joseph-Adélar Ouimet, de la cité de Montréal.

Par M. Parizeau,—la pétition du Crédit Foncier de la province de Québec.

Par M. Tessier, (Portneuf),—la pétition de la corporation de la cité de Québec.

Par M. Lacouture,—deux pétitions de la cité de Sorel.

M, l'Orateur met sur le bureau de la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, savoir : de l'asile de la Providence, Saint-Ignace, Côteau du Lac ; de l'Hôpital de la Providence, de Joliette ; des Sœurs de la Charité, Lanoraie ; de l'Asile de la Providence, Mascouche ; de l'Hôpital Notre-Dame ; du *Church Home*, de l'Hôpital Saint-Patrice, de l'Asile de Saint-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, du *Home for Friendless Women*, de l'Asile de Saint-Vincent de Paul, du Dispensaire de Montréal, de l'Hôpital Saint-Patrice, du Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, du *Church Home*, tous de la cité de Montréal ; de l'Hôpital Général, Pembroke ; de l'Hôpital de la Maternité, de l'Asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre, de l'Asile Finlay, de Québec ; de l'Œuvre des Tabernacles, de Québec ; de l'Union Saint-Joseph, à Saint-Roch de Québec ; de l'Union Saint-Joseph, de Saint-Jean-Baptiste de Québec ; de l'Hospice des Sœurs de la Charité, de Rimouski ; de l'Hospice Saint-Joseph, Sainte-Anne de la Pocatière ; de l'Asile de la Providence, Sainte-Elizabeth ; de l'Asile Saint-Vincent de Paul, Montréal ; de l'Hospice du Sacré-Cœur, de Sherbrooke ; de l'Union Saint-Joseph, de Sherbrooke ; de l'Union Saint-Joseph, des Artisans, de Sherbrooke ; de l'Hôpital Saint-Joseph, Trois-Rivières ; de l'Asile de la Providence, des Trois-Rivières ; de l'Hospice Sainte-Anne, Yamachiche, tous pour l'année 1890. (*Documents de la Session No. 10.*)

Aussi, l'état général des baptêmes, mariages et sépultures du district de Montréal, pour l'année 1889. (*Documents de la Session No. 9.*)

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du Bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est comme suit :

*A l'honorable Assemblée législative
de la province de Québec.*

Le bibliothécaire de la Législature a l'honneur de soumettre sur l'état de la bibliothèque le rapport suivant :

La modique somme de 2,000 dollars, votée annuellement depuis plusieurs sessions, en faveur de la bibliothèque, pour l'achat des livres, ne permet pas une augmentation rapide du nombre ou de la variété de vos ouvrages.

Obéissant au désir du comité, le bibliothécaire s'est borné à acheter des livres canadiens et des œuvres de fond : histoire, science et droit.

Deux fois déjà, les Chambres ont décidé, par l'adoption des rapports du comité, de fermer, au moyen de treillis légers, les compartiments où se trouvent les ouvrages les plus précieux, et cependant rien n'a été fait.

Votre bibliothèque est déjà passablement remplie et la classification de certaines matières devient difficile à cause du manque d'espace.

Le nombre de volumes actuellement en votre possession est de 33,804.

Ces volumes ne sont pas tous dans la bibliothèque proprement dite. On en a déposé, pour plus de commodité, dans une pièce attenante à la salle des délibérations de l'Assemblée Législative. Il y en a aussi, une grande quantité dans une chambre de la mansarde, ce sont entre autres des doubles de documents des sessions.

Cela, cependant, n'est pas sans quelques inconvénients, et nécessite pendant les sessions, un personnel plus nombreux.

Environ treize cents volumes prêtés n'ont pas été remis encore.

Respectueusement soumis,

PAMPHILE LEMAY,

B. L. Q.

L'honorable M. Pelletier, Secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur deux messages de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, revêtus de la signature de Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et ils sont comme suit :

A.-R. ANGERS,

Le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 15 mars 1892, et approuvé par lui, le 16 mars 1892, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 28 avril 1892.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 15 mars 1892, approuvé par le Lieutenant-gouverneur, le 16 mars 1892.

No. 82. Sur la nomination des membres de la commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

L'honorable Président du Conseil, dans un mémoire, en date du 15 mars courant, (1892) recommande que l'honorable J. S. Hall, trésorier de la Province, l'honorable E. J. Flynn, commissaire des Terres de la Couronne, et l'honorable L. P. Pelletier, secrétaire et registraire de la Province, tous trois membres du

Conseil exécutif, et en même temps membres de l'Assemblée législative, soient nommés membres de la Commission de l'économie intérieure de l'Assemblée législative, aux termes de l'article 114 des Statuts refondus de la province de Québec.

(Certifié,)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier, Conseil exécutif.

A.-R. ANGERS,

Le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province, le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts. (*Documents de la Session No. 8.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 28 avril 1892.

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, aux deux Chambres de la Législature provinciale, étant lu ;
La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Cooke,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur pour le remercier de son gracieux discours prononcé à l'ouverture de la première session de la nouvelle Législature, et d'avoir manifesté du plaisir en nous souhaitant la bienvenue au siège du gouvernement, auquel nous avons été convoqués pour remplir des devoirs importants, et d'avoir exprimé confiance que nous accomplirions ces devoirs avec patriotisme et succès ; et pour assurer Son Honneur ;

1. Que nous considérons que le premier de nos devoirs sera d'étudier, avec le plus grand soin, la situation financière ; et que nous unirons nos efforts à ceux de son gouvernement pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses et relever le crédit de notre province, tout en répondant à ses légitimes aspirations vers le progrès ;

2. Que nous examinerons les comptes publics pour l'année dernière qui nous seront soumis, et que nous regrettons d'apprendre de Son Honneur qu'ils révèlent un déficit considérable ;

3. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur que le budget des dépenses de l'année prochaine a été préparé au point de vue d'une stricte économie, et que son gouvernement espère que lorsque le temps lui aura permis de faire une revue complète du service public, il pourra encore en diminuer les dépenses ;

4. Que nous avons appris avec intérêt que nous serons appelés à légiférer sur diverses matières importantes, comme les mines, l'administration des terres publiques et l'industrie laitière et que nous y donnerons une attention toute particulière ;

5. Que nous étudierons la question du trafic des liqueurs enivrantes, afin de donner le plus tôt possible, à la province, la législation que réclame l'opinion publique sur cette matière ;

6. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur que la réorganisation des tribunaux dans la province et la codification des lois sur la procédure civile occuperont aussi notre attention ;

7. Que nous unissons notre prière à celle de Son Honneur pour que la Providence bénisse nos travaux et nous guide dans l'accomplissement de la tâche difficile qui nous incombe.

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de l'honorable M. Taillon, l'honorable M. Beaubien, l'honorable M. Flynn, l'honorable M. Hall et de M. Tellier, M. Cooke, M. Duplessis, M. Beauchamp et M. Hackett, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite résolution.

L'honorable M. Taillon, du comité spécial nommé pour préparer le projet d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, fait rapport que le comité a préparé cette adresse, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux discours à l'occasion de l'ouverture de la première session de la nouvelle Législature, et d'avoir manifesté du plaisir en nous souhaitant la bienvenue au siège du gouvernement, auquel nous avons été convoqués pour remplir des devoirs importants, et d'avoir exprimé confiance que nous accomplirions ces devoirs avec patriotisme et succès ;

Nous considérons que le premier de nos devoirs sera d'étudier avec le plus grand soin la situation financière ; et nous unirons nos efforts à ceux de votre gouvernement pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, et relever le crédit de notre province, tout en répondant à ses légitimes aspirations vers le progrès ;

Nous examinerons les comptes publics pour l'année dernière qui nous seront soumis, et nous regrettons d'apprendre de votre Honneur qu'ils révèlent un déficit considérable ;

Nous apprenons avec plaisir de votre Honneur que le budget des dépenses de l'année prochaine a été préparé au point de vue d'une stricte économie et que votre gouvernement espère que, lorsque le temps lui aura permis de faire une revue complète du service public, il pourra encore en diminuer les dépenses ;

Nous avons appris avec intérêt que nous serons appelés à légiférer sur diverses matières importantes, comme les mines, l'administration des terres publiques et l'industrie laitière, et nous y donnerons une attention toute particulière ;

Nous étudierons la question du trafic des liqueurs enivrantes, afin de donner, le plus tôt possible, à la province, la législation que réclame l'opinion publique sur cette matière ;

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur que la réorganisation des tribunaux dans la province et la codification des lois sur la procédure civile, occuperont aussi notre attention :

Nous unissons notre prière à celle de Votre Honneur pour que la Providence bénisse nos travaux et nous guide dans l'accomplissement de la tâche difficile qui nous incombe.

La dite adresse étant lue la seconde fois, et adoptée,

Ordonné, Que la dite adresse soit grossyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Beaubien.

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon, l'honorable M. Casgrain, l'honorable M. Nantel, l'honorable M. McIntosh, l'honorable M. Pelletier, l'honorable M. Marchand, et M. Tessier, (Portneuf), M. Marion, M. Morris, M. Fitzpatrick et M. Parizeau composent ce comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 29 avril 1892.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par M. Tessier, (Rimouski),—la pétition de Joseph Frenette, de Saint-Etienne de la Malbaie.

Cenformément à l'Ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie Royale d'Électricité, demandant des amendements à sa charte.

De Joseph Mulholland et autres, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de *The Canada Brick and Tile Company*.

De Éliza Monk et de Frédérick M. Larmonth, demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués, appartenant à la succession de feu John Monk.

L'honorable M. Hall, trésorier de la province, met devant la Chambre—Un état des rapports du Conseil et mandats spéciaux, en vertu de l'acte 31 Victoria, chapitre 9, clause 47, (article 785 des S. R. de la P. de Q.) préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, lequel est lu, et il est ordonné qu'il soit entré dans les journaux de cette chambre comme suit :

ÉTAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts Révisés de la Province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province, tel que requis.

SERVICE.	Rapports du Conseil.			Montants des mandats spéciaux	Montants dépensés	Balance non dépensée
	Nos.	Dates	Montants			
			\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
5 <i>Institutions de Bienfaisance:</i>						
Asiles d'aliénés:— Pour coût de l'entretien des internés à l'Hôpital des aliénés protestants, Montréal	132	18 février 1891	4,143 33	4,143 33	4,143 33	
6 <i>Dépenses spéciales:</i>						
Pour payer les dépenses se rapportant à la dernière maladie et aux funérailles de feu Monseigneur Labelle,	133	18 février 1891	2,942 30	2,942 30	2,942 30	
7 <i>Travaux et édifices publics:</i>						
Loyers, assurances, réparations, etc ; pour faire face à des frais urgents et pour lesquels le crédit de l'exercice en cours est insuffisant	248	4 mai 1891	16,403 57	16,403 57	16,403 57	
8 <i>Terres de la Couronne:</i>						
Frais généraux ; pour suppléer à l'insuffisance des crédits	249	4 mai 1891	20,000 00	20,000 00	20,000 00	
9 <i>Administration de la Justice:</i>						
Pour suppléer à l'insuffisance des crédits,	252	4 mai 1891	116,454 00	116,454 00	116,449 88	4 12
10 <i>Législation:</i>						
Assemblée Législative: pour suppléer à l'insuffisance des crédits	253	4 mai 1891	12,000 00	12,000 00	12,000 00	

11	Arts et Métiers :	Inspecteur général du dessin dans les écoles de la province— E. M. Temple : pour couvrir une partie de son traitement et de ses déboursés auxquels il n'a pas été pourvu dans les crédits d. l'exercice en c. urs.....	256	4 mai 1891.....	1,000 00	1,000 00	746 34	253 66
12	Institutions de bienfaisance :							
		Asiles des aliénés : pour suppléer à l'insuffisance du crédit....	257	4 mai 1891.....	55,000 00	55,000 00	55,000 00	
13	Administration de la Justice :							
		Prisons de réforme, et école de réforme et d'industrie : pour suppléer à l'insuffisance du crédit.....	258	4 mai 1891.....	25,000 00	25,000 00	25,000 00	
1	Législation :							
		Bibliothèque de la Législature : pour achat de la bibliothèque de feu l'hon. P. J. O. Chauveau, en vertu d'une résolu- tion de l'Assemblée Législative, en date du 30 décembre 1890.....	410a	5 août 1891.....	8,000 00	8,000 00	.....	8,000 00
2	Institutions de Bienfaisance :							
		Asiles d'aliénés : Entretien des pensionnaires de l'hôpital des aliénés protestants, Montréal, du 1er février au 1er novembre 1891.....	411a	5 août 1891.....	10,069 61	10,069 61	10,069 61	
3	Dépenses spéciales :							
		Dépenses de la Commission Royale re le chemin de fer de la Baie des Chaleurs.....	411	25 septembre 1891....	2,000 00	2,000 00	2,000 00	
4	Agriculture :							
		Pour payer les cultivateurs fournissant de la betterave à la fabrique de sucre de betterave de West-Farnham, confor- mément à la résolution de l'Assemblée Législative du 26 décembre 1890 et à l'ordre en conseil No. 232 du 22 avril 1891, par laquelle une prime de cinquante cents par tonne est accordée aux producteurs sur livraison.....	442	6 octobre 1891.....	5,000 00	5,000 00	5,000 00	
		A reporter.....	.....	.....	278,012 81	278,012 81	269,755 03	8,257 78

ETAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts Révisés de la Province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province, tel que requis.—*Suite.*

SERVICE.	Rapports du Conseil.		Montants des mandats spéciaux	Montants dépensés	Balance non dépensée
	Nos.	Dates	Montants		
			\$ cts	\$ cts	\$ cts
5 <i>Dépenses spéciales :</i>					
Report.....	.....	.....	278,012 81	269,755 03	8,257 78
Commission re culture de la betterave : Pour dépenses urgentes de la commission nommée conformément à une résolution de l'Assemblée Législative du 26 décembre 1890 et d'après ordre en conseil No. 176 du 12 mars 1891, pour étudier la culture du sucre de betterave.....	464	22 octobre 1891.....	1,000 00	400 00	600 00
6 <i>Dépense spéciale :</i>					
Somme supplémentaire pour couvrir les dépenses de la Commission Royale re le chemin de fer de la Baie des Chaleurs.	472	26 octobre 1891.....	3,000 00	3,000 00	
7 <i>Agriculture :</i>					
Somme supplémentaire requise pour payer les cultivateurs fournissant de la betterave à la fabrique de sucre de betterave de West-Farnham, conformément à la résolution de l'Assemblée législative, du 26 décembre 1890 et à l'ordre en conseil No. 232 du 22 avril 1891, par laquelle une prime de cinquante cents par tonne est accordée aux producteurs, sur livraison.....	474	4 novembre 1891....	3,500 00	3,500 00	
8 <i>Agriculture :</i>					
Société laitière de la province de Québec : Pour couvrir les dépenses de syndicats de neuf beureries et d'une fromagerie					

4	en vertu de l'article 1753a, des Statuts Refondus de la province de Québec, (54 Vict. chap. 23) et de l'ordre en conseil No. 75 du 24 janvier 1891, \$2,500.00 et une somme de \$1000.00, en vertu de l'article 1753d, des Statuts Refondus de la province de Québec, 54 Vict. chap. 20, pour la direction et la surveillance des syndicats et le maintien et le fonctionnement du bureau des examinateurs	475	4 novembre 1891....	3,500 00	3,500 00	3,500 00	
	9. <i>Dépenses spéciales :</i>						
	Somme supplémentaire pour couvrir les dépenses de la commission royale re le chemin de fer de la Baie des Chaleurs.	46	14 novembre 1891....	5,000 00	5,000 00	5,000 00	
10	<i>Législation :</i>						
	Dépenses relatives aux élections générales.....	519	24 décembre 1891....	61,000 00	61,000 00	44,970 52	16,029 48
	11. <i>Dépenses spéciales :</i>						
	Dépenses de la commission royale nommée suivant ordre en conseil No. 3 du 9 janvier pour faire une enquête sur certaines affaires en rapport avec l'administration de l'ancien gouvernement.....	8	2 janvier 1892.....	3,000 00	3,000 00	3,000 00	
12	Prisons de réforme et écoles d'industrie et de réforme : Pour suppléer à l'insuffisance de crédit.....	9	12 janvier 1892.....	15,000 00	15,000 00	15,000 00	
	13. <i>Dépenses spéciales :</i>						
	Dépenses relatives à l'insalubrité et au mobilier de la nouvelle aile de l'École Normale McGill, Montréal.....	12	14 janvier 1892.....	7,400 00	7,400 00	3,000 00	4,400 00
14	<i>Institutions de Bienfaisance :</i>						
	Asiles d'aliénés : Balance de compte due à l'hôpital des aliénés protestants, Montréal, pour l'entretien des pensionnaires, pendant le trimestre finissant le 31 décembre 1891.....	23	22 janvier 1892.....	3,417 44	3,417 44	3,417 44	
	A reporter.....	.....	.....	383,830 25	383,830 25	354,542 99	29,287 26

ÉTAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts Révisés de la Province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province, tel que requis.—*Suite.*

SERVICE.	Rapports du Conseil.			Montants des mandats spéciaux	Montants dépensés	Balance non dépensée
	Nos.	Dates	Montants			
			\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
15 <i>Gouvernement civil :</i>						
Dépenses contingentes des départements : Dépenses urgentes des départements suivants, les crédits (tant complètement épuisés, savoir :	Report.....		383,830 25	354,547 99	29,287 26	
Département des Terres de la Couronne.....						
Département du Secrétaire de la Province.....	41	4 février 1892.....	8,000 00	7,500 00	500 00	
16 <i>Agriculture :</i>						
Pour payer la balance du montant accordé pour 1890-91 à la Compagnie du Haras National, Montréal, soit \$3,000 00 et le compte de \$600 accordé pour 1891-92, à la même Compagnie, suivant résolution de l'Assemblée législative, du 26 décembre 1890, ratifié par O. en C. No. 31, du 15 janvier 1891, soit, \$3,000 00.....	79	7 mars 1892.....	6,000 00	6,000 00		
17 <i>Prisons de réforme et Ecoles d'industrie et de réforme :</i>						
Pour dépenses urgentes, le crédit de l'année courante et mandat spécial No. 12 du 12 janvier 1892 ayant été entièrement dépensés.....	102	26 mars 1892.....	27,000 00	26,821 82	178 18	

18) <i>Dépenses spéciales :</i>	Somme supplémentaire pour couvrir les dépenses urgentes de la Commission royale et le chemin de fer de la Baie des Chaleurs.....	124	1er avril 1892.....	2,000 00	2,000 00	936 46	1,063 58
19) <i>Institutions de bienfaisance :</i>	Asile : d'aliénés : pour dépenses d'entretien des pensionnaires de l'hôpital des aliénés protestants, Montréal.....	155	9 avril 18, 2.....	3,500 00	3,500 00		
20) <i>Services divers :</i>	Réclamation de la Province sur la " Terre ferme de Mingan " pour dépenses urgentes relatives à la cause de Sa Majesté vs La Compagnie du Labrador, actuellement pendante devant le conseil privé de Sa Majesté, dans laquelle le gouvernement de cette Province réclame la propriété de 400 milles de terre sur la côte nord du St-Laurent, appartenant à la " Terre ferme de Mingan ".....	176	14 avril 18, 2.....	6,000 00	6,000 00		6,000 00
	Total.....	.....	.....	\$ 36,330 25	\$ 436,330 25	\$ 399,301 23	\$ 37,129 02

Département du Trésor,

A. H. VERRET.

QUÉBEC, 29 AVRIL 1892.

Auditeur de la Province.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 2319 et 2320 des Statuts refondus de la Province de Québec, relativement à la résidence et aux fonctions des juges.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 46 Vict., ch. 44, étendant les dispositions de l'acte 31 Vict., ch. 73, aux vicariats et préfectures apostoliques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant le service civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill interdisant les loteries.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill concernant la subornation et la corruption des membres du parlement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill rendant le vote obligatoire.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill concernant les actes de corruption municipale et civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 mars 1890, demandant une copie d'une requête adressée au gouvernement, l'an dernier, par certains électeurs du comté de Verchères et autres personnes, concernant l'emploi de la somme de \$112,500.00, re chemin de fer "Le Montréal et Sorel", aussi, copie de l'état de compte fourni au gouvernement par les fidéicommissaires à qui a été confiée cette somme ; enfin, copie de tout arrêté du Conseil exécutif de cette province, de toute correspondance et de tous écrits généralement, concernant cette affaire. (*Document de la Session No. 11*).

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a adopté l'adresse ci-jointe à Sa Très-Excellente Majesté la Reine, à l'occasion de la mort du Duc de Clarence et Avondale, pour laquelle il demande le concours de cette Chambre.

A Sa Très-Excellente Majesté la Reine,

Très-Gracieuse Souveraine,

Nous, le Conseil législatif de la province de Québec, réunis en session, approchons de Votre Majesté pour renouveler l'assurance de notre loyauté et de notre dévouement à Votre Personne et à Votre Couronne.

Nous prions Votre Majesté d'agréer l'expression de la profonde sympathie qu'a éprouvée le peuple de la province de Québec, en apprenant le douloureux événement qui afflige Votre Majesté, Leurs Altesses Royales le Prince et la Princesse de Galles, ainsi que toute la famille royale.

Le duc de Clarence et Avondale était l'orgueil et l'espérance du Royaume-Uni.

Que Votre Majesté soit assurée que son peuple de la province de Québec s'intéresse vivement à ses peines comme à ses joies.

Nous faisons des vœux pour que la Providence daigne protéger toujours Notre Gracieuse Souveraine et ceux qui lui sont chers.

Québec, 29 avril 1892.

BOUCHER DE LA BRUÈRE,

Orateur.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Marchand, *Ordonné*, Que la dite adresse soit maintenant prise en considération.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans la dite adresse, en remplissant le blanc en icelle avec les mots "et l'Assemblée législative."

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif informant leurs Honneurs que cette Chambre concoure dans l'adresse de condoléance à Sa Majesté la Reine, à l'occasion de la mort prématurée de Son Altesse Royale le Prince Albert-Victor, duc de Clarence et Avondale, en remplissant le blanc en icelle avec les mots "et l'Assemblée législative."

Ordonné, Que le Greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolu, Que l'adresse suivante soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur :

A Son Honneur

L'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,

Lieutenant-gouverneur.

Nous, fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté l'Assemblée législative de la Province de Québec, réunis en parlement, avons cru devoir présenter une adresse de condoléance à Sa Très-Gracieuse Majesté la Reine.

Pour exprimer à Sa Majesté l'universelle et vive douleur du peuple de la Province de Québec, à l'occasion de la mort prématurée de Son Altesse Royale le prince Albert-Victor, duc de Clarence et Avondale.

Nous demandons qu'il nous soit permis d'approcher de Votre Honneur pour lui demander respectueusement de transmettre la dite adresse à Son Excellence le Très-Honorable Sir Frederick-Arthur Stanley, Gouverneur-général du Canada, priant Son Excellence de la faire ensuite parvenir à Sa Très-Gracieuse Majesté la Reine.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, informant leurs Honneurs, que cette Chambre a passé une adresse à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien transmettre à Son Excellence le Gouverneur-général de la Puissance du Canada, l'adresse collective des deux Chambres à Sa Très-Gracieuse Majesté la Reine, à l'occasion de la mort prématurée de Son Altesse Royale le prince Albert-Victor, duc de Clarence et Avondale, en la manière que Son Excellence jugera convenable, afin qu'elle soit mise au pied du trône, à laquelle adresse cette Chambre demande le concours de leurs Honneurs.

Ordonné, Que le greffier porte le dit message au Conseil législatif.

L'honorable M. Hall, trésorier de la province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur,—les Comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1891. (*Document de la Session*, No. 3.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 2 Mai 1892.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de *The Union Stockyards and Meat Packing Company*,—et la pétition de Joel C. Baker, de la cité de Montréal, et de Robert Moat, de Eccleshall, Staffordshire, Angleterre, exécuteurs testamentaires de feu William Workman.

Par l'honorable M. Flynn,—la pétition de Isaac Tristram Coffin, de Château de la Madeleine, Boulogne-sur-Mer, France.

Par l'honorable M. McIntosh,—la pétition de R. H. Pope et autres, du canton de Eaton, comté de Compton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet, demandant des amendements à sa charte ;

Du recteur et des syndics de l'église St-George de Granby, demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles ;

De John Lee et de Lucie Riel, son épouse, de la cité de Montréal, demandant un acte autorisant John Paris et Marie-Louise Paris à changer leurs noms en ceux de John Lee et Marie-Louise Lee, et pour autres fins ;

De Joseph Adélaré Ouimet, de la cité de Montréal, demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres ;

Du Crédit Foncier de la province de Québec, demandant d'être constitué en corporation ;

De la corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation municipale de la cité de Sorel, demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation municipale de la cité de Sorel, demandant des amendements à la loi des licences ;

Et de Joseph Frénette, de St-Etienne de la Malbaie, demandant un acte autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à lui accorder une licence pour la pratique de la médecine et de la chirurgie.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Cooke,—Le gouvernement a-t-il reçu un rapport de la commission dernièrement nommée pour étudier la culture de la betterave ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Non.

Par M. Cooke,—Le gouvernement a-t-il reçu un rapport de MM. Robidoux et Langelier, ou de l'un d'eux, au sujet de leur voyage fait pour étudier le système des asiles d'aliénés, des prisons, etc. ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Non.

Par M. Tellier,—Est-ce l'intention du gouvernement de créer un nouveau district judiciaire, dont la ville de Berthier serait le chef-lieu, et qui comprendrait les comtés de Berthier et de Maskinongé ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Ce n'est pas l'intention du gouvernement de créer un nouveau district judiciaire dont Berthier serait le chef-lieu.

Sur motion de M. Châteauvert, secondé par M. Baker,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des instructions données par le gouvernement à M. le vicomte de Poli, en France, antérieurement au seize décembre dernier.

Sur motion de M. Desjardins, secondé par M. Baker,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents, correspondance et rapports relatifs à l'emprunt de \$10,000,000 voté à la dernière session de 1890, et spécialement les documents et correspondances se rattachant à la part prise à ce dernier emprunt par M. Gustave-A. Drolet.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Baker, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports et correspondance au sujet du voyage de M. C. Lefebvre, en Europe, *re* "le dessin à l'école primaire."

Sur motion de M. Morris, secondé par M. Parizeau,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des dépenses de la commission pour étudier la question de la culture de la betterave.

L'honorable M. Taillon, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux, ordonnés par la Chambre, fait rapport que le comité a préparé la liste des membres pour le comité suivant, savoir :

Ordres permanents.—L'honorable M. McIntosh, et MM. Cholette, Descarries, England, Girard, (de Rouville), Girouard, Marion, Laliberté, Panneton, Spencer Grenier et Ste-Marie.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Morris, secondé par M. Parizeau,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des dépenses de MM. Langelier et Robidoux pendant leur voyage pour étudier le système des asiles d'aliénés, etc.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur,—le Vingt-et-unième rapport des Inspecteurs de prisons, asiles, etc, etc, de la province de Québec, pour l'année 1890. (*Document de la Session No 14.*)

Aussi,—Extraits des rapports et statistiques judiciaires pour 1890 et 1891. (*Document de la Session No. 13.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 3 mai 1892.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table

Par M. Spencer,—la pétition de l'Union Saint-Joseph, de Farnham.

Par M. Morris,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelaga.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi J. Marion, écuyer, pour son président, et est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Taillon, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé la liste des membres pour le comité suivant :

Bills Privés.—Les honorables MM. Taillon, Casgrain, Flynn, Hall, Marchand, Shehyn, et MM. Allard, Augé, Beauchamp, Cartier, Cooke, Déchène, Descarries, Duplessis, Fitzpatrick, Gladu, Greig, Hackett, Marion, Martineau, McDonald,

Morris, Normand, Panneton, Parent, Stephens, Tellier, Tessier, (Portneuf), Tessier, (Rimouski), Turgeon et Villeneuve.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill relatif au département du Secrétaire de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Beaubien met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le Rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation de la province de Québec, pour l'année 1891. (*Document de la Session No. 2.*)

Aussi, rapport sur le concours provincial de mérite agricole, deuxième année, 1892; Rapport des Juges. (*Document de la Session No. 15.*)

L'honorable M. Hall, trésorier de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A.-R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1892, et conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, il recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 3 mai, 1892.

Ordonné, Que le dit message et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre,—copie des ordres en conseil passés depuis la dernière session, concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session, article 675 des statuts refondus. (*Document de la Session No 16.*)

L'honorable M. Flynn met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur,—Rapport du Commissaire des terres de la Couronne de la province de Québec, pour les douze mois finissant le 30 juin 1891. (*Document de la Session No 4.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 4 mai 1892.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Stephens,—la pétition de Edward M. Hill et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Casgrain,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.

Par l'honorable M. McIntosh,—la pétition de la Société des Missions Congrégationalistes du Canada.

Par M. Descarries,—la pétition de la Compagnie de Jésus,—la pétition de la corporation de la ville de Beauharnois,—et la pétition de Stanislas M. McDuff, écuyer, médecin, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joël C. Baker, de la cité de Montréal, et Robert Moat de Eccleshall, Staffordshire, Angleterre, exécuteurs-testamentaires du testament de feu William Workman, demandant un acte pour mieux définir les droits des légataires, et pour autres fins.

De Isaac Tristram Coffin, de Château de la Madeleine, Boulogne-sur-Mer, France, demandant un acte pour l'autoriser à vendre les Iles de la Madeleine.

De R. H. Pope et autres, du canton d'Eaton, comté de Compton, demandant un acte érigeant en ville le village de Cookshire.

Et de *The Union Stockyards and Meat Packing Company*, demandant un acte d'incorporation.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De *The Canada Brick and Tile Company*, demandant un acte d'incorporation.

De Eliza L. Monk et de F. M. Larmonth, demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués, succession de feu J. G. Monk.

De la compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet, demandant des amendements à sa charte.

Du Recteur et des Syndics de l'Eglise de St-George de Granby, demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles.

De la Corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte.

Et de la cité de Sorel, demandant des amendements à sa charte.

Ordonné, Que M. Tessier, (Portneuf) ait la permission de présenter un Bill amendant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 52 Victoria, chapitre 75, concernant la compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill rendant insaisissables les gages des ouvriers.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill ordonnant de donner garantie des frais dans les causes de libelle contre les journaux.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Allard, secondé par M. Lacouture,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tout état de compte fourni et présenté au gouvernement de cette province, ou à aucun des départements par C. A. Chênevert, ex-M. P. P., ou par la compagnie d'imprimerie de Berthier, pour annonces, impressions, etc, depuis le 1er avril 1889 jusqu'au 31 décembre dernier, (1891).

L'honorable M. Hall, trésorier de la Province, met sur le bureau de la Chambre,—État détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu), remis par le Lieutenant-gouverneur en Conseil, du 4 novembre 1890 au 26 avril 1892, tel que requis par l'acte 31 Victoria, chapitre 9, section 61, sous-section 2, (article 826 S. R. P. Q) (*Document de la Session No 19.*)

Aussi, un état des cautionnements donnés par les officiers publics de la province de Québec, depuis le 13 novembre 1890 jusqu'au 2 mai 1892 inclusive-ment, tel que requis par l'article 633 des statuts révisés de la province de Québec. (*Document de la Session No 20.*)

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 décembre 1890, pour une copie de toute correspondance et documents se rapportant aux octrois d'argent de colonisation pour la paroisse de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, depuis janvier 1887, (*Document de la Session No. 17.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 décembre 1890, pour une copie des rôles de paie relatifs aux deniers dépensés pour la colonisation, dans le comté de Saint-Maurice, depuis le 30 juin mil huit cent quatre-vingt-neuf jusqu'à ce jour; ainsi que copie de toute correspondance, lettres ou autres documents échangés entre le gouvernement et le département de l'agriculture, et les conducteurs des susdits travaux de colonisation et toute autre personne, au sujet de tout octroi ou promesse d'octroi de deniers pour toutes fins quelconques, depuis la dite date du 30 juin 1889 jusqu'à ce jour. (*Document de la Session No. 18.*)

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A.-R. ANGERS.

Messieurs de l'Assemblée législative :

Je reçois, avec une grande satisfaction, l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et je vous remercie de l'expression de votre loyauté envers Sa Majesté et de l'assurance de votre dévouement aux intérêts de la Province.

Québec, 3 mai 1892.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides, et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que vû le budget supplémentaire de l'exercice financier 1891-92, s'élevant à \$866,312.21 présenté à cette Chambre le trois mai courant, et l'urgence du paiement immédiat de plusieurs sommes spécifiées dans les articles 5, 6, 10, 11, 13, 14, 15, 22, 24, formant un total de \$300,000.00 contenu dans le dit budget, une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur le priant d'émettre son mandat en faveur du Trésorier de cette Province, pour la somme de \$300,000.00, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. Taillon, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé la liste des membres pour les comités suivants :

Privilèges et Elections.—Les honorables MM. Casgrain, Flynn, Hall, Pelletier, et MM. Dechène, Duplessis, Fitzpatrick, Tellier et Tessier (Portneuf).—9.

Chemins de fer, etc.—Les honorables MM. McIntosh et Nantel, et MM. Allard, Bédard, Bernatchez, Bourbonnais, Carbray, Caron, Chateauvert, Chicoyne, Déchène, Desjardins, Doyon, England, Fitzpatrick, Girard, (Lac St-Jean), Girouard, Gosselin, Grenier, Kennedy, King, Lacouture, Lussier, Magnan, Martineau, Morris, Parent, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Simpson, Stephens, Ste-Marie, Tétreau et Turgeon.—36.

Législation et Lois expirantes.—Les honorables MM. Taillon, Casgrain, Flynn, Hall, Marchand, et MM. Allard, Augé, Descarries, Fitzpatrick, Gladu, Hackett, Laliberté, Panneton, Tellier et Tessier (Rimouski).—15.

Comptes publics.—Les honorables MM. Hall, Nantel, Pelletier, Shehyn, et MM. Beauchamp, Bernatchez, Carbray, Cartier, Chateauvert, Chicoyne, Cooke, Duplessis, Fitzpatrick, Girard (Rouville), Gosselin, Grenier, Hackett, Morin, Morris, Parizeau, Savaria, Stephens, Tessier (Portneuf), et Villeneuve.—24.

Agriculture, Immigration et Colonisation.—Les honorables MM. Beaubien, McIntosh, Nantel, et MM. Baker, Beauchamp, Bédard, Bernatchez, Bourbonnais, Caron, Chicoyne, Cholette, Dechène, Desjardins, Doyon, Gillies, Girard (Lac Saint-Jean), Girard (Rouville), Gosselin, Greig, Lacouture, Lussier, Magnan, McDonald, Morin, Petit, Poirier, Rioux, Spencer, Ste-Marie et Tétreau.—30.

Diverses industries.—Les honorables MM. Beaubien, McIntosh, Shehyn, et MM. Baker, Bédard, Bourbonnais, Caron, Carbray, Chateauvert, Desjardins, Gillies, Gosselin, Kennedy, King, Laliberté, Lussier, Morris, Normand, Parizeau, Savaria et Simpson.—21.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 5 mai 1892.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Parent,—la pétition de Joseph Picard et de Dame Lucrèce Fortin, son épouse, de la cité de Québec.

Par M. Duplessis,—la pétition de Didier Garneau, de la cité de Montréal, étudiant-dentiste.

Par M. Morris,—la pétition de L. J. Forget et autres,—et la pétition de la Chambre de Commerce, de Montréal.

Par M. Villeneuve,—la pétition de Amable Collin et autres, Syndics de la paroisse de la Nativité de la Sainte-Vierge, quartier d'Hochelaga, Montréal,—la pétition des Dames Religieuses Carmélites, de Montréal,—et la pétition de Louis Estevenon, Désiré Boscher et Arthur Letellier, religieux de la Congrégation du Très-Saint-Sacrement.

Par M. Tessier, (Portneuf),—la pétition de l'honorable Erstine-Henry Bronson, M. P. P., et autres, de la cité d'Ottawa.

Par M. Hackett,—la pétition de Alfred Rogers et autres, du Canton de Eaton,—et la pétition de Dame Margaret McCready et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues ;

De l'Union Saint-Joseph, de Farnham, demandant un acte refondant sa loi organique.

Et de la Compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelega, demandant un acte pour remettre en vigueur et amender sa charte.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu L. T. N. L. Duplessis, écuyer, pour son président, et il a été convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum fut réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Hackett, du comité spécial permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit ;

Votre comité a choisi M. M. F. Hackett, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, présente aussi à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable T. Chase Casgrain pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le nom de l'honorable M. Beaubien soit substitué à celui de l'honorable M. Taillon, et le nom de M. Lussier soit substitué à celui de M. Parent sur la liste des membres du comité des bills privés, et que les noms de MM. Martineau et Parent soient ajoutés à la liste des membres du comité des comptes publics.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill pour autoriser la vente de propriété foncière appartenant à la substitution créée par le testament de feu John Monk, et le placement ou remplacement des sommes provenant de cette vente.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lacouture ait la permission de présenter un Bill amendant la loi 52 Victoria, chapitre 80, constituant la cité de Sorel en corporation.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill amendant le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles se rapportent à ce bill et qu'il soit référé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 844 des Statuts refondus de la Province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 177 et 188 des Statuts refondus de la Province de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 5766 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a donné unanimement son concours à l'adresse de l'Assemblée législative à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien transmettre à Son Excellence le Gouverneur-général l'adresse conjointe de condoléance à Sa Très-Gracieuse Majesté la Reine, au sujet du décès de Son Altesse Royale le Prince Albert-Victor, duc de Clarence et Avondale, en remplissant le blanc par les mots : " le Conseil législatif et "

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Allard,—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à payer aux cultivateurs de la betterave à sucre, dans la province de Québec, la prime de cinquante centins par tonne, accordée et payée l'année dernière; et jusqu'à concurrence de quel montant, le gouvernement s'engage-t-il ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le gouvernement sera en mesure de répondre dans quelques jours.

Par M. Dechène,—Qui était surintendant des pêcheries provinciales avant le 16 décembre 1891 ?

Quel était son salaire ?

Quel est le nom du titulaire actuel de cet emploi ?

Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Flynn,—I. M. J. N. Proulx, registraire du département des Terres de la Couronne qui s'était démis de sa charge de surintendant des pêcheries, le 1er septembre 1891, et dont la démission avait été acceptée par l'ex-Commissaire des Terres, l'honorable Geo. Duhamel.

2. Il recevait, en sus de son traitement comme Régistraire, une indemnité de \$150.00, mais il avait un assistant qui recevait \$800.00.

3. M. Honoré Chassé, avocat, de Québec.

4. Traitement de \$1,200.00, sans assistant. Il doit, de plus, agir comme surintendant de la chasse, sans traitement additionnel.

Par M. Dechène,—Combien le gouvernement a-t-il payé en tout pour défrayer les dépenses de la Commission Royale *re* chemin de fer de la Baie des Chaleurs ?

Quel est le salaire payé à chaque commissaire ?

Quel est le salaire payé au greffier ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier.—Les dépenses en question ne sont pas encore liquidées, les comptes n'ont pas tous été produits, et rien n'a été encore décidé quant aux salaires. Le gouvernement est en correspondance, à ce sujet, avec le président de la Commission.

Par M. Dechène,—Combien d'exemplaires de la preuve produite devant la Commission Royale, *re* affaire Langlais, ont-ils été imprimés et distribués aux frais du gouvernement ?

Quel est le coût de ces impressions et distributions ?

Quel est l'imprimeur à qui ces ouvrages ont été confiés ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier.—A la première question : huit mille.

A la deuxième question : les comptes n'ont pas encore été produits ni approuvés.

A la troisième question : la version française a été imprimée par M. Léger Brousseau, et la version anglaise par M. J. E. Mercier.

Par M. Tessier, (l'ortneuf),—Est-ce l'intention du gouvernement de remettre à M. Zénophile Benoit, ci-devant assistant-maître de poste de cette Chambre, ce qu'il a payé comme contribution au fonds de pension ?

Quelles sont les raisons qui ont motivé la destitution de cet employé permanent de la Chambre ?

Y a-t-il eu quelques plaintes contre lui ; et si oui, par qui.

Par qui a-t-il été remplacé ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier.—A la première question : Sous considération.

A la deuxième et à la troisième question : Dans un but d'intérêt public et d'économie

A la 4ème question : Victor Lacroix remplit temporairement la charge en question.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Baker,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes, correspondance et réclamations relatives aux octrois de colonisation dans le comté de Joliette, depuis le 1er février 1887, ainsi que de tous les rôles de paie et autres documents établissant l'emploi et le paiement de ces octrois.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Marion,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances et réclamations faites au sujet des octrois de colonisation, dans le comté de

Saint-Maurice, depuis le 1er décembre 1890; ainsi que copie de tous les rôles de paie et autres documents établissant le paiement détaillé de toutes les susdites sommes.

Sur motion de M. Allard, secondé par M. Lacouture,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes, correspondance et réclamations relatives aux octrois de colonisation dans le comté de Berthier, depuis le 1er février 1887; ainsi que copie de tous les rôles de paie et autres documents établissant l'emploi et le paiement détaillé de ces octrois.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents, arrangement, contrats ou marchés intervenus entre le gouvernement de cette province et la compagnie du Haras National, Montréal.

2. Aussi, un état de toutes sommes d'argent payées en vertu de tels contrats, marchés, etc, la date de tel paiement et le montant de tel paiement.

3. Aussi, une copie de tous et chacun des certificats des médecins vétérinaires, ou autres personnes, justifiant tels paiements.

4. Le nombre des étalons fournis par la dite compagnie avec leurs noms.

5. Aussi, la liste des villes, villages, comtés ou paroisses où ont été envoyés ces étalons et le nombre de juments servies par ces étalons.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—une copie du rapport *ad interim* des Commissaires Baby et Davidson re Commission Royale chargée de s'enquérir de certains faits concernant le chemin de fer de la Baie des Chaleurs;

2. Copie du rapport final des juges Jetté, Baby et Davidson, sur la même question.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Chicoyne,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes, correspondances et réclamations faites au sujet des octrois de colonisation dans le comté de Saint-Hyacinthe, depuis le 1er janvier 1890; ainsi que copie de tous les rôles de paie et autres documents établissant le paiement détaillé de toutes les susdites sommes.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Baker,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes payées par le gouvernement Mercier à MM. Germain et Germain, avocats, de Sorel, à titre d'honoraires *re* Croisetière *vs.* Brault et le Procureur-général, intervenant, et copie du mémoire de frais produit par les dits avocats, ainsi que toutes correspondances relatives à cette dite cause.

Le Bill pour amender l'acte 46 Vict., ch., 55, étendant les dispositions de l'acte 32 Vict., ch., 73, aux vicariats et préfectures apostoliques, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et référé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant le service civil ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Conseil législatif, y compris l'impression, la reliure, etc, pour couvrir le montant pris sur les crédits de 1891-92, et couvrir les dépenses de même nature pour 1890-91, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize cent quatre-vingt-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent trente piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la bibliothèque de la législature : traitement de J. E. Fortin, du 31 décembre 1890 au 30 avril 1892, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cent cinquante-et-une piastres et soixante et neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux et édifices publics ; taxes, assurance, réparations, etc., des édifices en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des aliénés protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Duplessis, informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'ordre étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif au département du Secrétaire de la Province ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le Comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill amendant l'acte 52 Victoria, chapitre 75, concernant la Compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et référé au comité spécial permanent des bills privés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 6 mai 1891.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de l'Institut Royal pour l'avancement des sciences,—et la pétition de *The Montreal Safe Deposit Society*.

Par l'honorable M. Taillon,—la pétition de Zéphir Resther, exécuteur testamentaire et administrateur de la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Par M. Tellier,—la pétition de Joseph-C. Beauchamp, comptable, et de Pierre Demers, marchand, tous deux de la cité de Montréal.

Par M. Villeneuve,—la pétition de la Corporation de la ville de Saint-Henri.

Par M. Cooke,—la pétition de Henry-W. King, de la Côte-des-Neiges, et de Caroline-Nelson King, son épouse,—et la pétition de Charles McCaffrey et autres, de la ville de Nicolet.

Par M. Tétreau, — la pétition de la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie du chemin de fer " Québec, Montmorency et Charlevoix," demandant des amendements à sa charte et une augmentation de pouvoirs.

De la Société des missions congrégationalistes du Canada, demandant un acte l'autorisant à aliéner la propriété de l'Eglise congrégationaliste, située dans la cité de Québec.

De la Compagnie de Jésus, demandant un acte concernant la Commune de Laprairie.

De la Corporation de la ville de Beauharnois, demandant des amendements à sa charte.

De Stanislas McDuff, écr, médecin, de la cité de Montréal, demandant un acte à l'effet de le déclarer membre du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Et du Révérend Edward M. Hill et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de *The Montreal Congregational Church building Society*.

Ordonné, Que M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill modifiant la constitution de la Législature de la province de Québec, en ce qui a rapport au Conseil législatif.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill abrogeant la section 36 de la 54ième Victoria, chapitre 13.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 4661 et 4715 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 2319 et 2320 des Statuts refondus de la province de Québec, relatifs aux juges de la Cour supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable M. Nantel met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le Rapport général du Commissaire des Travaux Publics de la province de Québec pour 1891. (*Document de la Session No. 7.*)

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent quatre piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Conseil législatif, y compris les impressions, la reliure, etc, pour couvrir le montant pris sur les crédits de 1891-92, et couvrir les dépenses de même nature pour 1890-91, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.
2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize cent quatre-vingt trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.
3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent trente piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Bibliothèque de la Législature : traitement de J. E. Fortin, du 31 décembre 1890 au 30 avril 1892, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.
4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cent cinquante-et-une piastres et soixante-et-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux et édifices publics ; taxes, assurances, réparations d'édifices en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.
5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des aliénés protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cent deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des départements du service civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.
2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.
3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la prison de réforme, des écoles d'industrie et de réforme et de l'Orphelinat agricole de Notre-Dame de Montfort, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cent quarante piastres et huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent six piastres et quatre-vingt dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer M. E. M. Templé, balance à lui due pour dépenses de voyage *re* méthode Templé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante-neuf piastres et trente-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la commission d'hygiène, S. R. Q., titre 7, chapitre 3, sec. 1, pour couvrir les dépenses supplémentaires encourues par la commission par suite de l'épidémie de variole de 1891-92, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cent trente-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés : Beaufort, Saint-Jean de Dieu, Saint-Ferdinand d'Halifax et Asile Belmont, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille huit cent soixante-douze piastres et soixante et cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des divers ouvrages d'écrivains canadiens : "Collection des Monnaies et Médailles," impression de la "Liste des Terres de la Couronne concédées depuis 1763 jusqu'au 31 décembre 1890," et autres comptes de menues dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cent soixante et six piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'ouvrages divers d'autres écrivains canadiens : impression, reliure, papeterie et menues dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-et-huit piastres et soixante et dix huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'exposition de la Jamaïque, balance due à Auguste Dupuis, commissaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent onze mille trois cent quatre-vingt piastres et soixante et deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face

aux dépenses de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, Montréal : construction, mobilier, balance due aux architectes pour services professionnels, etc, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole Normale McGill, Montréal, balance due sur contrat, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Réolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'agrandissement du palais de justice de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour régler les réclamations dont la province peut être responsable au sujet des comptes et réclamations présentées et provenant de faits et de lettres divers, avant le 17 décembre 1891, et se rapportant au service suivant, savoir : Hospice Sainte-Anne, de la Baie Saint-Paul, pour les idiots, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille neuf cent huit piastres et trente-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour régler les réclamations dont la province peut être responsable au sujet de comptes et réclamations présentées et provenant de faits et de lettres divers, avant le 17 décembre 1891, et se rapportant au service suivant, savoir : pour transcription, impression et publication des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et neuf mille neuf cent vingt-trois piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour régler les réclamations dont la province peut être responsable au sujet de comptes et réclamations présentées et provenant de faits et de lettres divers, avant le 17 décembre 1891, et se rapportant au service suivant, savoir : services divers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui,

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en la dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cent deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des départements du service civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la prison de réforme, des écoles d'industrie et de réforme et de l'Orphelinat agricole de Notre-Dame de Montfort, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cent quarante piastres et huit centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent six piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer M. E. M. Templé, balance à lui due pour dépenses de voyage *re* méthode Templé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante neuf piastres et trente cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la commission d'hygiène, S. R. Q., titre 7, chapitre 3, sec. 1 pour couvrir les dépenses supplémentaire encourues par la commission par suite de l'épidémie de variole de 1891-92, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cent trente quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés : Beaufort, St-Jean de Dieu, St-Ferdinand d'Halifax et Asile Belmont, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille huit cent soixante et douze piastres et soixante et cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des ouvrages divers d'écrivains canadiens : "Collection des Monnaies et Médailles," impressions de la "Liste des Terres de la Couronne concédées depuis 1763 jusqu'au 31 décembre 1890, et autre comptes de menues dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'ouvrages divers d'autres écrivains canadiens : impression, reliure, papeterie et menues dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la Couronne pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-et-huit piastres et soixante-et-dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'exposition de la Jamaïque, balance due à Auguste Dupuis, commissaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent onze mille trois cent quatre-vingt piastres et soixante et deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole Normale Jacques-Cartier Montréal : construction, mobilier, balance due aux architectes pour services professionnels, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole Normale McGill, Montréal, balance due sur contrat, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'agrandissement du palais de justice de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1892.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour régler les réclamations dont la province peut être responsable au sujet des comptes et réclamations présentés et provenant de faits et de lettres divers, avant le 17 décembre 1891, et se rapportant au service suivant, savoir : Hospice Sainte-Anne, de la Baie Saint-Paul, pour les idiots, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille neuf cent huit piastres et trente-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour régler les réclamations dont la province peut-être responsable au sujet de comptes et réclamations présentés et provenant de faits et de lettres divers avant le 17 décembre 1891, et se rapportant au service suivant, savoir : pour transcription, impression et publication des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et neuf mille neuf cent vingt-trois piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour régler les réclamations dont la province peut être responsable au sujet de comptes et réclamations présentés et provenant de faits et de lettres divers, avant le 17 décembre 1891, et se rapportant au service suivant, savoir : services divers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tessier (Portneuf).—Est-ce à la demande du barreau du district de Beauce que le gouvernement a nommé un conjoint à monsieur Zéphirin Vézina, protonotaire du dit district ?

Si, non, à la demande de qui ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—C'est à la demande du député du comté, et pour des raisons d'intérêt public, qu'il a fait valoir, qu'un protonotaire conjoint a été nommé pour le district de Beauce.

Par M. Turgeon,—Est-ce l'intention du gouvernement de modifier, à cette session, la législation au sujet de la dîme ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Non.

Par M. Turgeon,—Est-ce l'intention du gouvernement de reprendre la publication du Hansard Desjardins ; et si oui, à quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Sous considération.

Par M. Turgeon,—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre à la Chambre, à cette session, un projet de loi concernant le renouvellement du contrat, pour l'entretien des aliénés, avec les propriétaires de l'Asile de Beauport ?

Si oui, le gouvernement a-t-il l'intention de se réserver le contrôle médical sur les aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—La question des contrats pour l'entretien des aliénés est à l'étude.

Par M. Turgeon,—Quelles sont les raisons qui ont motivé la destitution du Dr Brochu, comme inspecteur hygiéniste, en vertu de l'acte des manufactures ?

Y a-t-il eu quelques plaintes contre lui, et si oui, par qui ?

Par qui a-t-il été remplacé ?

Quel est ou sera le salaire de son remplaçant ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—A la première et à la deuxième question : Dans un but d'intérêt public.

A la troisième question : Par le Dr C. J. Samson.

A la quatrième question : Il n'y a pas maintenant de salaire attaché à cette position.

Par M. Dechène,—Qui était, avant le 16 décembre dernier, le greffier des comités de l'Assemblée législative ?

Quel était son salaire ?

Qui est maintenant titulaire de cet emploi ?

Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—A la première question : J. Boutin Bourassa.

Deuxième question : \$700.00.

Troisième et quatrième questions : cette position est maintenant remplie par un clerc sessionnel à \$2.00 par jour, pour le temps de la session seulement.

Par M. Dechène,—Le notaire Boutin-Bourassa est-il encore à l'emploi du gouvernement ?

Si non, quelles sont les raisons de sa destitution ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—A la première question : Non.

A la deuxième question : Dans un but d'intérêt public et d'économie.

Sur motion de M. Allard, secondé par M. Lacouture,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes d'argent payées par le gouvernement de cette province, à Cléophas Beausoleil, *Ecr.*, avocat, de la cité de Montréal, et membre du Parlement de la Puissance du Canada, à quelque titre que ce soit, depuis le 1er février 1887 jusqu'au 16 décembre dernier 1891 ; ainsi que la date de chacun de ces paiements.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé, item par item, des frais de voyage de Eugène Casgrain, juge de l'ordre du mérite agricole, mentionné à la page 125 des comptes publics de cette province, 1891.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état détaillé des sommes de \$5,000, \$400 et \$3,500, mentionnées dans le rapport des mandats spéciaux présenté à cette session, et portant les numéros 442, 464 et 474.

2. Quelle quantité de sucre de betterave a été fabriquée avec les 10,000 tonnes pour lesquelles un bonus de 50 cents par tonne a été payé, et par qui ce sucre a-t-il été fabriqué ?

3. En vertu de quels certificats la somme de \$5,000 a-t-elle été payée, et quelle preuve le gouvernement a-t-il de ce ou ces paiements ?

4. Quel prix a été payé aux cultivateurs par tonne de betteraves livrées aux fabriques de sucre ?

5. Combien de fabriques de sucre de betteraves existent ici et à qui appartiennent-elles ?

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil nommant E. M. Templé, directeur-général du dessin dans la Province de Québec.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de

toute correspondance entre Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de cette province, ou quelques-uns de ses membres, au sujet de la requête de plusieurs députés faisant partie de l'ancien parlement, demandant la convocation immédiate de la Législature pour examiner et juger la question dite de la Baie des Chaleurs.

Aussi, copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou quelques-uns de ses membres, et Victor Monfette, ancien député du comté de Nicolet, au sujet de la requête ci-dessus.

Aussi, copie de toute lettre de transmission, accusé de réception, etc., tant de la part de l'ex-gouvernement que de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, se rapportant à la dite lettre du dit Victor Monfette.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — un état des sommes payées à Pierre Bazinet, cordonnier, de Joliette, ou à d'autres pour lui, pour explorations dans les comtés de Dorchester, Lévis, etc, en 1889, et copie de toutes correspondances relatives à sa nomination avec indication de la nature et de la durée de ses services..

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 9 mai 1892.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :
Par l'honorable M. Flynn, — la pétition des Révérendes Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec.

Par M. Châteauvert, — la pétition de l'honorable Philippe Landry, sénateur et autres.

Par M. Augé, — la pétition de Joseph Eloi Philippe Chagnon, docteur en médecine, de la cité de Montréal.

Par M. Spencer, — la pétition de John Gilmour Watson et autres.

Par l'honorable M. Pelletier, — la pétition de Julie Hermina Courchène et de Joseph Henri Houde, son mari, de Sainte-Brigitte-des-Saults.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joseph Picard et de Lucrèce Fortin, son épouse, de la cité de Québec demandant un acte autorisant Joseph Brière à changer son nom en celui de Joseph Brière Picard.

De Didier Garneau, étudiant en chirurgie dentaire, de Montréal, demandant un acte l'autorisant à exercer la profession de dentiste dans la province de Québec.

De L. J. Forget, et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The Royal Trust and Fidelity Company*.

De Margaret McCready, et autres, demandant que le Statut 101, 74 Victoria, concernant la succession de feu James McCready, soit abrogé.

De la Chambre de Commerce de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Des Syndics de la paroisse de la Nativité de la Sainte-Vierge, quartier Hochelaga, Montréal, demandant un acte concernant les répartitions pour construction d'église.

Des Dames Religieuses Carmélites, de Montréal, demandant un acte abrogeant leur acte d'incorporation et l'octroi d'une nouvelle charte.

De Louis Estevenon, Désiré Boscher et Arthur Letellier, Religieux de la Congrégation du Très-St-Sacrement, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de "La Congrégation des Religieux du Très-Saint-Sacrement."

De Alfred Rogers et autres, du canton d'Eaton, comté de Compton, demandant que le village de Cookshire soit érigé en municipalité séparée, pour toutes fins quelconques.

De l'Honorable Erskine Henry Bronson, M. P. P. et autres, de la cité d'Ottawa, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de "*The Schyan River Improvement Company*."

De "l'Institut Royal pour l'avancement des sciences" demandant un acte lui accordant certains pouvoirs.

De *The Montreal Safe Deposit Company* demandant des amendements à sa charte.

De Zéphir Rester, exécuteur-testamentaire et administrateur de la succession de feu Joseph-Aimé Massue, demandant un acte lui accordant certains pouvoirs.

De Joseph C. Beauchamp, comptable, et Pierre Demers, marchand, tous deux de la cité de Montréal, demandant un acte confirmant les ventes à eux faites de certains immeubles dépendant de la succession de feu Thomas Fergusson Miller.

De la corporation de la ville de Saint-Henri, demandant des amendements à sa charte.

De Henry-W. King et de Caroline Nelson King, son épouse, demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués (succession de feu Colin Campbell.)

De Charles McCaffrey et autres, de la ville de Nicolet, demandant un acte maintenant les droits et privilèges accordés par le statut 36 Victoria, chapitre 81, avec certains amendements.

Et de la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa, demandant un acte lui accordant un nouveau délai pour parachever ses travaux.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, savoir :

De l'Œuvre du Patronage de Québec ; et de l'association des " Dames chrétiennes de Québec," tous deux pour l'année 1891. (*Document de la Session No 10.*)

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 2 mai 1892 pour un état des dépenses de MM. Langelier et Robidoux, pendant leur voyage, pour étudier le système des asiles d'aliénés, etc. (*Document de la Session No. 21.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 2 mai 1892, pour une copie des instructions données par le gouvernement à M. le vicomte de Poli, en France, antérieurement au 16 décembre dernier. (*Document de la Session No. 22.*)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 5 mai 1892, demandant une copie du rapport *ad interim* des Commissaires Baby et Davidson re Commission Royale, chargée de s'enquérir de certains faits concernant le chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

2. Copie du rapport final des juges Jetté, Baby et Davidson sur la même question. (*Document de la Session No. 23.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Turgeon, —M. Lomer Hamel, de Québec, a-t-il été employé par les commissaires royaux nommés en vertu de l'ordre en conseil No. 3, du 9 janvier dernier ? Si oui, quelles étaient ses fonctions ? Quel était son salaire ?

Quel montant lui a-t-il été payé ?

Quelle somme lui est due ?

Est-il à la connaissance du gouvernement que M. Hamel occupe une position au bureau du shérif, à Québec ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Aux cinq premières questions : Ce sont les commissaires, tant par eux-mêmes que par leur greffier, qui ont choisi tout leur personnel, et ils n'ont pas encore fait rapport au gouvernement à ce sujet.

A la sixième question : Oui.

Par M. Dechêne, —M. Théophile St-Jean-Lortie, notaire, a-t-il été employé par les commissaires royaux nommés en vertu de l'ordre en conseil No 3, du 9 janvier dernier, pour faire une enquête sur certaines affaires en rapport avec l'administration de l'ancien gouvernement ?

Si oui, quel était son salaire et quelle somme lui a été payée ?

Quelle somme lui est encore due ?

Quel était son emploi ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Ce sont les commissaires, tant par eux-mêmes que par leur greffier, qui ont choisi tout leur personnel, et ils n'ont pas encore fait rapport au gouvernement à ce sujet.

Par M. Dechène,—M. Horace Têtu, de Québec, a-t-il été employé par les commissaires royaux *in re* Baie des Chaleurs, nommés par l'ordre en conseil No. 3, du 9 janvier dernier ; si oui, quel était son emploi ?

Quel était le montant à lui payé, et quel est le montant lui restant dû ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les commissaires n'ont pas encore fait de rapport à ce sujet.

Par M. Dechène,—M. Edmond Lortie, avocat, a-t-il été employé par la Commission Royale nommée en vertu de l'ordre en conseil No. 3, du 9 janvier dernier ; si, oui, quel était son emploi ? quel était son salaire ?

Quel montant a-t-il reçu ?

Quand a-t-il cessé d'exercer ses fonctions ?

Quel montant lui est dû ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les commissaires royaux nommés en vertu de cet ordre en conseil ont choisi comme leur greffier, M. Edmond Lortie, avocat, de Québec.

Les commissaires n'ont fait encore aucun rapport au gouvernement au sujet de son salaire, ni sur les autres points mentionnés dans la question.

Par M. Dechène,—M. Adrisse Dion, de Québec, a-t-il été employé par la Commission Royale nommée en vertu de l'ordre en conseil No 3, du 9 janvier dernier ?

Si oui, quelles étaient ses fonctions, et quel était son salaire ?

Quel montant a-t-il reçu ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Ce sont les commissaires tant par eux-mêmes que par leur greffier, qui ont choisi tout leur personnel, et ils n'ont pas encore fait rapport au gouvernement à ce sujet.

Par M. Turgeon,—Quels sont les frais de la Commission Royale nommée en vertu de l'ordre en Conseil No 3 du 9 janvier 1892 ?

Une indemnité a-t-elle été payée aux commissaires, et quel en est le montant ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Il a été remis au président et au greffier, M. Lortie, une somme de deux mille deux cent vingt-cinq piastres dont ils n'ont pas encore rendu compte.

En outre de cela, il a été payé sept cent soixante-quinze piastres à-compte de l'impression de la preuve. Aucun montant n'a, jusqu'à présent, été payé aux commissaires, à titre d'indemnité.

Par M. Turgeon,—Les différents montants mentionnés dans la liste des mandats spéciaux sous les Nos 411, 472, 486, et 124, couvrent-ils tous les frais de la Commission Royale chargée de s'enquérir des faits se rattachant à la Baie des Chaleurs ?

Si, non, quelle balance reste-t-il à payer ?

Quelles sommes les commissaires ont-ils reçues ?

Quelles sommes ont été payées à des avocats ?

Quels sont ces avocats et quels montants ont-ils reçus ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—A la première question.—Non.

A la deuxième question : Cette balance n'est pas encore établie,

A la troisième question : Le président de la commission a reçu, tant par lui-même que par M. Laffamme, le secrétaire, la somme de seize mille piastres.

A la quatrième et à la cinquième question : Rien n'a été payé à des avocats au sujet de cette affaire.

Par l'honorable M. Marchand,—Le gouvernement a-t-il renouvelé ses polices d'assurance sur les édifices publics, depuis le premier d'avril dernier ?

Quel est le montant de ces assurances ?

Quels sont les noms des compagnies où ces assurances ont été prises ?

Le gouvernement a-t-il employé un courtier ou intermédiaire entre lui et les compagnies, pour effectuer ces assurances ?

Qui a-t-il ainsi employé ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—1. Toutes les assurances du gouvernement qui devenaient caduques au 1er mai 1892, ont été renouvelées.

2. Le montant total de ces assurances est de \$940,750, dont \$560,150 pour la section de Montréal, \$260,100 pour la section de Québec et \$120,500 pour la section des Trois-Rivières.

3. Les édifices de la section de Montréal ont été assurés aux compagnies : *Phoenix*, de Londres, *North British and Mercantile*, *Western*, *London and Lancashire*, *Liverpool and London and Globe*, *Northern*, *Imperial* et *Guardian* ; les édifices de la section de Québec ont été assurés à la Compagnie d'assurance de Québec ; les édifices de la section des Trois-Rivières ont été assurés à la compagnie : *Phoenix Fire Office*.

4. Le gouvernement a effectué ces assurances par l'intermédiaire de quatre agents, MM. F. Benoit et Hutchins, pour la section de Montréal ; M. E. Chinic, pour la section de Québec, et M. J. Frigon, pour la section des Trois-Rivières.

Par M. Dechène,—A quelles compagnies le gouvernement a-t-il assuré les édifices publics de cette province ?

Quels étaient les agents des différentes compagnies ?

Quand les dites assurances ont-elles été effectuées ?

Quel est le montant de primes payées ?

Le gouvernement s'est-il assuré, avant de contracter avec elles, si toutes avaient fait le dépôt exigé par la loi, comme garantie de leur solvabilité ?

Réponse par l'honorable M. Nantel:—1 et 2. La réponse à ces deux questions vient d'être donnée à la Chambre.

3. Dans les derniers jours du mois d'avril 1892.

4. Le montant des primes actuellement payées est de \$4,728.70.

5. Non ; le gouvernement fédéral voit lui-même à faire exécuter la loi.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous contrats, marchés, etc., entre le gouvernement et L. J. Demers, de la ville de Québec, pour l'impression de la *Gazette Officielle de Québec*.

Sur motion de M. Tellier, secondé, par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les documents se rapportant à la nomination et au maintien en office de Avila-G. Bourbonnais, écr. M. P. P., à la position de registraire pour les départements des Travaux publics, de l'Agriculture et de la colonisation.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Tessier, (Portneuf).

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 30 juin 1891 jusqu'au 1er mai 1892.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant l'actif et le passif de la Province au 30 juin 1891.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil destituant M. Morkil comme percepteur du revenu, à Sherbrooke, et copie du rapport de l'inspecteur, M. le Dr Aylen, concernant cette destitution.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des documents concernant la destitution de Herménégilde Lamontagne, de Notre-Dame-Auxiliatrice de Buckland, comme garde-forestier.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'acte 46 Vict. ch. 44, étendant les dispositions de l'acte 32 Vict., ch. 73, aux vicariats et préfectures apostoliques ; et après avoir siégé ainsi

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier, (Portneuf) fait rapport que le Comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 10 mai 1892.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. Parent,—la pétition de la Société Bienveillante Saint-Roch.

Par l'honorable M. Taillon,—la pétition du révérend J. Primeau et autres, de Boucherville,—la pétition des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Cunégonde—et la pétition du Très-Révérend D. Maréchal, de Monseigneur Racine, Monseigneur Moreau, Monseigneur Emard, du Révérend J.-B. Proulx et autres.

Par M. Parizeau,—la pétition de A. Levêque et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Girard (Lac Saint-Jean),—la pétition de Gabélus Boivin et autres, de Saint-Gédéon.

Par M. Villeneuve,—la pétition de l'Association Saint-Jean-Baptiste, de Montréal,—et la pétition de la corporation de la ville de la Côte Saint-Louis.

Par M. Spencer,—la pétition des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Anges de Stanbridge.

Par M. Descarries,—la pétition de la Corporation de la ville de Lachine,—et la pétition de Edward-J. Taylor et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Cartier,—la pétition de l'Union Saint-Joseph, de Saint-Hyacinthe.

Par M. Tellier,—la pétition de Paul-Elie Bellehumeur, médecin et chirurgien, de la ville de Joliette.

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de Frederick Henry Markey, étudiant en droit, de la cité de Montréal,—la pétition de l'Institut des Artisans, de Montréal,—la pétition de la Corporation de la cité de Montréal,—la pétition de Dame Purissima Robert et de Henri-Aimé Bourassa, de la cité de Montréal,—et la pétition de Robert Bickerdike et autres.

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Montréal,—et la pétition de U.-E. Archambault et autres, de la cité de Montréal.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

Du Crédit Foncier de la province de Québec, demandant un acte le constituant en corporation.

Des exécuteurs testamentaires de la succession de feu William Workman, demandant un acte pour mieux définir les droits des légataires, et pour d'autres fins.

De Isaac Tristram Coffin, demandant un acte pour l'autoriser à vendre les Iles de la Madeleine.

De R.-H. Pope et autres, du canton d'Eaton, comté de Compton, demandant un acte incorporant la ville de Cookshire.

De *The Union Stockyards Abattoir and Meat Packing Company*, demandant un acte la constituant en corporation.

De la Compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelaga, demandant un acte pour mettre en vigueur et amender son acte d'incorporation.

Et de l'Union Saint-Joseph, de Farnham, demandant un acte refondant sa loi organique.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants :

De la Compagnie Royale d'Electricité, demandant des amendements à sa charte.

De Joseph Frenette, demandant un acte l'autorisant à pratiquer la médecine.

De la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Société des Missions Congrégationalistes du Canada, demandant à aliéner une propriété dans la cité de Québec.

De la Compagnie de Jésus demandant un bill concernant la Commune de Laprairie.

De *The Montreal Congregational Church Building Fund Society*, demandant une charte.

De Joseph Picard et son épouse, demandant une loi autorisant J. Brière à changer son nom en celui de Picard.

De D. Garneau demandant à être admis à la pratique de la profession de dentiste.

De la Chambre de Commerce de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Des syndics de la paroisse de la Nativité de la Sainte-Vierge, demandant un acte concernant la construction de l'église.

De la Congrégation des religieux du Très-Saint-Sacrement, demandant d'être constituée en corporation.

De la Compagnie dite *The Schyan River Improvement Co.*, demandant une charte.

De Z. Resther, exécuteur-testamentaire de la succession de feu Joseph-A. Massue, demandant une loi lui accordant certains pouvoirs.

Et de la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa, demandant un acte lui accordant un nouveau délai pour compléter ses travaux.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour présenter les pétitions pour bills privés soit étendu jusqu'au 17 de ce mois; celui pour la présentation des dits bills privés jusqu'au 25 du même mois; et celui pour la réception des rapports sur tels bills jusqu'au 2 juin prochain, et votre comité est d'opinion qu'il ne serait pas désirable d'accorder un nouveau délai après celui-ci.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour présenter les pétitions pour bills privés soit étendu jusqu'au 17 de ce mois; celui pour la présentation des dits bills privés jusqu'au 25 du même mois, et celui pour la réception des rapports sur tels bills jusqu'au 2 de juin prochain, et votre comité est d'opinion qu'il ne serait pas désirable d'accorder un nouveau délai après celui-ci.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Beauchamp, du comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Benjamin Beauchamp, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et Compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel se lit comme suit :

Votre comité a choisi M. Félix Carbray pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill à l'effet d'augmenter le capital-actions de la compagnie d'électricité et d'en étendre les pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *The Canada Brick and Tile Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *The Union Stockyards Abattoir and Meat Packing Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. McIntosh ait la permission de présenter un Bill autorisant la Société des missions congrégationalistes du Canada à aliéner la propriété de l'Eglise congrégationaliste située dans la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, et accordant des pouvoirs additionnels à la dite compagnie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la *Montreal Congregational Church Building Fund Society*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill concernant la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Parent ait la permission de présenter un Bill autorisant Joseph Brière à ajouter à son nom celui de "Picard."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier, (Portneuf), ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la *Schyan River Improvement Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Savaria ait la permission de présenter un Bill autorisant le Recteur et les Syndics de l'église Saint-George, de la paroisse de Granby, dans le diocèse de Montréal, à disposer de certains immeubles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Spencer ait la permission de présenter un Bill refondant la loi organique de l'Union Saint-Joseph, de Farnham.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Congrégation des religieux du Très-Saint-Sacrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill autorisant Didier Garneau, étudiant en chirurgie dentaire, à exercer la profession de dentiste dans la province de Québec, en abrégant le temps de son cours d'étude et de cléricature, vu son âge et son expérience.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier (Portneuf), ait la permission de présenter un Bill déclarant Joseph Frenette, membre du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill concernant la Commune de Laprairie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 6 mai 1892, demandant une copie de l'ordre en Conseil nommant E. M. Templé, directeur général du dessin, dans la province de Québec. (*Document de la Session No 24.*)

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi électorale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. McIntosh ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la ville de Cookshire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la balance des dépenses des commissions nommées en vertu des O. C. No 411, du 25 septembre 1891, O. C. No. 11, du 12 janvier 1892, et O. C. No 74, du 18 février 1892, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à la balance des dépenses des commissions nommées en vertu des O. C. No. 411, du 25 septembre 1891, O. C. No. 11, du 12 janvier 1892, et O. C. No. 74, du 18 février 1892, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, demain.

M. Normad, du comité spécial permanent des diverses industries, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Thélesphore-Eus. Normand pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tellier,—1. Maxime Landreville, du comté de Joliette, a-t-il été à l'emploi du gouvernement, ou de cette Chambre, durant la première session de 1890 ?

2. S'est-il tenu à Québec comme tel employé durant la dite session ?

3. Lui a-t-il été payé un salaire comme employé durant cette session ? Si oui, quand et combien ?

4. Qui a retiré ce salaire et signé les reçus de paiement ?

5. Le dit Maxime Landreville avait-il été employé par le gouvernement, ou par cette Chambre auparavant, depuis le premier février 1887 ; et si oui, à quel prix et quelles étaient ses fonctions ?

6. Lui était-il dû quelqu'arrérage de salaire à l'ouverture de la première session de 1890 pour ses services antérieurs ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Son nom a été mis sur la liste des clercs surnuméraires pour cette session de 1890, mais il n'est point venu.

2. Non ; on le disait malade.

3. Du 11 janvier au 8 février 1890, il lui a été payé, pour prétendus services, pendant cette période de temps, \$82.50.

4. Louis Bazinet, M. P. P.

5. Copiste depuis le 10 avril au 21 juin 1886, à l'Assemblée législative, à \$2.00 par jour.

Et du 19 mars au 2 avril 1887, à \$2.00 par jour.

6. Il lui a été payé le 3 octobre 1889, par l'Assemblée législative, pour services pendant la session 1889, \$180.00; la dite somme a été payée à L. Bazinet, M. P. P.

Il n'était rien dû à M. Landreville pour arrérages de salaire, à l'ouverture de la première session de 1890.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 11 mai 1892.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Taillon,—la pétition de l'honorable Edward Murphy, sénateur, et autres.

Par M. Descarries,—la pétition de J.-X. Pauzé de la cité de Montréal—et la pétition de H. S. MacDougall et autres, des Saints-Anges de Lachine.

Par M. Morris,—la pétition de la Compagnie canadienne de lumière électrique.

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de John-Wesley Blair, de la cité de Montréal—et la pétition de la corporation de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des Révérendes Sœurs religieuses de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec, demandant un acte les constituant en corporation.

De l'honorable Philippe Landry, sénateur, et autres, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de la Compagnie d'Exposition de Québec.

De Joseph Eloi-Philippe Chagnon, docteur en médecine, de la cité de Montréal, demandant un acte le déclarant membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

De Julie-Hermina Courchesne et Joseph-Henri Houde, son époux, de Sainte-Brigitte-des-Saults, demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles substitués, dépendant de la succession de feu Gabriel Courchesne.

Et de John Gilmour Watson et autres, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de la Compagnie du chemin de fer Richelieu et Memphremagog.

Ordonné, Que M. Morris ait la permission de présenter un Bill remettant en vigueur et modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelaga, 40 Victoria, chapitre 100.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Morris ait la permission de présenter un Bill autorisant la Chambre de Commerce de Montréal à posséder des immeubles et à émettre des obligations et confirmant un acte hypothéquant leur propriété.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Flynn, du comité spécial permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable E.-J. Flynn pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Parent,—Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter une mesure pour réduire à \$600.00 l'indemnité sessionnelle des Députés et des Conseillers législatifs ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Non ; mais si M. Parent est d'opinion que l'indemnité devrait être réduite, il n'a qu'à soumettre à la Chambre une proposition à cet effet, et, si la Chambre l'approuve, le gouvernement en tiendra compte quand il soumettra le budget des dépenses pour l'année prochaine.

Par M. Parent,—Est-ce l'intention du gouvernement de distribuer aux juges de paix de cette province, qui se sont qualifiés, et qui ont fait rapport au désir de la loi, copie du " Manuel des juges de paix " ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Ce volume sera distribué aux membres des deux Chambres et aux juges de paix, jusqu'à concurrence de la quantité que le gouvernement a à sa disposition.

Par M. Parent,—Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger les droits de coupe sur les bois abattus sur des lots choisis et occupés par les pères de famille qui ont produit au département la preuve qu'ils sont pères de douze enfants, mais qui n'ont pas encore reçu leurs patentes ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—L'administration précédente exigeait l'accomplissement des conditions d'établissement, et, de plus, les octrois étaient

faits sujets aux lois et règlements concernant les bois et forêts. Les intentions favorables du gouvernement actuel seront indiquées par le Commissaire des Terres lorsqu'il soumettra à la Chambre les mesures qu'il a l'intention de soumettre touchant cette question.

Par M. Tessier (Portneuf).—Est-ce l'intention du gouvernement de proposer la réduction des traitements des ministres, dans un but d'économie et d'intérêt public ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Non ; mais les ministres se contenteront de ce que la loi leur accorde.

Par M. Tessier (Portneuf).—Le gouvernement a-t-il reçu quelque demande, ou est-il entré en communication avec quelque communauté ou ordre religieux, à propos de la direction ou de l'administration de l'Asile de Beauport ?

Si oui, quel est cet ordre religieux et quelles offres ont été faites ?

Les propriétaires de l'Asile de Beauport ont-ils offert de vendre leur asile au gouvernement ?

Si oui, à quelles conditions ?

Le gouvernement a-t-il l'intention d'acheter l'Asile de Beauport ?

Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour que l'Asile de Beauport soit administré par une communauté religieuse ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—A la première et à la deuxième question : Il n'existe, jusqu'à présent, aucun document officiel de cette nature.

Troisième question : Les propriétaires de l'asile de Beauport ont fait cette offre il y a déjà assez longtemps.

Quatrième question : Ces conditions sont mentionnées dans une lettre écrite par les propriétaires, adressée à l'honorable Charles Langelier, et déposée au Secrétariat de la Province.

Cinquième et sixième questions : La question est à l'étude.

Par M. Parent.—Est-ce l'intention du gouvernement d'aider à la reconstruction du pont sur la rivière Weippert, aux Méchins, dans le comté de Matane ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Oui.

Par M. Parent.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'accorder un actroi pour la construction d'un pont sur la rivière Métis, dans le comté de Matane ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—A l'étude.

Par M. Parent.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'aider à l'entretien du chemin maritime et de la route dite de la Grande-Ligne, dans le comté de Matane.

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Sous considération.

Par M. Parent,—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à donner gratuitement les lots situés dans les cantons Dalibert, Cherbourg, Tourelle et Romieux ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Les ordres en conseil qui permettaient des octrois gratuits de terres publiques dans certains endroits de la province, notamment dans les cantons mentionnés dans l'interpellation, ont été révoqués par un arrêté en conseil, sous le No 561, du 3 septembre 1888.

Le gouvernement actuel considérera le plus favorablement possible les requêtes qui pourront lui être adressées sur ce sujet.

Par M. Parent,—M. Louis Pouliot, de Amqui, était-il à l'emploi du gouvernement avant le 16 décembre 1891 ?

Est-il encore à l'emploi du gouvernement ; si non, quelles sont les raisons de son renvoi, s'il a été employé ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui.

2. Non. Il a été déchargé de ses fonctions le 16 Mars 1892, pour raison d'intérêt public.

Par M. Turgeon,—Le discours prononcé par l'honorable J.-G. Hall, à Montréal, le 16 février 1892, sur les affaires financières de la province, a-t-il été imprimé aux frais de la province. Si oui, quel est le nombre de copies imprimées et à qui la distribution en a-t-elle été faite ?

Quel est le coût de cette impression ?

Quel est le nom des imprimeurs ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—A la première et à la seconde question : 1000 copies en anglais et 1000 copies en français ont été distribuées aux candidats des dernières élections, ainsi qu'au public en général.

A la troisième : La facture s'élevant à \$583.08, envoyée au gouvernement, n'a pas encore été payée.

A la quatrième : Compagnie d'imprimerie de la *Gazette*, de Montréal.

Par M. Turgeon,—Le gouvernement se propose-t-il d'effectuer l'emprunt autorisé à la dernière session par 54 Victoria, chapitre 2 ?

Réponse par l'honorable M. Hall : Sous considération.

Par M. Turgeon,—Le gouvernement a-t-il contracté un ou plusieurs emprunts temporaires depuis le 16 décembre dernier ? Si oui, quel en est le montant ?

Avec quelles institutions a-t-il, ou ont-ils été faits, et quel est le taux de l'intérêt ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Le produit de l'emprunt de 20,000,000 de francs, moins environ 300,000 francs, ayant été épuisé avant le 17 décembre 1892, et comme il n'y avait plus d'autres fonds publics, il devint nécessaire d'emprunter, afin de subvenir aux nécessités du service public, le 2 mai 1892, \$450,000.

Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal. 300,000.

La Caisse d'Économie de Notre-Dame de Québec..... 150,000.

Il n'est pas à propos, dans l'intérêt public, de donner le taux de l'intérêt, mais il ne dépasse pas $4\frac{1}{2}$ o/o.

Par M. Turgeon,—Le gouvernement est-il informé que le siège du comté de Beauharnois est vacant ?

Si oui, se propose-t-il de faire émettre les brefs immédiatement ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Oui ; le bref a été lancé.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 6 mai 1892, demandant une copie de toute correspondance entre Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de cette province et l'ex-gouvernement, ou quelques uns de ses membres, au sujet de la requête de plusieurs députés, faisant partie de l'ancien parlement, demandant la convocation immédiate de la Législature pour examiner et juger la question dite de la Baie des Chaleurs.

Aussi, copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou quelques-uns de ses membres, et Victor Monfette, ancien député du comté de Nicolet, au sujet de la requête ci-dessus.

Aussi, copie de toute lettre de transmission, accusé de réception, etc, tant de la part de l'ex-gouvernement que de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, se rapportant à la dite lettre du dit Victor Monfette. (*Document de la Session No. 25.*)

Sur motion de M. Tessier, (Portneuf), secondé, par l'honorable M. Marchand, *Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la résolution de la Commission d'économie interne, à propos de la destitution de M. Zénophile Benoit, employé permanent et assistant-maitre de Poste de cette Chambre, de la lettre lui annonçant sa destitution, et de la correspondance à ce sujet.

Sur motion de M. Carbray, secondé par M. McDonald,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le département des Terres de la Couronne, ou ses employés, et les personnes ayant demandé des licences ou permis de couper du cèdre sur les Terres de la Couronne ou sur des terres déjà sous licence, ainsi que copie de tous ces permis ; copie de toute correspondance échangée entre le dit département et tout

autre département du gouvernement de cette Province, au sujet de l'octroi des permis de coupe de bois.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil destituant le Dr D. Brochu, comme inspecteur hygiéniste des manufactures.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de de la résolution rapportée, mardi, le 10 de mai du courant, du Comité des Subsides.

La dite résolution est lue la seconde fois comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la balance des dépenses des commissions nommées en vertu des O. C. No. 411, du 25 septembre 1891, O. C. No. 11, du 12 janvier 1892, et O. C. No. 74, du 18 février 1892, pour l'année financière finissant le 30 juin 1892.

Et la dite résolution est adoptée.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill amendant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec.

Bill pour autoriser la vente de propriétés foncières appartenant à la substitution créée par le testament de feu John Monk et le placement ou remplacement des sommes provenant de cette vente.

Bill amendant la loi 52 Victoria, chapitre 80, constituant la ville de Sorel en corporation.

Bill constituant en corporation la ville de Cookshire.

Bill autorisant la Société des missions congrégationalistes du Canada à aliéner la propriété de l'église congrégationaliste située dans la cité de Québec.

Bill autorisant Joseph Brière à ajouter à son nom celui de Picard.

Bill refondant la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Farnham.

Bill constituant en corporation la Congrégation des religieux du Très-Saint-Sacrement.

Bill autorisant Didier Garneau, étudiant en chirurgie dentaire, à exercer la profession de dentiste dans la province de Québec, en abrégant le temps de son cours d'études et de cléricature, vu son âge et son expérience.

Bill déclarant Joseph Frenette, membre du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Bill concernant la Commune de Laprairie.

Et Bill concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, et accordant des pouvoirs additionnels à la dite compagnie.

Bill concernant la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa.

Bill à l'effet d'augmenter le capital-actions de la Compagnie royale d'électricité, et d'en étendre les pouvoirs.

Et bill constituant en corporation *The Canada Brick and Tile Company*.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'un comité spécial composé de l'honorable M. Taillon, l'honorable M. Nantel, M. Cartier, M. Cholette, M. Cooke, M. Kennedy, M. McDonald, M. Gladu, M. Morin, M. Stephens, et M. Tessier, (Portneuf) soit nommé pour agir, au nom de cette Chambre, comme membres du comité mixte des impressions de la Législature.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Résolu, Qu'un comité spécial composé de l'honorable M. Pelletier, l'honorable M. Casgrain, l'honorable M. Marchand, M. King, M. Lacouture, M. Normand, M. Tétreau, M. Villeneuve, M. Simpson, M. Parent, M. Tessier (Rimouski) et M. Turgeon, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill autorisant Isaac Tristram Coffin, écuyer, à vendre certains immeubles substitués par le testament de Sir Isaac Coffin, et à en placer le produit.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 12 mai 1892.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, savoir :

De la Salle d'Asile de Chambly,—de l'Hôpital Saint-Joseph de Chambly,—de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, de Lévis,—de l'Hôpital Saint-Antoine, de Longueuil ;—des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général, (Sœurs Grises,) —de l'Orphelinat Catholique Romain,—de l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, tous de la cité de Montréal ;—de l'Hospice de Saint-Thomas de Montmagny ;—de l'Union Saint-Joseph, de Saint-Roch de Québec,—de l'Union Saint-Joseph, de Saint-Sauveur de Québec,—de l'Union Commerciale,—de l'Hospice des Sœurs de la Charité,—de l'Œuvre du Patronage,—de l'Hospice de la Miséricorde,—de l'Asile du Bon Pasteur,—de l'Association des Dames Charitables Catholiques,—de l'Hopice des Sœurs de la Charité,—de l'Ouvroir des Dames Charitables,—et de l'Ophelinat des Sœurs de la Charité, tous de la cité de Québec ;—de la Maison de Charité, de Sainte-Cunégonde,—de l'Ouvroir Sainte-Genève, de Saint-Hyacinthe,—de l'Hôtel Dieu, de Saint-Hyacinthe,—de la Salle d'Asile de Saint-Jean, Saint-Jean-d'Iberville,—de l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean d'Iberville,—et de la Congrégation Saint-Michel, de Sorel, tous pour l'année 1891. (*Document de la Session No. 10.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Archambault, Chapais, de Boucherville, Cormier, Laviolette, Méthot, Ross, D. A., Starnes et Sylvestre, membres du comité spécial pour assister M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Duplessis.—la pétition de l'honorable Jules-Ovide-Frs-X. Méthot, de Saint-Pierre-les-Becquets.

Par l'honorable M. Casgrain,—la pétition de l'honorable L.-A. Jetté et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Société Bienveillante, Saint-Roch, demandant des amendements à sa charte.

Du Révérend J. Primeau et autres, de Boucherville, demandant un acte concernant la construction d'un collège à Boucherville.

De la communauté des Sœurs de Sainte-Anne et des commissaires d'écoles de Sainte-Clémentine, demandant un acte validant, en tant que besoin peut être, certaines conventions qu'ils ont faites par acte notarié.

Du Très Révérend D. Maréchal, Monseigneur Racine, Monseigneur Moreau, Monseigneur Emard et du Révérend J. B. Proulx et autres, demandant un acte les constituant en corporation, sous le nom de "Les administrateurs de l'Université-Laval", à Montréal.

De A. Lévêque et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

De Gabélus Boivin et autres, demandant un acte divisant le comté du Lac Saint-Jean en deux municipalités de comté, pour fins municipales, agricoles, judiciaires et d'enregistrement.

De l'Association Saint-Jean-Baptiste, de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

De la corporation de la ville de la Côte Saint-Louis, demandant des amendements à sa charte.

Des commissaires d'écoles de Notre-Dame de Stanbrige, demandant un acte légalisant certaines procédures, et pour autres fins.

De la corporation de la ville de Lachine, demandant des amendements à sa charte.

De Edward J. Taylor et autres, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de *The Montreal Board of Fire Insurance Brokers*.

De l'Union Saint-Joseph, de Saint-Hyacinthe, demandant un acte refondant sa loi organique.

De Paul-Elie Bellehumeur, écuyer, médecin, de la ville de Joliette, demandant un acte l'autorisant à exercer la profession de médecin et de chirurgien, dans la province de Québec.

De Frederick-Henry Markey, étudiant en droit, de la cité de Montréal, demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De l'Institut des Artisans, de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

De Dame Purissima Robert et de Henri-Aimé Bourassa, son époux, demandant un acte légalisant leur mariage et leur contrat de mariage.

De la corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

De Robert Bickerdike et autres, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de *Saint Henry Light and Power Company*.

Des commissaires d'écoles catholiques romaines, de la cité de Montréal, demandant un acte amendant les lois scolaires, concernant la ville de Montréal.

Et de U.-E. Archambault et autres de la cité de Montréal, demandant un acte refondant et amendant le chapitre huitième du titre cinq des statuts refondus de la province de Québec, et constituant en corporation "l'Ecole polytechnique."

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

Des Dames Religieuses Carmélites, d'Hochelaga, demandant l'abrogation de leur acte d'incorporation et l'octroi d'une nouvelle charte.

De Henry-W. King et de Caroline Nelson King, son épouse, demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués (succession de feu Colin Campbell.)

De la Compagnie du chemin de fer Richelieu et Lac Memphremagog, demandant une charte.

De Julie-Hermina Courchesne et Joseph-Henri Houde, son époux, demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles substitués (succession de feu Gabriel Courchesne).

Quant à la pétition de *The Montreal Safe Deposit Company* votre comité trouve que l'avis ne contenait aucune mention de l'augmentation projetée de son capital-actions; mais comme cette demande ne peut nuire qu'aux intérêts des actionnaires, votre comité est d'opinion qu'il n'est pas nécessaire de donner aucun avis, pourvu qu'il soit inséré dans le bill une clause pour déclarer que le consentement des actionnaires sera nécessaire avant de pouvoir augmenter le capital-actions de la dite Compagnie.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de "*The Montreal Safe Deposit Company*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Spencer ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Richelieu et Lac Memphremagog.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du Crédit Foncier de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill concernant les ventes faites par le shérif sur exécution forcée.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill concernant la liquidation des biens de feu William Workman, de son vivant, marchand, de la cité et du district de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill autoisant le vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province; présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 2 mai 1892, pour un état des dépenses occasionnées par la commission dernièrement nommée pour étudier la question de la culture de la betterave. (*Document de la Session No. 26.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 mai 1892, pour une copie de tous contrats, marchés, etc., intervenus entre le gouvernement de cette Province et L. J. Demers, de la ville de Québec, pour l'impression de la *Gazette Officielle de Québec*. (*Document de la Session No. 27.*)

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant les dispositions relatives aux écoles communes de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau l'acte concernant la santé publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill amendant le code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45ème règle de cette Chambre soit suspendue et que le bill soit référé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la preuve.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45ème règle de cette Chambre soit suspendue et que le bill soit référé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lussier,—Qui a remplacé M. Olivier Robitaille comme messager en chef de cette Chambre ?

Quel était le salaire du dit Olivier Robitaille, et quel est le salaire de son successeur ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier.—A la première question : M. J. P. Simard, temporairement.

A la deuxième question : Le salaire de M. Robitaille était de \$1,130.00 y compris son loyer. Le titulaire nouveau sera payé de manière à effectuer une économie d'au moins \$130.00 par année.

Par M. Turgeon,—Pourquoi le gouvernement retarde-t-il la distribution de l'édition française des comptes publics ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Le gouvernement ne retarde pas la distribution de la version française des comptes publics.

L'impression de ces comptes avait été donnée par l'ancien gouvernement à la compagnie Belleau & Cie, qui les a imprimés et livrés, et qui a été payée pour la version anglaise qui a été distribuée.

Une avance considérable avait été faite à cette maison, avant le 17 décembre 1891, sur la version française.

Cette dernière n'a pas été livrée, mais M. Dussault prétend qu'un transport lui en a été fait par Belleau & Cie, et refuse de la livrer à moins qu'on ne lui paie une prétendue balance de \$500.00, quoique Belleau & Cie, et lui-même doivent plus que cette somme à la province.

Des mesures sont prises pour obtenir la version française.

Par M. Turgeon,—L'honorable Commissaire des Terres de la Couronne a-t-il opté pour l'un des comtés qu'il représente ?

Si oui, pour quel comté a-t-il opté ?

Si non, se propose-t-il de faire bientôt cette option ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—L'honorable Commissaire n'a pas fait option, mais il le fera suivant la loi et les usages parlementaires.

Par M. Lussier,—Qui a remplacé le chef de la police du revenu à Montréal ?

Quel est son salaire ?

Quel était le salaire de son prédécesseur ?

Le personnel de cette police a-t-il été augmenté par le gouvernement actuel ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—1. Louis Chevalier.

2. \$900.00.

3. Le même salaire.

4. Non.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi concernant le service civil; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill autorisant le Recteur et les Syndics de l'église de la paroisse de Granby dans le diocèse de Montréal, à disposer de certains immeubles.

Bill autorisant la Chambre de Commerce de Montréal à posséder des immeubles et à émettre des obligations, et confirmer un acte hypothéquant leur propriété.

Et bill autorisant Isaac Tristram Coffin, écuyer, à vendre certains immeubles substitués par le testament de Sir Isaac Coffin et à en placer le produit.

Le bill remettant en vigueur et modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelaga, (40 Victoria, chapitre 100), est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et référé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 13 mai 1892.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

De Joseph Xiste Pauzé, de la cité de Montréal, étudiant en droit, demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen au nombre de ses membres.

De H. S. MacDougall et autres, demandant un acte constituant en corporation le village de Dorval.

De l'honorable Édward Murphy, sénateur, et autres, demandant que Sa Grandeur Monseigneur l'Archevêque de Montréal, et autres, soient constitués en corporation sous le nom de " Les Administrateurs de l'Université-Laval, à Montréal."

De la Compagnie Canadienne d'éclairage électrique, demandant des amendements à sa charte.

De John-Wesley Blair, de la cité de Montréal, étudiant en droit, demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

Et de la corporation de la cité de Montréal, demandant que la taxe scolaire, dans la cité de Montréal, ne soit pas augmentée.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas :

De Chs McCaffrey *et al*, demandant un acte maintenant les droits et privilèges accordés par le statut 36 Vict., chap. 81, avec certains amendements.

De l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, demandant un acte les constituant en corporation.

De J. E. Ph. Chagnon, demandant un acte le déclarant membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

De L. Boivin *et al*, demandant un acte divisant le comté du Lac Saint-Jean en deux municipalités de comté, pour fins municipales, agricoles, judiciaires et d'enregistrement.

De l'Association Saint-Jean-Baptiste, de Montréal, demandant un acte amendement sa charte.

De la corporation de la ville de Lachine, demandant des amendements à sa charte.

De P. E. Bellehumeur, demandant un acte l'autorisant à pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec.

De F. H. Markey, demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De *The Mechanics Institute*, de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Et de A. Bourassa et Dame P. Robert, demandant un acte pour légaliser leur mariage et leur contrat de mariage.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la ville de Beauharnois, demandant à modifier sa charte, et a trouvé que les avis requis sont conformes à la pétition qui ne mentionne pas les amendements demandés par la dite ville.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill concernant les enquêtes par les Coroners.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie et la charge des commissaires des incendies de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Institut des artisans, de Montréal, à emprunter une somme d'argent supplémentaire sur hypothèque, et à vendre l'immeuble qui lui appartient.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill légalisant le mariage et le contrat de mariage de Henri-Aimé Bourrassa et de Dame Purissima Robert.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill ordonnant et régularisant la fermeture des magasins dans les cités et villes incorporées de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Morris ait la permission de présenter un Bill portant nomination d'un inspecteur des appareils de chargement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant certaines dispositions du Code de procédure civile, relativement à la cession de biens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant les dispositions du Code de procédure civile, relativement aux saisies en main tierce.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative à la preuve prise par la sténographie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 11 mai 1892, demandant une copie de l'ordre en conseil destituant le Dr D. Brochu, comme inspecteur hygiéniste des manufactures. (*Document de la Session No. 28.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Turgeon.—M. le notaire Boutin-Bourassa, greffier des comités de cette Chambre, a-t-il été destitué ou suspendu par la commission d'économie interne ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—M. Boutin-Bourassa n'est plus à l'emploi de cette Chambre.

Par M. Cooke.—Quel montant la Province a-t-elle payé pour l'impression du discours sur le budget de l'honorable M. Shehyn et des discours des honorables MM. Shehyn et Mercier en réponse aux discours sur le budget, pendant les années 1886-87, 1887-88, 1888-89, 1889-90, 1890-91.

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—

1886-87 :

J. F. Belleau,	5,000	Ex.	.....	\$ 550 00
Jas Carrell,	4,000	"	.....	802 00
Wm. Chagnon,	5,000	"	.....	500 00
A. Côté & Cie.,	2,000	"	.....	268 95
Au Morning Chronicle,			.....	\$200 00
Au Daily Telegraph,			.....	150 00
				<hr/>
				\$2,470 95

1887-88 :

A. Côté & Cie.,	600	Ex.	.....	\$ 187 41
Jas Carrell,	6,000	"	.....	522 97
L. J. Demers,	6,000	"	.....	653 74
				<hr/>
				\$1,364 12

1888-89 :

Jas Carrell,	6,000	Ex.	.....	\$ 573 84
Herald & Co.,	5,000	"	.....	487 50
				<hr/>
				\$1,061 34

1889-90 :

L. J. Demers,	7,000 Ex.	.....	\$ 736 00
Jas. Carrell,	6,000 "	.....	607 48
			<hr/>
			\$1,343 48

1890-91 :

L. J. Demers,	7,000 Ex.	.....	\$ 735 41
Jas Carrell,	6,000 "	.....	600 00
			<hr/>
			\$1,335 41

Par M. Cooke,—Quel a été le montant total déboursé par la Commission d'économie interne de cette Chambre pendant les années 1885-86, 1886-87, 1887-88, 1888-89, 1889-90, 1890-91 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1885 et 1886 au 30 juin :

Assemblée législative.....	\$106,649 68
Impression et reliure.....	25,680 19
Bibliothèque.....	6,712 63
<hr/>	
\$139,042 50	

1886 et 1887 au 30 juin :

Assemblée législative.....	127,620 17
Impression et reliure.....	33,974 01
Bibliothèque.....	13,624 30
<hr/>	
\$175,218 48	

1887 et 1888 au 30 juin :

Assemblée législative.....	133,241 47
Impression et reliure.....	23,993 85
Bibliothèque.....	11,850 00
<hr/>	
\$169,085 32	

1888 et 1889 au 30 juin :

Assemblée législative.....	126,270 39
Impression et reliure.....	38,500 00
Bibliothèque.....	8,800 00
<hr/>	
\$173,570 39	

1889 et 1890 au 30 juin :

Assemblée législative.....	124,657 50
Impression et reliure.....	63,000 00
Bibliothèque.....	8,300 00
	<hr/>
	\$195,957 50

1890 et 1891 au 30 juin :

Assemblée législative.....	136,414 49
Impression et reliure.....	60,000 00
Bibliothèque.....	7,800 00
	<hr/>
	\$204,214 49

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Duplessis,

Résolu, Qu'un comité spécial, composé de l'honorable M. McIntosh, MM. Beauchamp, Gladu, Laliberté, Spencer, England, Bernatchez, Augé, Tellier, Tessier, (Portneuf), Hackett, Tétreau, Panneton, Morin et du moteur, soit formé pour examiner les amendements proposés au code municipal.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Que M. Rioux soit ajouté au comité spécial formé pour examiner les amendements proposés au code municipal.

Sur motion de M. Rioux, secondé par M. Martineau,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la preuve faite devant la commission royale au sujet de l'affaire de la Baie des Chaleurs.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et référés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation la Compagnie du Crédit Foncier de la province de Québec.

Bill concernant la liquidation des biens de feu William Workman, de son vivant, marchand, de la cité et du district de Montréal.

Et Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill concernant la charte de la ville de Beauharnois et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill autorisant Paul-Elie Bellehumeur, médecin et chirurgien, à exercer sa profession dans la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 16 mai 1892.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Gosselin,—la pétition de la corporation de la ville d'Iberville.

Par M. Pauneton,—la pétition de la corporation de la cité de Sherbrooke.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des rables L.-A. Jetté, J.-A. Chapleau et autres, demandant à être constitués en ration sous le nom de "La faculté de droit de l'Université-Laval, à Montréal.

Et de l'honorable Jules-Ovide-Frs.-Xavier Méthot, de Saint-Pierre-les-Becquets, Conseiller législatif, demandant un acte l'autorisant à aliéner une certaine propriété, située dans la cité de Québec.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre, après examen, Frédéric-Henri Markey au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill déclarant Joseph-Eloi-Philippe Chagnon, membre du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill portant refonte de la loi pour la protection du gibier et des animaux à fourrure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Hall, trésorier de la province, met devant la chambre,—le Neuvième rapport de l'Inspecteur des Compagnies d'assurance mutuelle pour la province de Québec, pour l'année 1891. (*Document de la Session No. 33.*)

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Union Saint-Joseph, de Lachine, pour l'année 1891. (*Document de la Session No. 10.*)

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission présenter un Bill amendant l'article 700 du Code de procédure civile, concernant les certificats d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 3723, 3725 et autres des statuts refondus de la province de Québec, concernant la loi du notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 25 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le Cinquième rapport du Secrétaire de la province de Québec, pour l'exercice 1890-91—Division du Régistrare—(*Document de la Session No. 6.*)

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une deuxième fois, et référés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation *The Union Stockyards Abattoir and Meat Packing Company.*

Bill constituant en corporation la *Montreal Congregational Church Building Fund Society.*

Bill autorisant l'Institut des Artisans, de Montréal, à emprunter une somme d'argent supplémentaire sur hypothèque, et à vendre l'immeuble qui lui appartient.

Bill légalisant le mariage et le contrat de mariage de Henri-Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert.

Bill constituant en corporation l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus.

Bill autorisant Paul-Elie Bellehumeur, médecin et chirurgien, à exercer sa profession dans la province de Québec.

Et Bill concernant la charte de la ville de Beauharnois et ses amendements.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Magnan.—Est-ce l'intention du gouvernement de donner le même encouragement aux manufactures de tabac qu'il donne aux manufactures de sucre de betterave ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les ressources de la province ne permettent pas d'espérer qu'il sera possible d'encourager financièrement les manufactures de tabac.

Par M. Hackett.—Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures dans l'intérêt des exposants de cette province, à l'exposition universelle qui doit avoir lieu à Chicago, en 1893 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Oui.

Par M. Morin.—Le registraire de la seconde division du comté de Charlevoix, nommé le 12 avril dernier, en remplacement de Joseph Gariépy, a-t-il donné le cautionnement requis par la loi ?

Si oui, quand et comment ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Non, pas encore, mais il a été notifié d'avoir à fournir ce cautionnement.

Par M. Cooke.—1. Quel est le coût de l'horloge qui a été placée dans la tour ou le dôme de la prison de New-Carlisle ?

2. A qui ce montant a-t-il été payé ?

3. Quelle est la date de la confection de l'horloge, et du paiement d'icelle ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. \$700.00.

2. A. M. Cyrille Duquet.

3. L'horloge a été posée dans l'automne 1889, et payée le 5 Mai 1890.

Par M. Cartier.—Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer les travaux de creusage de la savanne de Saint-Dominique, dans le comté de Saint-Hyacinthe, tels que commencés sous l'ancienne administration, en 1891 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Non, pas maintenant.

•

Par M. Lussier,—Est-ce l'intention du gouvernement de passer une loi pour abolir la double candidature à l'Assemblée législative ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Non.

Par M. Girard (Rouville)—Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer les travaux de creusement de la rivière des Hurons, dans les comtés de Rouville et de Saint-Hyacinthe, tels que commencés par l'ancienne administration en 1890 et 1891 ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Non.

AUTRE INTERPELLATION À UN DÉPUTÉ ET RÉPONSE.

Par M. Tellier.—L'honorable M. Marchand a-t-il, pendant qu'il était Orateur de cette Chambre, reçu, entre le 8 mars et le 26 avril dernier, quelque communication au sujet du siège pour la division électorale de Bonaventure ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Non.

Sur motion de M. Cooke, secondé par M. Hackett,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des dépôts de garantie des Compagnies de chemins de fer, reçus depuis le 10 février 1890, (date de la dernière réponse No. 134 faite à la Chambre sur le même sujet), contenant les noms des compagnies, les sommes reçues et quand elles doivent être remboursées, et quel est le montant des intérêts à payer sur ce capital pour la période pendant laquelle les intérêts à payer sur leurs obligations sont garantis.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant :

1. Les sommes d'argent payées pour la colonisation dans le comté de Bonaventure, depuis le premier juillet 1888 jusqu'au seize décembre 1891.

2. A qui ces sommes d'argent ont été payées pour conduire les travaux.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes d'argent payées pour réparations à la prison et au palais de justice de New-Carlisle, depuis le premier juin 1887 jusqu'au premier décembre 1891.

Sur motion de M. Grenier, secondé par M. Beauchamp,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes correspondances et réclamations relatives aux octrois de colonisation dans le comté de Champlain, depuis le 1er janvier 1890 ; ainsi que copie de tous les bordereaux

de paie et autres documents établissant l'emploi et le paiement détaillé de ces octrois jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Marion,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes lettres, correspondances, etc., échangées entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et les commissaires nommés pour octroyer des licences dans les cités de Hull et des Trois-Rivières, relativement au salaire à être payé à ces commissaires, pour leurs services depuis leur nomination ; ainsi que copie de tout arrêté en conseil, de toute recommandation et de toute correspondance échangée entre les membres du gouvernement à ce sujet.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Lussier, secondé par M. Gosselin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. Le nombre de conjoints, protonotaires, régistrateurs ou autres officiers du service public, nommés par le présent gouvernement.

2. L'augmentation des dépenses causées par ces nominations.

3. Et les noms de ces officiers publics.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 mai 1892, pour un état détaillé, item, par item, des frais de voyage de Eugène Casgrain, juge de l'ordre du mérite agricole, mentionné à la page 125 des comptes publics de cette province, 1891. (*Document de la Session No. 29.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 mai 1892, pour une copie des documents concernant la destitution de Herménégilde Lamontagne, de Notre-Dame de Buckland, comme garde-forestier. (*Document de la Session No. 30.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 mai, 1892, pour un état des sommes payées à Pierre Bazinet, cordonnier, de Joliette, ou à d'autres pour lui, pour explorations dans les comtés de Dorchester, Lévis, etc., en 1889, et copie de toutes correspondances relatives à sa nomination, avec indication de la nature et de la durée de ses services. (*Document de la Session No. 31.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 mai 1892, pour une copie de la preuve faite devant la Commission Royale au sujet de l'affaire du chemin de fer de la Baie des Chaleurs. (*Document de la Session No. 32.*)

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant, de nouveau le code municipal;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Le bill amendant les dispositions relatives aux écoles communes de la cité de Montréal, est, en conformité de l'ordre, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 17 mai 1892.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Lacouture,—la pétition de Frank Grundy et autres, de la cité de Sherbrooke et autres lieux.

Par M. Morris,—la pétition du club Saint-James, de Montréal.

Par l'honorable M. McIntosh,—la pétition de John Scott *et al*, des Cantons de Lingwick et Hampden.

Par M. Augé,—la pétition de la Société des Artisans Canadiens-Français de Montréal.

Par M. Hackett,—la pétition de la *Montreal Water and Power Company*.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hospice Saint-Denis, pour l'année 1891. (*Document de la Session No. 10.*)

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De John Lee et de Lucie Riel, de la cité de Montréal, demandant un acte autorisant John Paris et Marie-Louise Paris à changer leurs noms en ceux de John Lee et Marie-Louise Lee, et pour d'autres fins.

De la Société Bienveillante de Saint-Roch, demandant des amendements à sa charte.

Un Bill amendant de nouveau le Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Hall, trésorier de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre,—l'état des recettes et paiements de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 1er juillet jusqu'au 17 décembre 1891. (*Document de la Session No. 12.*)

Aussi ; l'état des recettes et paiements de toutes sortes de la province de Québec, depuis le 1er juillet 1891 jusqu'au 30 avril 1892. (*Document de la Session No. 12.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant les dispositions relatives aux écoles communes de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que, cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Hall, trésorier de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A.-R. ANGERS,

Le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1893, et, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il recommande ce budget à la considération de la Chambre.

(Document de la Session No. 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 17 mai, 1892.

Ordonné, Que le dit message et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Le bill concernant les enquêtes des Coroners, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question est mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant de nouveau la loi concernant la santé publique.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent vingt-deux piastres et cinquante-trois centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent vingt-deux piastres et cinquante-trois centins soit octroyée à Sa Majesté pour faire face aux frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant examiné le Bill remettant en vigueur et modifiant l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelaga, 46 Vic., chapitre 100, a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'article 844 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill amendant les articles 177 et 188 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et référé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Sur motion de M. Hackett, secondé par M. Morris,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance relative à la nomination des inspecteurs de compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie, en cette province.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre après examen, Frederick-Henry Markey, au nombre de ses membres,

Et Bill déclarant Joseph-Eloi-Philippe Chagnon, membre du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 18 mai 1892.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Beaubien,—la pétition de Ludger Rochefort et autres, des paroisses de Bécancour, Sainte-Angele et Saint-Grégoire.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation de la cité de Sherbrooke,—et de la corporation de la ville d'Iberville, demandant, respectivement, un acte portant refonte de leur loi organique, et des divers actes qui l'amendent.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé, sans amendement, le bill intitulé : "Loi relative au département du Secrétaire de la Province."

Aussi, le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Audet, Bryson, Cormier, Laviolette, Roche, Ross, J. J., Starnes, Tourville et Wood, membres d'un comité pour surveiller les impressions du Conseil législatif pendant la présente session, et pour agir, au nom de leur Chambre, comme membres du comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions.

M. Duplessis du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a fait à chacun certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour constituer en corporation la Congrégation des religieux du Très-Saint-Sacrement.

Bill pour autoriser Joseph Brière à ajouter à son nom celui de "Picard."

Et Bill pour constituer en corporation la ville de Cookshire.

M. Marion, du comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de soumettre qu'il a choisi M. Marion pour son président, et recommande que le quorum de ce comité soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le bill modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, et accordant des pouvoirs additionnels à la dite compagnie, a l'honneur de rapporter ce bill avec certains amendements.

Ordonné, Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill concernant une certaine substitution créée par le testament de feu Collin Campbell.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant certains articles du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 1041 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill et qu'il soit renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

M. Morris, propose secondé par M. Hackett,

Qu'il soit *résolu*, Qu'aussitôt que les intérêts publics de la province le permettront, il soit à propos d'abolir le Conseil législatif de la province de Québec, à condition, toutefois, que cette abolition soit compatible avec les droits et privilèges des membres de cette honorable Chambre.

Et un débat s'en suivant ;

M. Duplessis propose, secondé par M. Marion, et la question préalable étant proposée,—que cette question soit maintenant mise aux voix ;

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures, P. M.. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill autorisant John Paris et Marie-Louise Paris à changer leurs noms en ceux de John Lee et Marie-Louise Lee.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill concernant la Communauté des religieuses Carmélites.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray, fait

rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill remettant en vigueur et modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelaga, (46 Victoria, chapitre 100) ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simpson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question préalable proposée aujourd'hui,—que la question, savoir :

(Qu'il soit *Résolu*, Qu'aussitôt que les intérêts publics de la Province le permettront, il soit à propos d'abolir le Conseil législatif de la province de Québec, à condition, toutefois, que cette abolition soit compatible avec les droits et privilèges des membres de cette honorable Chambre,) soit maintenant mise aux voix.

Et la question préalable étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Dechene,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Gillies,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon—19.</i>
<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Savaria,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>King,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean)</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cho'ette,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.—41.</i>

Ainsi la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la constitution de la Législature de la province de Québec en ce qui a rapport au Conseil législatif étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Sur motion de M. Parent, secondé par M. Gosselin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste donnant les noms de toutes personnes employées, durant la session, comme clercs surnuméraires, clercs sessionnels, messagers et pages.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant les articles 4661 et 4715 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 mai 1892, pour un état indiquant :

1. Le nombre de conjoints, protonotaires, registrateurs ou autres officiers du service public, nommés par le présent gouvernement ;
2. L'augmentation des dépenses causées par ces nominations.
3. Et les noms de ces officiers publics. (*Document de la Session No. 34.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mai 1892, pour une copie de tout état de compte fourni et présenté au gouvernement de cette Province, ou à chacun des départements, par C.-A. Chênevert, ex-M. P. P., ou par la compagnie d'imprimerie de Berthier, pour annonces, impressions, etc., depuis le premier avril 1889 jusqu'au 31 décembre dernier, 1891. (*Document de la Session No. 35.*)

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 19 mai 1892.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, vendredi prochain, elle soit ajournée à samedi le 21 mai courant.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Villeneuve,—la pétition de Paul Lemay et autres, des municipalités du Sault-au-Récollet et Saint-Léonard de Port-Maurice, comté d'Hochelaga.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes, sont lues et reçues :

De Frank Grundy et autres, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de "La compagnie du chemin de fer du fleuve Saint-Laurent."

Du *St-James Club*, de Montréal, demandant un acte l'autorisant à augmenter son capital-actions.

De John Scott et autres, des cantons de Lingwick et Hampden, demandant un acte érigeant en ville le village de Scottstown.

De la Société des Artisans Canadiens-Français, de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Et de *The Montreal Water and Power Company*, demandant des amendements à sa charte.

M. l'Orateur met devant cette Chambre,—l'état des affaires de la Société Saint-Jean-Baptiste de Bienfaisance, d'Aylmer, du 8 juin 1891 au 9 mai 1892. (*Document de la Session No. 10.*)

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne.

Bill constituant en corporation *The Union Stockyards Abattoir and Meat Packing Company*.

Bill autorisant la Société des Missions Congrégationalistes du Canada à aliéner la propriété de l'église congrégationaliste située dans la cité de Québec.

Quant au Bill autorisant la vente d'immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu John Monk, et le placement ou remplacement des sommes provenant de cette vente, votre comité a l'honneur de faire rapport que la preuve faite en faveur du préambule n'est pas suffisante, et que, pour cette raison, le préambule a été déclaré non prouvé.

Votre comité a, de plus, examiné le Bill autorisant Didier Carneau, étudiant en chirurgie dentaire, à pratiquer dans cette Province, et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé, vû qu'il n'était pas conforme à la 57^{ème} règle de votre honorable Chambre, qui exige que le pétitionnaire obtienne le consentement du bureau ou Conseil de la profession dans laquelle il désire entrer.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De *The Royal Trust and Fidelity Company*, demandant une charte.

De A. Lévesque et autres, de la cité de Montréal, demandant certains amendements à la charte de la cité de Montréal.

De l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, demandant un acte refondant sa loi organique.

De la corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

De l'honorable J.-O.-F.-X. Méthot, demandant un acte l'autorisant à aliéner une certaine propriété dans la cité de Québec.

De la Faculté de droit de l'Université-Laval, à Montréal, demandant une charte.

De la corporation de la cité de Sherbrooke, demandant une refonte de sa loi organique.

Et de la corporation de la ville d'Iberville, demandant une refonte de sa charte.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill à l'effet d'augmenter le capital-actions de la Compagnie Royale d'électricité, et d'en étendre les pouvoirs, a l'honneur de rapporter ce bill avec amendements.

Ordonné, Que M. Morris ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *The Royal Trust and Fidelity Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre référant le Bill constituant en corporation *The Canada Brick and Tile Company*, au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, soit rescindé et que ce bill soit référé au comité spécial permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 mai 1892, pour un état détaillé des dépôts de garantie des Compagnies de chemins de fer reçus depuis le 10 février 1890, (date de la dernière réponse No. 134 faite à la Chambre sur le même sujet), contenant les noms des compagnies, les sommes reçues et quand elles doivent être remboursées, et quel est le montant des intérêts à payer sur ce capital pour la période pendant laquelle les intérêts à payer sur les obligations sont garantis.

(*Document de la Session No. 36.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 5 mai 1892, demandant une copie de tous documents, arrangement, contrat ou marché intervenus entre le gouvernement de cette province et la Compagnie du Haras National, Montréal.

2. Aussi un état de toutes sommes d'argent payées en vertu de tels contrats marchés, etc, la date de tels paiements et le montant de tels paiements.

3. Aussi, une copie de tous et chacun des certificats des médecins vétérinaires, ou autres personnes, justifiant tels paiements.

4. Le nombre des étalons fournis par la dite compagnie avec leur nom.

5. Aussi la liste des villes, villages, comtés ou paroisses où ont été envoyés ces étalons et le nombre de juments servies par ces étalons. (*Document de la Session No. 37.*)

Ordonné, Que M. Gosselin ait la permission de présenter un Bill portant refonte des diverses lois concernant la corporation de la ville d'Iberville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Parent ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 825 et 826 du Code de procédure civile, concernant la mise en liberté sur caution.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les dentistes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill relatif aux privilèges des constructeurs, architectes, ouvriers, journaliers et fournisseurs de matériaux de construction.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill relatif à la constitution des Associations de bienfaisance, des Sociétés nationales, des Unions de métiers et des Sociétés de travail.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 5460 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à la liquidation des sociétés de construction.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Parent.—Combien d'associations de laiterie, pour la fabrication du beurre et du fromage, ont été constituées en corporation dans cette Province, depuis la mise en force de la loi 45 Victoria, chapitre 65, (maintenant les articles 5477 et 5478 des Statuts refondus de la province de Québec) et le lieu de leur établissement ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—En voici la liste :

- 1883.—Beurrerie et Fromagerie de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur.
- 1884.—Fromagerie centrale No. 1, de Montmagny.
- 1884.—Fromagerie et beurrerie, de Saint-Sébastien, comté d'Iberville.
- 1884.—“ “ de Saint-Dominique, comté de Bagot.
- 1884.—“ “ No. 2, de Montmagny.
- 1889.—Fromagerie de Saint-Simon, comté de Bagot.
- 1889.—Beurrerie de Notre-Dame de Portneuf.
- 1889.—Fromagerie et beurrerie du Grand-Rang, comté de Saint-Hyacinthe.
- 1889.—“ de Saint-Barnabé, “ “
- 1890.—“ de Sainte-Rose, La Présentation, “ “
- 1890.—“ de Saint-Louis de Métabetchouan, comté de Chicoutimi.
- 1890.—“ de Kingsey Falls, comté d'Arthabaska.
- 1890.—Beurrerie du Cap-Santé, comté de Portneuf.
- 1890.—Fromagerie de Cascapédiac, comté de Bonaventure.
- 1890.—“ de Sainte-Anne, comté de Chicoutimi.
- 1890.—“ de Saint-François, comté de Beauce.
- 1891.—Beurrerie de Charlesbourg, comté de Québec.
- 1891.—Fromagerie de Saint-Hugues, comté de Bagot.
- 1891.—“ de Saint-Fabien, comté de Rimouski.
- 1892.—“ de Saint-Barnabé, comté de Saint-Hyacinthe.
- 1892.—“ de Saint-Georges, comté de Beauce.
- 1892.—“ de Saint-Méthode d'Adstock, comté de Beauce.
- 1892.—“ de Saint-Georges, comté de Beauce.
- 1892.—“ de Sainte-Anne, comté de Richelieu.
- 1892.—“ de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean.

Par M. Dechène,—Est-ce l'intention du gouvernement d'encourager, d'une manière quelconque, la fabrication du sucre d'érable dans cette province?

Réponse par l'honorable M. Beaubien.:—Non.

Un bill amendant les articles 4461 et 4715 des Statuts refondus de la province de Québec, est, en conformité de l'ordre, lu une troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cinq cent soixante et quatorze piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les frais d'impression et de reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres destinés à la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, reliure, etc., pour la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure: Cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat des livres écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent. Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$300 seront

employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication de journaux en français et en anglais, sur l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminée par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'école, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Un Bill amendant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Congrégation des religieux du Très Saint-Sacrement ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant Joseph Brière à ajouter à son nom celui de Picard ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le Comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la ville de Cookshire ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, et accordant des pouvoirs additionnels à la dite compagnie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Savaria fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et référés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Bill concernant une certaine substitution créée par le testament de feu Collin Campbell.

Bill autorisant John Paris et Marie-Louise Paris à changer leurs noms en ceux de John Lee et Marie-Louise Lee.

Et Bill concernant la communauté des Religieuses Carmélites.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 20 mai 1892.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

La pétition de *The Woman's Christian Temperance Union of the Province of Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De Ludger Rochefort et autres, demandant un amendement aux lois de chasse, en ce qui regarde le comté de Nicolet.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état financier de l'Union de Saint-Joseph, de Saint-Hyacinthe, pour l'année 1891-92. (*Document de la Session No.10*).

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas :

De Dame Margaret McCready et autres, concernant la succession de feu James McCready.

Du Révérend J. Primeau et *al*, concernant la construction d'un collège, à Boucherville.

De la communauté des Sœurs de Sainte-Anne et des commissaires d'écoles de Sainte-Cunégonde, pour valider certaines conventions faites par acte notarié.

Des administrateurs de l'Université-Laval, à Montréal, demandant une charte.

De la corporation de la ville de la Côte Saint-Louis, demandant des amendements à sa charte.

Des commissaires d'écoles de Notre-Dame de Stanbridge, demandant un acte légalisant certaines procédures.

Du village de Dorval, demandant une charte.

De John-Wesley Blair, demandant un acte autorisant le Bureau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De *The Saint-James' Club of Montreal*, demandant des amendements à sa charte.

De la ville de Scotstown, demandant une charte.

De la Société des Artisans Canadiens-Français de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Votre comité a aussi examiné la pétition de l'Institut Royal pour l'avancement des sciences, demandant certains pouvoirs et celle de "*The Montreal Board of fire Insurance brokers*, demandant une charte, et trouve que les avis publiés ne datent que du mois de mai ; mais vu que les trente jours d'avis seront expirés avant que ces bills ne viennent devant le comité des bills privés, votre comité recommande, en conséquence, la suspension de la 51^{ème} règle.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés, qui expirera le 25 courant, soit prolongé jusqu'à vendredi le 27 courant, vu que cette Chambre doit s'ajourner du 21 au 27 de ce mois.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill concernant la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa, a l'honneur de rapporter ce bill avec amendements.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendements, savoir :

Bill autorisant Paul-Elie Bellehumeur, médecin et chirurgien, à pratiquer sa profession dans la province de Québec.

Bill déclarant Joseph-Eloi-Philippe Chagnon, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Et Bill légalisant le mariage et le contrat de mariage de Henri-Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill concernant la Commune de Laprairie.

Bill constituant en corporation *The Canada Brick and Tile Company*.

Bill concernant la liquidation des biens de feu William Workman, de son vivant, marchand, de la cité et du district de Montréal.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai, pour la présentation des bills privés, qui expire le 25 de ce mois, soit étendu jusqu'au 27 courant, vu que cette Chambre doit s'ajourner du 21 au 27 de ce mois.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant la loi 40 Victoria, chapitre 63, constituant en corporation la Société des Artisans Canadiens-Français de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John-Wesley Blair au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation le village de Dorval.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Morris ait la permission de présenter un Bill autorisant le *St. James' Club of Montreal* à augmenter son capital-actions, et lui accordant d'autres pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la ville de la Côte Saint-Louis.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. McIntosh ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la ville de Scotstown.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi qui constitue en corporation le Syndicat financier de l'Université-Laval, à Montréal, et constituant en corporation les administrateurs de l'Université-Laval, à Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Vict., ch. 31, relative aux piliers et estacades flottantes dans la rivière Nicolet, et pour l'amender.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi 54 Victoria, chapitre 101, intitulé : "Loi concernant la succession de feu James McCready."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, samedi le 21 courant, elle soit ajournée à vendredi, le 27 mai courant.

Ordonné, Que M. Parent ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 662 du Code de procédure civile, concernant les oppositions à la saisie d'immeubles, en vertu de jugement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 mai 1892, pour un état des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 30 juin 1891 jusqu'au 1er mai 1892. (*Document de la Session No. 38.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 mai 1892, pour un état indiquant l'actif et le passif de la province, au 30 juin 1891. (*Document de la Session No. 39.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de la congrégation de Notre-Dame, Berthier, comté de Berthier, construction, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Marianistes de Sainte-Croix, Magog, construction d'une école, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Clercs de Saint-Viateur du Collège de Saint-Joseph, Berthier, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Félix du Cap Rouge, construction, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petits-Frères Maristes, Iberville, troisième et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial de Boucherville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Boucherville, troisième et dernier paiement. (Erreur dans le dernier budget : aurait dû être deuxième paiement), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie protestante de Granby, construction, troisième et dernier paiement. (Erreur dans le dernier budget : aurait dû être deuxième paiement), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie Commerciale, de la Pointe-Claire, construction, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *Lennoxville School*, aide à la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Coaticooke, comté de Stanstead, pour compléter la construction, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Duplessis informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les ventes faites par le shérif sur exécution forcée ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une deuxième fois, et référés au comité spécial permanent de législation et lois expirantes :

Bill modifiant certaines dispositions du Code de procédure civile, relativement à la cession de biens.

Et Bill modifiant les dispositions du Code de procédure civile, relativement aux saisies en main tierce.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Marion,—Quel était le salaire de M. A. Cherrier, lorsqu'il remplissait la charge de député-greffier de la cour de circuit de Montréal ?

Quel est le salaire de M. Léon Dugas, député-greffier actuel de la dite cour, et quand a-t-il été nommé à cette fonction ?

Quel est le salaire actuel de M. J. McShane, assistant-député-greffier de la dite cour, et quand a-t-il été nommé à cette charge ?

Quel est le salaire de M. A. Prévost, comme copiste, au greffe de la dite cour de circuit, et quand a-t-il été nommé à cet emploi ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. \$1,400.00.

2. Par ordre en conseil, le 3 mai 1880, avec un salaire de \$600.00 par année.

3. Par ordre en conseil, le 14 juin 1883, avec un salaire de \$800.00 par année.

4. Par ordre du procureur-général, le 19 avril 1890, avec un salaire de \$800.00 par année.

Par M. Turgeon,—Combien est-il dû par messieurs Belleau & Cie, au gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les comptes de MM. Belleau & Cie, avec le gouvernement ne sont pas encore réglés.

Par M. Turgeon.—1. Les Commissaires chargés de faire enquête dans l'affaire du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, ont-ils en mains les fonds nécessaires au paiement de tous les comptes ?

2. A-t-il été donné ordre aux Commissaires, par quelqu'un des ministres, de ne pas payer quelqu'un de ces comptes, et lequel ?

Si oui, par qui et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Le président de la Commission a reçu, jusqu'à présent, \$16,000.00, et cela suffira pour payer tous les comptes qui ont été produits entre les mains des Commissaires.

2 et 3.—Il a été donné instruction de ne pas payer pour des impressions qui n'ont pas été faites.

Par M. Déchêne.—M. George Bignell, arpenteur, a-t-il été chargé par le gouvernement de quelque ouvrage d'arpentage dans cette Province ?

Si oui, quelle somme a-t-il reçue à titre d'avance ; à quelle date, a-t-il reçu ses instructions ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Il n'a pas été chargé de quelque ouvrage d'arpentage proprement dit, mais il a reçu des instructions pour compléter le cadastre du comté de Beauce, comprenant les cantons de Risborough, Marlow, Price et Dorset.

2. Conformément à la règle suivie en tout temps, il a reçu pour avances la somme de \$535.00.

3. Ses instructions datent, du 5 février, et du 8 avril 1892.

Par M. Dechêne.—Combien de constables spéciaux ont été nommés et employés, pendant la dernière élection, dans le comté de Dorchester ?

Quelles sommes ont été payées à ces constables ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier.—Trente constables, nommés en vertu de l'article 396 de la loi électorale, ont été payés au prix de une piastre par jour.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Kennedy,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral, ou le département d'Agriculture, à Ottawa, et le gouvernement de cette province, ou le département de l'Agriculture, de Québec, au sujet de l'industrie laitière.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Grenier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation *The Union Stockyards abattoir and meat packing Company* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Loi constituant en corporation *The Canadian Stockyards abattoir and meat packing Company*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la Société des missions congrégationalistes du Canada à aliéner la pro-

priété de l'église congrégationaliste, située dans la cité de Québec; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill à l'effet d'augmenter le capital-actions de la Compagnie royale d'électricité, et d'en étendre les pouvoirs; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Baker fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Richelieu et Lac Memphremagog est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et référé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Ordonné, Que M. Girard (du Lac Saint-Jean) ait la permission de présenter un Bill pour diviser la municipalité du Lac Saint-Jean en deux municipalités séparées.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 21 mai 1892.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 46 Victoria, chapitre 44, étendant les dispositions de l'acte 32 Victoria, chapitre 73, aux vicariats et préfectures apostoliques. "

Et bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant le service civil."

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Augé—la pétition du Lieutenant-colonel George-A. Hughes et autres, membres de la force de police de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De Paul Lemay et autres, citoyens des municipalités du Sault-au-Récollet et de Saint-Léonard de Port-Maurice, comté d'Hochelaga, demandant que l'entretien du chemin qui part du chemin de front de la Côte Saint-Michel, jusqu'au village du Sault-au-Récollet, soit à la charge des Syndics des chemins à barrières de Montréal.

Ordonné, Que la pétition du Lieutenant-colonel George-A. Hughes et autres, membres de la force de police de la cité de Montréal, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant un acte constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité, ayant pris en considération le Bill constituant en corporation *The Schyan River Improvement Company*, a l'honneur de rapporter ce bill avec amendements, et recommande à votre honorable Chambre de suspendre les règles de la Chambre concernant les avis requis, lorsqu'il y a imposition de tarifs ou taux de péage, vû que les parties intéressées ne se plaignent pas de l'insuffisance de l'avis et ne sont pas opposées au bill.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill refondant la loi organique de l'Union Saint-Joseph, de Farnham.

Bill constituant en corporation l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus.

Bill déclarant Joseph Frenette membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Bill autorisant l'Institut des Artisans de Montréal à emprunter une somme additionnelle sur hypothèque, et à aliéner une propriété immobilière qu'il possède.

Et Bill constituant en corporation *The Montreal Congregational Church Building Fund Society*.

Votre comité a de plus examiné le Bill autorisant le recteur et les syndics de l'église Saint-Georges, de la paroisse de Granby, dans le diocèse de Montréal, à disposer de certains immeubles, et il a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas :

De Joseph-Adélarde Ouimet, de la cité de Montréal, demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres,

De la Compagnie d'exposition de Québec, demandant une charte.

De *The St-Henri Light and Power Compagny*, demandant une charte.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill pour constituer en corporation la Faculté de droit de l'Université-Laval, à Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. Chateauvert ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation " La compagnie d'exposition de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre, après examen, J.-Adélarde Ouimet, au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill validant un certain acte d'accord entre les commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Cunégonde et la communauté des Sœurs de Sainte-Anne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill interprétant deux actes de donation par Dame Hortense Dalpré, veuve Louis Jodoin, au curé de la paroisse de Boucherville, et permettant de bâtir une école sur les terrains donnés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *The St.-Henri Light and Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 mai 1892, pour un état détaillé indiquant :—
1. Les sommes d'argent payées pour la colonisation dans le comté de Bonaventure, depuis le premier juillet 1888 jusqu'au seize décembre 1891.

2. A qui ces sommes d'argent ont été payées pour conduire les travaux.
(*Document de la Session No. 40.*)

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant les chemins de fer de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 88, intitulé : "Loi concernant certains subsides à des compagnies, ou à des entreprises de chemins de fer et autres."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Le Bill amendant la loi électorale, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant l'instruction publique.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, vendredi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lussier.—Quel est le nom du ou des avocats du gouvernement *in re* La Reine *vs* Pacaud : question de la Baie-des-Chaleurs ?

A-t-il reçu, quelque avance du gouvernement ?

Si oui, quel montant a-t-il reçu ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—M. F.-X. Drouin, C. R., avec M. William Cook, C. R., comme conseil ; M. Drouin a reçu une avance de \$100.

Par M. Lussier,—Est-ce l'intention du gouvernement de poursuivre C. N. Armstrong, en recouvrement de la somme à lui payée *in re* Chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Cette question est sous considération.

Par M. Lussier,—Est-ce l'intention du gouvernement de poursuivre l'honorable Théodore Robitaille et l'honorable C. J. Riopel, en recouvrement des sommes à eux payées par M. Armstrong, à même les deniers provenant des subsides accordés à la compagnie de la Baie-des-Chaleurs ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Cette question est sous considération.

Par M. Turgeon,—Le gouvernement a-t-il loué à Joseph Mercier, de la paroisse de Saint-Valier, un lot de grève ; et si oui, à quelle date et à quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Non, mais un lot de grève, à Saint-Valier, a été loué à Jean-B. Mercier, le 3 août 1863, pour le terme de 21 ans à compter du 24 juin 1863. Loyer annuel, \$16.00.

Par M. Dechène,—A quelle date le rapport final imprimé des Commissaires de la commission royale *in re* Baie-des-Chaleurs a-t-il été livré au gouvernement ?

A quelle date la preuve imprimée lui a-t-elle été transmise ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Version française reçue au bureau du Procureur-général vers le 20 avril dernier, et transférée au Secrétariat vers le 7 mai courant.

Version anglaise reçue par M. E. Gauvreau, aux Travaux publics, dans le cours du mois d'avril dernier.

La preuve a été livrée chez M. P. Simard, messenger en chef de l'Assemblée législative, le 7 mai courant.

Par M. Dechène,—Quel est le capital-actions de la Compagnie du Haras national ?

Quel montant a été payé sur chacune des actions ?

Quels sont les noms des actionnaires ?

Quel est le nombre des actions détenues par chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le gouvernement n'est pas en possession des renseignements demandés.

Par M. Gosselin,—Quel sont les noms des avocats employés par le gouvernement *in re* La Reine *vs* Mercier et Pacaud, pour conspiration ?

Ont-ils reçu des avances ?

Si oui, quel en est le montant ?

Quel est le prix accordé, par jour, aux avocats du gouvernement, dans cette cause ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—James Dunbar et Gustave G. Stuart, conseils de la Reine et W. C. Languedoc. Ils n'ont reçu aucune avance. Le prix ordinaire accordé aux avocats du gouvernement, en pareille matière, savoir \$20 par jour.

Par M. Gosselin,—Le gouvernement est-il informé qu'il a perdu sa cause *in re* La Reine *vs* Pacaud, en remboursement d'une somme de \$100,000 ?

Si oui, le jugement a-t-il été rendu au mérite, ou sur défense en droit résultant du défaut de libellé de l'action ?

Le gouvernement se propose-t-il de porter la cause en appel ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Il est venu à la connaissance du gouvernement que, dans la cause de la Reine contre Pacaud; en recouvrement de \$100,000, l'action avait été déboutée sur une défense en droit; le juge prétendant que la déclaration n'alléguait pas suffisamment l'existence d'un lien de droit entre la Couronne et le défendeur. Le gouvernement se propose de porter immédiatement une autre action contre le défendeur.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il reçu les comptes d'impressions de MM. Léger Brousseau et J. E. Mercier, pour frais d'impressions de la preuve dans l'affaire Langlais ?

Si non, se propose-t-il de les demander ?

A-t-il fait quelques avances sur ces impressions ?

Si oui, quel est le montant de ces avances ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Aucun compte spécial et séparé n'a été reçu au sujet de l'impression de la preuve dans l'affaire Langlais.

2. Le gouvernement demandera que des comptes soient produits pour toutes les impressions.

3 et 4. Aucune avance n'a été faite pour l'impression de l'affaire Langlais en particulier.

M. Dechène.—1. Y a-t-il actuellement des limites à bois sous licences sur la rivière Malbaie, dans le comté de Charlevoix ?

2. Si oui, quels sont les porteurs de ces licences ?

3. La rente foncière due sur ces limites a-t-elle été payée ?

4. Si non, depuis quand, et quel montant est dû au gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Il n'y a actuellement aucune limite à bois sous licence de coupe de bois, sur la rivière Malbaie, comté Charlevoix.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la déposition de M. Turenne, gérant de la Compagnie du Haras national, *vs.* Talbot, cour supérieure, Montmagny.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, vendredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant Paul-Elie Bellehumeur, médecin et chirurgien, à exercer sa profession dans la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simpson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill déclarant Joseph-Éloi-Philippe Chagnon, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M.

l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rioux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la liquidation des biens de feu William Workman, de son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois, et référés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill modifiant la charte de *The Montreal Safe Deposit Company*.

Bill amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Bill amendant la loi 40 Victoria, chapitre 63, constituant en corporation la Société des Artisans Canadiens-Français de la cité de Montréal.

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John-Wesley Blair au nombre de ses membres, après examen.

Bill autorisant le *St-James' Club of Montreal* à augmenter son capital-actions, et lui accordant d'autres pouvoirs.

Bill amendant la charte de la ville de la Côte Saint-Louis.

Bill constituant en corporation la ville de Scotstown.

Bill abrogeant la loi qui constitue en corporation le syndicat financier de l'Université-Laval, à Montréal, et constituant en corporation les administrateurs de l'Université-Laval, à Montréal.

Et Bill abrogeant la loi 54 Victoria, chapitre 101, intitulée : " Loi concernant la succession de feu James McCready ".

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 27 mai 1892.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Descarries,—la pétition de A.-C. Larivière et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Augé,—la pétition de Olivier Bériau et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue.

De *The Woman's Christian Temperance Union of the Province of Quebec*, demandant une loi pour accorder le droit de vote aux femmes de cette province.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état général des naissances, mariages et sépultures dans le district de Montréal, durant l'année 1891. *Document de la Session No. 9.*)

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Bill autorisant John Paris et Marie-Louise Paris à changer leurs noms en ceux de John Lee et Marie-Louise Lee.

Bill concernant la communauté des religieuses Carmélites.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas.

De Stanislas McDuff, demandant un acte le déclarant membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

De P.-C. Beauchamp et P. Demers, demandant un acte confirmant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Thomas Fergusson Miller.

De la ville de Saint-Henri, demandant des amendements à sa charte.

De l'École polytechnique, demandant une charte.

De J.-X. Pauzé, demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De la *Montreal Water and Power Company*, demandant des amendements à sa charte.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la Compagnie canadienne de l'éclairage électrique demandant des amendements,—et celle de la Compagnie du chemin de fer du fleuve Saint-Laurent, demandant un acte d'incorporation, et trouve que les avis n'ont commencé à être publiés qu'au commencement de mai ; mais attendu que le mois sera à peu près expiré avant que le comité des bills privés s'occupe des bills, votre comité recommande, pour cette raison, la suspension de la 51^e règle.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Morris ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie canadienne de l'éclairage électrique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Parent ait la permission de présenter un Bill autorisant la Société Bienveillante St-Roch à établir des succursales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lacouture ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du fleuve St-Laurent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill confirmant les ventes faites à Joseph C. Beauchamp et à Pierre Demers de certains immeubles dépendant de la succession de feu Thomas Fergusson Miller.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Ecole polytechnique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill concernant *The Montreal Water and Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill concernant les taxes d'écoles dans la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill révisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke et les diverses lois qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill pour autoriser la vente de certains immeubles substitués par feu Antonio Merello.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Institut Royal pour l'avancement des sciences à prêter de l'argent sur biens-fonds, à vendre et à posséder certaines garanties.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph Xiste Pauzé au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill déclarant Stanislas McDuff membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Chambre des courtiers d'assurances contre le feu, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Dechène ait la permission de présenter un Bill amendant les statuts refondus de la province de Québec, en abrogeant les sections 442, 443, 444, 445 et 446, concernant l'état des dépenses d'élection à être fourni à l'officier rapporteur.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier (Rimouski), ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 205 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier (Rimouski), ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 586 et 633 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante et huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille sept cent cinquante cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, et dépenses contingentes du Juge des cessions de la paix, Québec, et des Magistrats de police et des employés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, et Orphelinat agricole de Notre-Dame de Montfort, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la transcription, impression et distribution des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du bureau des Arts et Métiers, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédent pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montreal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1893.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1893.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph du Bon Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixant-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants Protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des maladies des yeux et des oreilles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Charles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coins des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Pembroke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut-McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de pharmacie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés de Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile-Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les femmes vieilles et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la Maternité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1893.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1893.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre de l'Ouvroir, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent des Sœurs de la Présentation de Marie, Drummondville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice-Youville, Saint-Benoit, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Côteau-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monnoir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice-Lajemmerais, Varennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, Saint-Vincent de Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de la paroisse de St-Paul, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa

Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de la paroisse de St-Thomas, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Elizabeth, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Notre-Dame de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Ursule, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Sainte-Anne Lapocatière, Sainte-Anne Lapocatière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand, Saint-Ferdinand d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, Yamachiche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

106. *Résolu*, Résolu qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Asile pour les Orphelins, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Lanoraie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Paulin, Saint-Paulin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

111. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants), Longueuil, pour l'année finissant le 30 juin 1893.

112. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, Saint-François-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

113. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, Saint-Denis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

114. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises, de Farnham, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

115. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

116. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

117. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

118. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St-Paul, pour les personnes âgées et infirmes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

119. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Carleton, Carleton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

120. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-André Avelin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

121. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des Petites Ecoles, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

122. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Jésus-Marie, Trois-Pistoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

123. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison du Bon-Pasteur, Matane, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

124. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

125. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Hôpital de Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant les dispositions relatives aux écoles communes de la cité de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle s'ajourne à demain, samedi, le 28 courant à 3 heures P. M.; et que les ordres du gouvernement aient la préséance, ce jour-là.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne, étant lu;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau au comité spécial permanent des divers bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la Commune de Laprairie; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant proposée, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois;

M. Cooke propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Dechêne, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Cooke,</i>	<i>Girard (de Rouville),</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>England,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon—14.</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chateaufvert,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Descarries,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve.—33.</i>
<i>Desjardins,</i>			

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation *The Canada Brick and Tile Company*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation *The Schyan River Improvement Company*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dechène fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill refondant la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Farnham; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill déclarant Joseph Frenette, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gosselin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit : "Loi déclarant Joseph Frenette, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant l'Institut des artisans de Montréal à emprunter une somme d'argent supplémentaire sur hypothèque, et à vendre l'immeuble qui lui appartient; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Villeneuve fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation *The Montreal Congregational Church Building Fund Society*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cholette fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le Recteur et les Syndics de l'église Saint-Georges de la paroisse de Granby, dans le diocèse de Montréal, à disposer de certains immeubles; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Villeneuve, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés:

Bill constituant en corporation *The Royal Trust and Fidelity Company*,

Bill portant refonte des diverses lois qui concernent la corporation de la ville d'Iberville.

Bill constituant en corporation le village de Dorval.

Bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Vic., ch. 86, relative aux piliers et estacades flottantes de la rivière Nicolet, et pour l'amender.

Bill pour diviser la municipalité du Lac Saint-Jean en deux municipalités séparées.

Bill constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Québec,

Et Bill autorisant le Bureau de la province de Québec à admettre, après examen, J.-Adélard Ouimet au nombre de ses membres.

Le Bill constituant en corporation "*The St-Henri Light and Power Company*." est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lussier,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'imposer une taxe sur les corporations, ou compagnies de chemins de fer, ou de navigation, proportionnellement aux privilèges dont elles jouissent ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Sous considération.

Par M. England,—1. Le montant dû par les municipalités du comté de Shefford, au fonds d'emprunt municipal, a-t-il été remis ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de remettre les montants dûs au fonds d'emprunt municipal par les municipalités du comté de Brome ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Oui. 2. A l'étude.

Par M. Tellier,—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, durant la présente session, un projet de loi permettant aux vignerons de cette province, de vendre le vin de leur fabrication sans être assujettis au paiement d'aucun droit de licence, ou sur paiement d'un droit de licence restreint ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Sous considération.

Par M. Tessier (Rimouski),—Quelle est la raison d'intérêt public, pour laquelle M. Louis Pouliot, d'Amqui, dans le comté de Matane, a été déchargé de ses fonctions, le 16 mars 1892 ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Le gouvernement n'a rien à ajouter à la réponse qu'il a déjà donnée au sujet de cette affaire.

Par M. Tessier (Rimouski),—1. M. Léon Paquet, de Cedar Hall, dans le comté de Matane, est-il à l'emploi du gouvernement, et en quelle qualité ?
Quant a-t-il été nommé ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—M. Léon Paquet a été nommé garde-forestier le 16 mars 1892.

Par M. Tessier (Rimouski),—Y a-t-il un monsieur Chouinard, de Matane, à l'emploi du gouvernement ?
Quel est son emploi ?
Quand a-t-il été nommé ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui. 2. Garde-forestier. 3. Le 4 janvier 1892.

Par M. Tessier (Rimouski),—Y a-t-il un monsieur Rinfret, de Matane, à l'emploi de gouvernement ?
Quand a-t-il été nommé ?

Réponse par l'honorable M. Flynn ;—1. Oui. 2. Nommé garde-forestier le 8 avril 1892.

Par M. Bernatchez,—Certaines sommes ont-elles été payées, comme honoraires d'avocat, en rapport avec une enquête tenue sur une plainte portée contre M. A. P. Garon, le magistrat de district pour le district de Rimouski ?

Quels sont les noms des avocats qui ont reçu ces honoraires ?

Quel est le montant de ces paiements et à quelles dates ont-ils été faits ?

À quelle date cette enquête a-t-elle eu lieu ?

Le gouvernement avait-il donné des instructions à un avocat de le représenter à cette enquête ?

Le gouvernement actuel sait-il que le gouvernement Mercier avait refusé de faire ces paiements ?

Y a-t-il dans les départements une correspondance antérieure au 17 décembre dernier, en rapport avec ces honoraires d'avocat ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Oui. 2.—J. N. Pouliot. 3.—\$500.00, vers le 4 février 1892. 4.—Entre le 12 juillet et le 4 octobre 1889. 5.—Oui.

6.—Le 29 octobre 1890, le Procureur-général Robidoux, écrivit à M. Pouliot qu'il ne pouvait être payé, mais le 15 novembre 1889, l'honorable M. Gagnon avait écrit à M. Pouliot la lettre suivante : " Aussitôt que l'honorable M. Turcotte a été de retour des Trois-Rivières, je l'ai vu au sujet de ton compte re Garon, il m'a promis de voir au paiement de suite. J'espère que tout ira bien pour notre ami Tessier.

Tout à toi,

CHS-A.-E. GAGNON,

Secrétaire-provincial¹

Par ED. BÉGIN,

Secrétaire particulier.

7. Oui.

Par M. Bourbonnais,—Est-ce l'intention du gouvernement de donner suite à la politique inaugurée par le gouvernement qui l'a précédé en office, concernant la contribution ou l'aide à être accordée aux municipalités dans cette province, pour la construction de ponts de fer.

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Non, sauf quant aux travaux commencés et aux engagements antérieurs qui lient le gouvernement.

Par M. Turgeon,—Le gouvernement a-t-il donné quelques instructions aux syndicats de la Commission des chemins à barrières de la rive sud, au sujet de l'entretien du chemin de Beaumont ? Une correspondance a-t-elle été échangée à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Oui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi électorale ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant la loi concernant l'instruction publique ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Déchène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous comptes, mémoires, demandes, etc., produits devant les Commissaires des trois Commissions royales, ou devant le gouvernement de cette province, par toute personne employée par les dits Commissaires.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance relative à la nomination, comme commissaires pour la décision sommaire des petites causes, de MM. Louis Grondin, I. H. A. Sylvestre, Olivier Lefebvre, Alexandre Brosseau et Edouard Bourassa, de Laprairie ; nomination contenue dans la *Gazette Officielle* de Québec, du 2 avril 1892.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 28 mai 1892.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Kennedy,—la pétition des Syndics de l'Asile des orphelins de Saint-Patrice, de Montréal.

Ordonné, Que la pétition des Syndics de l'Asile des orphelins de Saint-Patrice, de Montréal, présentée aujourd'hui soit maintenant lue et reçue ;

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant des amendements à leur charte.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendements, savoir :

Bill amendant la loi 40 Victoria, chapitre 63, constituant en corporation la Société des Artisans Canadiens-français de la cité de Montréal.

Bill abrogeant la loi qui constitue en corporation le Syndicat financier de l'Université-Laval à Montréal, et constituant en corporation "Les administrateurs de l'Université-Laval à Montréal".

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill constituant en corporation le village de Scotstown.

Bill autorisant Isaac-Tristram Coffin à vendre certains immeubles substitués par le testament de sir Isaac Coffin, et à en placer le produit.

Quand à ce dernier bill, votre comité désire attirer l'attention de votre honorable Chambre sur le principe et les dispositions de ce projet de loi, et laisse à la Chambre de les apprécier et de prononcer sur l'opportunité de cette législation.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, demandant un acte la constituant en corporation, et trouve que les avis requis ont été donnés.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation, l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que la 31ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill accordant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves, en matières municipales et scolaires.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 Mai 1892, pour un état détaillé des sommes d'argent payées pour réparations à la prison et au palais de justice de New-Carlisle, depuis le 1er juin 1837 jusqu'au premier décembre 1891. (*Document de la Session* No. 41.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour appliquer les dispositions de l'acte des manufactures de Québec, S. R. Q., titre 7, ch. 2, sect. 3, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture et de pomologie, Montréal, S. R. Q., titre 4, ch. 9, sect. 6, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, anglais et français, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à l'entretien, des Ecoles d'agriculture, encouragement aux élèves, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École de médecine-vétérinaire et professeurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la Culture des arbres fruitiers et de la vigne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins, etc., et le traitement du médecin-vétérinaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour Vaccin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour ouvrages sur l'agriculture, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'émigration, de Montréal et de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Compagnie du Haras National, Montréal, 3e, payement sur cinq (Résolutions de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Et étant six heures P. M., l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

— — —

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant John Paris et Marie Louise Paris à changer leurs noms en ceux de John Lee et Marie Louise; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dechêne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la Communauté des Religieuses Carmélites; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et référés au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie canadienne de l'éclairage électrique.

Et Bill concernant *The Montreal Water and Power Company*.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et référés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Bill autorisant la Société Bienveillante Saint-Roch à établir des succursales.

Bill confirmant les ventes faites à Joseph C. Beauchamp et Pierre Demers de certains immeubles dépendant de la succession de feu Thomas Fergusson Miller.

Et Bill constituant en corporation la Chambre des courtiers d'assurance contre le feu de Montréal.

La Chambre se remet en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'encouragement de la culture de la betterave; bonus de 50 cents par tonne aux producteurs, (Résolution de l'assemblée législative du 26 décembre 1890, ne devant pas excéder \$12,000,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'encouragement à l'industrie laitière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un vapeur pour faire le service du Lac Saint-Jean, 5e et dernier payment, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille neuf cent dix-neuf piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de réclamations à l'examen, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fanteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour appliquer les dispositions de l'acte des manufactures de Québec, S. R. Q., titre 7. ch. 2 sect. 3, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture et de pomologie, Montréal, S. R. Q., titre 4, ch. 9, sect. 6, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, anglais et français, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à l'entretien des Ecoles d'agriculture, encouragement aux élèves, etc, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de médecine-vétérinaire et professeurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins, etc., et le traitement du médecin-vétérinaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour Vaccin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour ouvrage sur l'agriculture, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de colonisation en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Compagnie du Haras National, Montréal, 3e, paiement sur cinq; (Résolutions de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'encouragement de la culture de la betterave; bonus de 50 cents par tonne aux producteurs, (Résolution de l'assemblée législative du 26 décembre 1890, ne devant pas excéder \$12,000), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'encouragement à l'industrie laitière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un vapeur pour faire le service du Lac Saint-Jean, 5e et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille neuf cent dix-neuf piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de réclamations à l'examen, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit renvoyée à lundi prochain.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cinq cent soixante et quatorze piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les frais d'impression et de reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres destinés à la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, reliure, etc., pour la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : Cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat des livres écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent. Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$300 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication de journaux en français et en anglais, sur l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'école, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Et la première résolution et les suivantes jusqu'à la neuvième inclusive-ment, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La dixième résolution, étant lue la seconde fois ;

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à plus tard.

La onzième résolution et les suivantes jusqu'à la vingt-quatrième inclusive-ment, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de la Congrégation de Notre-Dame, Berthier, comté de Berthier, construction, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Marianistes de Sainte-Croix, Magog, construction d'une école, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Clercs de Saint-Viateur du Collège de Saint-Joseph, Berthier, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Félix du Cap Rouge, construction, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petits-Frères Maristes, Iberville, troisième et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial de Boucherville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Boucherville, troisième et dernier paiement. (Erreur dans le dernier budget : aurait dû être deuxième paiement), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie protestante de Granby, construction, troisième et dernier paiement. (Erreur dans le dernier budget : aurait dû être deuxième paiement), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie Commerciale, de la Pointe-Claire, construction, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *Lennoxville School*, aide à la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Coaticooke, comté de Stanstead, pour compléter la construction, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante et huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille sept cent cinquante cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes du Juge des sessions de la paix, Québec, et des Magistrats de police et des employés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, et Orphelinat agricole de Notre-Dame de Montfort, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la transcription, impression et distribution des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du bureau des Arts et Métiers, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédent pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1893.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1893.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Béthléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph du Bon Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixant-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants Protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des maladies des yeux et des oreilles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Charles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfant trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coins des rues Sainte Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Pembroke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut-McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de pharmacie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés de Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile-Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les femmes vieilles et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la Maternité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1893.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1893.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre de l'Ouvroir, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent des Sœurs de la Présentation de Marie, Drummondville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice-Youville, Saint-Benoit, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Côteau-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monnoir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice-Lajemmerais, Varennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, Saint-Vincent de Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de la paroisse de St-Paul, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de la paroisse de St-Thomas, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Elizabeth, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Notre-Dame de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Ursule, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Sainte-Anne Lapocatière, Sainte-Anne Lapocatière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand, Saint-Ferdinand d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, Yamachiche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

106. *Résolu*, Résolu qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Asile pour les Orphelins, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Lanoraie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Paulin, Saint-Paulin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

111. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants), Longueuil, pour l'année finissant le 30 juin 1893.

112. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, Saint-François-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

113. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, Saint-Denis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

114. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises, de Farnham, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

115. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

116. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

117. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

118. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St-Paul, pour les personnes âgées et infirmes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

119. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Carleton, Carleton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

120. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-André Avelin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

121. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des Petites Ecoles, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

122. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Jésus-Marie, Trois-Pistoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

123. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison du Bon-Pasteur, Matane, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

124. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

125. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Hôpital de Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 30 mai 1892.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

D'Adolphe-Clément Larivière et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

Et de Olivier Bériau et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant la vente d'immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu Antonio Merello.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a réexaminé le Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne, référé de nouveau à votre comité, et y a fait un nouvel amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Spencer, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de l'Asile des Orphelins St-Patrice, demandant des amendements à sa charte, et trouve qu'il n'en a pas été donné avis ; mais les amendements qu'il demande ne paraissent pas être de nature à exiger l'avis ordinaire.

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill amendant la loi constituant en corporation la ville de St-Henri.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 772 du code de procédure civile, concernant la distribution des deniers provenant des ventes faites par les shérifs, de biens-fonds appartenant à des débiteurs insolubles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill relatif à la cession des biens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. King ait la permission de présenter un Bill étendant la juridiction territoriale des Cours supérieure et de circuit du district de Beauce.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant le Code civil et l'article 834 du code de procédure civile, relativement aux privilèges des voyageurs et autres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill autorisant l'émission de commissions adressées aux Juges de la Cour supérieure leur accordant le pouvoir d'examiner certains bills devant la Législature et de faire rapport.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 5340 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la liquidation des compagnies d'assurance mutuelle.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Peiletier ait la permission de présenter un Bill pour régulariser et authentifier certains registres des départements du registraire de la province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Sacré-Cœur de Jésus, à Québec. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi 40 Victoria, chapitre 63, constituant en corporation la Société des Artisans Canadiens-Français de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill abrogeant la loi qui constitut en corporation le Syndicat financier de l'Université-Laval, à Montréal, et constituant en corporation les administrateurs de l'Université-Laval, à Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la ville de Scotstown; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill, est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une deuxième fois, et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill modifiant la charte de la cité de Montréal.

Bill autorisant l'Institut Royal pour l'avancement des sciences à prêter de l'argent sur biens-fonds, à vendre et à posséder certaines garanties.

Bill déclarant Stanislas McDuff, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Et Bill constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Parent,—M. J.-W. D'Amours, arpenteur, des Trois-Pistoles, a-t-il reçu quelques instructions pour exécution de contrat d'arpentages dans la province, depuis le 16 décembre 1891?

Si oui, a-t-il reçu des avances, et quel montant lui a-t-il été accordé?

A-t-il reçu quelque argent pour réclamations, balance sur contrats, ou pour aucune raison quelconque, depuis le 16 décembre dernier?

Réponse par l'honorable M. Flynn:—1. Il a reçu des instructions pour le cadastrage des cantons Armand et Whitworth, ainsi que pour un relevé spécial de quelques lignes, chemins et lacs en rapport avec le cadastre des cantons Whitworth, Demers et Viger, dans le comté de Témiscouata.

2. Il a reçu, suivant l'usage, à titre d'avance, la somme de \$300.00 à compte du cadastre d'Armand et Whitworth; de plus il a été payé du montant de son compte, savoir: \$422.36 pour le relevé des lignes, etc., dont il est question ci-dessus.

3. Rien autre chose que les sommes ci-haut mentionnées.

Par M. Parent,—M. Daniel Banville, de Matane, ex-garde-forestier démis par le gouvernement actuel, a-t-il été remplacé, et par qui?

Si oui, quel était son salaire et quel est celui de son remplaçant?

Réponse par l'honorable M. Flynn:—1. Oui, par M. F.-X. Rinfret, de Matane.

2. Le salaire de M. Banville était de \$1.50 par jour, lorsqu'il était employé et celui de son successeur est le même.

Par M. Morin,—M. J.-C. Taché, employé du département des Travaux publics, à Ottawa, a-t-il été chargé par le gouvernement de quelque mission officielle dans les comtés de Matane et Gaspé, dans les mois de février et mars derniers?

Si oui, quelles étaient ces instructions et quel montant lui a été payé?

Réponse par l'honorable M. Pelletier:—Non.

Par M. Morin,—M. L.-H. Tremblay, de Halifax, N.-E., est-il à l'emploi du gouvernement de cette Province?

A-t-il, depuis le 16 décembre dernier, reçu quelques sommes d'argent du gouvernement de cette Province?

Réponse par l'honorable M. Pelletier:—Le gouvernement ne connaît personne du nom de L.-H. Tremblay, de Halifax, N.-E. Il y a un M. L. H. Tremblay, autrefois de Québec et maintenant de Lévis, qui est employé comme clerc sessionnel pendant la présente session.

Par M. Morin,—Le registrateur de la seconde division du comté de Charlevoix a-t-il donné le cautionnement requis par la loi ?

Si oui, quelles sont les raisons qui ont engagé le gouvernement à accepter une hypothèque sur propriétés immobilières au lieu d'une police d'assurance ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Le registrateur pour la seconde division du comté de Charlevoix a offert une garantie hypothécaire, laquelle a été acceptée par le gouvernement, comme la loi le permet.

Par M. Tessier, (Portneuf),—Le docteur J.-E. Héту, coroner pour le district des Trois-Rivières, a-t-il été destitué ?

Si oui, quand et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le docteur Héту n'a pas été destitué. Il était coroner conjoint avec le docteur J.-E. Badeaux ; ce dernier étant décédé, la commission conjointe s'est trouvée annulée.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou le Premier ministre, ou tout autre membre du gouvernement et quelque communauté religieuse, à propos de l'Asile de Beauport, ou de l'entretien des aliénés, à l'expiration du contrat actuel avec les propriétaires du dit asile, ou au sujet de la passation d'un nouveau contrat à la place du contrat existant, ou au sujet de la construction d'un nouvel asile, soit par le gouvernement, soit par telle communauté religieuse, pour remplacer l'Asile de Beauport ; et aussi copie de la lettre adressée à l'honorable Charles Langelier par les propriétaires de l'Asile de Beauport, mentionnée dans la réponse à l'interpellation faite par M. Tessier, de Portneuf, le 11 mai courant.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et les syndics de la Commission des chemins à barrières de la rive sud, au sujet du chemin de Beaumont.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, qu'il soit mis devant cette chambre, un état détaillé de l'art. 11, intitulé : Salaires (gouvernement civil) du budget de 1892-93, avec mention, en regard, des mêmes salaires pour l'année précédente et indication, dans chaque cas, de l'augmentation ou de la diminution.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous comptes produits et fournis au gouvernement, depuis le 16 décembre 1891, par L.-J. Demers, Léger Brousseau et J.-E. Mercier, imprimeurs.

Sur motion de M. Rioux, secondé par M. Petit,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la preuve faite devant la Commission Royale présidée par l'honorable juge Mathieu, et devant celle présidée par l'honorable juge Pagnuelo.

Sur motion de M. Hackett, secondé par M. Greig,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, dépêches et documents, adresses et résolutions, échangés ou envoyés entre le gouvernement et les autorités fédérales, au sujet de la résolution adoptée par cette Chambre le 23 décembre 1890, concernant le pouvoir de contester la vente des liqueurs en gros, et concernant l'inspection des liqueurs.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill interdisant les loteries étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant la subornation et la corruption des membres du parlement, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill rendant le vote obligatoire, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les actes de corruption municipale et civique, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill rendant insaisissables les gages des ouvriers, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill ordonnant de donner garantie des frais dans les causes de libelle contre les journaux, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 5766 des Statuts refondus, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill abrogeant la section 36 de la 54me Victoria, chap. 13, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant les articles 3723, 3725 et autres des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la loi du notariat, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant certains articles du Code de procédure civile, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant les articles 825 et 826 du Code de procédure civile, concernant la mise en liberté sur caution, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux privilèges des constructeurs, architectes, ouvriers, journaliers et fournisseurs de matériaux de construction étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 5460 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à la liquidation des sociétés de construction étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 662 du code de procédure civile, concernant les oppositions à la saisie d'immeubles en vertu de jugement, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant les articles 586 et 633 du code de procédure civile, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Nantel,

Résolu, Qu'à compter de mercredi, le 1er juin prochain, inclusivement, les ordres du gouvernement auront priorité sur les ordres du jour, tous les mercredis, jusqu'à la fin de la session.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi concernant les chemins de fer de cette Province ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 88, intitulé : " Loi concernant certains subsides à des compagnies, ou à des entreprises de chemins de fer et autres. "

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétréau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Marchand propose, comme amendement, secondé par M. Stephens, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " d'après les usages parlementaires, le discours sur le budget doit contenir un état comparé des dépenses probables et des revenus de provenance ordinaire pour l'année financière à laquelle il s'applique ; et, de plus, dans le cas de l'insuffisance du revenu pour faire face à la dépense ainsi constatée, un exposé des moyens que le gouvernement se propose d'adopter pour augmenter ce revenu au montant requis pour combler le déficit prévu.

Que, dans son discours sur le budget de l'année 1892-93, prononcé le 20 mai courant, l'honorable Trésorier de la Province a révélé à cette Chambre un déficit considérable pour la dite année 1892-93, sans lui faire connaître les mesures qu'il projette pour y faire face.

Que cette Chambre est prête à accorder des subsides à Sa Majesté ; mais que, pour les voter en connaissance de cause, elle a le droit d'être renseignée sur la manière dont le gouvernement a l'intention d'augmenter le revenu public jusqu'au niveau de la dépense, et qu'elle espère qu'il se fera un devoir de ne plus retarder à lui exposer sa politique financière."

Et un débat s'en suivant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 31 mai 1892.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>	<i>Turgeon—13.</i>
<i>Gladu,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean)</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer.</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Villeneuve.—36.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonne, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Statues par Hébert, pour le Palais Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la construction de ponts en fer, dans les municipalités, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appareil de chauffage du Palais de Justice de Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'un nouveau Palais de justice et prison, à Bryson, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction du nouveau Palais de justice de Hull, district d'Ottawa, (revoté), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour solder le prix d'achat du terrain du Skating Rink de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux de construction, mur sur la rue, nivellement du terrain et clôtures de l'École normale McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Statues par Hébert, pour le Palais législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la constructions de ponts en fer, dans les municipalités, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appareil de chauffage du Palais de justice de Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'un nouveau Palais de justice et prison, à Bryson, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction du nouveau Palais de justice de Hull, district d'Ottawa, (revoté), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour solder le prix d'achat du terrain du Skating Rink de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux de construction, mur sur la rue, nivellement du terrain et clôtures de l'Ecole normale McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois ;

Ordonné, Que la considération ultérieure des ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 31 mai 1892.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition d'Adolphe Clément Larivière et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité, et trouve que les avis requis ont été publiés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : "Loi amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 17, concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes et villages," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Cartier,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif intitulé : "Loi amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 17, concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes et villages," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu pour la première fois ; et la seconde lecture en est remise à la prochaine séance, demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène,—Le plan de grange et étable, distribué aux députés pendant la session, a-t-il été fait, imprimé ou distribué aux frais du gouvernement ?

Si oui, quel est le montant payé à l'architecte qui l'a fait, ainsi qu'aux dessinateurs, graveurs et imprimeurs du dit plan ?

Réponse par l'honorable M. Baubien :—Le 21 janvier 1891, l'administration précédente confia à la "*Subiston Lithographic Co.*," de Montréal, l'impression de 5,000 copies du plan en question, grange-étable améliorée, au prix de \$175.00 ou 3½ centins par exemplaire, lequel montant a été payé, le 1 novembre 1891, par chèque signé par l'honorable H. Mercier, alors commissaire de l'Agriculture.

Ces exemplaires ont été livrés au département de l'Agriculture le 29 août 1891, et y étaient encore, à l'entrée en office du présent gouvernement qui les fait actuellement distribuer.

Il n'a pas été payé par le gouvernement aucun compte d'architecte, de graveurs ou de dessinateurs au sujet de ce plan.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, samedi, le 28 de mai courant, du comité des subsides.

La première résolution et les suivantes jusqu'à la dix-huitième inclusivement, étant lues, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour appliquer les dispositions de l'acte des Manufactures de Québec, S. R. Q., titre 7. ch. 2 sect. 3, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture et de pomologie, Montréal, S. R. Q., titre 4, ch. 9, sect. 6, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, anglais et français, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à l'entretien des Ecoles d'agriculture, encouragement aux élèves, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de médecine-vétérinaire et professeurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la Culture des arbres fruitiers et de la vigne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de Conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins, etc., et le traitement du médecin-vétérinaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour Vaccin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour Ouvrages sur l'agriculture, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

La première résolution et les suivantes jusqu'à la 17ème, inclusivement, sont adoptées.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la 18ème résolution ;

M. Dechène, propose, comme amendement, secondé par M. Lussier, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "il soit résolu que cette Chambre regrette qu'au lieu d'exercer l'économie d'une manière judicieuse, le gouvernement ait cru devoir l'exercer aux dépens des colons de cette Province."

M. Tessier (Portneuf) propose, comme sous-amendement, secondé par M. Turgeon, que les mots suivants, soient ajoutés à la fin de l'amendement : "en enlevant, au subside qui leur est destiné, une somme de vingt-cinq mille piastres."

Et l'amendement, étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon—15.</i>
<i>Girard (de Riville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Dryon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean)</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve.—41.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question sur l'amendement étant de nouveau proposée ;

M. Tellier propose, comme sous-amendement, secondé par M. Descarries, que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette chambre est d'opinion que la somme de soixante quinze mille piastres, montant de cet item, est suffisante, et elle a pleine et entière confiance que, par l'emploi judicieux et dans l'intérêt de la colonisation que le gouvernement en fera, d'excellents résultats seront obtenus."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sté-Marie,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyme,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve.—44.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—15.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Sheyhn,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement,

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la motion originale étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dix-huitième résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement, sur la même division que la précédente.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Ordonné, Que M. Kennedy ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de l'Asile des Orphelins de St-Patrice de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

Le Bill constituant en corporation la Ville de St-Henri est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Dechène propose, comme amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski), Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il soit résolu : Que le 21 mai courant, en réponse à une interpellation demandant " quel est le capital-actions de " la Compagnie du Haras National ; quel montant a été payé sur chacune des " actions ; quels sont les noms des actionnaires, et quel est le nombre d'actions détenues par chacun d'eux," l'honorable M. Beaubien, Commissaire de l'Agriculture, a répondu que " le gouvernement n'est pas en possession des renseignements " demandés."

Que cet honorable ministre, comme fondateur et ancien président de cette compagnie, est en position de connaître et de fournir à cette Chambre les renseignements demandés dans l'interpellation citée ci-dessus.

Que cette Chambre est en droit d'exiger ces renseignements, afin de s'assurer du bon emploi du subside de \$6,000 qu'elle est appelée à voter pour cette compagnie.

Que, vu l'absence de ces renseignements, et vu la nécessité de la plus stricte économie dans l'administration de nos finances provinciales, afin d'en rétablir l'équilibre, cette Chambre est d'opinion que l'octroi de ce subside, dans de pareilles circonstances, ne serait pas justifiable. ”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—15.</i>
<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>King,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreav,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.—41.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-douze mille deux cent soixante-et-trois piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des Edifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des Palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des assurances des Palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-et-treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du Palais de justice de Montréal, y compris trois annexes pour les archives et le bureau d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Maison de détention, Cours des magistrats et Bureau d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau d'enregistrement et Cour de circuit, Inverness, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses Dépenses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et frais de bureau d'un Agent, en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Fonds des municipalités, S. R. P. Q. art. 2744, chap. 110, section 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, en vertu du S. R. P. Q., titre 7, chap. 3, section 1, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du Cadastre par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'Arpentages (y compris \$10,000 pour arpentages ordonnés avant le 10 décembre 1891,) par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Réso'u*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Pêcheries, sous le contrôle du département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire faces aux dépenses pour Timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des Chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital protestant de Sherbrooke, 2e et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Assomption, pour la construction d'un hôpital, 3e paiement sur quatre égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un Couvent à St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, 2e paiement sur six égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, etc, montant additionnel requis pour impression, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression de la collection des Mémoires du Chevalier de Lévis, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 11 juin 1888, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour compensation accordée au Dr Chas. Côté comme médecin résidant dans la partie ouest du comté du Saguenay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction du *Quebec Skating Rink*, à condition que le gouvernement puisse se servir gratuitement de l'édifice pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informé, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-douze mille deux cent soixante-et-trois piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations etc., des Edifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des Palais de justices et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des assurances des Palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-et-treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du Palais de justice de Montréal, y compris trois annexes pour les archives et le bureau d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Maison de détention, Cour des magistrats et Bureau d'enregistrement, Sainte-Anne-des-Monts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau d'enregistrement et Cour de Circuit, Inverness, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux diverses Dépenses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de bureau d'un Agent, en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des municipalités, S. R. P. Q., art. 2744. chap. 110, section 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, en vertu du S. R. P. Q., titre 7, chap. 3, section 1, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du Cadastre, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'Arpentages (y compris \$10,000 pour

arpentages ordonnés avant le 10 décembre 1891, par le département des Terres de la Couronne), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Pêcheries, par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour Timbres, licences, etc, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des Chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital protestant de Sherbrooke, second et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Assomption, pour la construction d'un hôpital, troisième paiement sur quatre égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un Couvent, à St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, 2^e paiement sur six égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec etc, montant additionnel requis pour impression, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression de la collection des Mémoires du Chevalier de Lévis, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 11 juin 1888, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour compensation au Dr Chas. Côté, comme médecin résidant dans la partie ouest du comté du Saguenay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du *Quebec Skating Rink*, à condition que le gouvernement puisse se servir gratuitement de l'édifice pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée Législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 1er juin 1892.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie," sans amendement.

M. l'Orateur met devant la Chambre le premier rapport du comité collectif des deux Cham bres sur la Bibliothèque, lequel est lu comme suit :

Le comité collectif de la bibliothèque a l'honneur de présenter le rapport suivant qui est son premier rapport :

Le comité s'est réuni pour choisir son président et déterminer le quorum nécessaire à ses délibérations.

Il a nommé président, l'honorable M. P.-Év. LeBlanc, Orateur de l'Assemblée législative.

Il a décidé que le quorum se composerait de cinq membres.

Il s'est ajourné à demain, à 12 heures, (midi).

Et la séance a été levée.

Resolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill modifiant la charte de *The Montreal Safe Deposit Company*.

Et Bill concernant certaine substitution créée par le testament de feu Collin Campbell.

Votre comité a, de plus, examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendements :

Bill autorisant *The St. James' Club*, de Montréal, à augmenter son capital-actions et lui accordant d'autres pouvoirs.

Et Bill amendant la charte de l'Association St-Jean Baptiste de Montréal.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération les bills suivants, a l'honneur de les rapporter avec amendements, savoir :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Richelieu et du lac Memphremagog.

Bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81, relative aux piliers et estacades flottantes dans la rivière Nicolet, et pour l'amender.

Et Bill concernant la Compagnie *The Montreal Water and Power Company*.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Marion,

Ordonné, Que le dit rapport soit amendé en retranchant les mots "Bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 31, relative aux piliers et estacades flottantes dans la rivière Nicolet et pour l'amender."

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 774 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill et qu'il soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant certains articles du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45ème règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à ce bill, et qu'il soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill abrogeant l'article 287a de la 53ème Victoria, chap. 10.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill permettant aux Syndics des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, d'émettre des débentures à un certain montant et pour autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Grenier,—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à encourager les beurreries et les fromageries dans la province de Québec, au moyen de subventions ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le gouvernement est certainement d'avis d'encourager, par les meilleurs moyens possibles, les beurreries et les fromageries dans la province.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il offert à M. Sévère Dumoulin, ex-M. P. P., et ex-shérif, la situation de protonotaire-conjoint avec l'honorable Arthur Turcotte, pour le district de Montréal ?

Si oui, a-t-il accepté ou refusé ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Non.

Par M. Dechène,—L'honorable L.-R. Masson, ex-Lieutenant-gouverneur de cette province, a-t-il été invité à entrer dans le ministère actuel ; si oui, quand ?

Quelle a été sa réponse ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—L'honorable M. Masson avait accepté d'entrer dans le ministère actuel, mais, subséquemment, il a représenté au premier ministre que sa santé n'était pas assez bonne pour donner suite à ce projet, et il a demandé de rester au dehors du ministère, tout en lui promettant tout son concours et tout son appui.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—le rapport annuel du Cercle Catholique de Québec, pour les années 1888, 1889, 1890 et 1891. (*Document de la Session No. 10.*)

Sur motion de M. Cooke, secondé par M. Hackett,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil nommant les magistrats de district pour la cité de Montréal.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Cooke, secondé par M. Magnan.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le coût de l'Index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, dans les 1ère, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème et 6ème Législatures, 1867-1887.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte présenté par Louis-Henri Mineau, commissaire enquêteur *in re*

F. Paquin, H. Fleury et *al*

Réclamants,

vs.

Le gouvernement de la province de Québec, Intimé,
au dit gouvernement, pour défrayer les dépenses de la dite enquête.

Aussi, copie du rapport fait par le dit L.-H. Mineau, esqualité susdite, au Procureur-général Turcotte *in eadem re*, en 1888 ou 1889.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la lettre autorisant la Société Saint-Jean-Baptiste à exploiter une loterie.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les sommes d'argent dépensées à Spencer Wood, pour entretien, réparations et autres fins, depuis 1880.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les sommes d'argent payées, année par année, jusqu'à ce jour, pour la province, à compte des réclamations du chemin de fer de Q. M. O. & O., depuis la vente d'icelui.

1. Les noms des personnes auxquelles les paiements ont été faits.
2. L'objet pour lequel ces paiements ont été faits.
3. Le montant de chaque paiement.
4. La date de chaque paiement.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la loterie de la province de Québec, ou la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, au sujet de cette loterie.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux terres publiques.

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'à l'avenir, les billets de location et les permis d'occupation des terres publiques seront octroyés sans la réserve de bois faite jusqu'ici en vertu des dispositions des articles 1339 et 1343 des Statuts refondus.

2. *Résolu*, Que nul droit de coupe ne sera prélevé sur le bois coupé par les colons sur les lots régulièrement acquis de la couronne par billets de location, et qui sont entièrement payés, pourvu que ces lots soient occupés de bonne foi et que les conditions nécessaires d'établissement pour obtenir des lettres-patentes, aient été remplies.

3. *Résolu*, Que les droits de coupe, fixés par les règlements du département, seront prélevés sur tout bois coupé, pour les fins d'établissements par les colons demeurant sur des lots régulièrement acquis de la couronne par billets de location et qui ne sont pas entièrement payés, et que le produit de ces droits sera imputé sur la balance due en capital et intérêts sur le prix du lot pour lequel ils ont été payés, jusqu'à concurrence de cette balance; et que le surplus, s'il y en a, sera remboursé aux dits colons, si le Lieutenant-gouverneur en conseil le décide ainsi.

4. *Réolu*, Que dans le cas où, dans le passé, des colons n'ont pas pris de billets de location, mais sont occupants de bonne foi de lots appartenant à la couronne, sur lesquels ils ont rempli les conditions d'établissement requises, avant l'octroi de lettres patentes, le Lieutenant-gouverneur pourra, à sa discrétion, imputer les droits de coupe imposables sur le bois coupé par ces occupants dans le défrichement seulement, sur la somme due à la couronne pour le prix et l'occupation de ces lots, et pourra remettre la balance de ces droits, s'il y en a, à ces occupants.

5. *Résolu*, Qu'il est à propos d'abroger l'article 1341 des dits Statuts refondus qui définit l'expression "bois marchands".

6. *Résolu*, Que tous les lots, vendus, ou mis sous location, par l'autorité du Commissaire des terres de la couronne, avant la date d'une licence de coupe de bois, pour tout territoire dans lequel sont situés ces lots, seront exclus de telle licence, mais que les lots ainsi vendus, ou mis sous location dans tel territoire, après la date de toute telle licence, ne cesseront d'être sujets à cette licence qu'après le trente avril suivant, et que dans le cas d'annulation de la vente de ces lots, ils seront alors compris de nouveau dans cette licence.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Marion fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'à l'avenir, les billets de location et les permis d'occupation des terres publiques seront octroyés sans la réserve de bois faite jusqu'ici en vertu des dispositions des articles 1339 et 1343 des Statuts refondus.

2. *Résolu*, Que nul droit de coupe ne sera prélevé sur le bois coupé par les colons sur les lots régulièrement acquis de la couronne par billets de location, et

qui sont entièrement payés, pourvu que ces lots soient occupés de bonne foi et que les conditions nécessaires d'établissement pour obtenir des lettres-patentes, aient été remplies.

3. *Résolu*, Que les droits de coupe, fixés par les règlements du département, seront prélevés sur tout bois coupé, pour les fins d'établissement par les colons demeurant sur des lots régulièrement acquis de la couronne par billets de location, et qui ne sont pas entièrement payés, et que le produit de ces droits sera imputé sur la balance due en capital et intérêts sur le prix du lot pour lequel ils ont été payés, jusqu'à concurrence de cette balance, et que le surplus, s'il y en a, sera remboursé aux dits colons, si le Lieutenant-gouverneur en conseil le décide ainsi.

4. *Résolu*, Que dans le cas où, dans le passé, des colons n'ont pas pris de billets de location, mais sont occupants de bonne foi de lots appartenant à la couronne, sur lesquels ils ont rempli les conditions d'établissement requises avant l'octroi de lettres patentes, le Lieutenant-gouverneur pourra, à sa discrétion, imputer les droits de coupe imposables sur le bois coupé par ces occupants dans le défrichement seulement, sur la somme due à la couronne pour le prix et l'occupation de ces lots, et pourra remettre la balance de ces droits, s'il y en a, à ces occupants.

5. *Résolu*, Qu'il est à propos d'abroger l'article 1341 des dits Statuts refondus qui définit l'expression "bois marchands."

6. *Résolu*, Que tous les lots, vendus ou mis sous location, par l'autorité du Commissaire des terres de la couronne, avant la date d'une licence de coupe de bois pour tout territoire dans lequel sont situés ces lots, seront exclus de telle licence, mais que les lots ainsi vendus, ou mis sous location dans tel territoire, après la date de toute telle licence, ne cesseront d'être sujets à cette licence qu'après le trente avril suivant, et que dans le cas d'annulation de la vente de ces lots, ils seront alors compris, de nouveau, dans cette licence.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois,

Et la question étant mise aux voix,—Que Cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant les terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées, samedi, le 28 mai courant, du comité des subsides.

Les 19ème et 20ème résolutions étant de nouveau lues comme suit :

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de colonisation, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Compagnie du Haras national, Montréal, 3e, paiement sur cinq ; (Résolutions de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Les dites résolutions sont adoptées.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill légalisant le mariage et le contrat de mariage de Henri-Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi 40 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la Société des Artisans Canadiens-Français de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bédard fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill constituant en corporation la Faculté de droit de l'Université-Laval, à Montréal.

Et Bill revisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke et les diverses lois qui l'amendent.

Le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du fleuve Saint-Laurent, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mai dernier, 1892, pour une copie de toutes requêtes, correspondances et réclamations faites au sujet des octrois de colonisation, dans le comté de Saint-Hyacinthe, depuis le 1er janvier 1890; ainsi que copie de tous les rôles de paie et autres documents établissant le paiement détaillé de toutes les susdites sommes. (*Document de la Session No. 42.*)

La Chambre reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées, samedi, le 23 mai courant, du comité des subsides.

Et la 21ème résolution et les suivantes jusqu'à la 25ème inclusivement, étant de nouveau lues comme suit :

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'encouragement de la culture de la Betterave; bonus de 50 cents par tonne aux producteurs, (Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890, ne devant pas excéder \$12,000), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un Vapeur pour faire le service sur le Lac Saint-Jean, 5e et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille neuf cent dix-neuf piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de réclamations à l'examen, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix-huit mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de comptes impayés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour aider à la publication des rapports judiciaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent huit piastres et vingt-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer en capital, intérêts, etc, le montant d'un paiement *re Russell vs Regina*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante deux mille huit cent vingt-et-une piastres et trente-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de chemin de fer de Q. M. O. & O., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé diverses résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera, de nouveau, en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt dix huit mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de comptes impayés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour aider à la publication des rapports judiciaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent huit piastres et vingt-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer en capital, intérêts, etc, le montant d'un paiement *re Russell vs Regina*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante deux mille huit cent vingt-et-une piastres et trente-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend la considération ultérieure d'une résolution rapportée, samedi, le 28 mai courant, du comité des subsides.

Et la dixième résolution étant de nouveau lue comme suit :

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

La dite résolution est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées, mardi, le 30 mai dernier, du comité des subsides, et les dites résolutions étant de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Statues par Hébert, pour le Palais législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la constructions de ponts en fer, dans les municipalités, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appareil de chauffage du Palais de justice de Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'un nouveau Palais de justice et prison, à Bryson, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction du nouveau Palais de justice de Hull, district d'Ottawa, (revoté), pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour solder le prix d'achat du terrain du Skating Rink de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux de construction, mur sur la rue, nivellement du terrain et clôtures de l'Ecole normale McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Et les dites résolutions sont adoptées.

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Taillon, que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux octrois gratuits aux pères et mères de douze enfants.

L'honorable M. Flynn, informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que les pères et mères de famille, sujets britanniques, domiciliés en cette province, qui ont douze enfants nés en légitime mariage, auront droit à une concession de cent acres de terre, choisie en la manière déterminée dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, parmi les terres publiques, propres à la culture, en vente et disponibles au moment du choix, dans le canton où ces pères et mères ont leur domicile, ou dans le canton le plus rapproché de leur domicile, s'il ne se trouve pas de telles terres dans le canton où ils sont domiciliés.

2. *Résolu*, Que le Commissaire des Terres de la Couronne sera autorisé à concéder les terrains choisis aux pères et mères qui y auront droit, mais qu'il pourra refuser l'octroi des terrains choisis, lorsque ces terrains seront des terrains miniers, ou sur lesquels se trouvera du bois marchand; auquel cas il pourra être procédé au choix d'un autre lot, le tout sujet aux dispositions de l'article 1343 des Statuts refondus de la province de Québec, tel que remplacé par une loi de la présente session.

3. *Résolu*, Que tout lot octroyé comme dit ci-dessus, ne peut être, non plus que les améliorations qui ont été faites, saisi pour une dette des père et mère auxquels il a été concédé, sauf pour taxes municipales et scolaires, constructions ou réparations d'églises et de presbytères, ni vendu, ni hypothéqué, ni autrement aliéné par tels père et mère, sauf par donation entrevifs ou testamentaire en faveur d'un ou de plusieurs des enfants de tels père et mère.

4. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les règlements qui pourront être nécessaires pour rencontrer les cas imprévus, et pour mieux donner effet à la loi en vertu de laquelle seront faits les octrois.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Cardin rapporte les résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que les pères et mères de famille, sujets britanniques, domiciliés en cette province, qui ont douze enfants nés en légitime mariage auront droit à une concession de cent acres de terre, choisie en la manière déterminée dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, parmi les terres publiques, propres à la culture, en vente et disponibles au moment du choix, dans le canton où ces pères et mères ont leur domicile, ou dans le canton le plus rapproché de leur domicile, s'il ne trouve pas de telles terres dans le canton où ils sont domiciliés.

2. *Résolu*, Que le Commissaire des terres de la couronne sera autorisé à concéder les terrains choisis aux pères et mères qui y auront droit, mais qu'il pourra refuser l'octroi des terrains choisis, lorsque ces terrains seront des terrains miniers, ou sur lesquels se trouvera du bois marchand; auquel cas il pourra être procédé au choix d'un autre lot, le tout sujet aux dispositions de l'article 1343 des Statuts refondus de la province de Québec, tel que remplacé par une loi de la présente session.

3. *Résolu*, Que tout lot octroyé comme dit ci-dessus, ne peut être, non plus que les améliorations qui y ont été faites, saisi pour une dette des père et mère auxquels il a été concédé, sauf pour taxes municipales et scolaires, constructions ou réparations d'églises et de presbytères, ni vendu, ni hypothéqué, ni autrement aliéné par tels père et mère, sauf par donation entrevifs ou testamentaire en faveur d'un ou de plusieurs des enfants de tels père et mère.

4. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les règlements qui pourront être nécessaires pour rencontrer les cas imprévus, et pour mieux donner effet à la loi en vertu de laquelle seront faits les octrois.

Les résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant les octrois gratuits aux pères et mères de douze enfants.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le Bill amendant l'article 5340 des Statuts refondus de la province de Québec concernant la liquidation des compagnies d'assurance mutuelle, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la considération ultérieure du Bill pour amender la loi électorale, tel qu'amendé en comité de toute la Chambre, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre procède maintenant à prendre ce bill en considération ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce bill en considération.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité, soit considéré de nouveau demain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 2 juin 1892.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi amendant de nouveau le Code municipal. "

Et Bill intitulé : " Loi amendant l'article 844 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à l'octroi des licences dans la cité des Trois-Rivières. "

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills divers présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill amendant la charte de la ville de la Côte Saint-Louis.

Bill amendant la 52ème Victoria, chapitre 80, constituant en corporation la cité de Sorel.

Et Bill constituant en corporation *The Royal Trust and Fidelity Company*.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill amendant l'acte 52 Victoria chapitre 75, concernant la Compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet.

Et Bill constituant en corporation le Crédit foncier de la province de Québec.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai fixé pour recevoir les rapports sur bills privés, soit étendu jusqu'à la fin de cette session.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill constituant en corporation *The St. Lawrence River Railroad Company*, a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre que le préambule du dit bill n'a pas été prouvé, attendu qu'un chemin de fer : le chemin de fer de Montréal et Sorel, a été construit et traverse la même étendue de pays, et qu'il n'y a aucune nécessité d'en construire un second.

Votre comité a l'honneur de recommander, avec l'assentiment du promoteur, M. Morris, que le Bill modifiant la loi constituant la Compagnie canadienne d'éclairage électrique soit retiré, et que le montant payé entre les mains du comptable de l'Assemblée législative soit remis au promoteur, moins cependant les frais de traduction et d'impression du dit bill.

Votre comité a aussi l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que le temps pour rapporter les bills privés soit prolongé jusqu'à la fin de la présente session.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'article 113 des Statuts refondus de la Province de Québec, appelle L.-T.-N.-L. Duplessis, écuyer, membre pour le district électoral de St-Maurice, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Duplessis prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill autorisant la taxation des biens meubles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un bill portant réglementation des subventions municipales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Morin,—Le gouvernement a-t-il nommé un successeur à Joseph Hypolite Joncas ?

Le gouvernement est-il informé que le dit J. H. Joncas, percepteur du revenu du comté de Matane, est décédé en décembre dernier ?

Quelle est la personne qui a tenu le bureau du percepteur du revenu, depuis le mois de décembre dernier ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Le gouvernement a été informé de la mort de M. Joncas, percepteur du revenu, à Matane.

Le 22 avril 1892, M. Swibert-A. Larue a été nommé son successeur.

Par M. Tétreau,—Est-ce l'intention du gouvernement de rétablir la cour de circuit à Chapeau, dans le comté de Pontiac ?

Si oui, quand ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Sous considération.

Par M. Tétreau,—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide à certaines municipalités du comté d'Ottawa, dans la construction d'un pont en fer sur la rivière Gatineau, entre le village de la pointe Gatineau et la cité de Hull, et par là donner suite aux examens, arpentages et plans faits à cet effet par l'ancienne administration ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—Sous considération.

Par M. Girard, (Rouville).—Le gouvernement a-t-il donné l'achat du charbon nécessaire au chauffage de la prison et du palais de justice de Montréal, pour cette année, à contrat ?

Si oui, à qui, à quel prix et pour quelle quantité de tonnes ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—A la première question, non.

Par M. Turgeon,—Quels sont les actionnaires actuels de la loterie de la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement n'a pas, à ce sujet, d'autres renseignements que ceux contenus dans les documents dont la Chambre a ordonné la production.

Par M. Turgeon.—Le gouvernement a-t-il reçu le rapport annuel de MM. les Sulpiciens ?

Si non, est-ce son intention de l'exiger ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Non.

Par M. Stephens.—1. Existe-t-il un contrat pour la papeterie fournie au gouvernement ?

2. Y a-t-il eu des demandes publiques de soumissions, sur échantillons spécifiés par le gouvernement ?

3. De quelle manière ces demandes ont-elles été publiées, dans quels journaux, et pendant quel laps de temps ?

4. Qui a soumissionné ?

5. Quel a été le soumissionnaire heureux, et sa soumission était-elle la plus basse ?

6. Comment la papeterie est-elle distribuée aux différents départements ?

7. Et qui tient compte de cette distribution ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Il n'y a pas de contrat.

2, 3, 4 et 5. Il n'y a pas eu de demandes de soumission.

6 et 7. Chaque département achète sa papeterie, la distribue et en tient compte.

Sur motion de l'honorable M. McIntosh, secondé par l'honorable M. Nantel,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00, payé pour le Bill autorisant la Société des Missions Congrégationalistes du Canada à aliéner la propriété de l'Eglise congrégationaliste, située dans la cité de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Cooke, secondé par M. Hackett,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en Conseil nommant MM. Hemming et Bernier, protonotaire-conjoint et greffier de la cour de circuit du district d'Arthabaska, et de l'ordre en Conseil révoquant cette nomination.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent de législation et lois expirantes :

Bill amendant les articles 2319 et 2320 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à la résidence et aux fonctions des juges.

Bill amendant l'article 25 du Code de procédure civile.

Bill amendant l'article 772 du Code de procédure civile, concernant la distribution des deniers provenant des ventes faites par les shérifs, de biens-fonds appartenant à des débiteurs insolubles.

Et Bill relatif à la cession des biens.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre pour demain :

Bill amendant les articles 2319 et 2320 des Statuts refondus de la province de Québec, relatifs aux juges de la Cour Supérieure.

Bill portant nomination d'un inspecteur des appareils de chargement.

Bill amendant de nouveau la loi concernant les enquêtes, dans les cas d'incendie, et la charge des commissaires des incendies de la cité de Montréal.

Et Bill étendant la juridiction des Cours supérieure et de circuit du district de Beauce.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant les Statuts refondus de la province de Québec, en abrogeant les sections 442, 443, 444, 445 et 446, concernant l'état des dépenses d'élection à être fourni à l'officier-rapporteur, étant lu ;

M. Dechène propose, secondé par M. Turgeon,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné à demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill donnant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves en matières municipales et scolaires.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que, cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. King fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération, demain.

M. Beauchamp, du comité spécial permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant entendu les président, secrétaire et plusieurs des directeurs de la Compagnie d'exposition de Montréal, sur les accusations portées par M. J.-X. Perreault, suivant sa lettre adressée à M. Parizeau, député de Montréal, a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que le président de ce comité, M. Beauchamp, et M. l'Assistant-commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, soient chargés de se rendre à Montréal, et d'entendre, aux bureaux de

gouvernement, les parties intéressées de part et d'autre, et de faire un rapport sur ces accusations à l'honorable Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, le plus tôt possible.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill modifiant la charte de *The Montreal Safe Deposit Company* ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant certaine substitution créée par le testament de feu Colin Campbell ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simpson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe et que le titre soit : “Loi concernant certaine substitution créée par le testament de feu Colin Campbell ;” la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le *St. James' Club*, de Montréal, à augmenter son capital-actions et lui accordant d'autres pouvoirs concernant l'enregistrement des donations et des titres et actes portant création de substitution ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Richelieu et du Lac Memphremagog ; et après avoir ainsi siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la Compagnie *The Montreal Water and Power Company* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur suppléant reprend le fauteuil, et M. Kennedy fait le rapport suivant :

Que, M. Stephens ayant proposé l'amendement qui suit : Que le mot "cinquante" dans les lignes troisième et cinquième de la section 3 du dit bill soit retranché et remplacé par le mot "dix" et que tous les mots après "années," dans la cinquième ligne, soient retranchés ; objection fut faite par M. Hackett que cet amendement n'était pas dans l'ordre, parceque tout amendement important proposé à un bill privé en comité général requiert avis.

Que lui, comme président du comité, avait maintenu l'objection, et qu'appel avait été fait de cette décision.

M. l'Orateur suppléant maintient l'objection en se basant sur la règle 67 de cette Chambre.

La Chambre se reforme alors en comité sur le dit bill ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Kennedy fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill confirmant certaines conventions faites entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Cunégonde, et la communauté des sœurs de Sainte-Anne.

Bill interprétant deux actes de donation par Dame Hortence Dalpé, veuve de Louis Jodoin, au curé de la paroisse de Boucherville, et permettant de bâtir une école sur les terrains donnés.

Et Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres.

M. Cholette, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Laviolette comme son président, et recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Le Bill amendant le Code civil et l'article 834 du Code de procédure civile, relativement aux privilèges des voyageurs et autres, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et référé au comité permanent de législation et lois expirantes,

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill autorisant l'émission de commissions adressées aux juges de la Cour Supérieure leur accordant le pouvoir d'examiner certains bills et de faire rapport.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dechène fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe,

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mardi le 31 mai courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-douze mille deux cent soixante-et-trois piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des Edifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des Palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des assurances des Palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Maison de détention, Cours des magistrats et Bureau d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau d'enregistrement et Cour de circuit, Inverness, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses Dépenses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de bureau d'un Agent, en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Fonds des municipalités, S. R. P. Q. art. 2744, chap. 110, section 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, en vertu du S. R. P. Q., titre 7, chap. 3, section 1, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du Cadastre par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'Arpentages (y compris \$10,000 pour arpentages ordonnés avant le 10 décembre 1891,) par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Pêcheries, sous le contrôle du département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire faces aux dépenses pour Timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des Chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital protestant de Sherbrooke, 2^e et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Assomption, pour la construction d'un hôpital, 3e paiement sur quatre égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un Couvent à St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, 2e paiement sur six égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, etc, montant additionnel requis pour impression, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression de la collection des Mémoires du Chevalier de Lévis, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 11 juin 1888, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour compensation accordée au Dr Chas. Côté comme médecin résidant dans la partie ouest du comté du Saguenay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction du *Quebec Skating Rink*, à condition que le gouvernement puisse se servir gratuitement de l'édifice pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mercredi, le 1er juin courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix-huit mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de comptes impayés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour aider à la publication des rapports judiciaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent huit piastres et vingt-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer en capital intérêts, etc, le montant d'un paiement *re Russell vs Regina*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante deux mille huit cent vingt-et-une piastres et trente-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de chemin de fer de Q. M. O. & O pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Et les dites résolutions sont adoptées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill constituant en corporation l'école polytechnique, étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour la considération ultérieure du Bill amendant la loi électorale, tel qu'amendé en comité général de toute la Chambre, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant mise aux voix, — Que les amendements soient maintenant lus la première fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la première fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence lus la seconde fois et adoptés.

Et la question étant proposée, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Tessier (Rimouski) propose, comme amendement, secondé par M. Girard (Rouville), Que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : "renvoyé à un comité général de cette Chambre avec instructions de l'amender en retranchant la section troisième et le paragraphe 8 de la section 4."

M. Hackett propose, comme sous-amendement, secondé par M. Magnan, que les mots "en retranchant la section troisième et le paragraphe 8, de la section 4" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "qui n'ont pas résidé dans la province pendant l'espace de douze mois précédant le jour de la nomination, ne sont pas propriétaires, et dont les familles ne sont pas résidentes dans la province."

Et un débat s'en suivant,

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 3 juin 1892.

Et le sous-amendement étant mis aux voix; la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girard (de Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cho'te'e,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dyon,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Paiveton,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve.—37.</i>
<i>Chateaufort,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la motion originale étant de nouveau proposé;

M. Carbray propose, comme sous-amendement, secondé par M. Marion, que les mots "avec instructions de l'amender en retranchant la section troisième et le "paragraphe 8 de la section 4" soient retranchés et remplacés par les mots "pour l'amender généralement."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général pour l'amender généralement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

Vendredi, 3 juin 1892.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Taillon,—la pétition de la Communauté des Sœurs de Sainte-Anne et des commissaires d'écoles de Sainte-Cunégonde.

Ordonné, Que la pétition de la Communauté des Sœurs de Sainte-Anne et des Commissaires d'écoles de Sainte-Cunégonde, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue;

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant un acte pour valider un acte notarié, entre les dits Commissaires et la dite Communauté des Sœurs de Ste-Anne.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi concernant les ventes sur exécution par le shérif."

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Congrégation des Religieux du Très-Saint-Sacrement."

Bill intitulé : " Loi autorisant la Société des missions congrégationalistes du Canada à aliéner la propriété de l'église congrégationaliste située dans la cité de Québec."

Et Bill intitulé : " Loi amendant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec."

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de Saint-Henri, a l'honneur de rapporter ce bill avec amendements.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Frederick-Henry Markey au nombre de ses membres, et a l'honneur de rapporter le dit bill sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, John-Wesley Blair au nombre de ses membres, et a l'honneur de rapporter le dit bill avec un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le Bill abrogeant la loi 54 Victoria, chapitre 101, intitulé: "Loi concernant la succession de feu James McCready" et a l'honneur de faire rapport que la preuve faite en faveur du préambule n'est pas suffisante, et que, pour cette raison, le préambule a été déclaré non prouvé.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—le Second rapport du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque, lequel est lu comme suit:

Votre comité a fait un examen de la bibliothèque et il s'est convaincu de l'insuffisance du local et de sa position désavantageuse; il croit qu'il serait du plus haut intérêt de bâtir dans la cour centrale, à proximité des deux Chambres, une nouvelle bibliothèque plus grande et mieux appropriée à son objet.

Il recommande donc la construction d'une bibliothèque le plus tôt possible.

Plusieurs fois déjà, dans les sessions précédentes, le comité de la bibliothèque s'est intéressé aux commis de la bibliothèque et a demandé que leur salaire fut plus en rapport avec leur position; votre comité, aujourd'hui, est aussi d'opinion que le traitement de ces employés n'est pas suffisant, et il demande qu'il soit porté à 800 dollars.

Votre comité désire que les règlements de la bibliothèque soient observés à la lettre, et il en a prévenu le bibliothécaire.

Il désire que le catalogue préparé par le bibliothécaire soit imprimé, dès qu'il sera possible de le faire.

Il recommande, de nouveau, de fermer certains compartiments de la bibliothèque par des barrières en métal, ou en bois, afin de mieux protéger les ouvrages qui s'y trouvent.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill constituant en corporation l'école polytechnique, étant lu;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Casgrain,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill, est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de la 22^{ème} résolution, rapportée, samedi le 28 mai dernier, du comité des subsides, laquelle résolution fut alors ajournée et laquelle est de nouveau lue comme suit :

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour encourager l'industrie laitière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Et la question étant proposée,—Que la Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution;

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures, P. M.. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant la liquidation des biens de feu William Workman, de son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal."

Et Bill intitulé : " Loi relative aux enquêtes des coroners."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la ville de Cookshire," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la liquidation des biens de feu William Workman, de son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi relative aux enquêtes des coroners, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour constituer en corporation *The Royal Trust and Fidelity Company* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'acte 52 Victoria, chapitre 75, concernant la Compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Grenier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation le Crédit foncier de la Province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Kennedy fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte constituant en corporation " Le Crédit Canadien. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill concernant les taxes d'écoles dans la cité de Montréal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Le Bill pour autoriser la vente de certains immeubles substitués par feu Antonio Merello, est en conformité de l'ordre, lu pour la seconde fois, et référé au comité permanent des divers bills privés.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui, que cette Chambre concoure avec le comité dans la 22ième résolution rapportée vendredi, le 28 mai dernier, du comité des subsides.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération les bills—Loi amendant certaines dispositions du Code de procédure civile, concernant la cession de biens, et Loi amendant le Code de procédure civile,—du consentement des promoteurs qui se sont entendus sur les dispositions des dits bills, a renfermé ces dispositions dans un seul bill portant le (No 13,) et intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile," auquel bill il a fait plusieurs amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre.

Le bill intitulé : " Loi modifiant les dispositions du Code de procédure civile relativement aux saisies en main tierce," a été retiré par son promoteur, l'honorable M. Casgrain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender les articles 2319 et 2320 des Statuts refondus de la province de Québec, relatifs aux juges de la cour supérieure ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Savaria fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill portant nomination d'un inspecteur des appareils de chargement ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau lundi prochain,

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill étendant la juridiction territoriale des cours supérieure et de circuit du district de Beauce, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lussier,—1. Le gouvernement a-t-il nommé des directeurs de chemin de fer en vertu de la section neuvième, chapitre 88, du Statut 54 Victorià, de la province de Québec ?

2. Si oui, le gouvernement est-il informé que ces nominations ne sont pas reconnues par les Compagnies ?

3. Si non, le gouvernement a-t-il l'intention de faire respecter ces nominations ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—1. Oui, dans certains cas. 2.—Non.

Par M. Bernatchez,—Le gouvernement a-t-il reçu le rapport de la commission betteravière ?

Si oui, est-ce son intention de le faire imprimer et distribuer dans le public ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—A la première question : Oui.

A la seconde : Le gouvernement n'a pu encore en prendre connaissance, et ne peut dire s'il en recommandera l'impression et la distribution.

Par M. Dechène,—L'item de \$48,000 porté à la page 12 du budget des dépenses de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1893, comprend-il un montant destiné à la construction d'un pont en fer dans la municipalité de Douglastown, dans le comté de Gaspé ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—Non.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il l'intention de venir en aide à la construction d'un moulin à farine dans ou près de la municipalité de Douglastown, dans le comté de Gaspé ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—Non, mais le gouvernement a l'intention d'accorder une indemnité à la municipalité de Douglastown pour les matériaux fournis et les travaux faits pour le pont métallique mentionné à la question précédente.

Sur motion de M. Baker secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, papiers, rapports, et documents en rapport avec la réduction projetée des rentes de la seigneurie de Lauzon, ainsi qu'un état des montants payés en rapport avec cette question.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance et des mémoires échangés entre le gouvernement et les divers intéressés, au sujet du paiement fait, vers le 4 février 1892, des frais d'avocat, en rapport avec l'enquête tenue sur plainte portée contre le magistrat de district de Rimouski.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 6 juin 1892.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : "Loi autorisant Jules-Ovide François-Xavier Méthot à aliéner un certain immeuble substitué," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Que le Bill du Conseil législatif intitulé : "Loi autorisant Jules-Ovide François-Xavier Méthot à aliéner un certain immeuble substitué," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — l'état des affaires de l'Hospice Ste-Croix, de Ste-Marie de Monnoir, pour l'année 1891. (*Documents de la Session No. 10.*)

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill défendant la vente des liqueurs enivrantes sur les terrains d'expositions industrielles, agricoles, ou de bestiaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 705 du Code de procédure civile, relativement au paiement des certificats de régistrateur.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender la charte de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cholette, fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la ville de la Côte St-Louis; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi 52 Victoria, chapitre 80, constituant en corporation la cité de Sorel ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Girard (Lac Saint-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de Saint-Henri ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Grenier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Savaria, secondé par M. Cholette,

Ordonné, que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill autorisant le recteur et les syndics de l'église Saint-Georges, dans la paroisse de Granby, dans le diocèse de Montréal, à disposer de certains immeubles, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Carbray, secondé par M. Marion,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de toute correspondance ou documents relatifs à la remise des droits de coupe dûs à la Couronne, par J.-B. Charleson, ex-chef ou surintendant des gardes-forestiers, et qui paraît avoir été faite irrégulièrement et sans autorisation.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill validant le mariage et le contrat de mariage de Henri-Alfred Bourassa et de dame Purissima Robert, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'un bill similaire a été présenté à la dernière session de la législature, mais n'a pas été adopté, et pour lequel un dépôt fut fait et non remis.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Marion,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill autorisant Didier Garneau, étudiant en chirurgie dentaire, à exercer la profession de dentiste dans la province de Québec, en abrégant le temps de son cours d'études et de cléricature, vû son âge et son expérience, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill n'a pas été adopté.

Sur motion de M. Hackett, secondé par l'honorable M. McIntosh,

Ordonné, Que le Bill abrogeant la loi 54 Victoria, chapitre 101, intitulé : "Loi concernant la succession de feu James McCready," soit de nouveau référé au comité des bills privés avec instruction d'en reconsidérer le préambule et de procéder ensuite à l'examen de ce bill, s'il y a lieu.

L'ordre du jour pour la considération ultérieure des amendements faits en comité général au Bill donnant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves, en matières municipales et scolaires, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Et la question étant proposée, — Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Panneton propose comme amendement à la motion, secondé par M. Normand, — Que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots : "dans six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martineau,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Girard (Lac St Jean)</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grouard,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Doyon,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tessier (Portneuf)—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Poirier,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Savaria,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Ste-Marie,</i>	<i>Villeneuve.—27.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Simpson,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Taillon propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Hall,—Que tous les mots après “maintenant”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “le dit bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour l'amender.”

Et la question sur l'amendement étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour l'amender.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe et que le titre soit : “Loi donnant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves, en matières municipales et scolaires,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bil concernant les taxes d'écoles dans la cité de Montréal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé : “Loi amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 47, concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes et villages.”

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lussier fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, avec les amendements.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, avec divers amendements, auxquels elle demande leur concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill abrogeant l'article 287*a* de la 53^{ème} Victoria, chapitre 10, étant lu ;

M. Duplessis propose, secondé par M. Marion, que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Girard (Rouville).—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer les écoles du soir, comme par le passé, et même d'en augmenter le nombre ; les conditions requises étant remplies ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les écoles du soir ne continueront pas comme par le passé.

Par M. Magnan.—Est-ce l'intention du gouvernement de donner une aide à l'établissement des beurreries et des fromageries dans les cantons ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le gouvernement a déjà fait connaître sa politique, lors de la discussion sur le budget.

Par M. Magnan.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer l'encouragement donné aux comtés qui se sont réunis pour avoir des expositions régionales, jusqu'à ce que chacun de ces comtés ait obtenu une exposition dans chacun de ces comtés respectifs ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le gouvernement est disposé à accorder de l'aide quand les sociétés d'agriculture de plusieurs comtés auront décidé de réunir toutes leurs ressources d'une année pour tenir une exhibition régionale.

Par M. Magnan.—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre en considération s'il y a des comtés formés, en tout, ou en partie, de cantons qui contribuent à payer la dette provinciale, et qui n'auraient pas été favorisés par la construction

de chemins de fer, et dans le cas qu'il y en aurait, de leur accorder une compensation dans la distribution des argents votés pour travaux de colonisation ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le gouvernement verra à ce que les deniers affectés à la colonisation soient distribués avec justice pour tous.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 mai 1892, pour une copie de tous les documents se rapportant à la nomination et au maintien en office de Avila-G. Bourbonnais, écr, M. P. P., à la position de registraire pour les départements des Travaux publics, et de la Colonisation.—(*Document de la Session No. 43.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 mai 1892, pour une liste donnant les noms de toutes personnes employées durant la session comme clercs surnuméraires, clercs sessionels, employés, messagers et pages.—(*Document de la Session No. 44.*)

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre, le troisième rapport du comité collectif des deux Chambres sur la bibliothèque, lequel se lit comme suit :

Le comité s'est réuni le trois du courant, à la Chambre du bibliothécaire, et il a nommé un sous-comité composé de l'honorable M. Chapais et de MM. Simpson et Tessier (de Rimouski) pour faire l'audition des comptes de la Bibliothèque et faire rapport au comité général.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 7 juin 1892.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement, savoir :

Bill autorisant la Chambre de commerce de Montréal à posséder des immeubles et à émettre des obligations et confirmant un acte hypothéquant sa propriété.

Bill divisant la municipalité du Lac Saint-Jean en deux municipalités séparées.

Bill validant un acte d'accord entre les commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Cunégonde et la communauté des Sœurs de Sainte-Anne.

Bill interprétant deux actes de donation par dame Hortence Dalpé, veuve Louis Jodoin, au curé de la paroisse de Boucherville, et permettant de bâtir une école sur les terrains donnés.

Bill amendant la charte incorporant l'Asile des Orphelins de Saint-Patrice de Montréal.

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, J.-Adélarde Ouimet, au nombre de ses membres.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Québec.

Bill autorisant la Société Bienveillante Saint-Roch à établir des branches.

Bill constituant en corporation le village de Dorval.

Bill portant refonte des diverses lois qui concernent la corporation de la ville d'Iberville.

Sur motion de M. Descarries, secondé par M. Baker,

Résolu, Que cette partie du quatorzième rapport du comité permanent des divers bills privés qui concerne le Bill constituant en corporation le village de Dorval, soit de nouveau référée au comité des bills privés, attendu que le jour de la prise en considération de ce bill, par ce comité, avait été fixé au huit juin courant, et que c'est par erreur qu'il est venu devant le comité des bills privés, le six juin courant; et qu'en conséquence, un grand nombre d'intéressés qui seront ici présents, demain, ont été privés de l'occasion de faire valoir des raisons et des faits qui n'ont pu être mis devant le comité.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante, savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 6 juin 1892.

MONSIEUR,

Ayant été élu pour représenter, dans la présente Législature, le district électoral de Gaspé et le district électoral de Matane, j'ai l'honneur de vous dire, pour l'information de la Chambre, que j'ai l'intention de choisir, et que je choisis, de fait, le district électoral de Gaspé pour le représenter dans l'Assemblée législative.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous prier de vouloir bien communiquer à la Chambre le fait que j'ai choisi le district électoral de Gaspé pour le représenter dans la présente Législature, afin qu'un nouveau bref puisse être émis pour le district électoral de Matane.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

E.-J. FLYNN.

A l'Honorable P.-Ev. LEBLANC,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,
Ordonné, Que M. l'Orateur adresse son mandat au greffier de la Couronne en Chancellerie pour préparer un nouveau bref pour l'élection d'un membre devant servir dans la présente Législature, pour le district électoral de Matane, en remplacement de l'honorable Edmund-James Flynn, qui, ayant été élu pour représenter les districts électoraux de Gaspé et de Matane, a choisi le district électoral de Gaspé pour le représenter à l'Assemblée législative, par suite de quoi, une vacance est survenue dans la représentation du district électoral de Matane.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative aux écoles d'industrie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de la résolution rapportée, mardi le 31 mai dernier, du comité des subsides.

Et la quatrième résolution étant de nouveau lue, comme suit :

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-et-treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du Palais de justice de Montréal, y compris trois annexes pour les archives et le bureau d'enregistrement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la quatrième résolution ;

M. Girard (de Rouville) propose comme amendement, secondé par M. Gladu, —Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et remplacés par les suivants : "il soit résolu,

Qu'attendu que, par cette résolution, le gouvernement demande de voter une nouvelle somme de \$273,500.00 pour construction du palais de justice, à Montréal ;

Qu'attendu que, dans cette somme, se trouve comprise celle de \$100,000.00 pour la construction de voûtes nouvelles au dit palais de justice ;

Qu'attendu que ce montant est exorbitant, et qu'il n'est pas opportun de faire des travaux nouveaux, autres que ceux déjà ordonnés, avant qu'il ait été pourvu aux travaux publics d'urgence dans les districts ruraux ;

Cette Chambre est d'avis que la somme demandée par la dite résolution No 79, soit réduite à celle de \$173,500.00."

M. Augé propose, comme sous-amendement, secondé par M. Villeneuve,—Que les mots "il soit résolu :

Qu'attendu que, par cette résolution, le gouvernement demande de voter une nouvelle somme de \$273,500.00 pour construction du palais de justice à Montréal ;

Qu'attendu que, dans cette somme se trouve comprise celle de \$100,000.00 pour la construction de voûtes nouvelles au dit palais de justice ;

Qu'attendu que ce montant est exorbitant, et qu'il n'est pas opportun de faire des travaux nouveaux, autres que ceux déjà ordonnés, avant qu'il ait été pourvu aux travaux publics d'urgence dans les districts ruraux ;

Cette Chambre est d'avis que la somme demandée par la dite résolution No. 79, soit réduite à celle de \$173,500.00," soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "cette Chambre, convaincue de la nécessité de ces travaux, d'après les rapports des architectes qui ont été consultés sur la matière, a confiance que le gouvernement mettra toute la prudence voulue pour assurer l'emploi judicieux de ce crédit."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bélard,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholte,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeveuve. 50.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Gerard (Rouville),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Ste Marie,</i>	<i>Turgeon—16.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement,

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour régulariser et authentifier certains registres des départements du registraire de la province.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour régulariser et authentifier certains registres des départements du registraire de la province."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill permettant aux syndics des Chemins à barrières de la rivière sud, à Québec, d'émettre des débentures à un certain montant et pour autres fins, est en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé en comité général pour demain.

L'ordre étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les octrois gratuits aux pères et mères de douze enfants.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Grenier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 1er juin 1892, demandant une copie de l'ordre en conseil nommant les magistrats de district pour la cité de Montréal. (*Document de la Session No. 45.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er juin 1892, pour une copie de la lettre autorisant la Société Saint-Jean-Baptiste à exploiter une loterie. (*Document de la Session No. 46.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 2 juin 1892, demandant une copie de l'ordre en Conseil, nommant MM. Hemming et Bernier, protonotaire-conjoint, greffier de la Cour de circuit du district d'Arthabaska, et de l'ordre en Conseil révoquant cette nomination. (*Document de la Session No. 47.*)

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant *The Montreal Water and Power Company*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cooke fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Frederick-Henry Markey, au nombre de ses membres, étant lu;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Cooke propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Magnan, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots: "cette Chambre se formera en tel comité dans six mois à dater d'aujourd'hui."

Et un débat s'en suivant ;

Et l'heure fixée pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les terres publiques.

Et la question étant mise aux voix, --Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le Comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 8 juin 1892.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Taillon, la pétition de Messieurs Wood et Evans et autres, tous gérants et représentants des compagnies d'assurance de la cité de Montréal.

Ordonné, Que la pétition de Messieurs Wood et Evans, et autres, tous gérants et représentants de compagnies d'assurance, de la cité de Montréal, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue, et que la 86e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant que le Bill pour constituer en corporation l'Association des Courtiers d'assurance contre le feu de Montréal ne devienne pas loi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Loi concernant la Communauté des Religieuses Carmélites."

Bill intitulé : " Loi concernant la Commune de Laprairie."

Bill intitulé : " Loi amendant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec."

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la *Montreal Congregational Church Building Fund Society*."

Bill intitulé : " Loi autorisant Joseph Brière à ajouter à son nom celui de "Picard."

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Canada Brick and Tile Company*."

Bill intitulé : " Loi déclarant Joseph Frenette, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec."

Bill intitulé : " Loi autorisant le Recteur et les syndics de l'église Saint-George de la paroisse de Granby, dans le diocèse de Montréal, à disposer de certains immeubles."

Et Bill intitulé : " Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Canadian Stockyards abattoir and Meat Packing Company*."

Bill intitulé : " Loi autorisant John Paris et Marie-Louise Paris à changer leurs noms en ceux de John Lee et Marie-Louise Lee."

Bill intitulé : " Loi déclarant Joseph Eloi Philippe Chagnon membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec."

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Schyan River Improvement Company*."

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, et accordant des pouvoirs additionnels à la dite compagnie."

Bill intitulé : " Loi remettant en vigueur et modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lachine et d'Hochelaga, 46 Victoria, chapitre 100."

Et Bill intitulé : " Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles communes de la cité de Montréal."

M. l'Orateur présente à la Chambre le quatrième rapport du comité collectif des deux chambres sur la bibliothèque, qui se lit comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les livres du comptable de la bibliothèque, ainsi que les pièces justificatives, et il les a trouvés tenus avec un soin tout particulier.

Durant les années antérieures, un grand nombre d'exemplaires de certains ouvrages ont été achetés à même les fonds de la bibliothèque. Votre comité est d'opinion qu'il ne doit pas être acheté, à l'avenir, plus de deux exemplaires de chacun des ouvrages canadiens.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, et accordant des pouvoirs additionnels à la dite compagnie," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi constituant en corporation *The Canadian Stockyards abattoir and Meat Packing Company*;" lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi autorisant John Paris et Marie-Louise Paris à changer leurs noms en ceux de John Lee et de Marie-Louise Lee;" lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi déclarant Joseph-Eloi-Philippe Chagnon membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec;" lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi constituant en corporation *The Schyan River improvement Company*;" lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: Loi remettant en vigueur et modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lachine et d'Hochelaga, 46 Victoria, chapitre 100, lequel amendement est lu la première et la seconde fois; et la question,—Que la Chambre concoure dans le dit amendement, étant posée;

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que cette Chambre ne concoure pas dans cet amendement par ce que, sans aucun doute, il y a eu erreur dans le dit amendement, qui comporte 1893 au lieu de 1883.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, informant leurs Honneurs que cette Chambre ne concoure pas dans cet amendement par ce que, sans aucun doute, il y a une erreur dans le dit amendement, qui comporte 1893 au lieu de 1883.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de Lachine et conférant de nouveaux pouvoirs à cette corporation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi amendant les dispositions spéciale relatives aux écoles communes de la cité de Montréal," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Girard (Rouville).—Les réunions régulières du Conseil d'agriculture et l'examen des écoles d'agriculture ont-ils eu lieu sous le gouvernement actuel ?

Si non, pour quelles raisons ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Ces réunions et examens n'ont pas encore eu lieu, le gouvernement se chargeant, pour procéder plus rapidement, de faire les études qui l'ont mis en position de mettre de suite sa politique devant la Chambre, ainsi qu'il l'a fait, lors de la discussion sur le budget.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 9 juin 1892.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Carbray,—la pétition du Président et des directeurs de la Compagnie d'assurance contre le feu, de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Loi amendant, de nouveau, la loi concernant la santé publique."

Bill intitulé : "Loi refondant la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Farnham."

Bill intitulé : "Loi autorisant l'Institut des Artisans de Montréal, à emprunter une somme d'argent supplémentaire, sur hypothèque, et à vendre l'immeuble qui lui appartient."

Bill intitulé : "Loi modifiant la loi relative aux chemins de fer de cette province."

Bill intitulé : "Loi modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 88, intitulé : "Un acte concernant certains subsides à des entreprises de chemins de fer et autres."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : "Loi à l'effet d'augmenter le capital-actions de la Compagnie Royale d'électricité, et d'en étendre les pouvoirs," avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi à l'effet d'augmenter le capital-actions de la Compagnie Royale d'électricité et d'en étendre les pouvoirs," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Marion, du comité spécial permanent du code municipal, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les différents amendements à faire au Code municipal : et il a l'honneur de les soumettre à votre honorable Chambre dans un projet de bill dont il demande la réimpression, sous le numéro 150, ayant M. Tellier pour son promoteur.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit.

Votre comité, ayant pris en considération le Bill intitulé : "Loi amendant la loi relative au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec," rapporte ce bill avec amendements.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Baker,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill autorisant Paul-Elie Bellehumeur, médecin et chirurgien, à exercer sa profession dans la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, ce bill ayant été rejeté par le Conseil législatif.

Ordonné, Que la 56ème règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au Bill pourvoyant à la construction de l'église catholique de la paroisse de la Nativité de la Sainte-Vierge, Hochelaga, de Montréal.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mai dernier, 1892, pour un état détaillé des sommes payées par le gouvernement Mercier à MM. Germain et Germain, avocats, de Sorel, à titre d'honoraires *re* Crosetière *vs* Brault et le Procureur-général, intervenant, et copie du mémoire de frais produit par les dits avocats, ainsi que copie de toutes correspondances relatives à cette dite cause. (*Document de la Session No. 48.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 31 mai dernier, 1892, demandant une copie de la déposition de M. Turenne, gérant de la Compagnie du Haras National, *in re* la Compagnie du Haras National *vs*. Talbot, cour supérieure, Montmagny. (*Documents de la Session No. 49.*)

Ordonné, Que M. Girouard ait la permission de présenter un Bill étendant la juridiction territoriale des cours supérieure et de circuit du district d'Arthabaska.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill modifiant certains articles du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Baker,—1. Combien a coûté le pont Garneau et les chemins d'approche qui y conduisent ?

2. Le gouvernement a-t-il été informé du mauvais état de la côte qui conduit à ce pont, sur la rive est de la rivière Chaudière ?

Si oui, va-t-il adopter quelque mesure pour remédier à cet état de choses ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—1. \$78,739.40.

2. Oui. La côte sera réparée, cet été.

Par M. Allard,—Combien de numéros de l'Indicateur de Québec, *Quebec Directory*, ont été ordonnés par l'ancien gouvernement, pour l'année 1892-93, pour chaque département ?

A quel prix le numéro ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—

Département de l'Instruction publique :—6 exemp. à....	\$ 4 00
“ du Trésor et Branches :—8 exemp. à....	4 00
“ de l'Agriculture et Colonisation —Aucun..	
“ des Travaux Publics :—4 exemp. à.....	4 00
“ des Terres de la Couronne :—8 exemp. à....	4 00
“ du Procureur-général :—4 exemp. à.....	4 00
Conseil exécutif et l'honorable Premier Ministre :—	
7 exemp. à.....	4 00
Département du Secrétariat :—12 exemp. à.....	4 00
Branches du Régistiaire :—3 exemp. à.....	4 00

Total 52 exemplaires à \$4.00.... \$208 00

Par M. Dechêne,—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, durant la présente session, une mesure décrétant la séparation des Iles de la Madeleine du reste du comté de Gaspé, pour les fins électorales et parlementaires ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Cette affaire est sous considération, mais le gouvernement n'a pas encore reçu de pétitions des électeurs des Iles de la Madeleine demandant cette séparation.

Par M. Parent,—1. Quels sont ceux qui fournissent la papeterie et les fournitures de bureaux au département du Protonotaire de Montréal, ainsi qu'au département des Appels, de Montréal ?

2. Quels sont les prix payés ?

3. Quelles sont les conditions de paiement ?

4. Sont-ils des journalistes ou des libraires ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. *L'Etendard*, pour le département du Protonotaire de Montréal. *La Presse*, pour le département des Appels, de Montréal.

2. Les prix courants.

3. Comptant.

4. Journalistes et libraires.

Par M. Chicoyne,—Où va-t-on déposer les archives de la province de Québec qui sont maintenant, rue Sainte-Anne, dans la bâtisse qui a été vendue aux Frères des écoles chrétiennes, mais dont le gouvernement a gardé l'usage jusqu'au 1er mai 1893.

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Cette question est à l'étude.

Par M. Lussier,—M. Ozias Turenne, de Montréal, autrefois, de France, est-il actuellement à l'emploi du gouvernement de la province de Québec, ou de quelque compagnie subventionnée par la province ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—M. Ozias Turenne n'est pas un employé du gouvernement ; il est le directeur de la compagnie du Haras national.

Par M. Lussier,—1. M. Honoré Chassé, surintendant des pêcheries, occupe-t-il un autre emploi sous le gouvernement ?

2. Est-il à l'emploi de la Chambre ?

3. Est-il astreint de se rendre à son bureau, comme les autres employés, et de s'y tenir ?

4. Quelle est la nature de son emploi ?

5. Quels sont ses devoirs ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui ; il est, aussi, surintendant de la chasse, sans salaire additionnel.

2. Non.

3. Oui.

4. Chargé du service de la branche de la chasse et des pêcheries dans le département des Terres de la Couronne.

5. Ceux d'un employé du service civil exerçant les fonctions de surintendant de la pêche et de la chasse.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que les bills publics suivants, actuellement devant le comité de législation, soient renvoyés à cette Chambre et placés sur les ordres du jour pour être pris en considération par cette Chambre, savoir :

Bill prohibant les loteries.

Bill concernant la subornation et la corruption des membres du parlement.

Bill ayant pour objet de rendre le vote obligatoire.

Bill pour prévenir la corruption municipale et civique.

Bill relatif au cautionnement pour frais dans les causes de libelle intentées contre les journaux.

Bill rendant insaisissables les gages des ouvriers.

Bill modifiant l'article 5766 des Statuts refondus de la province de Québec.

Bill abrogeant la section 36 de la 54^{ème} Victoria, chapitre 13.

Sur motion de M. Hall, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill autorisant la vente d'immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu John Monk, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, le dit bill ayant été rejeté par le comité des bill privés.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant, en détail, le montant des arrérages dus à la province par tout détenteur de limites, ou commerçant de bois, pour rentes foncières, droits de coupe ou à tout autre titre.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Cartier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre M. Faucher de St-Maurice, ancien député, et l'honorable M. Casgrain, procureur-général, à propos des archives appartenant à la province de Québec, et qui sont maintenant en la possession du gouvernement fédéral.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie et la charge des commissaires des incendies de la cité de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bédard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit; "Loi amendant de nouveau la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie, et la charge des commissaires des incendies de la cité de Montréal."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill portant nomination d'un inspecteur des appareils de chargement; et

après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Kennedy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme, de nouveau, en comité général sur le Bill amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la Chambre de commerce de Montréal à posséder des immeubles et à émettre des obligations, et à confirmer un acte hypothéquant leur propriété ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill confirmant certaines conventions faites par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Cunégonde, et la communauté des sœurs de Sainte-Anne ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chateauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill divisant la municipalité du Lac Saint-Jean en deux municipalités séparées; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Savaria fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: " Loi portant division de la municipalité du Lac Saint-Jean en deux municipalités séparées."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill interprétant deux actes de donation par Dame Hortense Dalpé, veuve de Louis Jodoin, au curé de la paroisse de Boucherville, et permettant de bâtir une école sur les terrains donnés; et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill autorisant l'Institut Royal pour l'avancement des sciences à prêter sur biens-fonds, et à acquérir et posséder certaines valeurs, et à l'honneur de rapporter le dit bill sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir ;

Bill portant révision et refonte de la charte de la cité de Sherbrooke et des différentes lois la modifiant.

Et Bill constituant en corporation la Faculté de Droit de l'Université-Laval, à Montréal.

Les promoteurs du Bill constituant en corporation "La Chambre des courtiers d'assurance contre le feu de Montréal," et du Bill abrogeant la 54 Vict., chapitre 101," intitulé : "Loi concernant la succession de feu James McCready," (référé de nouveau à votre comité,) ayant demandé la permission de retirer leurs bills, votre comité désire recommander qu'il leur soit permis de les retirer, et que le dépôt sur chacun de ces bills, fait entre les mains du comptable de l'Assemblée législative, leur soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill à l'effet de continuer les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Vict., chap. 81, relative aux piliers et estacades flottantes, dans la rivière Nicolet, et pour l'amender.

Bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Saint-Henri.

Bill constituant en corporation le village de Dorval.

Bill relatif aux taxes d'écoles dans la cité de Montréal.

Bill confirmant les ventes faites à Joseph-C. Beauchamp et à Pierre Demers, de certains immeubles dépendant de la succession de feu Thomas-Fergusson Miller.

Quant au Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres, le promoteur ayant exprimé le désir de retirer son bill, votre comité recommande à votre honorable Chambre de lui octroyer cette permission, et de permettre que le dépôt fait entre les mains du comptable de l'Assemblée législative lui soit remis, moins les frais d'impression et de traduction du dit bill.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte incorporant l'Asile des orphelins de Saint-Patrick, de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Donné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill concernant *The Montreal Water and Power Company*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Baker fait rapport que le Comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Québec; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Baker fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant la Société bienveillante Saint-Roch, à établir des succursales; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Girouard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill portant refonte des diverses lois qui concernent la corporation de la ville d'Iberville; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parant fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit: "Loi portant refonte des diverses lois qui concernent la corporation de la ville d'Iberville."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Loi modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, incorporant la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix et accordant des pouvoirs additionnels à la dite compagnie," étant lu;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et informé leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant Jules-Ovide François-Xavier Méthot à aliéner un immeuble substitué," est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et référé au comité spécial permanent des bills privés.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 mai 1892, pour : 1. Un état détaillé des noms des personnes à qui ont été payées les sommes de \$5,000.00 et \$3,500.00 mentionnées dans le rapport des mandats spéciaux présenté à cette session, et portant les numéros 442, 464 et 474.

2. Quelle quantité de sucre de betterave a été fabriqué avec les 10,000 tonnes pour lesquelles un bonus de 50 cents par tonne a été payé, et par qui ce sucre a été fabriqué.

3. En vertu de quels certificats la somme de \$5,000 a-t-elle été payée, et quelle preuve le gouvernement a-t-il de ce ou ces paiements.

4. Quel prix a été payé aux cultivateurs par tonnes de betteraves livrées aux fabriques.

5. Combien de fabriques de sucre de betteraves existe-t-il ici et à qui appartiennent-elles. (*Document de la Session No. 50*).

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 mai, 1892, pour une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et les syndics de la Commission des chemins à barrières de la rive sud, au sujet du chemin de Beaumont. (*Document de la Session No. 51*).

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant certaines dispositions du Code de procédure civile concernant les cessions des biens ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Que le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, soit réimprimé tel qu'amendé par le comité permanent des divers bills privés.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill ordonnant et régularisant la fermeture des magasins dans les cités et villes incorporées de la province de Québec, étant lu ;

M. Angé propose, secondé par M. Tellier,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

M. Cooke propose, secondé par M. Magnan,

Que le débat soit ajourné ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,

Cooke,

Girouard,

McIntosh,—4

CONTRE :

Messieurs

Allard,

Descarries,

Kennedy,

Petit,

Augé,

Desjardins,

Lacouture,

Porrier,

Baker,

Doyon,

Latiberté,

Rioux,

Beauchamp,

Duplessis,

Lussier,

Savaria,

Bédard,

England,

McDonald,

Ste-Marie,

Carbroy,

Fitzpatrick,

Magnan,

Simpson,

Caron,

Gillies,

Morin,

Spencer,

Cartier,

Girard (Lac St-Jean), Nantel,

Tailon,

Casgrain,

Gladu,

Normand,

Tellier,

Chateauvert,

Gossetin,

Panneton,

Tessier (Portneuf),

Cholette,

Greig,

Parent,

Tessier (Rimouski),

Chicoyne,

Grenier,

Parizeau,

Tétreau.—50.

Dechêne,

Hackett,

Ainsi, la question est résolue négativement.

Et le débat se continuant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 10 juin 1892.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour aujourd'hui.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 10 juin 1892.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill autorisant la vente de certains immeubles substitués par feu Antonio Merello.

Bill constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Votre comité a aussi examiné le Bill du Conseil législatif intitulé : " Loi autorisant Jules-Ovide-F.-X. Méthot à aliéner un immeuble substitué," et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

Quand au Bill concernant la charte de la ville de Beauharnois et ses amendements, le promoteur de ce bill désirant le retirer, votre comité recommande à votre honorable Chambre qu'il lui soit permis de le retirer et que les deniers par lui payés entre les mains du comptable de l'Assemblée législative, lui soient remis, moins le coût de l'impression et de la traduction du bill.

Votre comité a, de plus, examiné le Bill déclarant Stanislas McDuff, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé, parcequ'il n'est pas conforme à la 57e règle de votre honorable Chambre qui exige que le pétitionnaire obtienne le consentement du bureau ou conseil de la profession dans laquelle il désire entrer.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il ne peut procéder sur le Bill intitulé : " Loi constituant en corporation l'école polytechnique," parceque ce bill contient une appropriation de fonds publics, et il est à la connaissance du Conseil législatif, suivant information fournie par le Premier ministre de la Province, que cette appropriation n'a pas été recommandée par le représentant de la Reine.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Casgrain,
Ordonné, Que ce bill soit, du consentement de la Chambre, retiré.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi amendant l'acte 52 Victoria, chapitre 75, concernant " la Compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet. "

Bill intitulé : " Loi abrogeant la loi qui constitue en corporation le Syndicat financier de l'Université-Laval, à Montréal, et constituant en corporation " Les administrateurs de l'Université-Laval, à Montréal. "

Bill intitulé : " Loi concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue. "

Aussi, le Conseil législatif a agréé les amendements faits par l'Assemblée législative au bill intitulé : " Loi amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 47, concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes et villages, " avec un amendement pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant l'instruction publique. "

Bill intitulé : " Loi autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne. "

Bill intitulé : " Loi amendant la loi 48 Victoria, chapitre 63, constituant en corporation la Société des Artisans Canadiens-Français de la cité de Montréal. "

Et aussi, le Conseil législatif n'insiste pas sur son amendement au bill intitulé : " Loi remettant en vigueur la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lachine et d'Hochelaga, 46 Victoria, chapitre 100. "

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif à l'amendement fait par cette Chambre au bill du Conseil législatif intitulé : " Loi amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 47, concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes et villages, "—lequel est lu deux fois et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant l'instruction publique " lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne " lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 63, constituant en corporation la Société des Artisans Canadiens-Français de la cité de Montréal " lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Elie-Hercule Bisson, écuyer, ayant présenté l'indenture de son élection pour le district électoral de Beauharnois, et ayant préalablement prêté le serment requis par la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'en admettant Elie-Hercule Bisson, écuyer, élu pour représenter le district électoral de Beauharnois, à prendre son siège, en produisant seulement son indenture en double, sans le retour du greffier de la Couronne en chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre, recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill pour rendre valides certains actes notariés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi concernant les terres publiques, étant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Bernatchez propose comme amendement, secondé par M. Stephens,—Que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " renvoyé de nouveau à un comité général de cette Chambre avec instruction de l'amender en y insérant la clause 1341 des Statuts refondus de la province de Québec."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit ,

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Laiberté,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu.</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon. — 11.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean)</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau. — 38.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Alors la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>King,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Laiberté,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean)</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gladu.</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Turgeon — 49.</i>

CONTRE :

Personne.

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant la loi électorale; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le Comité a examiné le bill et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: "Loi amendant de nouveau la loi électorale de Québec."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill permettant aux syndics des Chemins à barrières de la rive sud, à Québec, d'émettre des débentures à un certain montant et pour autres fins; après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Greig fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: "Bill permettant aux syndics des Chemins à barrières de la rive sud, à Québec, d'émettre des débentures à un certain montant et pour certains autres fins."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi amendant les dispositions relatives aux écoles communes de la cité de Montréal," étant lu;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure dans les dits amendements ;

M. Tellier propose, secondé par M. McIntosh, et il est

Résolu, Que cette Chambre ne concoure pas dans les dits amendements parce qu'ils ont pour effet de limiter le choix des commissaires qui doivent être nommés par le gouvernement.

Résolu, Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant leurs Honneurs de la raison pour laquelle cette Chambre ne concoure pas dans les dits amendements.

Résolu, Que le greffier porte le dit message (avec le bill et les amendements) au Conseil législatif.

Le Bill amendant l'article 705 du Code de procédure civile, relativement au paiement des certificats de registrateur, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Duplessis,—Est-ce l'intention du gouvernement de payer un salaire aux commissaires nommés pour octroyer les licences dans la cité des Trois-Rivières, pour leurs services comme tels, depuis leur nomination ?

Réponse par l'honorable M. Hall:—Sous considération.

Par M. Girard (Rouville),—1. Quel est le montant total payé à la *Bell Telephone Company* pour usage du téléphone à Spencer Wood ?

2. Combien d'appareils la dite compagnie y a-t-elle posés ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier:—1. \$40.00 pour la présente année. Les comptes publics donnent les chiffres des sommes payées les années antérieures. La compagnie n'a qu'un seul instrument à Spencer Wood.

L'ordre du jour appelant la Chambre en comité général sur le Bill ordonnant et régularisant la fermeture des magasins dans la cités et villes incorporées de la province de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit référé à un comité spécial composé de MM. Augé, Caron, Chicoyne, Cooke, Fitzpatrick, Gosselin, Martineau, Panneton, Parizeau, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier et Turgeon, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les dentistes, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de MM. Cartier, Cholette et Grenier, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill abrogeant l'article 287*a* de la 53 Victoria, chapitre 10, étant lu ;

M. Duplessis propose, secondé par M. Augé,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Loi abrogeant l'article 287*a* des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les reviseurs."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé le bill intitulé : Acte abrogeant et remplaçant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 62, intitulé : "Acte constituant en corporation l'Union St-Joseph de St-Hyacinthe," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la ville de Scotstown."

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la Compagnie dite *The Royal Trust and Fidelity Company*."

Bill intitulé : "Loi modifiant la charte de *The Montreal Safe Deposit Company*."

Bill intitulé : "Loi amendant les articles 2319 et 2320 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux juges de la Cour supérieure."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Kennedy,

Ordonné, Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte abrogeant et remplaçant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 62, intitulé : " Acte constituant en corporation l'Union St-Joseph de St-Hyacinthe " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill autorisant la taxation des biens meubles, étant lu ;

M. Hackett propose, secondé par M. Cooke,

Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill portant refonte de la loi pour la protection du gibier et des animaux à fourrure, étant lu ;

M. Augé propose, secondé par M. Tessier, (Porneuf), Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et référé à un comité spécial composé de l'honorable M. Casgrain et de MM. Allard, Augé, Carbray, Duplessis, Fitzpatrick, Girard (Lac St-Jean), Grenier, Lacouture et Stephens, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer chercher personnes, papiers et records.

L'ordre du jour pour la prise en considération du Bill constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Québec, tel qu'amendé en comité général de la Chambre, étant lu,

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit bill en considération.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant l'Institut Royal pour l'avancement des sciences à prêter sur biens fonds et à acquérir certaines valeurs; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill portant révision et refonte de la charte de la cité de Sherbrooke et des différentes lois la modifiant; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Faculté de droit de l'Université-Laval, à Montréal; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit: "Loi constituant en corporation la Faculté de droit de l'Université-Laval, à Montréal."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Saint-Henri; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Marchand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation le village de Dorval ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill relatif aux taxes d'écoles dans la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Magnan fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill confirmant les ventes faites à Joseph-C. Beauchamp et à Pierre Demers, de certains immeubles dépendant de la succession de feu Thomas-Fergusson Miller ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe,

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill pourvoyant à la construction de l'église de la paroisse de la Nativité de la Ste-Vierge, Hochelaga, de Montréal, est en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et référé au comité spécial permanent des divers bills privés.

L'honorable M. Taillon, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill intitulé : "Loi amendant le Code civil et l'article 834 du Code de procédure civile, relativement aux privilèges des voyageurs, bûcherons et autres," lequel bill est rapporté avec amendements.

Et le Bill intitulé : "Loi amendant l'article 1041 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux poursuites, en vertu de la loi des licences de Québec," lequel bill est rapporté sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Ordonné, Que le Bill amendant le code civil et l'article 834 du code de procédure civile, relativement aux privilèges des voyageurs, bûcherons et autres, soit ré-imprimé tel qu'amendé.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 13 juin 1892.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de la Compagnie d'assurance contre la vie, *The Sun*, et autres compagnies.

M. Beauchamp, du comité spécial permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération les divers règlements du Conseil d'agriculture, recommande à votre honorable Chambre d'adopter une mesure législative dans le but :

1. D'abroger l'article 60 de ces règlements ;

2. De modifier l'article 78 des mêmes règlements, de manière que, pour avoir droit de vote à l'assemblée annuelle des membres d'une société d'agriculture, il faudra avoir été membre pour l'année courante, et de plus, avoir payé sa souscription pour l'année suivante, une heure au moins avant la tenue de cette assemblée.

Votre comité suggère aussi de faire adopter une mesure permettant au Lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser la formation d'un ou de plusieurs syndicats de cultivateurs, ayant pour objet le développement de l'agriculture.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Marion,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le seizième rapport du Comité permanent des divers bills privés, en autant qu'il se rapporte au Bill concernant la charte de la ville de Beauharnois et ses amendements, le promoteur de ce bill l'ayant retiré.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Spencer,

Ordonné, Que le bill amendant certains articles du Code municipal soit réimprimé, conformément à la recommandation du comité spécial sur le Code municipal.

Ordonné. Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill relatif aux causes de libelle intentées contre les journalistes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné. Que M. Girard (Rouville) ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau l'article 4483 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, mardi, le sept juin courant à la question,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Frederick-Henry Markey, au nombre de ses membres; et lequel amendement était,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "cette Chambre se forme en comité sur ce bill d'aujourd'hui en six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix;

Ordonné. Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, John-Wesley Blair, au nombre de ses membres; et après avoir ainsi siéger quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, J.-Adélard

Ouimet au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81, relative aux piliers et estacades flottantes dans la rivière Nicolet et pour l'amender ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Grenier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la vente de certains immeubles substitués par feu Antoine Merello ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacouture fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois,

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rioux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant Jules-Ovide-F.-X. Méthot à aliéner certain immeuble substitué ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Cooke.—1. MM. Hemming et Bernier ont-ils été nommés greffier et protonotaire-conjoints de la Cour de circuit du district d'Arthabaska par le gouvernement Ross-Taillon ?

2. Ont-ils été révoqués par le gouvernement Mercier ?

3. Si oui, pour quelle cause ?

4. Le gouvernement actuel a-t-il l'intention de les réinstaller ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Par le gouvernement Taillon.

2. Oui.

3. Parceque on a prétendu que le gouvernement Taillon était en minorité lorsque la nomination a été faite.

4. Le gouvernement n'a pas encore eu le temps de considérer suffisamment cette question.

Par M. Normand,—Une licence pour tenir un hôtel, en la cité des Trois-Rivières, a-t-elle été accordée à Mademoiselle Victoria Chagnon ?

Si oui, a-t-elle payé sa licence le premier du mois de mai dernier ou depuis ?

Si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Le rapport du percepteur du revenu provincial de ce district, contenant toutes les licences accordées dans la cité des Trois-Rivières, n'a pas encore été reçu, et aurait dû être envoyé le 30 juin, selon l'usage.

Par M. Girard (Lac St-Jean)—1. En mars 1891, le Commissaire des Terres de la Couronne a-t-il donné des instructions à M. Alfred Morisset de se rendre dans les comtés du Lac Saint-Jean et Chicoutimi ?

2. Quelle était la nature de ces instructions ?

3. M. Morisset a-t-il fait rapport au département du résultat de son voyage ?

4. A-t-il présenté un compte pour dépenses de voyage ou autres ?

5. Quel en est le détail ?

6. Quel montant lui a été payé ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui le 21 février 1891.

2. Il était requis de se rendre dans les comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimi, Saguenay et de faire une enquête sur la conduite des agents des terres et des bois de la couronne, dans ces comtés, ainsi que sur celle des gardes-forestiers dans ces divisions.

3. Oui.

4. Oui.

5. Compte de frais de passage, charretiers, pensions, télégrammes, loyer d'un capot, achat d'une valise et 12 jours de salaire à \$5.00 par jour.

6. \$227.00 (deux cent vingt-sept piastres).

Par M. Dechène,—1. Quel est le nom du percepteur du revenu provincial, pour le district de Beauce?

2. A-t-il un bureau dans le comté de Beauce?

3. Si non, où tient-il son bureau régulier?

Réponse par l'honorable M. Pelletier:—Philius Laliberté.

2. Il a un bureau dans le district de Beauce.

3. A Sainte-Hénédine.

Par M. Dechène,—Le gouvernement a-t-il définitivement réglé les comptes des différentes commissions royales nommées depuis le premier septembre dernier?

Si oui, quel est le coût total de ces différentes commissions?

Réponse par l'honorable M. Pelletier:—Non.

Par l'honorable M. Marchand,—Pourquoi le rapport du Surintendant de l'Instruction publique pour 1890-91 n'a-t-il pas encore été produit devant cette Chambre?

Réponse par l'honorable M. Pelletier:—Parce qu'il n'est pas imprimé.

Par M. Morin,—1. Combien y a-t-il de Régistrateurs dans la province de Québec?

2. Combien ont fourni le cautionnement hypothécaire mentionné dans la loi?

3. Combien ont donné la garantie d'une police d'assurance?

Réponse par l'honorable M. Hall:—1. Soixante-dix, dont huit n'ont pas fourni de cautionnement.

2. Dix-sept.

3. Quarante-cinq.

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, requêtes, correspondances, lettres et documents de toutes sortes concernant :

1. La nomination d'un registrateur adjoint à Auguste Bédard, écuyer, registrateur du comté de Lotbinière ;

2. La résignation du dit Auguste Bédard, écuyer ;

3. La nomination de son remplaçant.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Girard (de Rouville), secondé par M. Gosselin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des documents relatifs à la réclamation de Whitfield, quant à la ferme modèle tenue par ce dernier.

Sur motion de M. Flynn, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill autorisant Isaac-Tristram Coffin, écuier, à vendre certains immeubles substitués par le testament de Sir Isaac Coffin, et à en placer le produit, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vû que ce bill a été retiré avec le consentement de la Chambre.

Sur motion de M. Spencer, secondé par M. England,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill refondant la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Farnham, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Doyon, secondé par M. Cartier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et de tous documents échangés entre le gouvernement et le Conseil municipal de la paroisse de Laprairie, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière du Portage, à Laprairie.

Sur motion de M. Baker, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents, en la possession du gouvernement, relatifs à la construction de la bâtisse des ouvriers de Lévis.

Sur motion de M. Magnan, secondé par M. Hackett,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé, comté par comté, de l'emploi des deniers de colonisation, du 1er juillet 1891, au 1er juin 1892.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill constituant en corporation l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus,—soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Gillies, secondé par M. Gosselin,

R solu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et documents concernant la démission, par le gouvernement actuel, de Joseph Tremblay et Stephen Smith, gardes-forestiers du comté de Pontiac.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Lacouture, secondé par M. Martineau.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill constituant en corporation *The St. Lawrence River Railway Company*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Hackett, secondé par l'honorable M. McIntosh,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill concernant la succession de James McCready, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill modifiant certaines dispositions du Code de procédure civile, relativement à la cession de biens ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cholette fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er juin 1892, pour une copie du compte fait par Louis-Henri Mineau, commissaire enquêteur, *in re* F. Paquin, H. Fleury *et al.* Réclamants, *vs.* le gouvernement de la province de Québec, Intimé, au dit gouvernement pour défrayer les dépenses de la dite enquête.

Aussi, copie du rapport fait par le dit L.-H. Mineau, es-qualité susdite, au Procureur-général Turcotte *in eâlem re*, en 1888 ou 1889.—(*Document de la Session No. 52.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 2 mai 1892, demandant une copie de tous documents, correspondance et rapports relatifs à l'emprunt de \$10,000,000, voté à la dernière session de 1890, et spécialement les documents et correspondances se rattachant à la part prise à ce dernier emprunt par M. Gustave A. Drolet. (*Document de la Session No. 53.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er juin 1892, pour un état indiquant le coût de l'Index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, dans les 1ère, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème et 6ème législatures, 1867-1887. (*Document de la Session No. 54.*)

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill autorisant la taxation des biens-meubles, étant lu ;

M. Hackett propose, secondé par M. Châteaufort,

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif à la constitution des associations de bienfaisance, des sociétés nationales, des unions de métiers et des sociétés de travail, étant lu ;

M. Augé propose, secondé par M. Bédard,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ;—la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée, jeudi, le deux courant,—Que le bill amendant les Statuts refondus de la province de Québec, en abrogeant les sections 442, 443, 444, 445 et 446, concernant l'état des dépenses d'élection à être fourni à l'officier-rapporteur soit maintenant lu la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Augé,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Normand,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Turgeon—29.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>Duplessis,</i>			

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill portant réglementation des subventions municipales, étant lu ;

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Ste. Marie,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Grouard,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit.,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Doyon,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>	<i>Tellier.—25.</i>
<i>England,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Bourbonnais,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Turgeon.—17.</i>
<i>Bisson,</i>			

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill prohibant les loteries ;

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu pour la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant la subornation et la corruption des membres du parlement, étant lu ;

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,

Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

Le Bill pour prévenir la corruption municipale et civique est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif au cautionnement pour frais dans les causes de libelle intentées contre les journaux, étant lu ;

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,

Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill abrogeant la section 36 de la 54^e Victoria, chapitre 13.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 1041 des Statuts refondus de la province.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : “ Acte abrogeant l'article 1041 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux poursuites en vertu de la loi des licences de Québec.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les mines, étant lu ;

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que les mots “ métaux supérieurs,” mentionnés dans les présentes résolutions, incluront les minerais d'or, d'argent, de plomb, de cuivre, de nickel, et aussi la graphite, l'amiante, le mica et le phosphate de chaux ; et que les mots “ métaux inférieurs ” signifient tous les minerais et métaux qui ne sont pas indiqués ci-dessus et qui sont d'une valeur appréciable.—1421, am.

2. *Résolu*, Que toute personne qui, jusqu'au 24 juillet 1880, a obtenu, par lettres patentes, pour fins agricoles, mais avec réserve du droit de mine par le gouvernement, un lot de terre quelconque faisant partie des terres publiques de cette province, pourra,—si lui, ou son représentant légal, découvre et veut exploiter une mine,—acheter le droit de mine ainsi réservé par le gouvernement, en payant comptant au Commissaire, en outre du prix déjà payé pour le dit lot de terre, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme exigée par la résolution 20.—1425, am.

3. *Résolu*, Que tout propriétaire de terre vendue par lettres patentes, pour fins agricoles, jusqu'au 24 juillet 1880, mais sans réserve du droit de mine par le gouvernement, pourra,—si lui, ou son représentant légal, découvre une mine d'or ou d'argent sur telle terre,—l'exploiter en payant au Commissaire, en outre du prix déjà payé pour telle terre, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme exigée par la résolution 20.—1426, am.

4. *Résolu*, Que tout propriétaire de terre vendue par lettres patentes, pour fins agricoles, depuis le 24 juillet 1880, ou qui le sera à l'avenir, mais sans réserve du droit de mine par le gouvernement, pourra,—si lui, ou son représentant légal, découvre une mine quelconque sur telle terre,—l'exploiter en payant au Commissaire, en outre du prix déjà payé pour icelle, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme exigée par la résolution 20.—1426a, nouv.

5. *Résolu*, Que, dans les seigneuries où la couronne possède encore des droits de mine, tout censitaire, ou son représentant légal, qui découvrira une mine sur sa terre, pourra l'exploiter en payant au Commissaire la somme exigée par la résolution 20, moins cinquante centins par acre ; et ce, pour toute sa terre, ou pour une étendue d'au moins cent acres à la fois.

Que le seigneur, ou le propriétaire de la partie non concédée d'une seigneurie, si lui, ou son représentant légal, y découvre une mine qui appartient à la couronne et veut en faire l'exploitation, pourra le faire, en payant au Commissaire, la somme exigée par la résolution 20, et ce, pour toute étendue de cette partie non concédée de seigneurie, tel que limitée par le paragraphe suivant :

Que, dans tous les cas, aucun tel propriétaire en vertu de lettres patentes, censitaire ou seigneur, ne pourra ainsi obtenir le droit de mine pour une étendue de terre plus considérable que celle fixée par la résolution 18.—1427, am.

6. *Résolu*, Que, s'il s'agit d'un lot de terre quelconque cédé par lettres patentes, depuis le 9 mars, 1878, ou qui le sera à l'avenir, aux prix et conditions ordinaires, pour fins agricoles, sur lequel lot l'existence d'une mine de phosphate de chaux est constatée,—tout acquéreur de ce lot, ou son représentant légal, s'il veut exploiter cette mine, pourra le faire en payant comptant, au Commissaire, une somme additionnelle suffisante pour atteindre celle exigée par la résolution 20.—1428, am.

7. *Résolu*, Que les concessionnaires des terres octroyées gratuitement ou leurs représentants légaux, seront sujets aux dispositions des résolutions 2, 3, 4, 5 et 6.—1430.

8. *Résolu*, Que toute personne qui a obtenu jusqu'à ce jour, ou qui obtiendra à l'avenir, par lettres patentes, pour l'exploitation de métaux inférieurs, un ou des lots de terre faisant partie des terres publiques, devra,—si elle, ou son représentant légal, découvre et veut exploiter ou faire exploiter une mine de métaux supérieurs,—payer au Commissaire, en outre du prix déjà payé pour ce terrain minier, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme exigée par la résolution 20, pour l'acquisition de terrains miniers renfermant des métaux supérieurs, si, toutefois le montant déjà payé ne s'élève pas à cette dernière somme. 1431, am.

9. *Résolu*, Que toute personne qui a obtenu, depuis le 24 juillet, 1880, ou qui obtiendra à l'avenir, par simple billet de location, une terre de la Couronne, aux prix et conditions ordinaires pour fins agricoles, et qui n'a pas rempli ou ne remplit pas les conditions voulues, pourra si elle, ou son représentant légal, découvre sur telle terre une mine quelconque et veut l'exploiter, en faire l'exploitation, en payant au Commissaire, une somme additionnelle ainsi que mentionnée dans les résolutions 2, 3, 4, 5 et 6, sinon le titre d'acquisition de telle terre pourra être révoqué par le commissaire. 1433, am.

10. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, aura le pouvoir d'augmenter le prix, par acre, des terrains mentionnés dans les résolutions 2, 3, 4 5, 6 et 9, et que toutes les personnes qui désireront se prévaloir des dispositions de ces dernières résolutions, devront payer les prix augmentés fixés par le dit arrêté en conseil. 1434, am.

11. *Résolu*, Que, lorsqu'une personne devenue propriétaire des propriétés superficielles et souterraines à quelque titre que ce soit, avant le 10 juin, 1884, vendra, hypothéquera, louera ou affectera le droit de mine, sur telle propriété, à une autre personne, en conformité de l'article 2099 du code civil du Bas-Canada, ces propriétés superficielles et souterraines redeviendront deux propriétés parfaitement distinctes et indépendantes l'une de l'autre, à toutes fins que de droit; comme elles l'étaient lorsqu'elles étaient en la possession de la Couronne; en sorte que la vente de l'une de ces propriétés, faite judiciairement ou autrement, n'affectera l'autre en aucune manière que ce soit.

Qu'il est toutefois bien entendu que les droits acquis sur telle propriété, pendant la confusion des propriétés superficielles et souterraines, ne seront nullement affectés par la vente subséquente des droits miniers et par la division des deux propriétés, superficielles et souterraines; seulement le propriétaire de la propriété souterraine devra être poursuivi et mis en cause de la même manière que s'il avait acheté une partie ou un démembrement de la propriété superficielle. 1424.

12. *Résolu*, Que les droits de mine appartenant à la Couronne, dans la propriété souterraine en vertu de la résolution précédente, pourront être acquis du Commissaire en la manière indiquée dans la résolution 17, par le propriétaire superficiel, qui en a la préférence. 1440.

13. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, et d'après les conditions et formalités qu'il croira convenables, réclamer, en tout temps, le droit régalien dû à la Couronne sur toute terre déjà vendue, concédée ou autrement aliénée par la couronne, ou qui pourra l'être à l'avenir, mais seulement cinq ans après la date de telle vente ou aliénation.

Que ce droit régalien, à moins qu'il ne soit autrement fixé par lettres patentes ou autres titres de la couronne, sera déterminé par le Lieutenant-gouverneur en conseil, d'après le rapport de l'inspecteur des mines, et en prenant pour base la valeur, à la mine, du minerai extrait, déduction faite des frais d'extraction, et ne devra pas excéder trois pour cent de cette valeur. 1435, an.

14. *Résolu*, Que toute personne, société ou compagnie pourra faire des explorations et recherches sans permis, pour découvrir des mines ou minerais sur les terres publiques non déjà occupées comme concessions minières ou autrement.

Que, lorsqu'une personne, société ou compagnie désirera jouir des avantages d'un permis, elle pourra l'obtenir du Commissaire, en se conformant aux dispositions de la résolution suivante.

15. *Résolu*, Que la demande d'un permis d'explorations et recherches devra contenir une description aussi exacte que possible du terrain demandé, à la satisfaction du Commissaire, et être accompagnée des honoraires qui suivent, selon le cas :

1. Si la mine est sur la terre d'un particulier, deux piastres pour chaque cent acres, tout nombre moindre devant compter comme cent ;

2. Si la mine est sur une propriété de la Couronne :

a. Dans un territoire arpenté, cinq piastres pour chaque cent acres, tout nombre moindre devant compter comme cent ;

b. Dans un territoire non arpenté, cinq piastres pour chaque mille carré. 1447, am :

Que tel permis sera valable pour trois mois et pourra être renouvelé. 1446 et 1447. am.

16. *Résolu*, Que le porteur d'un permis d'explorations et recherches pourra obtenir ensuite l'achat de cette mine, en payant les prix mentionnés dans la résolution 20, et en se conformant à la loi qui sera basée sur ces résolutions, ainsi qu'aux règlements passés en vertu d'icelle ; le tout, sujet néanmoins au droit de préférence accordé au propriétaire superficiaire de se porter lui-même, à l'exclusion de tous autres, acquéreur des mines et minerais découverts ou qui pourraient l'être, plus tard, dans le sous-sol de sa propriété. 1449a, aj.

17. *Résolu*, Que tout terrain supposé contenir des mines ou minerais appartenant à la Couronne, pourra être acquis du Commissaire des Terres de la couronne :

1. Comme concession minière, à titre de vente, ou

2. Être occupé et exploité en vertu d'un permis d'exploitation. 1439, am.

18. *Résolu*, Qu'aucune vente de concession minière ne pourra être faite à une même personne comprenant plus de quatre cents acres en superficie ;

Que le Lieutenant-gouverneur en conseil aura, néanmoins, le droit d'assigner à cette personne, sur preuve suffisante de ses moyens et de ses capitaux, une étendue de terrain plus considérable, mais n'excédant pas mille acres. 1451 et 1452, am.

19. *Résolu*, Que les concessions minières seront divisées en trois classes comprenant, chacune d'elle respectivement, en outre de l'attribution ordinaire de cinq pour cent pour les chemins, dans chaque cas, la forme et les dimensions suivantes, savoir :

1. Dans un territoire non arpenté :

La première classe comprendra 400 acres,—52 chaînes de largeur sur 80 chaînes et 80 chaînons de profondeur ;

La seconde classe comprendra 200 acres,—26 chaînes de largeur sur 80 chaînes et 80 chaînons de profondeur ;

La troisième classe comprendra 100 acres,—13 chaînes de largeur sur 80 chaînes et 80 chaînons de profondeur ;

2. Que, dans les cantons subdivisés, les trois classes susdites comprendront, respectivement ;

Un, deux et quatre lots, tels que régulièrement divisés, ou plus ou moins, selon le cas, si les lots, étant de figure irrégulière, contiennent chacun, plus ou moins que cent acres en superficie. 1453, am.

20. *Résolu*, Que, lors des demandes d'achat de concessions minières, les requérants seront tenus de payer au département, le prix entier des concessions minières dont ils voudront faire l'acquisition, aux taux suivants :

1. S'il s'agit de l'exploitation de métaux supérieurs, sur des terrains situés à plus de douze milles d'un chemin de fer en opération, cinq piastres l'acre ; et sur des terrains situés à pas plus de douze milles de tel chemin, dix piastres l'acre ;

2. S'il s'agit de l'exploitation de métaux inférieurs, sur des terrains situés à plus de douze milles d'un chemin de fer en opération, deux piastres l'acre, et sur des terrains situés à pas plus de douze milles de tel chemin, quatre piastres l'acre. 1457, am.

21. *Résolu*, Que le Commissaire pourra, de temps à autre, et aussi souvent que les circonstances l'exigeront, offrir et mettre en vente, tel nombre de concessions minières qu'il jugera à propos.

Que cette vente se fera à l'enchère publique, après avis dûment donné et publié pendant au moins quatre semaines, dans la *Gazette Officielle* de Québec, et dans au moins un journal français et un journal anglais, s'il en est publiés dans ces deux langues, dans chacune des cités de Québec, Montréal et Ottawa.

Que, à chaque telle vente, la mise à prix ou première enchère, se fixe et détermine par le Commissaire, mais ne devra, dans aucun cas, être moindre que le montant fixé dans la résolution précédente, et que le prix d'adjudication sera payable comptant, sous peine de nullité absolue de la vente. 1580, am.

22. *Résolu*, Que, à moins de stipulation contraire dans les lettres patentes :

S'il s'agit de concessions de métaux supérieurs, la vente de telles concessions donnera à l'acquéreur le droit d'exploiter tous les métaux qui s'y trouvent ;

2. S'il s'agit de concessions de métaux inférieurs, la vente de telles concessions ne donnera à l'acquéreur que le droit d'y exploiter les métaux inférieurs.—
nouv.

23. *Résolu*, Que les terrains miniers devront être vendus à la condition expresse que l'acquéreur commencera, de bonne foi, l'exploitation des minerais y contenus, dans le délai de deux ans, à compter de la date de l'acquisition ; et que dans ce délai, l'acquéreur dépensera une somme de pas moins de cinq cents piastres, s'il s'agit de métaux supérieurs, et de pas moins de deux cents piastres, s'il s'agit de métaux inférieurs, dans telle exploitation.

Que le Commissaire pourra révoquer la vente de tels terrains miniers pour défaut d'accomplissement de ces conditions, en la manière suivie pour la révocation des ventes de terres publiques.

Que les lettres patentes ne devront être émises que sur preuve satisfaisante que les conditions ci-dessus ont été remplies. 1462, am.

24. *Résolu*, Que, sous peine d'une amende de deux cents piastres et les frais, ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement, il sera défendu à toute personne d'exploiter une mine quelconque, sur les terres publiques,

ou sur les terres des particuliers lorsque le droit de mine appartient à la Couronne, sans en avoir fait l'acquisition en vertu de la loi, ou avoir obtenu un permis d'exploitation et payé l'honoraire et la rente exigés par la résolution suivante. 1475, am.

25. *Résolu*, Que les permis d'exploitation minière seront accordés sur paiement d'un honoraire de cinq piastres et d'une rente annuelle d'une piastre par acre.

2. Que tout tel permis sera valable pour un an à compter de la date de son émission, et ne sera transférable que du consentement du Commissaire.

3. Qu'il ne pourra être accordé pour une étendue de plus de deux cents acres en superficie, à moins que le Lieutenant-gouverneur en conseil ne le décide autrement, en vertu de la résolution 29.

4. Que le porteur de tel permis pourra le renouveler avant son expiration et pas plus tard que dix jours francs après telle expiration, en payant un même honoraire de cinq piastres ou toute autre somme fixée par la loi à l'époque de son émission, et une rente annuelle d'une piastre par acre.

5. Qu'aucun tel permis ne pourra être renouvelé que sur le paiement du dit honoraire et de la dite rente annuelle.

Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le jugera à propos, de substituer le droit régalien aux lieu et place des honoraires d'un permis et d'une rente annuelle comme susdit; excepté, toutefois, dans les endroits de cette province où le droit régalien, dû à la Couronne en vertu de lettres patentes, est payé par honoraires de permis d'exploitation. 1480. am.

26. *Résolu*, Que tout porteur d'un permis d'exploitation minière sur la terre d'un particulier sera autorisé à y faire des fouilles chaque fois que tel particulier y consentira volontairement ou aura été forcé de le permettre, en vertu des dispositions d'arbitrage établies par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions. 1481.

27. *Résolu*, Que tout requérant de permis sur les terres publiques, aura droit de planter un piquet de bois à chaque sommet d'angle du terrain pour lequel il voudra obtenir ce permis. 1504. am.

28. *Résolu*, Que celui qui découvrira une nouvelle mine sur les terres publiques aura droit à un permis d'exploitation gratuit, valable pour douze mois, pour l'étendue prescrite par la résolution 25, ou par les règlements qui pourront être promulgués en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et se trouver en vigueur à l'époque de cette découverte; pourvu que la découverte ait été mandée, sans délai, par écrit, à l'inspecteur de la division minière.

Que quiconque ne donnera pas immédiatement avis de sa découverte, sera privé, pendant un an, de la faculté d'exploiter sur les terres publiques. 1510.

29. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur en Conseil pourra, de temps à autre, faire tout règlement qu'il jugera nécessaire ou convenable:

1. Pour diminuer ou augmenter l'étendue des terrains pour lesquels les permis d'exploitation sont accordés, ou en changer la configuration;

2. Pour changer les prix, termes et conditions des permis d'exploitation et pour augmenter le prix de concessions minières.

3. Pour réserver les terrains trouvés riches en mines et minerais, ou les retirer temporairement de la vente.

4. Pour classer dans l'une des deux catégories de la résolution première tels minéraux qui n'y sont pas spécialement dénommés, ou changer de catégorie ceux qui y sont indiqués.

5. Pour l'ouverture, la construction, l'entretien et l'usage de fossés, aqueducs ou conduits, à travers, ou sur les concessions minières, ou les terrains sous permis d'exploitation, dans le but de faciliter le transport et le passage de l'eau pour des fins minières.

6. Pour ériger en division minière, toute partie de la province qu'il jugera à propos,—agrandir, ou diminuer, de temps à autre, telle division ou l'abolir, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

7. Pour établir et entretenir des routes à travers les divisions minières et généralement pour exécuter plus efficacement les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions. 1545, am.

30. *Résolu*, Que les présentes résolutions n'affecteront point les promesses de vente de concessions minières qui ont pu avoir été faites pour une plus grande étendue que celle mentionnée dans la résolution 18, en vertu de l'acte 54 Vict., chap. 15, ni n'affecteront les droits acquis.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Marion fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que les mots "métaux supérieurs," mentionnés dans les présentes résolutions, incluront les minerais d'or, d'argent, de plomb, de cuivre, de nickel, et aussi la graphite, l'amiante, le mica et le phosphate de chaux ; et que les mots "métaux inférieurs" signifieront tous les minerais et métaux qui ne sont pas indiqués ci-dessus et qui sont d'une valeur appréciable.—1421, am.

2. *Résolu*, Que toute personne qui, jusqu'au 24 juillet 1880, a obtenu, par lettres patentes, pour fins agricoles, mais avec réserve du droit de mine par le gouvernement, un lot de terre quelconque faisant partie des terres publiques de cette province, pourra,—si lui, ou son représentant légal, découvre et veut exploiter une

mine,—acheter le droit de mine ainsi réservé par le gouvernement, en payant comptant au Commissaire, en outre du prix déjà payé pour le dit lot de terre, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme exigée par la résolution 20.—1425, am.

3. *Résolu*, Que tout propriétaire de terre vendue par lettres patentes, pour fins agricoles, jusqu'au 24 juillet 1880, mais sans réserve du droit de mine par le gouvernement, pourra,—si lui, ou son représentant légal, découvre une mine d'or ou d'argent sur telle terre,—l'exploiter en payant au Commissaire, en outre du prix déjà payé pour telle terre, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme exigée par la résolution 20.—1426, am.

4. *Résolu*, Que tout propriétaire de terre vendue par lettres patentes, pour fins agricoles, depuis le 24 juillet 1880, ou qui le sera à l'avenir, mais sans réserve du droit de mine par le gouvernement, pourra,—si lui, ou son représentant légal, découvre une mine quelconque sur telle terre,—l'exploiter en payant au Commissaire, en outre du prix déjà payé pour icelle, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme exigée par la résolution 20.—1426a, nouv.

5. *Résolu*, Que, dans les seigneuries où la couronne possède encore des droits de mine, tout censitaire, ou son représentant légal, qui découvrira une mine sur sa terre, pourra l'exploiter en payant au Commissaire la somme exigée par la résolution 20, moins cinquante centins par acre ; et ce, pour toute sa terre, ou pour une étendue d'au moins cent acres à la fois.

Que le seigneur, ou le propriétaire de la partie non concédée d'une seigneurie, si lui, ou son représentant légal, y découvre une mine qui appartient à la couronne et veut en faire l'exploitation, pourra le faire, en payant au Commissaire, la somme exigée par la résolution 20, et ce, pour toute étendue de cette partie non concédée de seigneurie, tel que limitée par le paragraphe suivant :

Que, dans tous les cas, aucun tel propriétaire en vertu de lettres patentes, censitaire ou seigneur, ne pourra ainsi obtenir le droit de mine pour une étendue de terre plus considérable que celle fixée par la résolution 18.—1427, am.

6. *Résolu*, Que, s'il s'agit d'un lot de terre quelconque cédé par lettres patentes, depuis le 9 mars, 1878, ou qui le sera à l'avenir, aux prix et conditions ordinaires, pour fins agricoles, sur lequel lot l'existence d'une mine de phosphate de chaux est constatée,—tout acquéreur de ce lot, ou son représentant légal, s'il veut exploiter cette mine, pourra le faire en payant comptant, au Commissaire, une somme additionnelle suffisante pour atteindre celle exigée par la résolution 20.—1428, am.

7. *Résolu*, Que les concessionnaires des terres octroyées gratuitement ou leurs représentants légaux, seront sujets aux dispositions des résolutions 2, 3, 4, 5 et 6.—1430.

8. *Résolu*, Que toute personne qui a obtenu jusqu'à ce jour, ou qui obtiendra à l'avenir, par lettres patentes, pour l'exploitation de métaux inférieurs, un ou des lots de terre faisant partie des terres publiques, devra,—si elle, ou son représentant légal, découvre et veut exploiter ou faire exploiter une mine de métaux supérieurs,

—payer au Commissaire, en outre du prix déjà payé pour ce terrain minier, une somme additionnelle suffisante pour attendre la somme exigée par la résolution 20, pour l'acquisition de terrains miniers renfermant des métaux supérieurs, si, toutefois le montant déjà payé ne s'élève pas à cette dernière somme. 1431, am.

9. *Résolu*, Que toute personne qui a obtenu, depuis le 24 juillet, 1880, ou qui obtiendra à l'avenir, par simple billet de location, une terre de la Couronne, aux prix et conditions ordinaires pour fins agricoles, et qui n'a pas rempli ou ne remplit pas les conditions voulues, pourra si elle, ou son représentant légal, découvre sur telle terre une mine quelconque et veut l'exploiter, en faire l'exploitation, en payant au Commissaire, une somme additionnelle ainsi que mentionnée dans les résolutions 2, 3, 4, 5 et 6, sinon le titre d'acquisition de telle terre pourra être révoqué par le commissaire. 1433, am.

10. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, aura le pouvoir d'augmenter le prix, par acre, des terrains mentionnés dans les résolutions 2, 3, 4 5, 6 et 9, et que toutes les personnes qui désireront se prévaloir des dispositions de ces dernières résolutions, devront payer les prix augmentés fixés par le dit arrêté en conseil. 1434, am.

11. *Résolu*, Que, lorsqu'une personne devenue propriétaire des propriétés superficielles et souterraines à quelque titre que ce soit, avant le 10 juin, 1884, vendra, hypothéquera, louera ou affectera le droit de mine, sur telle propriété, à une autre personne, en conformité de l'article 2099 du code civil du Bas-Canada, ces propriétés superficielles et souterraines redeviendront deux propriétés parfaitement distinctes et indépendantes l'une de l'autre, à toutes fins que de droit, comme elles l'étaient lorsqu'elles étaient en la possession de la Couronne; en sorte que la vente de l'une de ces propriétés, faite judiciairement ou autrement, n'affectera l'autre en aucune manière que ce soit.

Qu'il est toutefois bien entendu que les droits acquis sur telle propriété, pendant la confusion des propriétés superficielles et souterraines, ne seront nullement affectés par la vente subséquente des droits miniers et par la division des deux propriétés, superficielles et souterraines; seulement le propriétaire de la propriété souterraine devra être poursuivi et mis en cause de la même manière que s'il avait acheté une partie ou un démembrement de la propriété superficielle. 1424.

12. *Résolu*, Que les droits de mine appartenant à la Couronne, dans la propriété souterraine en vertu de la résolution précédente, pourront être acquis du Commissaire en la manière indiquée dans la résolution 17, par le propriétaire superficiel, qui en a la préférence. 1440.

13. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, et d'après les conditions et formalités qu'il croira convenables, réclamer, en tout temps, le droit régalien dû à la Couronne sur toute terre déjà vendue, concédée ou autrement aliénée par la couronne, ou qui pourra l'être à l'avenir, mais seulement cinq ans après la date de telle vente ou aliénation.

Que ce droit régalien, à moins qu'il ne soit autrement fixé par lettres patentes ou autres titres de la couronne, sera déterminé par le Lieutenant-gouverneur en conseil, d'après le rapport de l'inspecteur des mines, et en prenant pour base la valeur, à la mine, du minerai extrait, déduction faite des frais d'extraction, et ne devra pas excéder trois pour cent de cette valeur. 1435, am.

14. *Résolu*, Que toute personne, société ou compagnie pourra faire des explorations et recherches sans permis, pour découvrir des mines ou minerais sur les terres publiques non déjà occupées comme concessions minières ou autrement.

Que, lorsqu'une personne, société ou compagnie désirera jouir des avantages d'un permis, elle pourra l'obtenir du Commissaire, en se conformant aux dispositions de la résolution suivante.

15. *Résolu*, Que la demande d'un permis d'explorations et recherches devra contenir une description aussi exacte que possible du terrain demandé, à la satisfaction du Commissaire, et être accompagnée des honoraires qui suivent, selon le cas :

1. Si la mine est sur la terre d'un particulier, deux piastres pour chaque cent acres, tout nombre moindre devant compter comme cent ;

2. Si la mine est sur une propriété de la Couronne :

a. Dans un territoire arpenté, cinq piastres pour chaque cent acres, tout nombre moindre devant compter comme cent ;

b. Dans un territoire non arpenté, cinq piastres pour chaque mille carré. 1447, am :

Que tel permis sera valable pour trois mois et pourra être renouvelé . 1446 et 1447, am.

16. *Résolu*, Que le porteur d'un permis d'explorations et recherches pourra obtenir ensuite l'achat de cette mine, en payant les prix mentionnés dans la résolution 20, et en se conformant à la loi qui sera basée sur ces résolutions, ainsi qu'aux règlements passés en vertu d'icelle ; le tout, sujet néanmoins au droit de préférence accordé au propriétaire superficiaire de se porter lui-même, à l'exclusion de tous autres, acquéreur des mines et minerais découverts ou qui pourraient l'être, plus tard, dans le sous-sol de sa propriété. 1449a, aj.

17. *Résolu*, Que tout terrain supposé contenir des mines ou minerais appartenant à la Couronne, pourra être acquis du Commissaire des Terres de la couronne :

1. Comme concession minière, à titre de vente, ou

2. Être occupé et exploité en vertu d'un permis d'exploitation. 1439, am.

18. *Résolu*, Qu'aucune vente de concession minière ne pourra être faite à une même personne comprenant plus de quatre cents acres en superficie ;

Que le Lieutenant-gouverneur en conseil aura, néanmoins, le droit d'assigner à cette personne, sur preuve suffisante de ses moyens et de ses capitaux, une étendue de terrain plus considérable, mais n'excédant pas mille acres. 1451 et 1452, am.

19. *Résolu*, Que les concessions minières seront divisées en trois classes comprenant, chacune d'elle respectivement, en outre de l'attribution ordinaire de cinq pour cent pour les chemins, dans chaque cas, la forme et les dimensions suivantes, savoir :

1. Dans un territoire non arpenté :

La première classe comprendra 400 acres,—52 chaînes de largeur sur 80 chaînes et 80 chaînons de profondeur ;

La seconde classe comprendra 200 acres,—26 chaînes de largeur sur 80 chaînes et 80 chaînons de profondeur ;

La troisième classe comprendra 100 acres,—13 chaînes de largeur sur 80 chaînes et 80 chaînons de profondeur ;

2. Que, dans les cantons subdivisés, les trois classes susdites comprendront, respectivement ;

Un, deux et quatre lots, tels que régulièrement divisés, ou plus ou moins, selon le cas, si les lots, étant de figure irrégulière, contiennent chacun, plus ou moins que cent acres en superficie. 1453, am.

20. *Réso'u*, Que, lors des demandes d'achat de concessions minières, les requérants seront tenus de payer au département, le prix entier des concessions minières dont ils voudront faire l'acquisition, aux taux suivants :

1. S'il s'agit de l'exploitation de métaux supérieurs, sur des terrains situés à plus de douze milles d'un chemin de fer en opération, cinq piastres l'acre ; et sur des terrains situés à pas plus de douze milles de tel chemin, dix piastres l'acre ;

2. S'il s'agit de l'exploitation de métaux inférieurs, sur des terrains situés à plus de douze milles d'un chemin de fer en opération, deux piastres l'acre, et sur des terrains situés à pas plus de douze milles de tel chemin, quatre piastres l'acre. 1457, am.

21. *Résolu*, Que le Commissaire pourra, de temps à autre, et aussi souvent que les circonstances l'exigeront, offrir et mettre en vente, tel nombre de concessions minières qu'il jugera à propos.

Que cette vente se fera à l'enchère publique, après avis dûment donné et publié pendant au moins quatre semaines, dans la *Gazette Officielle* de Québec, et dans au moins un journal français et un journal anglais, s'il en est publiés dans ces deux langues, dans chacune des cités de Québec, Montréal et Ottawa.

Que, à chaque telle vente, la mise à prix ou première enchère, sera fixée et déterminée par le Commissaire, mais ne devra, dans aucun cas, être moindre que le montant fixé dans la résolution précédente, et que le prix d'adjudication sera payable comptant, sous peine de nullité absolue de la vente. 1530, am.

22. *Résolu*, Que, à moins de stipulation contraire dans les lettres patent :

S'il s'agit de concessions de métaux supérieurs, la vente de telles concessions donnera à l'acquéreur le droit d'exploiter tous les métaux qui s'y trouvent ;

2. S'il s'agit de concessions de métaux inférieurs, la vente de telles concessions ne donnera à l'acquéreur que le droit d'y exploiter les métaux inférieurs.—
nouv.

23. *Résolu*, Que les terrains miniers devront être vendus à la condition expresse que l'acquéreur commencera, de bonne foi, l'exploitation des minerais y contenus, dans le délai de deux ans, à compter de la date de l'acquisition; et que dans ce délai, l'acquéreur dépensera une somme de pas moins de cinq cents piastres, s'il s'agit de métaux supérieurs, et de pas moins de deux cents piastres, s'il s'agit de métaux inférieurs, dans telle exploitation.

Que le Commissaire pourra révoquer la vente de tels terrains miniers pour défaut d'accomplissement de ces conditions, en la manière suivie pour la révocation des ventes de terres publiques.

Que les lettres patentes ne devront être émises que sur preuve satisfaisante que les conditions ci-dessus ont été remplies. 1462, am.

24. *Résolu*, Que, sous peine d'une amende de deux cents piastres et les frais, ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement, il sera défendu à toute personne d'exploiter une mine quelconque, sur les terres publiques, ou sur les terres des particuliers lorsque le droit de mine appartient à la Couronne, sans en avoir fait l'acquisition en vertu de la loi, ou avoir obtenu un permis d'exploitation et payé l'honoraire et la rente exigés par la résolution suivante. 1475, am.

25. *Résolu*, Que les permis d'exploitation minière seront accordés sur paiement d'un honoraire de cinq piastres et d'une rente annuelle d'une piastre par acre.

2. Que tout tel permis sera valable pour un an à compter de la date de son émission, et ne sera transférable que du consentement du Commissaire.

3. Qu'il ne pourra être accordé pour une étendue de plus de deux cents acres en superficie, à moins que le Lieutenant-gouverneur en conseil ne le décide autrement, en vertu de la résolution 29.

4. Que le porteur de tel permis pourra le renouveler avant son expiration et pas plus tard que dix jours francs après telle expiration, en payant un même honoraire de cinq piastres ou toute autre somme fixée par la loi à l'époque de son émission, et une rente annuelle d'une piastre par acre.

5. Qu'aucun tel permis ne pourra être renouvelé que sur le paiement du dit honoraire et de la dite rente annuelle.

Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le jugera à propos, de substituer le droit régalien aux lieu et place des honoraires d'un permis et d'une rente annuelle comme susdit; excepté, toutefois, dans les endroits de cette province où le droit régalien, dû à la Couronne en vertu de lettres patentes, est payé par honoraires de permis d'exploitation. 1480, am.

26. *Résolu*, Que tout porteur d'un permis d'exploitation minière sur la terre d'un particulier sera autorisé à y faire des fouilles chaque fois que tel particulier y consentira volontairement ou aura été forcé de le permettre, en vertu des dispositions d'arbitrage établies par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions. 1481.

27. *Résolu*, Que tout requérant de permis sur les terres publiques, aura droit de planter un piquet de bois à chaque sommet d'angle du terrain pour lequel il voudra obtenir ce permis. 1504. am.

28. *Résolu*, Que celui qui découvrira une nouvelle mine sur les terres publiques aura droit à un permis d'exploitation gratuit, valable pour douze mois, pour l'étendue prescrite par la résolution 25, ou par les règlements qui pourront être promulgués en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et se trouver en vigueur à l'époque de cette découverte; pourvu que la découverte ait été mandée, sans délai, par écrit, à l'inspecteur de la division minière.

Que quiconque ne donnera pas immédiatement avis de sa découverte, sera privé, pendant un an, de la faculté d'exploiter sur les terres publiques. 1510.

29. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur en Conseil pourra, de temps à autre, faire tout règlement qu'il jugera nécessaire ou convenable.

1. Pour diminuer ou augmenter l'étendue des terrains pour lesquels les permis d'exploitation sont accordés, ou en changer la configuration.

2. Pour changer les prix, termes et conditions des permis d'exploitation et pour augmenter le prix des concessions minières.

3. Pour réserver les terrains trouvés riches en mines et minerais, ou les retirer temporairement de la vente.

4. Pour classer dans l'une des deux catégories de la résolution première tels minéraux qui n'y sont spécialement dénommés, ou changer de catégorie ceux qui y sont indiqués.

5. Pour l'ouverture, la construction, l'entretien et l'usage de fossés, aqueducs ou conduits, à travers, ou sur les concessions minières, ou les terrains sous permis d'exploitation, dans le but de faciliter le transport et le passage de l'eau pour des fins minières.

6. Pour ériger en division minière, toute partie de la province qu'il jugera à propos,—agrandir ou diminuer, de temps à autre, telle division ou l'abolir chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

7. Pour établir et entretenir des routes à travers les divisions minières et généralement pour exécuter plus efficacement les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions. 1545. am.

30. *Résolu*, Que les présentes résolutions n'affecteront point les promesses de vente de concessions minières qui ont pu avoir été faites pour une plus grande étendue que celle mentionnée dans la résolution 18, en vertu de l'acte 54 Vict. chap. 15, ni n'affecteront les droits acquis.

Ordonné, que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux asiles d'aliénés.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux écoles d'industrie.

Résolu, Que, demain cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux écoles de réforme.

Sur motion de l'honorable M. Beaubien, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la nomination d'un Commissaire à l'exposition de Chicago. (*Columbian Exposition*.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'article 705 du code de procédure civile, relativement au paiement des certificats de registrateur ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 14 juin 1892.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Acte relatif à la qualification des membres du Conseil législatif," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte relatif à la qualification des membres du Conseil législatif," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a pris en considération le bills suivants :

Bill amendant la loi du notariat, qu'il rapporte avec amendements ;

Et Bill amendant l'article 5340 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la liquidation des compagnies d'assurance mutuelle, qu'il rapporte sans amendement.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de Lachine, et conférant de nouveaux pouvoirs à cette corporation.

Bill (du Conseil législatif) intitulé : Acte abrogeant et remplaçant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 62, intitulé : " Acte constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe."

M. Grenier, du comité spécial nommé pour prendre en considération le Bill modifiant la loi concernant les dentistes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre qu'il a choisi M. P. Grenier pour son président, et qu'après avoir pris en considération le dit bill modifiant la loi des dentistes, il a l'honneur de le rapporter avec amendements.

M. Beauchamp, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération l'article 81 des règlements du Conseil d'agriculture, déclarant que les sociétés d'agriculture ne doivent accorder de prix qu'aux reproducteurs enregistrés, adhère à ce règlement ; mais considérant que bien peu de comtés possèdent encore de ces reproducteurs, il recommande que cette résolution reste dans la loi, mais soit aussi suspendue pour trois ans.

Votre comité recommande aussi d'amender l'article 53 des règlements du Conseil d'agriculture, en remplaçant les mots " 15 mars, " de l'avant dernière ligne, par les mots " 1er juin ".

Votre comité recommande, ensuite, que le discours de l'honorable Commissaire de l'Agriculture, prononcé lors de l'adoption de l'item de \$10,000 du budget, pour l'encouragement de l'industrie laitière, soit traduit et imprimé dans les deux langues pour distribution.

Enfin, votre comité recommande d'amender la loi de l'agriculture, de manière à déclarer qu'un membre du Conseil d'agriculture soit ajouté au nombre des directeurs des sociétés d'agriculture autorisées par la loi actuelle.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Chicoyne, du comité spécial nommé pour examiner le Bill ordonnant et régularisant la fermeture des magasins dans les cités et villes incorporées de la province de Québec, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir nommé M. J. Chicoyne, pour son président, a pris en considération le dit bill ordonnant et régularisant la fermeture des magasins dans les cités et villes incorporées de la province de Québec, qu'il a l'honneur de rapporter à votre honorable Chambre avec amendements.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu. Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux droits à percevoir sur les successions et les transports de propriétés.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux fonds des bâtisses et des jurés.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à certaines licences.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la loi des licences de Québec.

L'ordre du jour pour que la seconde lecture des résolutions rapportées hier, du comité général concernant les mines, étant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Taillon,

Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill à l'effet d'amender et de refondre la loi des mines.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux asiles d'aliénés, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme, immédiatement, en le dit comité.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que les aliénés qui n'ont pas, par eux-mêmes, ou par des personnes tenues par la loi à leur fournir des aliments et des soins, les moyens de payer, en tout ou en partie, le coût de leur internement, entretien, séjour et traitement dans un asile, et les idiots et les imbéciles, lorsqu'ils sont dangereux, une cause de scandale, sujets à des attaques d'épilepsie, ou d'une difformité monstrueuse, et sont incapables de payer leur entretien, internement, séjour et traitement, en tout ou en partie, pourront y être admis, et que la province paiera la moitié du coût de l'internement du séjour, de l'entretien et du traitement du patient dans cet asile, et la municipalité de la cité ou de la ville incorporée, ou du comté où résidait le patient, lors de son internement, l'autre moitié.

2. *Résolu*, Que la part contributoire de la municipalité devra être payée au percepteur du revenu de la Province, pour le district dans lequel se trouve la municipalité, le ou avant le premier juin de chaque année ; et si elle n'a pas été payée à cette date, tel percepteur pourra en poursuivre le recouvrement, en son nom, devant toute cour de juridiction compétente.

3. *Résolu*, Que tout montant payé, comme dit ci-dessus, par une municipalité, sera considéré comme dette imposable, en vertu du code municipal, ou des chartes des cités et villes, et pourra être perçu de la même manière que toute taxe ordinaire sur les municipalités locales ou les contribuables, selon le cas.

4. *Résolu*, Que tout montant dû à la Province en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, constituera une dette privilégiée, qui prendra rang immédiatement après les frais de justice.

5. *Résolu*, Que, dans le cas où les certificats qui devront accompagner la demande d'admission d'un patient à un asile, aux frais du gouvernement et des municipalités, cités ou villes, comme dit ci-dessus, démontreront que le patient ou

un ou plusieurs parents obligés par la loi à son entretien, ont les moyens de payer, en tout ou en partie, le coût des internement, séjour, entretien, et traitement du patient, le Secrétaire de la Province déterminera, en se basant sur ces certificats, le montant qui doit être payé par le patient, ou par ses parents, et la part contributive de chacun d'eux.

6. *Resolu*, Que le signataire de la demande d'internement d'un patient dans un asile, ou toute personne obligée par la loi à son entretien, devra aller y chercher ce patient à ses frais, dès qu'elle en sera requise par le Secrétaire de la Province, ou par le Surintendant médical de tel asile, sous peine d'une amende n'excédant pas trente piastres.

7. *Resolu*, Que les frais de transport d'un patient à l'asile seront, dans tous les cas, à la charge de la municipalité de cité, de ville ou de comté intéressé, et pourront être réclamés en même temps et de la manière que les frais de garde et d'entretien.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Marion fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Resolu*, Que les aliénés qui n'ont pas, par eux-mêmes, ou par des personnes tenues par la loi à leur fournir des aliments et des soins, les moyens de payer, en tout ou en partie le coût de leur internement, entretien, séjour et traitement dans un asile, et les idiots et les imbéciles, lorsqu'ils sont dangereux, une cause de scandale, sujets à des attaques d'épilepsie, ou d'une difformité monstrueuse, et sont incapables de payer leur entretien, internement, séjour et traitement en tout ou en partie, pourront y être admis, et que la Province paiera la moitié du coût de l'internement du séjour, de l'entretien et du traitement du patient dans cet asile, et la municipalité de la cité ou de la ville incorporée, ou du comté où résidait le patient lors de son internement, l'autre moitié.

2. *Resolu*, Que la part contributive de la municipalité devra être payée au percepteur du revenu de la Province, pour le district dans lequel se trouve la municipalité, le ou avant le premier juin de chaque année, et si elle n'a pas été payée à cette date, tel percepteur pourra en poursuivre le recouvrement, en son nom, devant toute cour de juridiction compétente.

3. *Résolu*, Que tout montant payé, comme dit ci-dessus, par une municipalité sera considéré comme une dette imposable, en vertu du code municipal ou des chartes des cités et villes, et pourra être perçu de la même manière que toute taxe ordinaire sur les municipalités locales ou les contribuables, selon le cas.

4. *Résolu*, Que tout montant dû à la Province en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, constituera une dette privilégiée, qui prendra rang immédiatement après les frais de justice.

5. *Résolu*, Que, dans le cas où les certificats qui devront accompagner la demande d'admission d'un patient à un asile, aux frais du gouvernement et des municipalités, cités ou villes, comme dit ci-dessus, démontreront que le patient ou un ou plusieurs parents obligés par la loi à son entretien, ont les moyens de payer, en tout ou en partie, le coût des internement, séjour, entretien et traitement du patient, le Secrétaire de la Province déterminera, en se basant sur ces certificats, le montant qui doit être payé par le patient ou par ses parents, et la part contributoire de chacun d'eux.

6. *Résolu*, Que le signataire de la demande d'internement d'un patient dans un asile, ou toute personne obligée par la loi à son entretien, devra aller y chercher ce patient, à ses frais, dès qu'elle en sera requise par le Secrétaire de la Province, ou par le Surintendant médical de tel asile, sous peine d'une amende n'excédant pas trente piastres.

7. *Résolu*, Que les frais de transport d'un patient à l'asile seront, dans tous les cas, à la charge de la municipalité de cité, de ville ou de comté intéressé, et pourront être réclamés en même temps et de la même manière que les frais de garde et d'entretien.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant les asiles d'aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux écoles d'industrie, étant lu,

L'honorable M. Pelletier informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que la garde, l'entretien, le séjour et le traitement de tout enfant dans une école d'industrie, qui y sera envoyé après le premier juillet mil huit cent quatre-vingt douze, en vertu des articles 3137 et 3138 des Statuts refondus, seront payés, pour un quart par le gouvernement et pour les trois quarts par la municipalité locale, la cité ou ville incorporée, dans laquelle l'enfant demeurerait au moment de son entrée à l'école d'industrie.

2. Que la part contributoire de la municipalité, cité ou ville devra être payée, chaque année, au percepteur du revenu de la province pour le district dans lequel se trouve la municipalité locale, cité ou ville, le ou avant le premier de mai qui suit la demande qui lui en est faite par le percepteur ; et, si elle n'est pas payée à cette date, tel percepteur pourra en poursuivre le recouvrement, en son nom, devant toute cour de juridiction compétente.

3. Que tout montant payé comme dit ci-dessus, par une municipalité locale, cité ou ville, sera considéré comme une dette imposable, en vertu du code municipal ou de la charte de la cité ou ville, et pourra être perçu de la même manière que toute taxe ordinaire.

4. Qu'il sera permis à toute municipalité locale, cité ou ville qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement, de se faire rembourser cette somme, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de cet enfant, ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

5. Que tout montant dû à la province en vertu de la présente résolution, constituera une dette privilégiée, qui prendra rang immédiatement après les frais de justice.

2. *Résolu*, Que la garde, l'entretien, le séjour et le traitement de tout enfant envoyé à une école d'industrie, à la demande du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, du tuteur ou d'un parent, ne seront pas payés par la Province, et que les directeurs de telle école pourront se faire donner des garanties pour le paiement de ces frais par les personnes intéressées et ne seront tenus de recevoir aucun enfant, si ces garanties ne sont pas données à leur satisfaction.

3. *Résolu*, Qu'à l'avenir le gouvernement ne paiera aucune partie de la garde, de l'entretien, du séjour et du traitement d'un enfant envoyé à une école d'industrie, à la demande du maire d'une municipalité locale, ou d'une municipalité de cité ou ville incorporée, avec l'autorisation du conseil de sa municipalité, mais que le coût en sera payé, en totalité, par la municipalité, à la demande du maire de laquelle l'enfant a été envoyé à l'école d'industrie.

2. Qu'il sera permis à toute municipalité, qui a ainsi payé une somme d'argent, de se faire rembourser cette somme, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de cet enfant ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

3. Que tout montant payé, comme dit ci-dessus, par une municipalité locale, cité ou ville sera considéré comme une dette imposable, en vertu du code muni-

cipal ou de la charte de cité ou ville, et pourra être perçu de la même manière que toute taxe ordinaire.

4. *Résolu*, Que les frais de transport d'un enfant à une école d'industrie sont dans tous les cas, à la charge de la municipalité, cité ou ville, ou des parents intéressés.

5. *Résolu*, Qu'à l'avenir, nul ordre pour l'internement d'un enfant dans une école d'industrie ne sera donné, tant que cet enfant n'aura pas atteint l'âge de six ans, et qu'il ne pourra y être détenu après avoir atteint l'âge de douze ans, aux frais de la Province, ni des municipalités locales, cités ou villes, à moins qu'il ne soit empêché de sortir de l'école par maladie ou infirmité corporelle, ou que les municipalités locales, cités ou villes, ou les intéressés, ne consentent et ne s'engagent à payer les frais de garde, d'entretien et de traitement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions,

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Hackett fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que la garde, l'entretien, le séjour et le traitement de tout enfant dans une école d'industrie, qui y sera envoyé après le premier juillet mil huit cent quatre-vingt douze, en vertu des articles 3137 et 3138 des Statuts refondus, seront payés, pour un quart par le gouvernement et pour les trois quarts par la municipalité locale, la cité ou ville incorporée, dans laquelle l'enfant demeurerait au moment de son entrée à l'école d'industrie.

2. Que la part contributive de la municipalité, cité ou ville devra être payée, chaque année, au percepteur du revenu de la Province pour le district dans lequel se trouve la municipalité locale, cité ou ville, le ou avant le premier de mai qui suit la demande qui lui en est faite par le percepteur; et, si elle n'est pas payée à cette date, tel percepteur pourra en poursuivre le recouvrement, en son nom, devant toute cour de juridiction compétente.

3. Que tout montant payé comme dit ci-dessus, par une municipalité locale, cité ou ville, sera considéré comme une dette imposable, en vertu du code municipal ou de la charte de cité ou ville, et pourra être perçu de la même manière que toute taxe ordinaire.

4. Qu'il sera permis à toute municipalité locale, cité ou ville qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement, de se faire rembourser cette somme par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de cet enfant, ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

5. Que tout montant dû à la province en vertu de la présente résolution, constituera une dette privilégiée, qui prendra rang immédiatement après les frais de justice.

2. *Résolu*, Que la garde, l'entretien, le séjour et le traitement de tout enfant envoyé à une école d'industrie, à la demande du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, du tuteur ou d'un parent, ne seront pas payés par la province, et que les directeurs de telle école pourront se faire donner des garanties pour le paiement de ces frais par les personnes intéressées et ne seront tenus de recevoir aucun enfant, si ces garanties ne sont pas données à leur satisfaction.

3. *Résolu*, Qu'à l'avenir le gouvernement ne paiera aucune partie de la garde, de l'entretien, du séjour et du traitement d'un enfant envoyé à une école d'industrie, à la demande du maire d'une municipalité locale, ou d'une municipalité de cité ou ville incorporée, avec l'autorisation du conseil de sa municipalité, mais que le coût en sera payé, en totalité, par la municipalité, à la demande du maire de laquelle l'enfant a été envoyé à l'école d'industrie.

2. Qu'il sera permis à toute municipalité, qui a ainsi payé une somme d'argent, de se faire rembourser cette somme, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de cet enfant ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

3. Que tout montant payé comme dit ci-dessus par une municipalité locale, cité ou ville sera considéré comme une dette imposable, en vertu du code municipal ou de la charte de cité ou ville, et pourra être perçu de la même manière que toute taxe ordinaire.

4. *Résolu*, Que les frais de transport d'un enfant à une école d'industrie sont, dans tous les cas, à la charge de la municipalité, cité ou ville ou des parents intéressés.

5. *Résolu*, Qu'à l'avenir, nul ordre pour l'internement d'un enfant dans une école d'industrie ne sera donné, tant que cet enfant n'aura pas atteint l'âge de six ans, et qu'il ne pourra y être détenu après avoir atteint l'âge de douze ans, aux frais de la province ni des municipalités locales, cités ou villes, à moins qu'il ne soit empêché de sortir de l'école par maladie ou infirmité corporelle, ou que les municipalités locales, cités ou villes, ou les intéressés, ne consentent et ne s'engagent à payer les frais de garde, d'entretien et de traitement.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant les écoles d'industrie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives aux écoles de réforme étant lu ;

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que la garde et l'entretien de tout enfant dans une école de réforme, qui y sera envoyé après le premier juillet mil huit cent quatre-vingt-douze, seront payés, un quart par le gouvernement et trois quarts par la municipalité locale, la cité ou ville incorporée, dans laquelle l'enfant demeurerait au moment de son arrestation ; et, dans le cas où un enfant sera envoyé d'une école d'industrie à une école de réforme, conformément aux dispositions de l'article 3158 des Statuts refondus, les trois quarts mentionnés en dernier lieu, seront payés par la municipalité locale, la cité ou ville incorporée, dans laquelle l'enfant demeurerait au moment de son entrée à l'école d'industrie.

2. *Résolu*, Que la part contributoire de la municipalité locale, cité ou ville, devra être payée au percepteur du revenu de la province pour le district dans lequel se trouve telle municipalité locale, cité ou ville, le ou avant le premier mai de chaque année ; et, si elle n'a pas été payée, à cette date, tel percepteur pourra en poursuivre le recouvrement, en son nom, devant toute cour de juridiction compétente.

3. *Résolu*, Que tout montant payé, comme ci-dessus, par une municipalité locale, cité ou ville, sera considéré comme une dette imposable, en vertu du code municipal ou de la charte de cité ou ville, et pourra être perçu de la même manière que toute taxe ordinaire.

4. *Résolu*, Qu'il sera permis à toute municipalité locale, cité ou ville qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement, de se faire rembourser cette somme, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de cet enfant, ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

5. *Résolu*, Que tout montant dû à la province en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, constituera une dette privilégiée, qui prendra rang immédiatement après les frais de justice.

6. *Résolu*, Que les frais de transport d'un enfant à une école de réforme seront, dans tous les cas, à la charge de la municipalité, cité ou ville, ou des parents intéressés.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions,

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Hackett fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que la garde et l'entretien de tout enfant dans une école de réforme, qui y sera envoyé après le premier juillet mil huit cent quatre-vingt-douze, seront payés, un quart par le gouvernement et trois quarts par la municipalité locale, la cité ou ville incorporée, dans laquelle l'enfant demeurerait au moment de son arrestation ; et, dans le cas où un enfant sera envoyé d'une école d'industrie à une école de réforme, conformément aux dispositions de l'article 3158 des Statuts refondus, les trois quarts mentionnés en dernier lieu seront payés par la municipalité locale, la cité ou ville incorporée, dans laquelle l'enfant demeurerait au moment de son entrée à l'école d'industrie.

2. *Résolu*, Que la part contributoire de la municipalité locale, cité ou ville, devra être payée au percepteur du revenu de la province pour le district dans lequel se trouve telle municipalité locale, cité ou ville, le ou avant le premier mai de chaque année ; et, si elle n'a pas été payée, à cette date, tel percepteur pourra en poursuivre le recouvrement, en son nom, devant toute cour de juridiction compétente.

3. *Résolu*, Que tout montant payé, comme dit ci-dessus, par une municipalité locale, cité ou ville, sera considéré comme une dette imposable, en vertu du code municipal, ou de la charte de cité ou ville, et pourra être perçu de la même manière que toute taxe ordinaire.

4. *Résolu*, Qu'il sera permis à toute municipalité locale, cité ou ville qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement, de se faire rembourser cette somme, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de cet enfant, ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

5. *Résolu*, Que tout montant dû à la province en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, constituera une dette privilégiée, qui prendra rang immédiatement après les frais de justice.

6. *Résolu*, Que les frais de transport d'un enfant à une école de réforme seront dans tous les cas, à la charge de la municipalité, cité ou ville, ou des parents intéressés.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant les écoles de réforme.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,
Résolu, nemine contradicente, Qu'à partir de vendredi, le 17 juin inclusive-
ment, cette Chambre ait deux séances par jour : la première de 3 à 6 heures de
l'après-midi, et la seconde de 8 heures jusqu'à l'ajournement.

Sept heures et demie, P. M.

*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles
de cette Chambre.*

L'ordre du jour appelant la Chambre de nouveau en comité général sur le Bill
continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81,
relative aux piliers et estacades flottantes dans la rivière Nicolet, et pour l'amender,
étant lu,

Objection est faite par M. Cooke que la Chambre ne peut prendre ce bill en
considération maintenant, attendu que le comité des bills privés a irrégulièrement
remplacé le nom de certains pétitionnaires par un autre nom, lequel changement
n'est pas prévu par les avis.

M. l'Orateur remet sa décision à une époque ultérieure.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill
amendant la charte de la cité de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque
temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a
fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de
nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a
apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements,
pour lesquels il demande le concours de la Chambre, savoir :

Bill intitulé : "Loi concernant une certaine substitution créée par le testa-
ment de feu Colin Campbell" ;

Bill intitulé : "Acte autorisant des octrois gratuits aux pères et mères de douze
enfants" ;

Et Bill intitulé : "Acte pour incorporer le Crédit Canadien."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le
Conseil législatif au bill intitulé : "Loi concernant une certaine substitution créée
par le testament de feu Colin Campbell ;" lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs
Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte autorisant des octrois gratuits aux pères et mères de douze enfants ; " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer le Crédit canadien. " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à la nomination d'un Commissaire à l'exposition universelle de Chicago, étant lu ;

L'honorable M. Beaubien informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un membre de l'Assemblée législative, Commissaire pour représenter la province de Québec à l'exposition universelle qui aura lieu à Chicago, Illinois, en mil huit cent quatre-vingt-treize, et fixer les émoluments de ce Commissaire qui seront payables à même les sommes votées par la Législature pour cet objet.

2. *Résolu*, Que le dit Commissaire, à raison de cette nomination, ou rémunération, ou acceptation de cette nomination, ne perdra pas son siège, n'invalidera pas son élection et n'encourra aucune pénalité imposée par les Statuts refondus, pour avoir, par la suite, siégé ou voté, en sa qualité de membre de l'Assemblée législative.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un membre de l'Assemblée législative, Commissaire pour représenter la province de Québec à l'exposition universelle qui aura lieu à Chicago, Illinois, en l'an huit cent quatre-vingt-treize, et fixer les émoluments de ce Commissaire qui seront payables à même les sommes votées par la Législature, pour cet objet.

2. *Résolu*, Que le dit Commissaire, à raison de cette nomination, ou rémunération, ou acceptation de cette nomination, ne perdra pas son siège, n'invalidera pas son élection et n'encourra aucune pénalité imposée par les Statuts refondus, pour avoir, par la suite, siégé ou voté, en sa qualité de membre de l'Assemblée législative.

Et la question étant mise aux voix, que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions, sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill concernant la nomination d'un Commissaire à l'exposition universelle de Chicago.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du Bill portant la nomination d'un inspecteur des appareils de chargement.

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, pour plus ample considération.

La Chambre en conséquence, se forme, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a fait quelque progrès et demande qu'il lui soit permis de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Un Bill modifiant certaines dispositions du Code de procédure civile relativement à la cession de biens est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill défendant la vente de liqueurs enivrantes sur les terrains d'expositions industrielles, agricoles ou de bestiaux, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant les Statuts refondus de la province de Québec, en abrogeant les sections 442, 443, 444, 445 et 446, concernant l'état des dépenses d'élection à être fourni à l'officier-rapporteur; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tersier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: "Acte modifiant de nouveau la loi électorale de Québec, relativement aux dépenses d'élection."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill portant réglementation des subventions municipales; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ce bill, tel que modifié en comité général, soit remise à demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant la loi relative au collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, étant lu;

Et la question,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, étant mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cholette fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill prohibant les loteries ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, présente,—la correspondance entre Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec et l'honorable M. Mercier, ex-premier ministre de cette province, relative au renvoi d'office de ce dernier. (*Document de la session No. 55.*)

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 15 juin 1892.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De *The Sun Life Insurance Company* et autres compagnies d'assurance et sociétés de prêt, demandant que le Bill établissant l'impôt sur les biens meubles ne devienne pas loi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi concernant la Compagnie *The Montreal Water and Power Company* ; "

Bill intitulé : " Loi autorisant le *St. James' Club of Montreal*," à augmenter son capital-actions, et lui accordant d'autres pouvoirs ; "

Et le Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du " Richelieu et Lac Memphremagog."

M. Duplessis, du comité permanent des divers bills privés présente à la Chambre le dix-huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill concernant la construction de l'église catholique de la paroisse de la Nativité de la Sainte Vierge, Hochelaga, Montréal, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement l'article 5340 des Statuts refondus concernant la liquidation des compagnies d'assurance mutuelle ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill portant réglementation des subventions municipales, tel qu'amendé en Comité général de la Chambre.

Ordonné, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, que le bill passe et que le titre soit : "Loi relative aux subventions municipales accordées aux manufacturiers par les corporations municipales."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill portant nomination d'un inspecteur des appareils de chargement ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill relatif à la constitution des associations de bienfaisance, des sociétés nationales, des unions de métiers et des sociétés de travail ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bédard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Duplessis propose comme amendement à la motion, secondé par M. Marion,—Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots : "dans six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beaubien,
Beauchamp,
Cooke.
Descarries,
Desjardins,
Doyon,

Duplessis,
England,
Flynn,
Gosselin,
Greig,
McDonald,

McIntosh,
Magnan,
Marion,
Pelletier,
Petit,
Rioux,

Simpson,
Spencer,
Stephens,
Taillon,
Tellier.
Tessier (Portneuf).—24.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Savoria,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Turgeon.—34.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hackett,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,
Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'honorable M. Pelletier propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le Bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender.”

Et l'amendement étant mis aux voix ; il est résolu affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en ledit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bédard fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, vendredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la subornation et la corruption des membres du parlement ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET REPONSES.

Par M. Déchène.—Y a-t-il un silo subventionné par le gouvernement dans le comté de l'Islet ?

Si oui, quel est le nom du propriétaire ?

Qui a recommandé tel paiement ?

Quel est le nom du juge qui a recommandé tel paiement et par qui a-t-il été nommé ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Oui.

2. Jean Chouinard, de St-Jean Port-Joly.

3. \$36.00.

4 et 5. Sur recommandation de l'honorable H.-G. Joly de Lotbinière, comme président du Conseil d'agriculture et du Rév. C. E. Frenette, curé de St-Jean Port-Joly, reconnu comme juge des silos du comté de l'Islet, par la société d'agriculture de ce comté, en 1891.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il payé l'octroi réclamé par la société d'agriculture du comté de l'Islet ?

Si oui, à qui le montant a-t-il été transmis et quand ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Oui.

2. Le 12 mai 1892, à M. Gustave Verreault, de St-Jean Port-Joly, secrétaire-trésorier de la société d'agriculture de l'Islet, \$321.44.

Par M. Dechène.—Y a-t-il eu un concours pour le mérite agricole dans cette province, avant le premier janvier dernier ?

Si oui, quand a-t-il eu lieu ?

Les juges ont-ils fait leur rapport ?

Si oui, quand a-t-il été transmis au gouvernement ?

Combien y a-t-il d'heureux concurrents ?

Ont-ils reçu les médailles et diplômes que la loi leur accorde ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Avant le premier janvier dernier, il y a eu deux concours pour le mérite agricole.

2. En 1890, l'examen des fermes a commencé le 25 juin et s'est terminé le 6 août, et en 1891, le concours s'est ouvert le 16 juin et s'est terminé le 31 août.

3. Oui, et l'honorable député de l'Islet a déjà celui de 1891 en mains depuis plusieurs semaines.

4. Le rapport de 1891 a été remis au gouvernement dans le cours d'octobre dernier.

5. En consultant ce rapport, on trouvera les renseignements demandés.

6. Pas encore, mais ces médailles et diplômes seront remis, ces jours-ci, à ceux qui les ont mérités, au concours de 1891.

Par M. Dechène.—Le gouvernement se propose-t-il de continuer les concours pour le mérite agricole ?

Si oui, combien a-t-il reçu d'applications de futurs concurrents ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Oui.

2. Dix-sept applications ont été faites, jusqu'ici, au département de l'agriculture.

Par M. Marion,—1. M. Charles Toussaint Côté est-il encore employé par le gouvernement ?

2. Si oui, quelle est la nature de ses fonctions, et de quel département relève-t-il ?

3. Sa position est-elle permanente ?

4. Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Oui.

2. En qualité d'inspecteur des manufactures de la province de Québec. Il relève du département de l'Agriculture et de la Colonisation.

3. Oui.

4. \$1,000.00.

Par M. Turgeon,—Le gouvernement a-t-il reçu communication d'une résolution du conseil du comté de Témiscouata demandant un octroi de \$5,000.00 pour réparer le chemin du lac Témiscouata ?

Si oui, le gouvernement est-il décidé à accorder cette demande ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le 7 janvier, 1891, le département de l'Agriculture et de la Colonisation, a reçu par l'entremise de monsieur C.-E. Pouliot, alors député de Témiscouata, une requête du conseil du comté, demandant un octroi de \$5,000.00 pour réparer et entretenir le chemin Témiscouata.

Le gouvernement d'alors a répondu à M. Pouliot que cette demande aurait dû être l'objet d'un vote spécial de la législature, et l'octroi n'a pas été accordé.

Une semblable demande du conseil du comté, mais ne mentionnant aucun montant, a été de nouveau transmise à ce département par M. Rioux, le député actuel, le 9 courant.

Le gouvernement la prendra en considération avec les autres demandes du même comté, lorsqu'il fera le partage du subside de la colonisation.

Par M. Turgeon,—La Société Saint-Jean-Baptiste des Trois-Pistoles, ou quelque autre société du comté de Témiscouata, a-t-elle demandé au gouvernement un octroi de \$10,000 pour une route de colonisation depuis Saint-Jean-de-Dieu jusqu'à la frontière du Nouveau-Brunswick ?

Si oui, le gouvernement est-il disposé à accepter les conclusions de cette requête ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Comme question de fait, il n'y a pas de société de colonisation à Saint-Jean-Baptiste des Trois-Pistoles, attendu que pour des raisons que nous ne sommes pas disposés à endosser, l'ancien gouvernement n'a pas voulu reconnaître telle société.

Cependant, à la date du 12 mars 1890, le secrétaire provisoire d'une société en voie de formation devant porter le titre de Société Saint-Jean-Baptiste des Trois-Pistoles, Monsieur C.-E. d'Amour a transmis des requêtes signées de plusieurs colons de différentes localités demandant \$5,000.00 pour commencer l'ouverture d'une route de colonisation devant partir de Saint-Jean-de-Dieu et aboutir à la frontière du Nouveau-Brunswick.

Aucune réponse n'a été donnée à cette demande de M. d'Amour, par l'ancien gouvernement autre que celle indiquée dans une lettre notifiant ce Monsieur que le gouvernement ne croyait pas devoir reconnaître la société en voie de formation.

Le 2 septembre dernier, 1891, Monsieur Napoléon Rioux nous a fait la même demande de commencer l'ouverture de cette route. Il n'y a pas eu de réponse de donnée à cette demande, dans le temps.

Au moins il n'y en a pas de traces dans les registres du bureau de la colonisation.

Cette demande sera prise en considération, lorsque nous étudierons les autres demandes du comté.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'ordre du jour appelant la Chambre de nouveau en comité général sur le Bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81, relative aux piliers et estacades flottantes, dans la rivière Nicolet, et pour l'amender, étant lu,

M. l'Orateur, (sur l'objection faite hier par M. Cooke, que la Chambre ne peut prendre ce bill en considération maintenant, attendu que le comité des bills privés a irrégulièrement remplacé le nom de certains pétitionnaire par un autre nom, lequel changement n'est pas prévu par les avis,) décide comme suit :

Je suis appelé à me prononcer sur les deux points suivants :

“ 1. La Chambre a-t-elle le droit de procéder à la considération d'un bill comportant un amendement non prévu par les avis ?

2, Le comité des bills privés, a-t-il le droit d'introduire dans un bill un amendement non prévu par les avis ? ”

La Chambre peut prendre ce bill en considération, parceque le comité des bills privés n'ayant pas fait de rapport motivé contre son préambule, ce bill a été régulièrement placé sur les ordres du jour conformément à la 22e et à la 65e règle de cette Chambre.

Il appartient au comité, auquel un bill privé a été référé, de s'enquérir du mérite de la pétition qui lui sert de base, (Bourinot, page 710), et c'est son devoir de protéger les intérêts affectés. Pour atteindre ce but, le comité peut apporter des amendements au bill, pourvu que ces amendements ressortent du bill et n'en étendent pas les opérations au-delà des limites fixées par les avis. (Todd, Législation privée, page 104).

Par conséquent, s'il est prouvé au comité qu'un des pétitionnaires n'a pas droit aux privilèges demandés, ou qu'il n'est pas en position d'atteindre l'objet en vue dans le bill, (règle 61,) le comité peut faire une substitution de nom, sans changer la nature des privilèges mentionnés dans les avis.

Il est d'usage parlementaire que les comités fassent mention, dans leurs rapports, des amendements importants apportés au bill et des raisons qui les ont motivés.

C'est à la Chambre de décider si elle est suffisamment informée par le rapport du comité des bills privés, quant à la nature des amendements et des raisons qui les ont motivés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant les divers actes relatifs à la corporation de la ville de Lachine et conférant de nouveaux pouvoirs à cette corporation ; après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Loi modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de Lachine et conférant de nouveaux pouvoirs à cette corporation."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte abrogeant et remplaçant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 62, intitulé : "Acte constituant en corporation l'Union St-Joseph de St-Hyacinthe ;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacouture fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement la charte de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, vendredi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Loi validant le mariage de Henri-Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert."

Bill intitulé : "Loi accordant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves, en matières municipales et scolaires."

Bill intitulé : "Loi pour régulariser et authentifier certains registres et documents du département du Régistrare de la province."

Et bill intitulé : "Loi constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de Saint-Henri."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Loi validant le mariage de Henri-Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Loi accordant le droit de voté aux filles majeures et aux veuves, en matières municipales et scolaires," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Loi pour régulariser et authentifier certains registres et documents du département du Régistrare de la province," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Loi constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de Saint-Henri," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81, relative aux piliers et estacades flottantes dans la rivière Nicolet; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, vendredi prochain.

M. Carbray, du comité spécial sur le Bill portant refonte de la loi pour la protection du gibier et des animaux à fourrure, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Félix Carbray, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à six membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill à l'effet d'amender et de refondre la loi des mines ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme immédiatement en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, vendredi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la nomination d'un Commissaire à l'exposition de Chicago ;

L'honorable M. Beaubien propose, secondé par l'honorable M. Hall,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Dechène propose comme amendement à la motion, secondé par M. Lussier, Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois, à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Girard (de Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau.—35.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Petit,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour vendredi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jnsqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 17 juin 1892.

Trois heures, P. M.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation de l'Université McGill,—et de la Faculté de l'Université McGill, demandant, respectivement que le Bill amendant la loi relative au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, ne devienne pas loi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi interprétant deux actes de donation par Dame Hortense Dalpé, veuve Louis Jodoïn, au curé de la paroisse de Boucherville, et permettant de bâtir une école sur les terrains donnés."

Bill intitulé : " Loi validant un acte d'accord entre les commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Cunégonde et la communauté des Sœurs de Sainte-Anne."

Bill intitulé : " Loi amendant l'acte incorporant l'Asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal."

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Faculté de droit de l'Université-Laval, à Montréal."

Bill intitulé : " Loi autorisant l'Institut Royal pour l'avancement des sciences, à prêter sur biens-fonds et à acquérir et posséder certaines valeurs."

Et Bill intitulé : " Loi relative aux taxes d'écoles dans la cité de Montréal."

M. Lacouture propose, secondé par M. Rioux,

Que le Bill constituant en corporation *The St. Lawrence River Railway Company*, qui a été rejeté par le comité des chemins de fer, soit de nouveau mis sur l'ordre du jour ;

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Augé,
Beaubien,
Bédard,
Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,
Cartier,
Cholette,

Chicoyne,
Descarries,
Fitzpatrick,
Girard (Rouville),
Girouard,
Gladu,
Greig,
Grenier,
Hackett,

Hall,
Lacouture,
Lussier,
McDonald,
Marchand,
Morin,
Normand,
Panneton,

Parent,
Petit,
Poirier,
Rioux,
Savaria,
Spencer,
Tellier,
Tessier (Portneuf)-34.

CONTRE :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>F'lynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Turgeon—24.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement,

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill constituant en corporation la *Montreal Congregational Church Building Fund Society*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, vendredi, le 17 courant, après la seconde séance, elle soit ajournée à samedi, le 18, à 3 heures, P. M., et que les ordres du gouvernement aient la préséance, tous les jours, à compter de la première séance, samedi, le 18.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill amendant la loi pourvoyant à la formation des Sociétés agricoles et laitières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les Sociétés d'agriculture.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte créant des concours provinciaux d'agriculture et des distributions de mérite agricole.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que M. Kennedy ait la permission de présenter un Bill à l'effet de remettre en vigueur l'article 228 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Saint-Henri."

La Chambre procède, à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Saint-Henri," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Casgrain,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour considérer certaines résolutions relatives à l'hôpital protestant pour les aliénés.

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité,

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le remboursement du capital et de l'intérêt de cent cinquante mille piastres de débetures, portant intérêt à quatre pour cent, par année, que pourra émettre l'Hôpital protestant pour les aliénés, à condition que cette corporation rembourse au gouvernement de cette province, à même le produit de ces débetures, le capital et l'intérêt des avances, au montant de cinquante mille piastres, à lui faites par le gouvernement.

2. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil d'exiger, pour cet objet, toutes les garanties et d'imposer toutes les conditions qu'il croira opportunes.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Spencer fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le remboursement du capital et de l'intérêt de cent cinquante mille piastres de débentures, portant intérêt à quatre pour cent, par année, que pourra émettre l'Hôpital protestant pour les aliénés, à condition que cette corporation rembourse au gouvernement de cette province, à même le produit de ces débentures, le capital et l'intérêt des avances, au montant de cinquante mille piastres, à lui faites par le gouvernement.

2. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil d'exiger, pour cet objet, toutes les garanties et d'imposer toutes les conditions qu'il croira opportunes.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant l'Hôpital protestant pour les aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, présente, — la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 mai 1892, pour un état détaillé de l'art. 11, intitulé : Salaires (gouvernement civil) du budget, 1892-93 ; avec mention, en regard, des mêmes salaires pour l'année précédente et indication, dans chaque cas, de l'augmentation ou de la diminution. (*Document de la Session No. 56*).

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 mai 1892, demandant une copie de la preuve faite devant la Commission Royale, présidée par l'honorable juge Mathieu, et devant celle présidée par l'honorable juge Pagnuelo. (*Document de la Session No. 57*.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er juin 1892, pour un état de toutes les sommes d'argent dépensées à Spencer Wood pour entretien, réparations et autres fins, depuis 1880. (*Document de la Session No. 58*).

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 juin 1892, pour une copie de la correspondance et des mémoires échangés entre le gouvernement et les diverses parties intéressées, au sujet du paiement fait, vers le 4 février 1892, des frais d'avocat en rapport avec l'enquête tenue sur plainte portée, contre le magistrat du district de Rimouski. (*Document de la Session No. 59.*)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 juin 1892, pour une copie de la correspondance échangée entre M. Faucher de St-Maurice, ancien député, et l'honorable M. Casgrain, procureur-général, à propos des archives appartenant à la province de Québec, et qui sont maintenant en la possession du gouvernement fédéral. (*Document de la Session No. 60.*)

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives aux droits sur les successions et les transports de propriétés, étant lu ;

L'honorable M. Hall informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant été informé de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et des débats s'en suivant ;

Et étant 6 heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Huit heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi 52 Victoria, chapitre 89, constituant la cité de Sorel en corporation. "

Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de la Côte St-Louis. "
Et bill intitulé : " Loi amendant de nouveau la loi électorale de Québec. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi 52 Victoria, chapitre 89, constituant la cité de Sorel en corporation " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de la Côte St-Louis, " lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant de nouveau la loi électorale de Québec, " lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81, relative aux piliers et estacades flottantes dans la rivière Nicolet, et pour l'amender ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives aux droits sur les successions et les transports de propriétés ;)

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il est nécessaire de prélever un revenu additionnel dans le but de se procurer les fonds requis pour faire face aux obligations du gouvernement de la province et aux exigences du service public, il est en conséquence

I. Résolu, Que, sur toute vente, transport, cession ou échange d'immeubles, situés dans la province, (sauf dans les cas de donation, en ligne directe descendante ou ascendante, d'immeubles d'une valeur n'excédant pas cinq mille piastres), il sera prélevé un droit de un centin et demi par piastre de la valeur des immeubles, telle que constatée par l'acte ; que cette valeur devra être la valeur *bona fide*, mais que si elle est inférieure à celle fixée par le rôle d'évaluation municipale, cette dernière sera prise ; que, dans tous les cas, il sera produit un certificat des autorités muni-

ci-après, attestant l'évaluation des immeubles ; que ce droit sera perçu au moyen de timbres du montant requis, apposés au livre ou registre tenu, dans ce but, par le registraire de la division d'enregistrement dans laquelle sont situés les immeubles, et sera payable au registraire, au moment de l'enregistrement de l'acte, et que les timbres seront oblitérés par le registraire ;

Que nul registraire ne pourra faire l'enregistrement d'un acte sujet au droit susdit, avant que ce droit lui ait été payé, et que nul acte, convention ou contrat ne sera légal, valide ou obligatoire, s'il n'a pas été payé ; que ce droit sera payable par l'acheteur, le cessionnaire ou le donataire, et, dans le cas d'échange, moitié par les deux parties à l'échange, le droit étant alors prélevé sur la moitié de la valeur des immeubles échangés.

Que, dans le cas d'acte de donations ou d'autres actes, dans lesquels la valeur de l'immeuble n'est pas indiquée, la personne sujette au droit fournira au registraire une déclaration solennelle établissant la valeur ;

Que les personnes passibles du droit susmentionné présenteront au registraire l'acte frappé de ce droit, dans les trente jours de sa date ;

Que, dans le cas où la valeur indiquée dans un acte produit pour les fins ci-dessus est au-dessous de la valeur réelle, et qu'il n'est pas produit de déclarations établissant cette valeur, de doubles droits seront dûs et exigibles, et la personne défailante sera passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autre recours.

Résolu, Que toute transmission, par décès de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, situés dans la province, sera frappée, sur la valeur nette du bien transmis, des droits suivants :

1. En ligne directe descendante ou ascendante..... 1 070

Sauf dans les successions dont la valeur totale, déduction faite des frais et dettes, n'excède pas la somme de \$10,000.00.

2. En ligne collatérale :

- (a) Si le successeur est frère, sœur, ou descendant du frère ou de la sœur..... 3 070
- (b) Si le successeur est frère, sœur, ou descendant du frère ou de la sœur de l'aïeul ou de l'aïeule du défunt.... 6 070
- (c) Succession entre tous autres collatéraux..... 8 070

3. Si le successeur n'est pas un parent..... 10 070

3. *Résolu*, Que tout héritier, légataire universel, à titre universel, ou à titre particulier, exécuteur, fidéi-commissaire et administrateur, et tout curateur à une succession vacante, ou notaire qui aura reçu un testament, devra, dans les trente jours qui suivront le décès du testateur ou du *de cujus*, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le testateur est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une copie du testament, s'il en existe, et ces personnes déposeront aussi dans les trois mois, entre les mains de ce percepteur, une déclaration sous serment, contenant les noms, surnoms et domicile du déclarant, le nom et le domicile du testateur ou du *de cujus*, la valeur réelle des biens transmis, le montant des dettes et la valeur réelle de la part du déclarant dans la succession ;

Que, dans le cas où il est produit, dans les trente jours susdits, une déclaration intérimaire, sous serment, attestant qu'il est impossible de remettre dans ce délai, un état de ces montants, le percepteur pourra le prolonger de soixante jours ;

Que, sur réception de la déclaration en premier lieu mentionnée, ce percepteur fera préparer un état des droits que le déclarant devra payer ;

Que ce percepteur devra prévenir le déclarant du montant dû comme susdit par lettre chargée envoyée à son adresse, et lui donner avis de le payer dans les trente jours de l'envoi de l'avis ; et que, si le montant ne lui est pas payé au jour fixé, le percepteur pourra en poursuivre le recouvrement devant toute cour de juridiction compétente de son district ;

Que nul transport des biens d'une succession ne sera valide et ne constituera un titre, si les droits payables, en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, n'ont pas été payés, et aucun exécuteur, fidéicommissaire, administrateur, curateur, héritier ou légataire ne pourra consentir à un transport, ni au paiement des legs, à moins que ces droits n'aient été payés ;

Que, dans le cas où une déclaration ainsi requise n'aura pas été faite dans les délais prescrits, ou dans tout délai supplémentaire qui a pu être accordé, ou dans le cas où elle contiendra un état faux ou inexact relatif à la valeur, ou à une autre matière, de doubles droits seront dûs et exigibles, et la personne en défaut sera passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autre recours.

4. *Résolu*, Que toute somme qui deviendra due à la couronne, en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, sera une dette privilégiée, prenant rang, concurremment avec tout autre privilège de la couronne, immédiatement après les frais de justice.

5. *Résolu*, Que le percepteur du revenu de la province, qui recevra une somme en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, aura droit de retenir telle commission qui sera déterminée par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Duplessis rapporte, en conséquence, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu'il est nécessaire de prélever un revenu additionnel dans le but de se procurer les fonds requis pour faire face aux obligations du gouvernement de la province et aux exigences du service public, il est en conséquence

1. *Résolu*, Que, sur toute vente, transport, cession ou échange d'immeubles, situés dans la province, (sauf dans le cas de donation, en ligne directe descendante ou ascendante, d'immeubles d'une valeur n'excédant pas cinq mille piastres), il sera prélevé un droit de un centin et demi par piastre de la valeur des immeubles, telle que constatée par l'acte ; que cette valeur devra être la valeur *bona fide*, mais que si elle est inférieure à celle fixée par le rôle d'évaluation municipale, cette dernière sera prise : que dans tous les cas, il sera produit un certificat des autorités municipales, attestant l'évaluation des immeubles ; que ce droit sera perçu au moyen de timbres du montant requis, apposés au livre ou registre tenu dans ce but par le registrateur de la division d'enregistrement dans laquelle sont situés les immeubles, et sera payable au registrateur au moment de l'enregistrement de l'acte, et que les timbres seront oblitérés par le registrateur ;

Que nul registrateur ne pourra faire l'enregistrement d'un acte sujet au droit susdit, avant que ce droit lui ait été payé ; et que nul acte, convention ou contrat ne sera légal, valide ou obligatoire s'il n'a pas été payé ; que ce droit sera payable par l'acheteur, le cessionnaire ou le donataire, et, dans le cas d'échange, moitié par les deux parties à l'échange, le droit étant alors prélevé sur la moitié de la valeur des immeubles échangés.

Que, dans le cas d'acte de donations ou d'autres actes, dans lesquels la valeur de l'immeuble n'est pas indiquée, la personne sujette au droit fournira au registrateur une déclaration solennelle en établissant la valeur ;

Que les personnes passibles du droit susmentionné présenteront au registrateur l'acte frappé de ce droit, dans les trente jours de sa date ;

Que, dans les cas où la valeur indiquée dans un acte produit pour les fins ci-dessus est audessous de la valeur réelle, et qu'il n'est pas produit de déclarations établissant cette valeur, de doubles droits seront dûs et exigibles, et la personne défaillante sera passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois sans préjudice de tout autre recours.

2. *Résolu*, Que toute transmission, par décès, de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, situé dans la province, sera frappée, sur la valeur nette du bien transmis, des droits suivants :

1. En ligne directe descendante ou ascendante..... 1 0/10

Sauf dans les successions dont la valeur totale, déduction faite des frais et dettes, n'excède pas la somme de \$10,000.00.

2. En ligne collatérale :

- (a) Si le successeur est frère, sœur, ou descendant du frère
ou de la sœur du défunt 3 0/10

- (b) Si le successeur est frère, sœur, ou descendant du frère,
ou de la sœur de l'aïeul ou de l'aïeule du défunt... 6 0/10

- (c) Succession entre tous autres collatéraux..... 8 0/10

3. Si le successeur n'est pas un parent..... 10 0/10

3. *Résolu*, Que tout héritier, légataire universel, à titre universel ou à titre particulier, exécuteur, fidéi-commissaire et administrateur, et tout curateur à une succession vacante, ou notaire qui aura reçu un testament, devra, dans les trente jours qui suivront le décès du testateur ou du *de cuius*, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le testateur est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une copie du testament, s'il en existe, et ces personnes déposeront aussi dans les trois mois, entre les mains de ce percepteur, une déclaration sous serment contenant les noms, surnoms et domicile du déclarant, le nom et le domicile du testateur ou du *de cuius*, la valeur réelle des biens transmis, le montant des dettes et la valeur réelle de la part du déclarant dans la succession

Que, dans le cas où il est produit, dans les trente jours susdits, une déclaration intérimaire, sous serment, attestant qu'il est impossible de remettre dans ce délai, un état de ces montants, le percepteur pourra le prolonger de soixante jours ;

Que sur réception de la déclaration en premier lieu mentionnée, ce percepteur fera préparer un état des droits que le déclarant devra payer ;

Que ce percepteur devra prévenir le déclarant du montant dû comme susdit par lettre chargée envoyée à son adresse, et lui donner avis de le payer dans les trente jours de l'envoi de l'avis ; et que si le montant ne lui est pas payé au jour fixé, le percepteur pourra en poursuivre le recouvrement devant toute cour de juridiction compétente de son district ;

Que nul transport des biens d'une succession ne sera valide et ne constituera un titre, si les droits payables, en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, n'ont pas été payés, et aucun exécuteur, fidéi-commissaire, administrateur, curateur, héritier ou légataire ne pourra consentir à un transport ni au paiement des legs, à moins que ces droits n'aient été payés ;

Que, dans le cas où une déclaration ainsi requise n'aura pas été faite, dans les délais prescrits, ou dans tout délai supplémentaire qui a pu être accordé, ou dans le cas où elle contiendra un état faux ou inexact relatif à la valeur ou à une autre matière, de doubles droits seront dûs et exigibles, et la personne en défaut sera passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autre recours.

4. *Résolu*, Que toute somme qui deviendra due à la couronne, en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, sera une dette privilégiée, prenant rang, concurremment avec tout autre privilège de la couronne, immédiatement après les frais de justice.

5. *Résolu*, Que le percepteur du revenu de la province, qui recevra une somme en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, aura droit de retenir telle commission qui sera déterminée par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Et la question étant proposée, — Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

L'honorable M. Marchand propose, secondé par M Stephens, que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu que l'exposé financier de l'honorable Trésorier de cette Province, fait devant cette Chambre, le 20 mai dernier, établit, page 18, que la dette flottante se composera au 1er juillet 1892, comme suit :

Déficit en caisse.....	\$1,411,808 95
Emprunt temporaire contracté par son prédéces- seur et non encore payé.....	150,000 00
Dépôts en garantie des chemins de fer.....	1,741,097 83
Subventions en argent acceordées aux chemins de fer.....	2,629,296 89
Subventions en terres aux chemins de fer con- verties en argent, balance sur les 35 cts par acre.....	765,295 00
Subventions en terres aux chemins de fer, qui peuvent être converties, 1er 35 par acre...	1,833,300 00
Total	<u>\$8,530,798 67</u>

Que sur les subventions aux chemins de fer, en argent, il peut être retranché pour subsides périmés ou sujets à refus, d'après la loi, un montant d'au moins.....	\$1,833,303 00	
Sur les subsides en terres converties en argent, tous périmés ou sujets à refus d'après la loi.	765,295 00	
Sur les subsides en terres non converties en argent, tous périmés ou non convertibles d'après la loi.....	1,833,300 00	4,431,898 00
Ce qui réduit la dette flottante exigible d'après la loi à.....		4,098,900 67
Que la dette consolidée de cette Province, d'après l'état No. 8, annexé à l'exposé de l'honorable Trésorier, s'élève à la somme de formant, avec la dette flottante légalement exigible, un passif total, au 1er juillet 1892, de		25,209,873 87
		29,308,774 54

Qu'en admettant que le passif total de la province, y compris la balance des subsides des chemins de fer qui peuvent encore devenir exigibles, et le montant requis pour terminer l'exécution des travaux publics actuellement en voie de construction, puisse être constitué en une dette consolidée de 30,000,000 de piastres, cette province aurait à payer annuellement pour intérêts et charges de cette dette, les montants suivants :

Intérêt sur la dette consolidée actuelle (Budget 1892-93).....	\$1,166,776 00
Intérêt sur nouvel emprunt de 5 millions à 4 o/o.....	200,000 00
Fonds d'amortissement.....	85,000 00
Frais d'administration.....	14,000 00
	\$1,465,776 00
Que l'honorable Trésorier de la Province évalue la dépense de source ordinaire pour l'année 1892-93. (Voir le budget sommaire, page II) à.....	4,288,950 00
Et la recette (voir l'exposé financier, page 30, 31,) à.....	3,368,702 00
Laisssant un déficit apparent de.....	\$ 920,248 00
Que, pour faire face à ce déficit qu'il évalue approximativement à un million de piastres, l'honorable Trésorier suggère l'imposition de nouvelles taxes;	
Que, dans le montant de la dépense probable pour 1892-93, plus haut cité, sont inclus des frais de construction et d'autres dépenses extraordinaires imputables au capital, au montant de.....	375,600 00
Déficit réel.....	\$ 544,648 00

Qu'en conséquence le déficit que l'honorable Trésorier prétend avoir constaté pour l'année en question, au lieu d'un million de piastres, ne serait approximativement que d'un demi-million, d'après ces propres chiffres ;

Que dans son exposé financier (page 31), l'honorable Trésorier évalue la recette de sources ordinaires, pour l'année 1892-93, à... 3,368,702 00

Que la meilleure part pour l'estimation de revenus probables de l'année en question, quant aux chefs de revenus sujets à variation, était les derniers comptes publics produits, ceux de l'année 1890-91 ;

Que l'honorable trésorier n'a pas adopté cette base pour ses calculs, et qu'il a évalué en moins les revenus des services ci-après énumérés.

Administration de la justice.....	1890-91...	\$236,094		
Id.	1892-93...	212,500	à ajouter.....	\$23,594 00
<hr/>				
Taxe des employés publics.....	1890-91...	10,473		
Id.	1892-93...	8,000	do	2,473 00
<hr/>				
Licences	1890-91...	586,206		
Id.	1892-93...	500,000	do	86,206 00
<hr/>				
Législation	1890-91...	5,440		
Id.	1892-93...	3,000	do	2,440 00
<hr/>				

Qu'il a, en outre, omis de tenir compte de l'impôt sur les chemins de fer subventionnés (53 Vic. ch. 88)..... \$ 36,000 00

Que ces différents montants s'élèvent à..... \$ 151,713 00

Et portent le revenu probable de l'année 1892 à..... \$3,519,415 00

Que dans son sommaire du budget des dépenses de la province pour 1892-93, (page 11), l'honorable Trésorier porte la dépense imputable au revenu pour cette année à..... \$4,288,950 00

Dont il faut cependant déduire les dépenses extraordinaires imputables au capital, (budget page 13), et qui seraient comprises dans le passif total de \$30,000,000 s'élevant à la somme de 375,600 00

Que par conséquent la dépense pour 1892-93 imputable au revenu ne serait, d'après les chiffres de l'honorable Trésorier, que de \$3,913,350 00

Qu'en limitant cette dépense au taux de la dépense de l'année 1885-86, indiquée par lui et par ces collègues comme modèle à suivre, il lui faudra faire, dans son budget, les réductions suivantes sur les crédits susceptibles de réduction :

Administration de la justice	1892-93...	\$623,355 00		
idem	pour 1885-86...	478,506 00	à déduire	\$144,849 00
Gouvernement civil,	" 1892-93...	253,507 00		
idem	" 1885-86...	183,514 00	à déduire	69,993 00
Instruction publique,	" 1892-93...	386,460 00		
idem	" 1885-86...	362,122 00	à déduire	24,338 00
Asiles d'aliénés, etc,	" 1892-93...	355,725 00		
idem	" 1885-86...	267,776 00	à déduire	87,929 00
Travaux publics,	" 1892-93...	106,720 00		
idem	" 1885-86...	82,584 00	à déduire	24,136 00
Dépenses diverses,	" 1892-93...	311,194 00		
idem	" 1885-86...	239,580 00	à déduire	71,617 00
Total à déduire				\$422,862 00

Ce qui réduirait la dépense imputable au revenu pour 1892-93 à \$3,490,488 00

Que, d'après les états ci-dessus, le revenu de la province pour 1892-93, provenant des sources ordinaires, devra s'élever, sans recours à l'imposition de taxes nouvelles, à pas moins de..... \$3,519,415 00

Et la dépense, basée sur l'année modèle 1885-86, quant aux crédits susceptibles de réduction à..... 3,490,488 00

Laissant, pour l'exercice de 1892-93, un surplus de \$ 28,927 00

Que ces calculs, basés sur les chiffres officiels, laissent entrevoir la possibilité, au moyen d'une administration judicieuse, de faire face au déficit prévu par l'hon. Trésorier, dans son exposé financier, sans la création de nouveaux impôts.

Que cette Chambre est prête à donner son concours au gouvernement dans la tâche d'équilibrer nos finances provinciales, mais qu'elle est d'opinion, qu'avant d'avoir recours, pour y arriver, à l'imposition de nouvelles taxes sur le peuple, il est de son devoir, en obéissance au vœu populaire exprimé lors des dernières élections générales, d'épuiser tous les moyens d'économie et de retranchement à sa disposition, qui ne seront pas incompatibles avec l'intérêt public et les obligations existantes.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 18 juin 1892.

Et le débat se continuant.

Sur motion de M. Fitzpatrick, secondé par M. Lussier,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Samedi, 18 juin 1892.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Que les bills privés aient la préséance, à la séance d'aujourd'hui, samedi, le 18 juin courant.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant la charte de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le Comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable Beaubien,

Ordonné, Que ce bill soit de nouveau renvoyé à un comité général, avec instruction de l'amender en retranchant l'article 21 dans le dit bill, tel qu'il a été présenté originairement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pourvoyant à la construction de l'église de la paroisse de la Nativité de la Ste Vierge, Hochelaga, Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit: "Acte concernant la construction catholique de l'église de la paroisse de la Nativité de la Ste Vierge, Hochelaga, Montréal."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation *The St-Lawrence River Railroad Company*, étant lu;

M. Lacouture propose, secondé par M. Martineau,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

M. Parizeau propose, comme amendement, secondé par M. Poirier,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphonique et compagnies minières et manufacturières."

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de la Côte Saint-Louis," lesquels sont lus la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 mai, 1892, demandant une copie de toutes correspondances, dépêches et documents, adresses et résolutions, échangés

ou envoyés entre le gouvernement et les autorités fédérales, au sujet de la résolution, adoptée par cette Chambre le 23 décembre 1890, concernant le pouvoir de contester la vente des liqueurs en gros, et concernant l'inspection des liqueurs. (*Document de la Session No. 61.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 16 mai 1892, demandant copie de toutes lettres, correspondances, etc., échangées entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et les commissaires nommés pour octroyer des licences dans les cités de Hull et des Trois-Rivières, relativement au salaire à être payé à ces commissaires, pour leurs services depuis leur nomination; ainsi que copie de tout arrêté en conseil, de toute correspondance échangée entre les membres du gouvernement à ce sujet. (*Document de la Session No. 62.*)

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Kennedy,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé sur le Bill concernant la Communauté des Religieuses Carmélites soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le Bill constituant en corporation la Congrégation des Religieux du Très-Saint-Sacrement, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill abrogeant la loi qui constitue en corporation le Syndicat financier de l'Université-Laval, à Montréal, et constituant en corporation "Les administrateurs de l'Université-Laval à Montréal," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Kennedy, secondé par M. Parizeau,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill amendement l'acte incorporant l'Asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la Société d'agriculture du comté de Chicoutimi, et autres personnes de ce comté, concernant l'envoi dans ce comté, par la Compagnie du Haras national, de l'étalon "Gallant Model," appartenant à la dite compagnie.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Tétreau,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les remises faites par l'administration Mercier, aux municipalités endettées aux fonds d'emprunt municipal; mentionnant les noms des municipalités, les montants remis, tant en capital qu'en intérêts, et la date des remises.

Sur motion de M. Cooke, secondé par M. Hackett,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance au sujet de la tenue des écoles du soir, à Stanfold, pendant l'année 1891.

Le nombre des élèves qui ont fréquenté ces écoles.

Le nom du ou des professeurs, le montant payé à chacun de ces professeurs.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Marion,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et M. J.-H. Legris, ex-M. P. P., au sujet des sommes d'argent octroyées, ou à être octroyées, par le gouvernement de la province de Québec, pour la construction du chemin de fer Maskinongé et Lac Nipissing; ainsi que copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et le dit J.-H. Legris, au sujet de la construction du dit chemin de fer.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Martineau,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill amendant la loi' 40 Victoria, chapitre 63, constituant en corporation la Société des Artisans Canadiens-Français de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que lundi, le 20 juin et les jours suivants, il y ait trois séances de cette Chambre, par jour; la première de 11 h. A. M. à 1 h. P. M.; la 2e, de 3 h. P. M. à 6 h. P. M.; et la 3e, de 8 h. P. M., jusqu'à l'ajournement; et que les ordres du gouvernement aient la priorité, à chaque séance.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures, A. M., lundi prochain.

Lundi, 20 juin 1892.

Onze heures, A. M.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill modifiant la charte de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vû que ce bill n'a pas été présenté à la Chambre.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Tétreau,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste, de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. McIntosh, secondé par M. Beauchamp,

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues quant à ce qui se rapporte à un Bill pour amender un acte de cette session, (portant No. 108) intitulé : "Loi pour incorporer la ville de Scotstown."

Ordonné, Que l'honorable M. McIntosh ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81, relative aux piliers et estacades flottantes dans la rivière Nicolet, et pour l'amender ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill à l'effet d'amender et de refondre la loi des mines, étant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Taillon,
Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et un débat s'en suivant.

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Etant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures, P. M.; aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendements, savoir :

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi concernant les terres publiques. "

Bill intitulé : " Loi amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal. "

Bill intitulé : " Loi confirmant les ventes faites à Joseph-C. Beauchamp et à Pierre Demers de certains immeubles dépendant de la succession de feu Thomas Fergusson Miller. "

Bill intitulé : " Loi autorisant la Société bienveillante Saint-Roch, à établir des succursales. "

Bill intitulé : " Loi portant division de la municipalité du comté du Lac Saint-Jean en deux municipalités séparées. "

Et aussi, le Conseil législatif a agréé l'amendement fait par l'Assemblée législative au bill intitulé : " Acte abrogeant et remplaçant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 62, " intitulé : " Acte constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, " sans amendement.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant les taxes directes imposées sur les corporations commerciales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tessier (Portneuf),—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir, dans un but d'économie, les cours de Magistrats de district ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Pour les Magistrats du district de Montréal, oui.

Pour les autres, le gouvernement décidera pour chaque cas, en particulier.

Par M. Gosselin.—Est-ce l'intention du gouvernement de presser à payer, même par des moyens judiciaires, les municipalités qui doivent encore des arrérages de contribution pour les asiles d'aliénés ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Sous considération.

Par M. Girard (de Rouville).—Est-ce l'intention du gouvernement de payer au comté de Montmorency, le capital de \$600.00, avec intérêts accrus sur cette somme, qui lui est dû en vertu des Statuts refondus du Bas-Canada, chap 110, section. 8 ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—En 1888, le gouvernement a payé à M. Charles Langelier, le capital et l'intérêt mentionné dans l'item 25, savoir : \$1,860.00, dont \$1,067.00 paraissent avoir été payées aux municipalités locales par M. Langelier ; comme il n'y a pas eu de reddition de compte pour la balance, le gouvernement a l'intention de s'enquérir de ce qui en est advenu.

Par M. Parent.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une indemnité aux citoyens de l'endroit appelé le *Saut-à-la-Puce*, au Château-Richer, comté de Montmorency, pour les dommages qu'ils ont soufferts par suite de l'inondation, dans le cours de l'hiver 1890 ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—L'attention du présent gouvernement n'a pas été attirée sur cette question ; il se propose de s'en occuper.

Par M. Turgeon.—Le gouvernement est-il disposé à venir en aide aux habitants du comté de Bellechasse, qui ont souffert des dommages causés par le cyclone du 13 juin courant ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement donnera à cette question, dans quelques jours, sa plus sérieuse considération.

Par M. Laliberté.—1. Le gouvernement a-t-il informé M. Auguste Bédard, registrateur du comté de Lotbinière, des accusations qui ont été portées contre lui ?

2. Si oui, à quelle date ?

3. Le gouvernement s'est-il assuré de la valeur de ces accusations, par une enquête sérieuse et contradictoire, à ce sujet ?

4. Si non, le gouvernement se propose-t-il de tenir telle enquête ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1, 2 et 3. Pas encore.

4. Un inspecteur officiel sera chargé de s'enquérir et de faire rapport.

Par M. Cartier.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une indemnité aux citoyens de Saint-Denis et de Saint-Charles, comté de Saint-Hyacinthe, pour les dommages qu'ils ont supportés par suite du cyclone survenu le 14 j courant ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement donnera, dans quelques jours, sa plus sérieuse considération à cette importante question.

INTERPELLATIONS A L'HONORABLE M. MARCHAND.

Par l'honorable M. Pelletier :—Quelles sont les compagnies de chemins de fer et quels chemins de fer, avec les montants respectifs de chacun, l'honorable M. Marchand a-t-il voulu indiquer dans l'amendement soumis à cette Chambre, le 17 juin courant, et au sujet desquels il dit ce qui suit :

" Que, sur les subventions aux chemins de fer, en argent, il peut être	
" retranché pour subsides périmés, ou sujets à refus, d'après la	
" loi, un montant d'au moins	\$1,833,303 00 "
" Que sur les subsides en terre convertis en argent, tous périmés,	
" ou sujets à refus d'après la loi	
	765,295 00 "
" Sur les subsides en terres, non convertis en argent, tous périmés	
" ou non convertibles, d'après la loi	
	1,833,300 00 "

Réponse par l'honorable M. Marchand :—J'ai soumis à cette Chambre, dans le dit amendement, le montant des subsides périmés, ou sujets à refus, en vertu de la loi, exclusivement de ceux qui s'appliquent aux chemins de fer actuellement en voie de construction, ou qui sont destinés à compléter, d'une manière indispensable, les travaux déjà commencés.

L'honorable Secrétaire de la province peut vérifier l'exactitude de ce calcul en référant aux tableaux "A" et "B" annexés au dernier rapport de l'honorable Commissaire des Travaux publics, et en tirer profit, dans l'intérêt de l'économie et de la bonne administration financière de la province.

Par l'honorable M. Pelletier :—A quels frais de construction et autres dépenses extraordinaires s'applique la phrase suivante, contenue dans l'amendement de l'honorable M. Marchand, soumis à cette Chambre le 17 juin courant :

" Que, dans le montant de la dépense probable pour 1892-93, plus	
" haut cité, sont inclus des frais de construction et d'autres	
" dépenses extraordinaires imputables au capital, au montant de \$	
	375,600 00 "

Réponse par l'honorable M. Marchand :—A ceux indiqués dans les articles du budget pour l'exercice finissant le 30 juin 1893, qui portent les Nos. 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85 et 86.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres, requêtes et documents concernant la destitution de M. J.-Z. Triganne comme coroner du district d'Arthabaska, et de la nomination de M. C.-P. Chevré fils, en remplacement.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le Bill interprétant deux actes de donation par Dame Hortense Dalpé, veuve Louis Jodoin, au curé de la paroisse de Boucherville, et permettant de bâtir une école sur les terrains donnés, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; ce bill ayant pour but la construction d'un collège.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le Bill validant un acte d'accord entre les Commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Cunégonde et la Communauté des Sœurs de Ste-Anne, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé pour le Bill autorisant la Société bienveillante de St-Roch, à établir des succursales, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'ordre du jour pour la reprise du débat sur la question proposé aujourd'hui,— Que le bill à l'effet d'amender et refondre la loi des mines, soit maintenant lu la troisième fois ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général avec instructions de l'amender de la manière suivante :

1. En ajoutant à la suite des mots : "ou compagnies et *vice versa*," dans le troisième paragraphe de l'article 1559, les mots suivants : "pourvu que le montant en litige n'excède pas vingt cinq piastres. "

2. En retranchant tous les mots dans l'article 1560 à la suite des mots : "comme à la cour de circuit," à la fin de la deuxième ligne.

3. En retranchant le paragraphe sept de l'article 1561.

4. En retranchant les mots : "les dommages causés à d'autres personnes par les possesseurs de permis," dans le paragraphe 2 de l'article 1559, et en ajoutant après les mots : "terrains miniers," dans le même paragraphe 2, les suivants : sous permis d'exploitation," et après les mots : "des cours d'eau" la conjonction "et."

Résolu, Que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération. .

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé le bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, J.-Adélard Ouimet, au nombre de ses membres " avec un amendement pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, J.-Adélard Ouimet, au nombre de ses membres, " lequel amendement est lu deux fois et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi électorale de Québec, " lesquels sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la nomination d'un commissaire à l'exposition de Chicago ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi concernant la nomination d'un commissaire à l'exposition de Chicago. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte concernant la qualification des membres du Conseil législatif, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 mai, 1892, pour une copie de toute correspondance relative à la nomination des inspecteurs des compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie en cette province. (*Document de la Session No. 63*).

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 mai 1892, pour copie de toute correspondance relative à la nomination comme commissaires pour la décision sommaire des petites causes, de MM. Louis Grondin, J.-H.-A. Sylvestre, Olivier Lefebvre, Alexandre Brosseau et Edouard Bourassa, de Laprairie; nomination contenue dans la *Gazette Officielle de Québec*, du 2 avril 1892. (*Document de la Session No. 64*.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 juin, 1892, pour copie de toute correspondance et de tous documents échangés entre le gouvernement et le conseil municipal de la paroisse de Laprairie, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière du Portage, à Laprairie. (*Document de la Session No. 65*.)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les Sociétés d'agriculture étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu. Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Marion, fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi concernant les Sociétés d'agriculture."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'acte créant des concours provinciaux d'agriculture et des distinctions de mérite agricole ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu de Sir Hector-L. Langevin, une lettre dont il donne lecture à la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Marchand,

Résolu, nemine contradicente, Que cette lettre soit imprimée dans les Journaux et les Procès-verbaux de cette Chambre.

Cette lettre est, en conséquence, entrée comme suit :

" Ottawa, 19 mai 1892.

" Monsieur l'Orateur,

" J'ai écrit, à la fin d'avril dernier, à Lady Cartier pour lui dire que j'avais encore, sous ma garde, le buste en marbre blanc de Sir George-E. Cartier, œuvre de Marshall Wood, et que je désirais savoir ce qu'elle et mademoiselle Cartier désiraient en faire.

" Lady Cartier m'a répondu par une lettre du 3 mai, me remerciant du soin que j'avais pris du buste de Sir George et elle ajoute : " Nous désirons, ma fille et moi, offrir le buste en cadeau à l'Assemblée législative de Québec, afin d'y perpétuer le souvenir de Sir George, vù l'affection toute particulière qu'il avait pour le séjour de cette charmante ville."

" J'espère que la réponse de l'Assemblée législative de Québec sera affirmative, et, dans ce cas, je ferai faire une inscription constatant que ce don a été fait par Lady Cartier et mademoiselle Cartier.

" Je demeure,

" M. l'Orateur,

" Votre bien dévoué serviteur,

" HECTOR L. LANGEVIN."

" L'honorable P. EV. LEBLANC,

" Orateur,

" Assemblée législative, Québec."

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Marchand,

Résolu, nemine contradicente, Que cette Chambre accepte avec reconnaissance le buste de Sir George Etienne Cartier, et elle prie lady Cartier et mademoiselle Cartier d'agréer ses remerciements pour ce précieux cadeau, qui perpétuera, dans l'Assemblée législative de Québec, le souvenir de l'affection toute particulière que cet homme d'état distingué portait à notre vieille capitale, et des services qu'il a rendus, pendant sa carrière aussi brillante que laborieuse, au Canada, *son pays, ses amours*.

Résolu, nemine contradicente, Que l'Orateur de cette Chambre transmette à lady Cartier et à mademoiselle Cartier copie de ces résolutions.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant les articles 3723 et 3725 et autres des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la loi du notariat, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant le code du notariat. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour rendre valides certains actes notariés.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Chicoyne,

Résolu, Qu'un permis d'absence soit accordé à M. Doyon, député du comté de Laprairie, qui est à Québec et ne peut assister aux séances de la Chambre pour cause de maladie.

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre, jusqu'à huit heures, ce soir, sans que la question ait été mise aux voix.

Huit heures, P M.

L'ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'amendement proposé, vendredi, le 17 juin courant, à la question,--Que les résolutions (rapportées du comité de toute la Chambre le 17 juin courant) relatives aux droits sur les successions et les transports de propriétés, soient maintenant lues la seconde fois ; le dit amendement comportant que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu que l'exposé financier de l'honorable Trésorier de cette province, fait devant cette Chambre, le 20 mai dernier, établit (page 18), que la dette flottante se composera au 1er juillet 1892, comme suit :

Déficit en caisse.....		\$1,411,808 95
Emprunt temporaire contracté par son prédéces-		
seur et non encore payé.....		150,000 00
Dépôts en garantie des chemins de fer.....		1,741,097 83
Subventions en argent acceordées aux chemins		
de fer.....		2,629,296 89
Subventions en terres aux chemins de fer con-		
verties en argent, balance sur les 35 cts		
par acre.....		765,295 00
Subventions en terres aux chemins de fer, qui		
peuvent être converties, 1er 35 par acre...		1,833,300 00
Total		\$8,530,798 67
Que sur les subventions aux chemins de fer,		
en argent, il peut être retranché pour		
subsides périmés ou sujets à refus, d'après		
la loi, un montant d'au moins.....	\$1,833,303 00	
Sur les subsides en terres converties en argent,		
tous périmés ou sujets à refus d'après la loi.	765,295 00	
Sur les subsides en terres non converties en		
argent, tous périmés ou non convertibles		
d'après la loi.....	1,833,300 00	4,431,898 00
Ce qui réduit la dette flottante exigible d'après		
la loi à.....		4,098,900 67
Que la dette consolidée de cette Province,		
d'après l'état No. 8, annexé à l'exposé de		
l'honorable Trésorier, s'élève à la somme de		25,209,873 87
formant, avec la dette flottante légalement		
exigible, un passif total, au 1er juillet 1892,		
de.....		29,308,774 54

Qu'en admettant que le passif total de la province, y compris la balance des subsides des chemins de fer qui peuvent encore devenir exigibles, et le montant requis pour terminer l'exécution des travaux publics actuellement en voie de construction, puisse être constitué en une dette consolidée de 30,000,000 de piastres, cette province aurait à payer annuellement pour intérêts et charges de cette dette, les montants suivants :

Intérêt sur la dette consolidée actuelle (Budget 1892-93).....	\$1,166,776 00
Intérêt sur nouvel emprunt de 5 millions à 4 o/o.....	200,000 00
Fonds d'amortissement.....	85,000 00
Frais d'administration.....	14,000 00
	<hr/>
	\$1,465,776 00

Que l'honorable Trésorier de la Province évalue la dépense de source ordinaire pour l'année 1892-93. (Voir le budget sommaire, page II) à.....

4,288,950 00

Et la recette (voir l'exposé financier, page 30, 31,) à.....

3,368,702 00

Laisssant un déficit apparent de.....

\$ 920,248 00

Que, pour faire face à ce déficit qu'il évalue approximativement à un million de piastres, l'honorable Trésorier suggère l'imposition de nouvelles taxes;

Que, dans le montant de la dépense probable pour 1892-93, plus haut cité, sont inclus des frais de construction et d'autres dépenses extraordinaires imputables au capital, au montant de.....

375,600 00

Déficit réel.....

\$ 544,648 00

Qu'en conséquence le déficit que l'honorable Trésorier prétend avoir constaté pour l'année en question, au lieu d'un million de piastres, ne serait approximativement que d'un demi-million, d'après ces propres chiffres;

Que dans son exposé financier (page 31), l'honorable Trésorier évalue la recette de sources ordinaires, pour l'année 1892-93, à...

3,368,702 00

Que la meilleure part pour l'estimation de revenus probables de l'année en question, quant aux chefs de revenus sujets à variation, était les derniers comptes publics produits, ceux de l'année 1890-91;

Que l'honorable trésorier n'a pas adopté cette base pour ses calculs, et qu'il a évalué en moins les revenus des services ci-après énumérés.

Administration de la justice.....	1890-91...	\$236,094		
Id.	1892-93...	212,500	à ajouter.....	\$23,594 00
Taxe des employés publics.....	1890-91...	10,473		
Id.	1892-93...	8,000	do	2,473 00
Licences	1890-91...	586,206		
Id.	1892-93...	500,000	do	86,206 00
Législation.....	1890-91...	5,440		
Id.	1892-93...	3,000	do	2,440 00

Qu'il a, en outre, omis de tenir compte de l'impôt sur les chemins de fer subventionnés (53 Vic. ch. 88)..... \$ 36,000 00

Que ces différents montants s'élèvent à..... \$ 150,713 00

Et portent le revenu probable de l'année 1892 à..... \$3,519,415 00

Que dans son sommaire du budget des dépenses de la province pour 1892-93, (page 11), l'honorable Trésorier porte la dépense imputable au revenu pour cette année à..... \$4,288,950 00

Dont il faut cependant déduire les dépenses extraordinaires imputables au capital, (budget page 13), et qui seraient comprises dans le passif total de \$30,000,000 s'élevant à la somme de 375,600 00

Que par conséquent la dépense pour 1892-93 imputable au revenu ne serait, d'après les chiffres de l'honorable Trésorier, que de \$3,913,350 00

Qu'en limitant cette dépense au taux de la dépense de l'année 1885-86, indiquée par lui et par ces collègues comme modèle à suivre, il lui faudra faire, dans son budget, les réductions suivantes sur les crédits susceptibles de réduction :

Administration de la justice	1892-93...	\$623,355 00		
idem	pour 1885-86...	478,506 00	à déduire	\$144,849 00
Gouvernement civil,	" 1892-93...	253,507 00		
idem	" 1885-86...	183,514 00	à déduire	69,993 00

Instruction publique,	"	1892-93...	386,460 00		
idem	"	1885-86...	362,122 00	à déduire	24,338 00
Asiles d'aliénés, etc,	"	1892-93...	355,725 00		
idem	"	1885-86...	267,776 00	à déduire	87,929 00
Travaux publics,	"	1892-93...	106,720 00		
idem	"	1885-86...	82,584 00	à déduire	24,136 00
Dépenses diverses,	"	1892-93...	311,194 00		
idem	"	1885-86...	239,580 00	à déduire	71,617 00
Total à déduire					\$422,862 00

Ce qui réduirait la dépense imputable au revenu pour 1892-93 à \$3,490,488 00

Que, d'après les états ci-dessus, le revenu de la province pour 1892-93, provenant des sources ordinaires, devra s'élever, sans recours à l'imposition de taxes nouvelles, à pas moins de..... \$3,519,415 00

Et la dépense, basée sur l'année modèle 1885-86, quant aux crédits susceptibles de réduction à..... 3,490,488 00

Laissant, pour l'exercice de 1892-93, un surplus de \$ 28,927 00

Que ces calculs, basés sur les chiffres officiels, laissent entrevoir la possibilité, au moyen d'une administration judicieuse, de faire face au déficit prévu par l'hon. Trésorier, dans son exposé financier, sans la création de nouveaux impôts.

Que cette Chambre est prête à donner son concours au gouvernement dans la tâche d'équilibrer nos finances provinciales, mais qu'elle est d'opinion, qu'avant d'avoir recours, pour y arriver, à l'imposition de nouvelles taxes sur le peuple, il est de son devoir, en obéissance au vœu populaire exprimé lors des dernières élections générales, d'épuiser tous les moyens d'économie et de retranchement à sa disposition, qui ne seront pas incompatibles avec l'intérêt public et les obligations existantes.

Et la question étant de nouveau proposée, la Chambre reprend le dit débat ajourné.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 21 juin 1892.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu.</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon. — 19.</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Ste-Marie,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Titreau. — 42.</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hall,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question, " que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois," étant de nouveau proposée ;

M. Gladu propose, comme amendement, secondé par M. Bernatchez, Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit

Résolu, Que cette Chambre est d'opinion qu'il est possible d'équilibrer les finances de cette province, sans l'imposition des taxes mentionnées dans les dites résolutions ;

Qu'en outre, l'imposition de ces taxes constitue une grande injustice envers une partie notable du peuple de cette province, et présente de graves inconvénients, en ce que, notamment :

1. Les charges imposées par les dites résolutions et les nullités et pénalités qu'elles décrètent, portent atteinte à la libre disposition des biens, mettent en péril des droits légitimement acquis, et tendent à déprécier considérablement les propriétés vendues, ou autrement transmises ;

2. L'obligation imposée aux héritiers légataires, exécuteurs, fidéi-commis-saires, administrateurs, curateurs aux successions vacantes, et au notaire qui aura reçu un testament, d'en transmettre une copie dans les 30 jours, après le décès du testateur, au percepteur du revenu, et de lui mettre entre les mains, dans les trois mois du dit décès, une déclaration assermentée contenant les noms, surnom et domicile du déclarant, le nom et le domicile du testateur, la valeur réelle des biens transmis, le montant des dettes et la valeur réelle de la part du déclarant dans la succession, sous une pénalité de cent piastres, et d'emprisonnement à défaut de paiement, serait, dans beaucoup de cas, d'un accomplissement pratiquement impossible, vu que, très souvent, les parties intéressées ne seraient pas en mesure de constater ces faits, et que, du reste, cette constatation les exposerait à des frais et dépenses disproportionnés à leurs droits respectifs.

3. Les dites résolutions imposent à des personnes qui n'ont aucun intérêt pécuniaire dans les biens transmis, l'accomplissement de formalités nécessitant des frais et des déboursés de leurs propres deniers, contrairement à toute justice.

4. Les pénalités imposées par les dites résolutions sont arbitraires et violent la liberté du sujet."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (de Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Grouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski)—18</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Ste-Marie,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean)</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau—41.</i>
<i>Cholette,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un Bill relatif aux droits sur les successions et les transports de propriétés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour que cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à certaines licences, étant lu ;

L'honorable M. Hall informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il est nécessaire de prélever un revenu additionnel, dans le but de se procurer les fonds requis pour faire face aux obligations du gouvernement de la province, et aux exigences du service public, il est en conséquence,

1. *Résolu*, Que toute personne ou société, autre que les compagnies incorporées qui exploite ou qui désire exploiter une manufacture de quelque article de commerce que ce soit ou de s'occuper d'une industrie quelconque, autre que la fabrication du tabac ou des cigares, dans cette province, devra, dès que son capital excèdera la somme de cinq mille piastres, obtenir, chaque année, le premier octobre une licence, du percepteur du revenu de la province du district dans lequel elle a ou se propose d'avoir son établissement principal, et payer au préalable, dans ce but, au dit percepteur la somme de,

Si le capital employé n'excède pas la somme de cinquante mille piastres.....	\$ 50 00
Si le capital employé est de cent mille piastres et au-dessous et excède cinquante mille piastres.....	100 00
Si le capital employé excède cent mille piastres.....	150 00

Qu'afin de déterminer ce capital, tout manufacturier devra fournir au percepteur du revenu de la province du district où la licence doit être prise, une déclaration solennelle constatant que si le montant du capital employé par lui est au-dessous de cinquante mille piastres, ou au-dessus ou au-dessous de cent mille

piastres, selon le cas, et que si le Trésorier de la province croit que cette déclaration est inexacte, il pourra faire faire l'enquête nécessaire pour s'assurer du montant du capital ainsi employé, conformément aux règlements qui pourront être faits par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

2. *Résolu*, Que tout fabricant de tabac ou de cigares, sauf les compagnies incorporées et ceux qui fabriquent pour leur propre usage, ou ceux qui fabriquent moins de deux cents livres de tabac par an, devra obtenir, chaque année, du percepteur du revenu de la province du district dans lequel sa fabrique est située, une licence, dans ce but, et lui payer, au préalable, les sommes ci-après fixées ;

Que pour les fins de la présente résolution l'expression "fabricant de tabac" signifie et comprend toute personne qui fabrique du tabac, elle-même, ou qui emploie d'autres personnes à fabriquer pour elle du tabac, autre que des cigares,—que cette fabrication consiste à hacher, couper, mettre en robe, emballer, presser, mouler, rouler, sécher ou écraser du tabac en feuilles, ou enlever les côtes ou à préparer autrement du tabac en feuilles ou du tabac fabriqué ou partiellement fabriqué,—ou à préparer, pour l'usage ou la consommation, des débris de feuille, déchets, rognures, côtes, tiges ou dépôts de tabac résultant de tout procédé de manutention du tabac,—ou à mettre en œuvre ou préparer du tabac en feuilles, des côtes ou tiges de tabac, déchets, débris de feuilles, rognures ou rebuts en les cassant, tordant ou tamisant, ou par tout autre procédé ;

Et l'expression "fabricant de cigares" signifie et comprend toute personne qui, par elle-même ou son agent, exploite une manufacture de cigares de toute espèce, ou cheroots ; et le fait de mettre en robe, emballer, hacher, presser, mouler, rouler, sécher ou écraser du tabac en feuilles, ou à enlever les côtes, ou autrement à préparer du tabac en feuilles pour le convertir en cigares ou cheroots sera considéré comme acte de fabricant de cigares, suivant l'intention des présentes.

Que le montant de cette licence sera comme suit, suivant la valeur annuelle ou locative établie par le rôle d'évaluation municipal :

Valeur locative ou annuelle de \$300 ou au-dessous.....	\$ 100 00
Valeur locative ou annuelle au-dessous de \$400.00 et au-dessus de \$300.00.....	150 00
Valeur locative ou annuelle au-dessous de \$600.00 et au-dessus.....	250 00
Valeur locative ou annuelle au-dessous de \$800.00 et au-dessus de \$600.00.....	400 00
Valeur locative ou annuelle au-dessus de \$800.00.....	500 00

3. *Résolu*, Que tout commerçant, marchand, ou société commerciale, autre qu'une compagnie incorporée, qui tiendra un magasin, qui fera un commerce ou des affaires ou qui voudra ou désirera vendre dans cette province, en gros et en détail, du bois, du charbon, tabac, des cigares, effets, denrées ou marchandises de quelque genre que ce soit, et qui ne sera pas sujet à la taxe payable par les manufacturiers ou n'aura pas déjà pris de licence, en vertu de l'acte des licences de

Québec, pour la vente des spiritueux, devra, si son fonds de commerce excède en valeur la somme de cinq cents piastres, obtenir une licence, chaque année, le ou avant le premier jour d'octobre, du percepteur du revenu de la province du district dans lequel il a ou désire avoir son principal établissement, pour laquelle il devra lui payer au préalable les sommes suivantes :

1. Vente en gros, ou en gros et en détail :

(a) Dans la cité de Montréal.....	\$ 100 00
(b) Dans la cité de Québec.....	80 00
(c) Dans les autres cités et villes incorporées dont la population excède 5,000 âmes.....	50 00
(d) En tout autre endroit.....	30 00

2. Vente en détail seulement :

(a) Dans la cité de Montréal :

Si la valeur annuelle ou le loyer est au-dessus de \$400 00.....	30 00
Si la valeur annuelle ou le loyer est de \$600.00 ou au-dessous, et au-dessus de \$400.00.....	40 00
Si la valeur annuelle ou le loyer est de \$1,000.00 ou au-dessous, et au-dessus de \$600.00....	60 00
Si la valeur annuelle ou le loyer excède \$1,000.00.	80 00

(b) Dans la cité de Québec :

Si la valeur annuelle ou le loyer est au-dessous de \$400.00.....	20 00
Si la valeur annuelle ou le loyer est de \$600.00 ou au-dessous, et au-dessus de \$400.00.....	25 00
Si la valeur annuelle ou le loyer est de \$1,000.00 ou au-dessous, et au-dessus de \$600.00.....	30 00
Si la valeur annuelle ou le loyer excède \$1,000..	40 00

(c) Dans les autres cités et villes dont la population excède 5,000 âmes.....	20 00
(d) En tout autre endroit.....	10 00

4. *Résolu*, Que, dans chacun des cas suivants, un montant double sera dû et exigible pour la licence, et que la personne défaillante sera passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autres recours :

1. Quand une déclaration requise par la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, ne sera pas faite dans le délai voulu ;

2. Quand un état faux ou inexact sera fait dans une déclaration concernant la valeur ou une autre matière ;

3. Quand une société ou personne tenue de prendre une licence en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, n'en prendra pas, et

4. Quand une personne ou société commerciale, tenue de prendre une licence en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, manufacturera du tabac ou des cigares, tiendra un magasin, fera un commerce ou des affaires, ou vendra en gros ou en détail du bois, charbon, tabac, des cigares, effets, denrées ou marchandises de quelque genre que ce soit, sans avoir de licence.

Dans chacun de ces cas, lorsque la personne en défaut sera une société commerciale, la pénalité sera encourue par chaque membre de la société, et, à défaut de paiement, chacun d'eux sera passible de l'emprisonnement susmentionné.

5. *Résolu*, Que toute somme qui deviendra due à la couronne en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, sera une dette privilégiée, prenant rang, concurremment avec tout autre privilège de la couronne, immédiatement après les frais de justice.

6. *Résolu*, Que le percepteur du revenu de la province qui recevra une somme en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, aura droit de retenir telle commission qui sera déterminée par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions,

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Duplessis fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu'il est nécessaire de prélever un revenu additionnel dans le but de se procurer les fonds requis pour faire face aux obligations du gouvernement de la province, et aux exigences du service public, il est en conséquence,

1. *Résolu*, Que toute personne ou société, autre que les compagnies incorporées, qui exploite ou qui désire exploiter une manufacture de quelque article de commerce que ce soit ou de s'occuper d'une industrie quelconque, autre que la fabrication du tabac ou des cigares, dans cette province, devra, dès que son capital excèdera la somme de cinq mille piastres, obtenir, chaque année, le premier octobre, une licence du percepteur du revenu de la province du district dans lequel elle a ou se propose d'avoir son établissement principal, et payer, au préalable, dans but, au dit percepteur la somme de,

Si le capital employé n'excède pas la somme de cinquante mille piastres.....	\$ 50.00
Si le capital employé est de cent mille piastres et au-dessous et excède cinquante mille piastres.....	100.00
Si le capital employé excède cent mille piastres.....	150.00

Qu'afin de déterminer ce capital, tout manufacturier devra fournir au percepteur du revenu de la province du district où la licence doit être prise, une déclaration solennelle constatant que si le montant du capital employé par lui est au-dessous de cinquante mille piastres, ou au-dessus ou au-dessous de cent mille piastres selon le cas, et que si le trésorier de la province croit que cette déclaration est inexacte, il pourra faire faire l'enquête nécessaire pour s'assurer du montant du capital ainsi employé, conformément aux règlements qui pourront être faits par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

2. *Résolu*, Que tout fabricant de tabac ou de cigares, sauf les compagnies incorporées et ceux qui fabriquent pour leur propre usage, ou ceux qui fabriquent moins de deux cents livres de tabac par an, devra obtenir, chaque année, du percepteur du revenu de la province du district dans lequel sa fabrique est située, une licence, dans ce but, et lui payer, au préalable, les sommes ci-après fixées ;

Que, pour les fins de la présente résolution, l'expression "fabricant de tabac" signifie et comprend toute personne qui fabrique du tabac, autre que des cigares,—que cette fabrication consiste à hacher, couper, mettre en robe, emballer, presser, mouler, rouler, sécher ou écraser du tabac en feuilles, ou enlever les côtes, ou à préparer autrement du tabac en feuilles ou du tabac fabriqué ou partiellement fabriqué,—ou à préparer, pour l'usage ou la consommation, des débris de feuille, déchets, rognures, côtes, tiges ou dépôts de tabac résultant de tout procédé de manutention du tabac,—ou à mettre en œuvre ou préparer du tabac en feuilles, des côtes, ou tiges de tabac, déchets, débris de feuilles, rognures ou rebuts en les cassant, tordant ou tamisant, ou par tout autre procédé ;

Et l'expression "fabricant de cigares" signifie et comprend toute personne qui, par elle-même ou son agent, exploite une manufacture de cigares de toute espèce ou cheroots ; et le fait de mettre en robe, d'emballer, hacher, presser, mouler, rouler, sécher ou écraser du tabac en feuilles, ou enlever les côtes, ou autrement préparer du tabac en feuilles pour le convertir en cigares ou cheroots sera considéré comme acte de fabricant de cigares, suivant l'intention des présentes.

Que le montant de cette licence sera comme suit, suivant la valeur annuelle ou locative établie par le rôle d'évaluation municipal :

Valeur locative ou annuelle de \$300 ou au-dessous.....	\$ 100 00
Valeur locative ou annuelle au-dessous de \$400.00 et au-dessus de \$300.00.....	150 00
Valeur locative ou annuelle au-dessous de \$600 et au-dessus de \$400.00.....	250 00
Valeur locative ou annuelle au-dessous de \$800.00 et au-dessus de \$600.00.....	400 00
Valeur locative ou annuelle au-dessus de \$800.00.....	500 00

3. *Résolu*, Que tout commerçant, marchand, ou société commerciale, autre qu'une compagnie incorporée, qui tiendra un magasin, qui fera un commerce ou des affaires, ou qui vendra ou désirera vendre dans cette province, en gros ou en détail, du bois, charbon, tabac, des cigares, effets, denrées ou marchandises de quelque genre que ce soit, et qui ne sera pas sujet à la taxe payable par les manufacturiers ou n'aura pas déjà pris de licence, en vertu de l'acte des licences de Québec, pour la vente des spiritueux, devra, si son fonds de commerce excède, en valeur, la somme de cinq cents piastres, obtenir une licence, chaque année, le ou avant le premier jour d'octobre, du percepteur du revenu de la province du district dans lequel il a ou désire avoir son principal établissement, pour laquelle il devra lui payer, au préalable, les sommes suivantes :

1. Vente en gros, ou en gros et en détail :

(a) Dans la cité de Montréal.....	\$ 100 00
(b) Dans la cité de Québec.....	80 00
(c) Dans les autres cités et villes incorporées dont la population excède 5,000 âmes.....	50 00
(d) En tout autre endroit.....	30 00

2. Vente en détail :

(a) Dans la cité de Montréal :

Si la valeur annuelle ou le loyer est de \$400.00 ou au-dessous de \$400.00.....	30 00
Si la valeur annuelle ou le loyer est de \$600.00 ou au-dessous, et au-dessus de \$400.00.....	40 00
Si la valeur annuelle ou le loyer est de \$1,000 ou au-dessous, et au-dessus de \$600.00.....	60 00
Si la valeur annuelle ou le loyer excède \$1,000..	80 00

(b) Dans la cité de Québec :

Si la valeur annuelle ou le loyer est de \$400.00 ou au-dessous de \$400.00.....	20 00
Si la valeur annuelle ou le loyer est de \$600 ou au-dessous, et au-dessus de \$400.....	25 00
Si la valeur annuelle ou le loyer est de \$1,000 ou au-dessous, et au-dessus de \$600.....	30 00
Si la valeur annuelle ou le loyer excède \$1,000..	40 00

(c) Dans les autres cités ou villes dont la population excède 5,000 âmes.....	20 00
(d) En tout autre endroit.....	10 00

4. *Résolu*, Que, dans chacun des cas suivants, un montant double sera dû et exigible pour la licence, et que la personne défaillante sera passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autre recours :

1. Quand une déclaration requise par la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, ne sera pas faite dans le délai voulu ;

2. Quand un état faux ou inexact sera fait dans une déclaration concernant la valeur ou une autre matière ;

3. Quand une société ou personne tenue de prendre une licence en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, n'en prendra pas, et

4. Quand une personne ou société commerciale, tenue de prendre une licence en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, manufacturera du tabac ou des cigares, tiendra un magasin, fera un commerce ou des affaires, ou vendra, en gros ou en détail, du bois, charbon, tabac, des cigares, effets, denrées ou marchandises de quelque genre que ce soit, sans avoir de licence.

Dans chacun de ces cas, lorsque la personne en défaut sera une société commerciale, la pénalité sera encourue par chaque membre de la société, et, à défaut de paiement, chacun d'eux sera passible de l'emprisonnement susmentionné.

5. *Résolu*, Que toute somme qui deviendra due à la couronne en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, sera une dette privilégiée, prenant rang, concurremment avec tout autre privilège de la couronne, immédiatement après les frais de justice.

6. *Résolu*, Que le percepteur du revenu de la province qui recevra une somme en vertu de la loi à laquelle ces résolutions serviront de base, aura droit de retenir telle commission qui sera déterminée par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux licences, étant lu ;

L'honorable M. Hall informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant été informé de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme, alors, en le dit Comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que toute personne qui désire vendre des vins du pays faits avec du raisin cultivé et produit dans la province de Québec et fabriqué par le vendeur, en quantités de un gallon au moins, mesure impériale, ou une douzaine de bouteilles, contenant, au moins, une chopine, mesure impériale, pour être emportées et non bues sur les lieux, devra obtenir du percepteur du revenu une licence pour ce faire.

2. *Résolu*, Que, sur demande faite par une compagnie de chemin de fer, le Lieutenant-gouverneur en Conseil pourra autoriser le percepteur du revenu à accorder à cette compagnie une ou plusieurs licences de wagons-restaurants :

Chacune de ces licences autorisera la compagnie à vendre, dans un de ses wagons-restaurants ou buffets, les liqueurs dénommées dans une licence pour la vente du vin et de la bière.

Ces ventes seront limitées aux voyageurs *bonâ fide* du train auxquels sont attachés ces wagons-restaurants ou buffets, aucune vente ne pouvant être faite quand le train se trouve à une station ou dans ses limites, et aucune liqueur ne pouvant jamais être vendue aux officiers, employés ou serviteurs de la compagnie, ni à qui que ce soit, pour eux.

3. *Résolu*, Que toute personne qui désire vendre à commission ou sur échantillons, des liqueurs énivrantes en entrepôt ou autrement, hors la province de Québec, devra obtenir, dans ce but, une licence du percepteur du revenu.

4. *Résolu*, Que toute personne licenciée sous l'autorité de l'article 864 des Statuts refondus, qui vendra une quantité quelconque de liqueur enivrante, sans le certificat requis par les articles 861 et 862 des dits Statuts, ou souffrira que la liqueur par lui vendue soit bue dans son établissement ou ses dépendances, sera passible des pénalités imposées par les articles 900 et 901 des dits Statuts.

5. *Résolu*, Que toute personne qui, sans licence en force à cet effet, vendra des liqueurs énivrantes sur échantillon ou à commission, dans quelque partie que ce soit de cette province, sera passible pour chaque infraction :

(a) Si elle a lieu dans la cité de Montréal, d'une amende de cent cinquante piastres ;

(b) Si elle a lieu dans toute autre partie du territoire organisé, d'une amende de cent vingt piastres ;

(c) Si elle a lieu dans un territoire non organisé, d'une amende de soixante piastres.

6. *Résolu*, Que tout brasseur, distillateur ou autre personne licenciée par le gouvernement du Canada, pour fabriquer des liqueurs énivrantes, pourra garder ou vendre toute liqueur par lui fabriquée, dans tout bâtiment où se fait cette fabrication, pourvu que ce bâtiment ne fasse pas partie et n'ait aucune communication avec un magasin ou bâtiment où l'on vend en détail des liqueurs énivrantes, ou dans lequel on garde des caisses ou ballots de liqueurs ouverts ; pourvu aussi que chaque tel brasseur, distillateur ou autre personne ait obtenu, au préalable, une licence de magasin en gros ou d'embouteilleur, selon le cas, pour vendre, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, les liqueurs ainsi fabriquées par lui.

7. *Résolu*, Que tout chimiste ou droguiste enregistré comme tel, sous l'autorité de la loi de pharmacie de Québec, pourra vendre des liqueurs énivrantes pour des fins strictement médicales, sur présentation d'un certificat d'un médecin pratiquant enregistré, en quantités n'excédant pas, chaque fois, une chopine, mesure impériale ; mais tout tel chimiste ou droguiste qui désire, dans le cours ordinaire et régulier de ses affaires, vendre des liqueurs énivrantes en quantités excédant, chaque fois, une chopine, mesure impériale, ou vendre ces liqueurs en quantités moindres qu'une chopine impériale, sans certificat de médecin pratiquant enregistré, devra obtenir, au préalable, une licence de droguiste, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec.

8. *Résolu*, Que toute compagnie de chemin de fer, ou personne en charge d'un wagon-restaurant ou buffet, ou se trouvant sur un train de chemin de fer, qui vend des liqueurs dans quelque partie de cette province, sans avoir de licence en vigueur à cet effet, ou qui, ayant une licence de wagon-restaurant, vend d'autres liqueurs enivrantes que celles permises par cette licence, ou contrevient autrement aux dispositions de la loi des licences de Québec, sera passible, pour cette offense, d'une amende de cent piastres.

9. *Résolu*, Que toute personne ayant une licence pour la vente du cidre ou des vins du pays, qui vend toute autre liqueur que celle autorisée par cette licence, ou qui contrevient de toute autre manière aux dispositions de la loi des licences de Québec, sera passible d'une amende de cent cinquante piastres pour chaque offense, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois, et, de plus, la licence du délinquant sera annulée et ne pourra être renouvelée durant l'année.

10. *Résolu*, Que, lorsqu'en vertu des dispositions de la loi des licences de Québec, de l'Acte de tempérance du Canada, ou l'Acte de tempérance de 1864, le certificat d'un membre du clergé, d'un médecin pratiquant ou d'un juge de paix, est requis pour la vente de liqueurs enivrantes, sans lequel certificat on ne peut obtenir légalement telle liqueur, toute personne convaincue d'avoir donné faussement ce certificat, ou de l'avoir obtenu sous faux prétextes, sera passible d'une amende de cinq piastres, au moins, et de cinquante piastres, au plus, à la discrétion de la cour.

11. *Résolu*, Que toute personne qui, ayant violé une des dispositions de la loi des licences de Québec, effectue un compromis, arrangement ou règlement, à propos d'une offense, ou tente d'effectuer un compromis, arrangement ou règlement à propos d'une offense, avec une ou plusieurs personnes, dans le but d'empêcher qu'une plainte ne soit faite à ce sujet, ou, si une plainte a été faite, dans le but de la faire disparaître, de l'arrêter ou de la renvoyer, faute de poursuite ou autrement, sera coupable d'une offense contre la loi des licences, et sera passible d'une amende de cent piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour ;

Que toute personne qui sera partie ou qui sera concernée dans tel compromis, arrangement ou règlement, mentionné dans le paragraphe précédent, sera passible d'une amende de cinquante piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour.

12. *Réolu*, Que tout conseil municipal de cité ou de ville pourra légalement prélever un droit n'excédant pas deux cents piastres, chaque année, sur tout porteur de licence, en vertu de la loi des licences de Québec, pour la confirmation des certificats ou autrement, et tout conseil d'autre municipalité pourra prélever un droit de cinquante piastres pour le même objet.

13. *Résolu*. Que la contravention à l'article 928 des Statuts refondus sera une contravention dans le sens de la loi des licences de Québec, et punissable, en conséquence.

14. *Résolu*, Que toutes les amendes recouvrées au moyen de poursuite, en vertu de l'article 1026 des Statuts refondus, à la poursuite du percepteur du revenu, seront distribuées de la manière suivante :

1. Si l'amende n'excède pas soixante piastres : un quart à la municipalité, un quart au percepteur du revenu de la province, un quart au dénonciateur, s'il y en a un, et la balance au fonds du revenu consolidé de la province ;

2. Si l'amende excède soixante piastres, mais n'excède pas quatre-vingts piastres : un quart à la municipalité, un quart au percepteur du revenu de la province, quinze dollars au dénonciateur, s'il y en a un, et la balance au fonds du revenu consolidé de la province.

Si l'amende excède quatre-vingts piastres, il est payé au percepteur du revenu de la province et à la municipalité, vingt piastres, chacun, au dénonciateur, s'il y en a un, quinze piastres, et la balance est payée au fonds du revenu consolidé de la province.

15. *Résolu*, Que, dans toute poursuite en vertu de la loi des licences de Québec, le véritable délinquant, aussi bien que le possesseur des lieux licenciés, sera personnellement responsable des amendes et punitions qui peuvent être imposées, à raison de toute infraction pour violation de la dite loi, et à l'option du poursuivant ; le véritable délinquant pourra être poursuivi conjointement avec le possesseur des lieux licenciés ou séparément, mais les deux à la fois ne pourront être condamnés pour la même offense, et la condamnation de l'un d'eux suffira pour empêcher la condamnation de l'autre pour la même offense.

16. *Résolu*, Que toute personne, dans une poursuite en vertu de la loi des licences de Québec, qui tente de suborner un témoin, soit avant ou après son assignation ou sa comparution dans une cause ou procédure qui s'y rapporte ou qui, par des efforts d'argent ou des menaces, ou de toute autre manière, directement ou indirectement, induit ou tente d'induire telle personne à s'absenter ou à se parjurer, sera passible, sans préjudice de tout autre recours, d'une amende de pas moins de vingt piastres, ni de plus de cent piastres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour.

17. *Résolu*, Que lorsqu'une poursuite sera intentée par le percepteur du revenu de la province, en son nom, l'amende recouvrée sera employée de la manière suivante, savoir :

1. Si toute l'amende et le montant des frais ont été recouvrés, et que l'amende n'excède pas soixante piastres : un quart au percepteur du revenu de la province, un quart au dénonciateur, s'il y en a un, et la balance est remise au Trésorier de la province, pour faire partie du fonds du revenu consolidé de la province ;

2. Si l'amende excède soixante piastres, mais n'excède pas quatre-vingts piastres : un quart au percepteur du revenu de la province, quinze piastres au dénonciateur, s'il y en a un, et le reste au fonds du revenu consolidé de la province ;

3. Si l'amende excède quatre-vingts piastres, il est payé au percepteur du revenu de la province, vingt piastres, au dénonciateur, s'il y en a un, quinze piastres, et le reste est payé au fonds du revenu consolidé de la province.

18. *Résolu*, Que dans toute poursuite en vertu de la loi des licences de Québec ou de l'Acte de tempérance de 1864 ou de la seconde partie de l'Acte de tempérance du Canada, si le percepteur du revenu de la province assiste aux séances du tribunal comme poursuivant ou témoin, et parcourt, pour assister aux séances d'un tel tribunal une distance de plus de trois milles, de son domicile, le

juge de paix ou les juges de paix chargés de l'instruction de la cause, pourront alors taxer contre le défendeur, s'il est trouvé coupable, à titre de frais dans la cause, pour couvrir le coût du billet de chemin de fer ou de transport du percepteur du revenu, pour assister à la dite poursuite, comme suit, savoir :

1. S'il voyage en chemin de fer ou diligence, les prix qu'il a été réellement obligé de payer ;
 2. S'il voyage dans une voiture de louage, les sommes réellement exigées pour un cheval, une voiture et les droits de péages ;
 3. S'il voyage dans sa propre voiture, dix cents par mille pour un seul trajet ;
- Et pour couvrir toutes autres dépenses, une somme additionnelle de une piastre par jour.

Que dans le cas où la cause est ajournée à la demande du défendeur, il sera permis d'allouer de semblables taxes additionnelles sur le défendeur, lorsque le percepteur du revenu de la province assiste réellement aux séances du tribunal ;

Que les frais de route ou autres dépenses seront certifiés sous serment par le percepteur du revenu de la province.

19. *Résolu*, Qu'en sus de l'honoraire d'une piastre sur l'octroi de chaque licence, les droits compris dans le tarif suivant, seront payables au percepteur du revenu de la province préalablement à l'octroi de la licence par la partie qui en fait la demande.

1. Sur chaque licence de wagon-restaurant autorisant la vente de la bière et du vin sur les trains de chemins de fer, cinquante piastres ;
2. Sur chaque licence pour vendre sur échantillon ou à commission, des liqueurs enivrantes gardées en entrepôt, ou de toute autre manière et ne se trouvant pas dans les limites de la province de Québec à l'époque de la vente, deux cents piastres.
3. Sur toute licence pour la vente des liqueurs fermentées embouteillées par le porteur de la licence lui-même, si l'embouteilleur est en même temps brasseur :
 - (a) Dans les cités de Montréal et Québec, deux cents piastres.
 - (b) Dans toute autre municipalité, cent cinquante piastres.

Et pour chaque camion employé par les brasseurs et les embouteilleurs, un droit de dix piastres.

4. Sur chaque licence pour la vente de liqueurs dans un but médicinal ou pour l'usage du culte, dans les municipalités où un règlement prohibitif est en vigueur ;

- (a) Dans chaque cité, deux cents piastres ;
 - (b) Dans toute ville incorporée, cent soixante piastres ;
 - (c) Dans toute partie de territoire organisé, en dehors d'une cité ou d'une ville, cent vingt-cinq piastres ;
 - (d) Dans tout territoire non organisé, soixante-dix piastres ;
5. Sur chaque licence pour vendre du vin du pays fabriqué par le vendeur, dix piastres ;
 6. Sur toute licence de droguiste :
 - (a) Dans les cités de Montréal et de Québec, cent cinquante piastres ;
 - (b) Dans toutes autres parties de la province, cent piastres ;

7. Pour chaque licence de colporteur pour un district de revenu, cent piastres, et pour chaque district additionnel de revenu, dix piastres ;

8. Pour licence de tables de billard, autres que celles qui se trouvent dans un club, ou dans une cité ou ville incorporée de la province, trente piastres pour chaque table.

20. *Résolu*, Que les droits suivants sur les licences, conformément au paragraphe 3, 4 et 8 de la section 99 de l'Acte de tempérance du Canada, seront payables au percepteur du revenu de la province, avant l'octroi d'icelles, savoir ;

1. Sur toute licence de droguiste ou autre vendeur de liqueurs pour l'usage sacramentel, médical et industriel ;

(a) Dans les cités, deux cents piastres ;

(b) Dans les villes, cent soixante piastres ;

(c) Dans toutes les autres municipalités, cent vingt-cinq piastres ;

(d) Dans un territoire non organisé, cinquante piastres.

2. Sur toute licence de gros ;

(a) Dans les cités, deux cent cinquante piastres ;

(b) Dans les villes, deux cents piastres ;

(c) Dans toutes les autres parties de la province, cent soixante piastres.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Duplessis fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que toute personne qui désire vendre des vins du pays faits avec du raisin cultivé et produit dans la province de Québec et fabriqué par le vendeur, en quantités de un gallon au moins, mesure impériale, ou une douzaine de bouteilles, contenant une chopine, au moins, mesure impériale, pour être emportées et non bues sur les lieux, devra obtenir du percepteur du revenu une licence pour ce faire.

2. *Résolu*, Que, sur demande faite par une compagnie de chemin de fer, le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le percepteur du revenu à accorder à cette compagnie une ou plusieurs licences de wagons-restaurants ;

Chacune de ces licences autorisera la compagnie à vendre, dans un de ses wagons-restaurants ou buffets, les liqueurs dénommées dans une licence pour la vente du vin et de la bière.

Ces ventes seront limitées aux voyageurs *bond fide* du train auquel sont attachés ces wagons-restaurants ou buffets, aucune vente ne pouvant être faite quand le train se trouve à une station ou dans ses limites, et aucune liqueur ne pouvant jamais être vendue aux officiers, employés ou serviteurs de la compagnie, ni à qui que ce soit, pour eux.

3. *Résolu*, Que toute personne qui désire vendre à commission ou sur échantillons, des liqueurs enivrantes en entrepôt ou autrement, hors la province de Québec, devra obtenir, dans ce but, une licence du percepteur du revenu.

4. *Résolu*, Que toute personne licenciée sous l'autorité de l'article 864 des Statuts refondus, qui vendra une quantité quelconque de liqueur enivrante, sans le certificat requis par les articles 861 et 862 des dits Statuts, ou souffrira que la liqueur par lui vendue soit bue dans son établissement ou ses dépendances, sera passible des pénalités imposées par les articles 900 et 901 des dits Statuts.

5. *Résolu*. Que toute personne qui, sans licence en force à cet effet, vendra des liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission, dans quelque partie que ce soit de cette province, sera passible pour chaque infraction :

(a) Si elle a lieu dans la cité de Montréal, d'une amende de cent cinquante piastres :

(b) Si elle a lieu dans toute autre partie du territoire organisé, d'une amende de cent vingt piastres ;

(c) Si elle a lieu dans un territoire non organisé, d'une amende de soixante piastres.

6. *Résolu*, Que tout brasseur, distillateur ou autre personne licenciée par le gouvernement du Canada, pour fabriquer des liqueurs enivrantes, pourra garder ou vendre toute liqueur par lui fabriquée, dans tout bâtiment où se fait cette fabrication, pourvu que ce bâtiment ne fasse pas partie et n'ait aucune communication avec un magasin ou bâtiment où l'on vend en détail des liqueurs enivrantes, ou dans lequel on garde des caisses ou ballots de liqueurs ouverts ; pourvu aussi que chaque tel brasseur, distillateur ou autre personne ait obtenu, au préalable, une licence de magasin en gros ou d'embouteilleur, selon le cas, pour vendre, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, les liqueurs ainsi fabriquées par lui.

7. *Résolu*, Que tout chimiste ou droguiste enregistré comme tel, sous l'autorité de la loi de pharmacie de Québec, pourra vendre des liqueurs enivrantes pour des fins strictement médicales, sur présentation d'un certificat d'un médecin pratiquant enregistré, en quantités n'excédant pas, chaque fois, une chopine, mesure impériale ; mais tout tel chimiste ou droguiste qui désire, dans le cours ordinaire et régulier de ses affaires, vendre des liqueurs enivrantes en quantités excédant chaque fois, une chopine, mesure impériale, ou vendre ces liqueurs en quantités moindres qu'une chopine impériale, sans certificat de médecin pratiquant enregistré, devra obtenir, au préalable, une licence de droguiste, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec.

8. *Résolu*, Que toute compagnie de chemin de fer ou personne en charge d'un wagon-restaurant ou buffet, où se trouvant sur un train de chemin de fer, qui vend des liqueurs dans quelque partie de cette province, sans avoir de licence en vigueur à cet effet, ou qui, ayant une licence de wagon-restaurant, vend d'autres liqueurs enivrantes que celles permises par cette licence, ou contrevient autrement aux dispositions de la loi des licences de Québec, sera passible, pour cette offense, d'une amende de cent piastres.

9. *Résolu*, Que toute personne ayant une licence pour la vente du cidre ou des vins du pays, qui vend toute autre liqueur que celle autorisée par cette licence, ou qui contrevient de toute autre manière aux dispositions de la loi des licences de Québec, sera passible d'une amende de cent cinquante piastres, pour chaque offense, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois, et, de plus, la licence du délinquant sera annulée et ne pourra être renouvelée durant l'année.

10. *Résolu*, Que lorsqu'en vertu des dispositions de la loi des licences de Québec, de l'Acte de tempérance du Canada, ou de l'Acte de tempérance de 1864, le certificat d'un membre du clergé, d'un médecin pratiquant ou d'un juge de paix, est requis pour la vente de liqueurs enivrantes, sans lequel certificat on ne peut obtenir légalement telle liqueur, toute personne convaincue d'avoir donné faussement ce certificat, ou de l'avoir obtenu sous faux prétextes, sera passible d'une amende de cinq piastres, au moins, et de cinquante piastres, au plus, à la discrétion de la cour.

11. *Résolu*, Que toute personne qui, ayant violé une des dispositions de la loi des licences de Québec, effectue un compromis, arrangement ou règlement à propos d'une offense, ou tente d'effectuer un compromis, arrangement ou règlement à propos d'une offense, avec une ou plusieurs personnes, dans le but d'empêcher qu'une plainte ne soit faite à ce sujet, ou, si une plainte a été faite, dans le but de la faire disparaître, de l'arrêter ou de la renvoyer, faute de poursuite ou autrement, sera coupable d'une offense contre la loi des licences, et sera passible d'une amende de cent piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour ;

Que toute personne qui sera partie ou qui sera concernée dans tel compromis, arrangement ou règlement, mentionné dans le paragraphe précédent, sera passible d'une amende de cinquante piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour.

12. *Résolu*, Que tout conseil municipal de cité ou de ville pourra légalement prélever un droit n'excédant pas deux cents piastres, chaque année, sur tout porteur de licence, en vertu de la loi des licences de Québec, pour la confirmation des certificats ou autrement, et tout conseil d'autre municipalité pourra prélever un droit de cinquante piastres pour le même objet.

13. *Résolu*, Que la contravention à l'article 928 des Statuts refondus sera une contravention dans le sens de la loi des licences de Québec, et punissable, en conséquence.

14. *Résolu*, Que toutes les amendes recouvrées au moyen de poursuite, en vertu de l'article 1026 des Statuts refondus, à la poursuite du percepteur du revenu, seront distribuées de la manière suivante :

1. Si l'amende n'excède pas soixante piastres : un quart à la municipalité, un quart au percepteur du revenu de la province, un quart au dénonciateur, s'il y en a un, et la balance au fonds du revenu consolidé de la province ;

2. Si l'amende excède soixante piastres, mais n'excède pas quatre-vingts piastres : un quart à la municipalité, un quart au percepteur du revenu de la province, quinze dollars au dénonciateur, s'il y en a un, et la balance au fonds du revenu consolidé de la province.

Si l'amende excède quatre-vingts piastres, il est payé au percepteur du revenu de la province et à la municipalité, vingt piastres, chacun, au dénonciateur, s'il y en a un, quinze piastres, et la balance est payée au fonds du revenu consolidé de la province.

15. *Résolu*, Que, dans toute poursuite en vertu de la loi des licences de Québec, le véritable délinquant, aussi bien que le possesseur des lieux licenciés, sera personnellement responsable des amendes et punitions qui peuvent être imposées, à raison de toute infraction ou violation de la dite loi, et à l'option du poursuivant ; le véritable délinquant pourra être poursuivi conjointement avec le possesseur des lieux licenciés ou séparément, mais les deux à la fois ne pourront être condamnés pour la même offense, et la condamnation de l'un d'eux suffira pour empêcher la condamnation de l'autre pour la même offense.

16. *Résolu*, Que toute personne, dans une poursuite en vertu de la loi des licences de Québec, qui tente de suborner un témoin, soit avant ou après son assignation, ou sa comparution dans une cause, ou procédure qui s'y rapporte, ou qui, par des efforts d'argent ou des menaces, ou de toute autre manière, directement ou indirectement, induit ou tente d'induire telle personne à s'absenter ou à se parjurer, sera passible, sans préjudice de toute autre recours, d'une amende de pas moins de vingt piastres, ni de plus de cent piastres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour.

17. *Résolu*, Que, lorsqu'une poursuite sera intentée par le percepteur du revenu de la province, en son nom, l'amende recouvrée sera employée de la manière suivante, savoir :

1. Si toute l'amende et le montant des frais ont été recouvrés, et que l'amende n'excède pas soixante piastres : un quart au percepteur du revenu de la province, un quart au dénonciateur, s'il y en a un, et la balance est remise au Trésorier de la province, pour faire partie du fonds du revenu consolidé de la province ;

2. Si l'amende excède soixante piastres, mais n'excède pas quatre-vingts piastres : un quart au percepteur du revenu de la province, quinze piastres au dénonciateur, s'il y en a un, et le reste au fonds du revenu consolidé de la province ;

3. Si l'amende excède quatre-vingts piastres, il est payé au percepteur du revenu de la province, vingt piastres, au dénonciateur, s'il y en a un, quinze piastres, et le reste est payé au fonds du revenu consolidé de la province.

18. *Résolu*, Que, dans toute poursuite en vertu de la loi des licences de Québec ou de l'Acte de tempérance de 1864 ou de la seconde partie de l'Acte de tempérance du Canada, si le percepteur du revenu de la province assiste aux séances du tribunal comme poursuivant ou témoin, et parcourt, pour assister aux séances d'un tel tribunal, une distance de plus de trois milles, de son domicile, le

juge de paix ou les juges de paix chargés de l'instruction de la cause pourront alors taxer contre le défendeur, s'il est trouvé coupable, à titre de frais dans la cause, pour couvrir le coût du billet du chemin de fer ou de transport du percepteur du revenu pour assister à la dite poursuite, comme suit, savoir :

1. S'il voyage en chemin de fer ou diligence, les prix qu'il a été réellement obligé de payer ;
 2. S'il voyage dans une voiture de louage, les sommes réellement exigées pour un cheval, une voiture et les droits de péages ;
 3. S'il voyage dans sa propre voiture, dix cents par mille pour un seul trajet ;
- Et pour couvrir toutes autres dépenses, une somme additionnelle de une piastre par jour.

Que dans le cas où la cause est ajournée à la demande du défendeur, il sera permis d'allouer de semblables taxes additionnelles sur le défendeur, lorsque le percepteur du revenu de la province assiste réellement aux séances du tribunal ;

Que les frais de route ou autres dépenses seront certifiés sous serment par le percepteur du revenu de la province.

19. *Résolu*, Qu'en sus de l'honoraire d'une piastres sur l'octroi de chaque licence, les droits compris dans le tarif suivant, seront payables au percepteur du revenu de la province préalablement à l'octroi de la licence par la partie qui en fait la demande.

1. Sur chaque licence de wagon-restaurant autorisant la vente de la bière et du vin sur les trains de chemins de fer, cinquante piastres ;
2. Sur chaque licence pour vendre sur échantillon ou à commission, des liqueurs enivrantes gardées en entrepôt, ou de toute autre manière et ne se trouvant pas dans les limites de la province de Québec à l'époque de la vente, deux cents piastres.
3. Sur toute licence pour la vente des liqueurs fermentées embouteillées par le porteur de la licence lui-même, si l'embouteilleur est en même temps brasseur :
 - (a) Dans les cités de Montréal et Québec, deux cents piastres.
 - (b) Dans toute autre municipalité, cent cinquante piastres.

Et pour chaque camion employé par les brasseurs et les embouteilleurs, un droit de dix piastres.

4. Sur chaque licence pour la vente de liqueurs dans un but médicinal ou pour l'usage du culte, dans les municipalités ou un règlement prohibitif est en vigueur ;

- (a) Dans chaque cité, deux cents piastres ;
 - (b) Dans toute ville incorporée, cent soixante piastres ;
 - (c) Dans toute partie de territoire organisé, en dehors d'une cité ou d'une ville, cent vingt-cinq piastres ;
 - (d) Dans tout territoire non organisé, soixante-dix piastres ;
5. Sur chaque licence pour vendre du vin du pays fabriqué par le vendeur, dix piastres ;

6. Sur toute licence de droguiste :

- (a) Dans les cités de Montréal et de Québec, cent cinquante piastres ;
- (b) Dans toutes autres parties de la province, cent piastres ;

7. Pour chaque licence de colporteur pour un district de revenu, cent piastres, et pour chaque district additionnel de revenu, dix piastres ;

8. Pour licence de tables de billard, autres que celles qui se trouvent dans un club, ou dans une cité ou ville incorporée de la province, trente piastres pour chaque table.

20. *Résolu*, Que les droits suivants sur les licences, conformément au paragraphe 3, 4 et 8 de la section 99 de l'Acte de tempérance du Canada, seront payables au percepteur du revenu de la province, avant l'octroi d'icelles, savoir :

1. Sur toute licence de droguiste ou autre vendeur de liqueurs pour l'usage sacramental, médical et industriel ;

- (a) Dans les cités, deux cents piastres ;
- (b) Dans les villes, cent soixante piastres ;
- (c) Dans toutes les autres municipalités, cent vingt-cinq piastres ;
- (d) Dans un territoire non organisé, cinquante piastres.

2. Sur toute licence de gros ;

- (a) Dans les cités, deux cent cinquante piastres ;
- (b) Dans les villes, deux cents piastres ;
- (c) Dans toutes les autres parties de la province, cent soixante piastres.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Résolu, Qu'à sa prochaine séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions se rapportant au chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Qu'à sa prochaine séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions relatives à une taxe directe sur certaines personnes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi pourvoyant à la formation de Sociétés agricoles et laitières ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, se forme en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Loi amendant la loi pourvoyant à la formation de Sociétés agricoles et laitières."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi concernant les taxes directes imposées sur les corporations commerciales ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu Que cette chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Loi modifiant la loi concernant les taxes directes imposées sur les corporations commerciales."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les dentistes ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte amendant la loi concernant les dentistes."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mardi, 21 juin 1892.

Onze heures, A. M.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. Desjardins, Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Tessier (Portneuf) propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Marchand, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu qu'en 1880, le gouvernement Chapleau a imposé aux municipalités l'obligation de contribuer aux frais de l'entretien des aliénés dans les asiles, laquelle obligation a été de nouveau insérée dans les statuts subséquents ;

Attendu que ce mode de contribution n'a pas rapporté au trésor public ce que ses auteurs en attendaient ;

Attendu qu'il a été démontré que cette taxe indirecte repose sur une base injuste et vexatoire, et que, pour ces raisons, elle a été abolie par cette Législature en 1890 ;

Attendu que, par le présent bill, le gouvernement actuel propose d'imposer le même système d'impôts sur les contribuables de cette province ;

Attendu que, par une réglementation sévère du mode d'admission aux asiles d'aliénés, il est possible de mettre fin à tous les abus qui en causent l'encombrement, sans avoir recours à l'imposition aux municipalités, d'une charge onéreuse qui, dans bien des cas, aurait pour résultat de priver des bienfaits du traitement suivi dans ces institutions, les personnes trop pauvres pour pourvoir à leur propre maintien ;

Attendu que des conditions plus favorables que celles existantes pour le soin des aliénés, lors de l'expiration des contrats actuels, peuvent être établies, lesquelles compenseraient, par l'économie réalisée, le surcroît de revenu que l'on attend de la contribution imposée aux municipalités par le dit bill ;

Attendu que cette Chambre a le droit, avant de consentir à une nouvelle législation sur cette matière, d'être renseignée sur le système et le mode d'arrangement que le gouvernement entend adopter lors de l'expiration des contrats actuels, ainsi que sur les offres qui ont pu être faites au gouvernement, à cet égard ;

Il soit résolu que ce bill ne soit pas lu une deuxième fois maintenant, mais dans six mois."

M. Duplessis propose comme sous-amendement, secondé par M. Desjardins que les mots : " Attendu qu'en 1880, le gouvernement Chapleau a imposé aux municipalités l'obligation de contribuer aux frais de l'entretien des aliénés dans les asiles, laquelle obligation a été de nouveau insérée dans les statuts subséquents ;

“ Attendu que ce mode de contribution n'a pas rapporté au trésor public ce que ses auteurs en attendaient ;

Attendu qu'il a été démontré que cette taxe indirecte repose sur une base injuste et vexatoire et que, pour ces raisons, elle a été abolie par cette Législature en 1890 ;

Attendu que, par le présent bill, le gouvernement actuel propose d'imposer le même système d'impôts sur les contribuables de cette province ;

Attendu que, par une réglementation sévère du mode d'admission aux asiles d'aliénés, il est possible de mettre fin à tous les abus qui en cause l'encombrement, sans avoir recours à l'imposition aux municipalités, d'une charge onéreuse qui, dans bien des cas, aurait pour résultat de priver des bienfaits du traitement suivi dans ces institutions, les personnes trop pauvres pour pourvoir à leur propre maintien ;

Attendu que des conditions plus favorables que celles existantes pour le soin des aliénés, lors de l'expiration des contrats actuels, peuvent être établies, lesquelles compenseraient, par l'économie réalisée, le surcroît de revenu que l'on attend de la contribution imposée aux municipalités par le dit bill ;

Attendu que cette Chambre a le droit, avant de consentir à une nouvelle législation sur cette matière, d'être renseignée sur le système et le mode d'arrangement que le gouvernement entend adopter lors de l'expiration des contrats actuels, ainsi que sur les offres qui ont pu être faites au gouvernement, à cet égard ;

Il soit *résolu*, que ce bill ne soit pas lu une deuxième fois maintenant, mais dans six mois,” dans l'amendement, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ En votant cette mesure, cette Chambre a confiance que le gouvernement fera, pour l'entretien et le soin des aliénés, les arrangements les plus avantageux, tant pour cette classe de malheureux, que pour ceux qui sont appelés à contribuer à leur entretien.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,	Descarries,	Lacouture,	Pelletier,
Augé,	Dexjardins,	McDonald,	Petit,
Baker,	Duplessis,	McIntosh,	Poirier,
Beaubien,	England,	Magnan,	Rioux,
Beauchamp,	Flynn,	Marion,	Savaria,
Bédard,	Girard (Lac St-Jean),	Martineau,	Simpson,
Cartier,	Greig,	Nantel,	Spencer,
Casgrain,	Grenier,	Normand,	Tailon,
Chateauvert,	Hackett,	Panneton,	Tellier,
Cholete,	Hall,	Parizeau,	Tétreau,—41.
Chicoyne,			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladiu</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Ste-Marie,</i>	<i>Turgeon.—18.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement,

Alors la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion, fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu, la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

Et étant une heure, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures, P. M.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill constituant en corporation *The St-Lawrence River Railroad Company*, référé au comité pour la seconde fois, a l'honneur de rapporter ce bill avec amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel,
Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le Bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la section 7. "

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf)</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Turgeon.—17.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marlineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean)</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.—42.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>		

Ainsi il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative aux écoles de réforme.

L'honorable M. Pelletier proposé, secondé par l'honorable M. Casgrain, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Tessier (Rimouski) propose comme amendement à la motion, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après “Que”, jusqu’à la fin de la motion, soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est d’opinion que la contribution imposée aux municipalités pour la garde et l’entretien des détenus dans les écoles de réforme ne sera pas perçue avec avantage pour le public ; que cette taxe imposée aux municipalités repose sur une base injuste et vexatoire ;

Qu’en conséquence, le dit projet de loi ne soit pas lu la seconde fois maintenant, mais dans trois mois.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf).</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Laiberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Turgeon.—17.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.—43.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois;

M. Tessier (Rimouski) propose, comme amendement, secondé par M. Dechène, —Que tous les mots après “maintenant” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: “référé de nouveau à un comité général, avec instruction d'amender la section première en y ajoutant “que le magistrat devant lequel s'instruira le procès d'un enfant passible de condamnation à l'école de réforme, devra faire signifier un avis indiquant le jour fixé pour le procès, à la corporation municipale responsable de partie des frais de garde et d'entretien, laquelle corporation aura droit de montrer cause, d'examiner et de transquestionner les témoins.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville)</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon—17.</i>
<i>Dechène,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savoria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétrau.—45.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Aussi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi portant refonte des diverses lois qui concernent la corporation de la ville d'Iberville," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi portant refonte des diverses lois qui concernent la corporation de la ville d'Iberville," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions, rapportées du comité général, relatives à la loi des licences de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Taillon, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill relatif à la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les écoles d'industrie ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Taillon, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Turgeon propose comme amendement à la motion, secondé par M. Dechêne, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

Cette Chambre est d'opinion que la contribution imposée aux municipalités, pour la garde et l'entretien des détenus dans les écoles d'industrie, ne sera pas perçue avec avantage pour le public; que cette taxe imposée aux municipalités repose sur une base injuste et vexatoire;

Qu'en conséquence, le dit projet de loi ne soit pas lu une deuxième fois, maintenant, mais dans trois mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (de Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyne,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean)</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chateauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau—45.</i>
<i>Chollette,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur—le Rapport du Secrétaire de la province de Québec, pour l'exercice de 1890-91. [Division du Secrétaire]. (*Document de la Session No. 6.*)

Aussi,—le Vingt-deuxième rapport des Inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1891. (*Document de la Session No. 67.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 juin 1892, pour une copie de tous documents, en la possession du gouvernement, relatifs à la construction de la Bâtisse des Ouvriers, de Lévis. (*Document de la Session No. 68.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du comité général relatives à certaines licences, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Taillon, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Girard (de Rouville) propose, comme amendement, secondé par M. Gosselin Que tous les mots après " Que " dans la motion, soient retranchés, et remplacés par les suivants :

" Attendu que la taxe imposée par la présente résolution n'est pas nécessaire pour se procurer les fonds requis pour faire face aux obligations du gouvernement de la province, et aux exigences du service public ;

Attendu que la passation d'une loi basée sur la dite résolution serait de nature à nuire au commerce dans cette province ;

Attendu qu'un tel résultat causerait indirectement un tort considérable à la classe agricole dont la prospérité touche de si près à la fortune publique ;

Attendu que les licences exigées par la présente résolution sont vexatoires et injustes ;

Attendu que le présent gouvernement n'a pas pris les meilleurs moyens pour se procurer, si nécessaires, les sommes par lui requises pour son administration ;

Attendu, en outre, que le peuple de cette province n'a pas eu l'occasion de se prononcer sur l'opportunité du présent système de taxation ;

"Il soit résolu que les dites résolutions ne soient pas maintenant lues une seconde fois, mais dans six mois."

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de M. Hackett, secondé par M. Cooke,

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues quant à ce qui se rapporte à un bill intitulé : " Loi pour amender un acte de cette session (No 97) intitulé : " Loi pour incorporer *The Royal Trust and Fidelity Company*. "

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et étant 6 heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement ait été mise aux voix.

Huit heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi constituant en corporation le village de Dorval," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendements

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal."

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Québec."

Bill intitulé : " Loi permettant aux syndics des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, d'émettre des débentures à un certain montant et pour certaines autres fins."

Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Frederick-Henry Markey au nombre de ses membres.

Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, John-Wesley Blair au nombre de ses membres.

Bill intitulé : " Loi abrogeant l'article 287a des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les reviseurs.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation le village de Dorval," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill ordonnant et régularisant la fermeture des magasins dans les cités et villes incorporées de la province de Québec; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux causes de libelle intentées contre les journalistes, étant lu ;

M. Augé propose, secondé par M. Bédard,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général sur le Bill relatif au cautionnement pour frais dans les causes de libelle intentées contre les journaux.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité sur le Bill relatif aux causes de libelle intentées contre les journalistes; et sur le Bill relatif au cautionnement pour frais, dans les causes de libelle intentées contre les journaux ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'article 113 des Statuts refondus de la Province de Québec, appelle M. Duplessis, membre pour le District électoral de St-Maurice pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Duplessis prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant le code municipal de la province de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill défendant la vente de liqueurs enivrantes sur les terrains d'expositions industrielles, agricoles ou de bestiaux ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Savaria fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill à l'effet de remettre en vigueur l'article 228 des Statuts refondus de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 juin 1892, demandant une copie de toute correspondance et documents concernant la démission, par le gouvernement actuel, de Joseph Tremblay et Stephens Smith, gardes-forestiers du comté de Pontiac. (*Document de la session No. 66.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 juin 1892, pour un état indiquant, en détail, le montant des arrérages dus à la Province par tout détenteur de limites, ou commerçant de bois, pour rentes foncières, droits de coupe ou à tout autre titre. (*Document de la session No. 69.*)

Sur motion de l'honorable M. Beaubien, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elle se rapportent à un bill intitulé : "Loi pour venir en aide aux personnes qui ont éprouvé des pertes par suite des tempêtes de juin 1892."

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question portant,—Que les résolutions rapportées du comité de toute la Chambre relatives à certaines licences, soient maintenant lues la seconde fois; et lequel amendement comporte—Que tous les mots après "Que", dans la motion, soient retranchés, et remplacés par les suivants :

"Attendu que la taxe imposée par la présente résolution n'est pas nécessaire pour se procurer les fonds requis pour faire face aux obligations du gouvernement de la province, et aux exigences du service public ;

Attendu que la passation d'une loi basée sur la dite résolution serait de nature à nuire au commerce dans cette province ;

Attendu qu'un tel résultat causerait indirectement un tort considérable à la classe agricole dont la prospérité touche de si près à la fortune publique ;

Attendu que les licences exigées par la présente résolution sont vexatoires et injustes ;

Attendu que le présent gouvernement n'a pas pris les meilleurs moyens pour se procurer, si nécessaire, les sommes par lui requises pour son administration ;

Attendu, en outre, que le peuple de cette province n'a pas eu l'occasion de se prononcer sur l'opportunité du présent système de taxation ;

Il soit *résolu* que les dites résolutions ne soient pas maintenant lues une seconde fois, mais dans six mois.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Dechêne,

Girard (Rouville),
Gladu,
Gosselin,
Laliberté,

Marchand,
Morin,
Parent,
Stephens,

Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—15.

CONTRE:

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Potrier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chateaufort,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholete,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau, → 41.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix, elle est adoptée par la même division renversée.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, — Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions, — la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 22 juin 1892.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill relatif à certaines licences.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour la prochaine séance, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à une taxe directe sur certaines personnes, étant lu ;

L'honorable M. Hall informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, alors, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu qu'il est nécessaire de prélever un revenu additionnel dans le but de se procurer les fonds requis pour faire face aux obligations du gouvernement de la province et aux exigences du service public, il est, en conséquence :

1. *Résolu*, Que tous les membres des différentes professions libérales, savoir : les avocats, les notaires, les médecins, les dentistes, les arpenteurs, les ingénieurs civils et les architectes, exerçant leur profession respective dans les limites de la Province, paieront une taxe directe comme suit, savoir :

1. Ceux qui résident dans les cités et villes incorporées, une somme annuelle de six piastres, chacun ;

2. Ceux qui résident dans les autres municipalités, une somme annuelle de trois piastres, chacun.

2. *Résolu*, Que tous les membres du Conseil exécutif de la Province, les membres du service civil, les employés et les fonctionnaires publics, recevant un traitement fixe, paieront une taxe directe de deux et demi pour cent sur leur traitement respectif, au-dessus de quatre cents piastres.

3. *Résolu*, Que la taxe ci-haut mentionnée, imposée sur les membres des différentes professions susmentionnées, sera payable, tous les ans, le premier jour juridique d'octobre, au percepteur du revenu de la Province pour le district dans lequel ils résident.

4. *Résolu*, Que tout membre d'une profession libérale qui négligera de payer la dite taxe à l'époque indiquée, sera passible d'une amende égale au double de la taxe imposée dans chaque cas, recouvrable avec dépens, par action de dette, au nom du percepteur du revenu, devant toute cour de juridiction compétente.

5. *Résolu*, Que la taxe imposée sur les membres du Conseil exécutif de la Province et sur les membres du service civil, fonctionnaires et employés publics, ci-haut mentionnés, sera retenue, chaque mois, sur leur traitement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Marion rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu'il est nécessaire de prélever un revenu additionnel dans le but de se procurer les fonds requis pour faire face aux obligations du gouvernement de la province et aux exigences du service public, il est, en conséquence :

1. *Résolu*, Que tous les membres des différentes professions libérales, savoir : les avocats, les notaires, les médecins, les dentistes, les arpenteurs, les ingénieurs civils et les architectes, exerçant leur profession respective dans les limites de la Province, paieront une taxe directe comme suit, savoir :

1. Ceux qui résident dans les cités et villes incorporées, une somme annuelle de six piastres, chacun :

2. Ceux qui résident dans les autres municipalités, une somme annuelle de trois piastres, chacun.

2. *Résolu*, Que tous les membres du Conseil exécutif de la Province, les membres du service civil, les employés et les fonctionnaires publics, recevant un traitement fixe, paieront une taxe directe de deux et demi pour cent sur leur traitement respectif, au-dessus de quatre cents piastres.

3. *Résolu*, Que la taxe ci-haut mentionnée, imposée sur les membres des différentes professions susmentionnées, sera payable, tous les ans, le premier jour juridique d'octobre, au percepteur du revenu de la Province pour le district dans lequel ils résident.

4. *Résolu*, Que tout membre d'une profession libérale qui négligera de payer la dite taxe à l'époque indiquée, sera passible d'une amende égale au double de la taxe imposée dans chaque cas, recouvrable avec dépens, par action de dette, au nom du percepteur du revenu, devant toute cour de juridiction compétente.

5. *Résolu*, Que la taxe imposée sur les membres du Conseil exécutif de la Province et sur les membres du service civil, fonctionnaires et employés publics, ci-haut mentionnés, sera retenue, chaque mois, sur leur traitement.

Et la question étant proposée, — Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Turgeon, — Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu que la taxe imposée par ces résolutions n'est pas proportionnée à celle imposée sur les classes agricole et commerciale de cette province ;

Qu'elle constitue une injustice pour les cultivateurs et les commerçants ;

Qu'elle n'est pas proportionnée aux revenus et profits des différents membres des professions y mentionnées ;

Qu'elle n'exige pas que les personnes retirant un revenu considérable du produit de leurs capitaux placés dans les banques ou autres compagnies incorporées, ou sur hypothèques, ou tous autres placements, contribuent aux revenus de cette Province ;

Cette Chambre est d'avis que ces résolutions sont incomplètes et inopportunes et qu'elles ne devraient pas être adoptées."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Ste-Marie,</i>	<i>Turgeon.—15.</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Stephens,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.—39.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, étant mise aux voix; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Rouville)</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tessier (Portneuf)</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon.—53.</i>
<i>Descarries,</i>			

CONTRE :

M. Fitzpatrick,—1.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions, sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill concernant une taxe directe sur certaines personnes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre pour la prochaine séance, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux droits sur les successions et les transports de propriétés, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme maintenant en comité pour prendre en considération certaine résolution proposée se rapportant au chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, étant lu ;

L'honorable M. Nantel informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil de rapporter et reposer sur les premiers 47 milles de l'extension du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, s'étendant entre Métabetchouan et Chicoutimi, la subvention en argent de \$5,000 par mille et les premiers 35 centins de la subvention en terres de 5,000 acres par mille, (convertie en argent conformément à la loi

concernant la conversion des subsides en terres), et qui ont été accordées par les actes 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 1, paragraphe *b* et *d*, 53 Victoria, chapitre 101, clause 2, et 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe *p* et qui s'applique à la dernière partie de son chemin entre Chicoutimi et Saint-Alphonse, de manière à payer à la compagnie intéressée, sur ces premiers 47 milles, une subvention additionnelle par mille de \$2,690 et de 2,690 acres; (convertis en argent à 35 centins l'acre), ou en tout de \$7,690 en argent et de 7,690 acres (convertis en argent à 35 centins l'acre) par mille, y compris les subventions de \$5,000 et de 5,000 acres par mille (converties en argent à 35 centins l'acre) originellement accordées à ces premiers 47 milles par les Statuts ci-haut mentionnés; ce reploiement est autorisé à raison de la nature dispendieuse des travaux à exécuter sur la construction des premiers 47 milles de voie qui traverse un pays difficile, semé de monticules et de ravins; pourvu toujours que les deuxièmes 35 centins de la subvention en terres, convertis en argent à 70 centins l'acre, et qui sont afférents à cette dernière partie de son chemin, y restent appliqués comme garantie de son achèvement ultérieur jusqu'à l'eau profonde, au village de Saint-Alphonse, dans un délai n'excédant pas trois ans du premier juin mil huit cent quatre-vingt-douze.

Que le paiement du subside, représenté par l'opération du reploiement autorisé par les présentes, ne sera pas effectué avant que le chemin soit terminé jusqu'à la ville de Chicoutimi.

Que la compagnie devra fournir, de plus, à la satisfaction du Lieutenant-gouverneur en conseil, des garanties suffisantes qu'elle parachèvera sa ligne jusqu'à l'eau profonde, au village de Saint-Alphonse, dans un délai n'excédant pas trois ans du premier juin mil huit cent quatre-vingt-douze.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. Chateauvert fait rapport que le comité a passé résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Chateauvert fait en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil de rapporter et reposer sur les premiers 47 milles de l'extension du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, s'étendant entre Métabetchouan et Chicoutimi, la subvention en argent de \$5,000 par mille et les premiers 35 centins de la subvention en terres de 5,000 acres par mille, (convertie en argent conformément à la loi concernant la conversion des subsides en terres), et qui ont été accordées par les actes 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 1, paragraphe *b* et *d*, 53 Victoria, chapitre 101, clause 2, et 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe *p* et qui s'appliquent à la dernière partie de son chemin entre Chicoutimi et Saint-Alphonse, de manière à payer à la compagnie intéressée, sur ces premiers 47 milles, une

subvention additionnelle par mille de \$2,690 et de 2,690 acres, (convertis en argent à 35 centins l'acre) ou en tout de \$7,690 en argent et de 7,690 acres (convertis en argent à 35 centins l'acre) par mille, y compris les subventions de \$5,000 et de 5,000 acres par mille (converties en argent à 35 centins l'acre) originai-
rement accordées à ces premiers 47 milles par les Statuts ci-haut mentionnés; ce
reploiement est autorisé à raison de la nature dispendieuse des travaux à exécuter
sur la construction des premiers 47 milles de voie qui traverse un pays difficile,
semé de monticules et de ravins; pourvu toujours que les deuxièmes 35 centins
de la subvention en terres, convertis en argent à 70 centins l'acre, et qui sont
afférents à cette dernière partie de son chemin, y restent appliqués comme
garantie de son achèvement ultérieur jusqu'à l'eau profonde, au village de Saint-
Alphonse, dans un délai n'excédant pas trois ans du premier juin mil huit cent
quatre-vingt-douze.

Que le paiement du subsidé, représenté par l'opération du reploiement auto-
risé par les présentes, ne sera pas effectué avant que le chemin soit terminé jus-
qu'à la ville de Chicoutimi.

Que la compagnie devra fournir, de plus, à la satisfaction du Lieutenant-
gouverneur en conseil, des garanties suffisantes qu'elle parachèvera sa ligne jusqu'à
l'eau profonde, au village de Saint-Alphonse, dans un délai n'excédant pas trois
ans du premier juin mil huit cent quatre-vingt-douze.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois à la prochaine
séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Hall,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill constituant en corpo-
ration la Faculté de droit de l'Université-Laval, à Montréal, soit remis, moins les
frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Girard (du Lac Saint-Jean), secondé par M. Petit,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill portant division de la
municipalité du comté du Lac Saint-Jean en deux municipalités séparées, soit
remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill
concernant la loi des licences de Québec; et après avoir ainsi siégé quelque
temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a
examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième
fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: "Acte amendant la loi des
licences de Québec."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son
concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures, A. M., aujourd'hui.

Mercrredi, 22 juin 1892.

Onze heures, A. M.

M. Villeneuve propose, secondé par M. Augé,

Que l'honoraire de \$200,00 payé pour le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, J. Adélard Quimet, au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Et un débat s'en suivant ;

La dite motion, du consentement unanime de la Chambre, est retirée.

Sur motion de M. Cooke, secondé par M. Greig,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200,00 payé pour le Bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 31, relative aux piliers et estacades flottantes, dans la rivière Nicolet, et pour l'amender, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que les noms de M. Francis McCaffrey et de Michael O'Shaughnessey, promoteurs, ont été retranchés du bill.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaine résolution, rapportée du comité de toute la Chambre, concernant le chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean, étant lu ;

L'honorable M. Nantel propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, — Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolutions, est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un bill concernant certains subsides octroyés à la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill concernant certaines licences, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Taillon, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant :

1. Toutes les lignes de chemins de fer pour la construction desquelles des subventions ont été accordées jusqu'au 1er juin 1891 ;

2. Le montant de ces subventions, en argent et en terres ;

3. La liste de toutes ces compagnies qui ont commencé leurs travaux le ou avant le 1er juin 1891.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill ordonnant et régularisant la fermeture des magasins dans les cités et villes incorporées de la province de Québec, tel qu'amendé en comité général de la Chambre,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte concernant la fermeture des magasins à bonne heure. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill relatif à des taxes directes sur certaines personnes; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Taillon, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski), que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et

qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté ;

Mais elle regrette que, dans l'état actuel de nos finances, tel qu'exposé par l'honorable Trésorier provincial, dans son discours à la salle Windsor, en février dernier, le gouvernement ait cru devoir payer une somme de \$583.08 pour l'impression de ce discours ;

Que le Trésorier provincial a lui-même admis que cet exposé de l'état des finances était incorrect sur plusieurs points ;

Que, de plus, cette Chambre regrette que, dans un but de partisanerie politique, le gouvernement ait cru devoir faire imprimer et distribuer, contrairement à la loi, un rapport incomplet des procédés de la Commission royale *in re* affaire Langlais ;

Que le gouvernement a négligé et refusé de donner un état exact du coût de cette impression et de cette distribution ;

Que cette Chambre regrette, de plus, que le gouvernement ait cru devoir payer une somme de \$500.00 à Norbert Pouliot, avocat, de Rimouski, pour frais dans une cause où le gouvernement n'était pas partie en cause, bien que telle réclamation ait été refusée par l'ancien gouvernement."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

Birnatchez,
Bourbonnais,
Dechène,

Girouard,
Gladu,
Laliberté,

Marchand,
Parent,
Stephens,

Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski)
Turgeon—12.

CONTRE :

Messieurs

Allard,
Augé,
Baker,
Beaubien,
Beauchamp,
Bédard,
Caron,
Cartier,
Casgrain,
Chateauvert,
Cholette,

Chicoyne,
Cooke,
Descarries,
Desjardins,
Duplessis,
England,
Girard (Lac St-Jean)
Greig,
Grenier,
Hackett,
Hall,

Kennedy,
Lacouture,
McDonald,
Magnan,
Marion,
Martineau,
Nantel,
Normand,
Panneton,
Parizeau,
Pelletier,

Petit,
Poirier,
Rioux,
Savaria,
Simpson,
Spencer,
Taillon,
Tellier,
Tétreau
Villeneuve.—13.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division précédente, prise inversement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents trente-huit piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer la balance due pour écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses occasionnées pour les objets exposés etc, de la province, à l'exposition de Chicago ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions,

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Marion informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

M. Marion rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions lesquelles sont lues, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents trente-huit piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer la balance due pour écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses occasionnées pour les objets exposés etc, de la province, à l'exposition de Chicago ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, — Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$866,312.21, pour les dépenses de l'année financière courante expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-douze, soit prise sur les fonds consolidés du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,512,745.13, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-treize, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Marion fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$866,312.21, pour les dépenses de l'année financière courante expirant le 30 juin mil huit cent quatre-vingt-douze, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,512,745.13, pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin mil huit cent quatre-vingt-treize, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill pour octroyer à Sa Majesté les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1892 et le 30 juin 1893 et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de E.-M. Templé, sur la méthode nationale de dessin.

Et étant une heure, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre, jusqu'à trois heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures, P. M.

Sur motion de l'honorable M. Beaubien, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que la liste du concours provincial de mérite agricole pour l'année 1891, et les distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part, soit imprimée et annexée aux journaux de cette Chambre. (*Appendice A.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendement.

Bill intitulé : "Loi amendant l'article 705 du Code de procédure civile relativement au paiement de certificats de registrateur";

Et Bill intitulé : "Loi amendant un acte de cette session intitulé : "Loi incorporant la ville de Scotstown."

M. l'Orateur met devant la Chambre le cinquième rapport du comité collectif des deux Chambres sur la bibliothèque, lequel est lu comme suit :

Le comité s'est assemblé aujourd'hui même, le 22 juin, et, sur proposition de l'honorable M. Chapais, il a été résolu :

Considérant l'accroissement du nombre des volumes de la bibliothèque, surtout l'accroissement des volumes sur l'histoire d'Amérique, par suite de l'achat de la bibliothèque Chauveau, et la nécessité qu'il y a de faire au plus tôt un catalogue détaillé des ouvrages, comme de pourvoir à la préservation la plus efficace, et à la surveillance générale de la bibliothèque, qu'il est de son devoir de suggérer la nomination d'un employé ayant les aptitudes et les connaissances requises pour un tel emploi.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du vingt juin 1892, pour une copie de toutes lettres, requêtes et documents concernant la destitution de M. J.-Z. Triganne comme coroner du district d'Arthabaska, et de la nomination de M. C.-P. Chevrefils, en remplacement. (*Document de la Session No. 70.*)

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant certains subsides accordés à la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Resolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du onze mai, 1892, pour une copie de toute correspondance échangée entre le département des Terres de la couronne, ou ses employés, et les personnes ayant demandé des licences, ou permis de couper du cèdre, sur les terres de la Couronne, ou sur des terres déjà sous licence, ainsi que copie de tous ces permis; et copie de toute correspondance échangée entre le dit département et tout autre département du gouvernement de cette Province, au sujet de l'octroi des permis de coupe de bois. (*Document de la Session No. 71.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 juin 1892, pour une copie de toute correspondance, papiers, rapports, et documents en rapport avec la réduction projetée des rentes de la seigneurie de Lauzon, ainsi qu'un état des montants payés en rapport avec cette question. (*Document de la Session No. 72.*)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 juin 1892, pour un état de toutes les remises faites par l'administration Mercier, aux municipalités endettées aux fonds d'emprunt municipal; mentionnant les noms des municipalités, les montants remis, tant en capital qu'en intérêts, et la date des remises. (*Document de la Session No. 73.*)

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Huit heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi amendant certaines dispositions du code de procédure civile, concernant la cession de biens."

Bill intitulé : " Loi modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de Lachine et conférant de nouveaux pouvoirs à cette corporation."

Bill intitulé : " Loi portant révision et refonte de la charte de la cité de Sherbrooke, et des différentes lois la modifiant."

Bill intitulé : " Loi autorisant la vente de certains immeubles substitués par feu Antonio Merello ; "

Et bill intitulé : " Acte concernant la construction de l'église catholique de la paroisse de la Nativité de la Ste-Vierge, Hochelaga, près Montréal. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant certaines dispositions du Code de procédure civile, concernant la cession de biens ", lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de Lachine et conférant de nouveaux pouvoirs à cette corporation, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi portant révision et refonte de la charte de la cité de Sherbrooke, et des différentes lois la modifiant, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi autorisant la vente de certains immeubles substitués par feu Antonio Merello, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte concernant la construction de l'église catholique de la paroisse de la Nativité de la Ste-Vierge, Hochelaga, près Montréal," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Résolu, Qu'à sa prochaine séance cette Chambre se formera en comité général, à la prochaine séance, pour considérer certaines résolutions relatives aux Commis-saires nommés pour faire des enquêtes sur les affaires publiques.

Sur motion de l'Honorable M. Hall, secondé par l'Honorable M. Casgrain,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les secours à accorder à certaines personnes qui ont éprouvé des dommages par suite des ouragans et des orages pendant le mois de juin.

L'honorable M. Hall, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et les recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

EN COMITÉ.

Attendu que les ouragans et les orages qui sont passés sur certaines régions de cette province, le 13 juin 1892, ont causé de grands dommages à nombre de personnes, ont détruit des propriétés et des édifices, et laissé plusieurs familles sans domicile et sans abri ; et attendu qu'il est nécessaire de venir en aide à ces personnes et à ces familles ; il est, en conséquence :

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra prêter aux personnes dont la propriété a été détruite par les ouragans et les orages du 13 juin 1892, qui seront sans ressources et auront besoin de secours, les sommes qui pourront être fixées, de temps à autre, pourvu qu'elles n'excèdent pas, en tout, la somme de cinquante mille piastres.

2. *Résolu*, Que ces avances seront faites à telles conditions, quant au remboursement, au taux de l'intérêt, qui ne devra pas dépasser quatre pour cent par an, et autres, que le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Marion fait, en conséquence, rapport des dites résolutions lesquelles sont lues, comme suit :

Attendu que les ouragans et les orages qui sont passés sur certaines régions de cette province, le 13 juin 1892, ont causé de grands dommages à nombre de personnes, ont détruit des propriétés et des édifices, et laissé plusieurs familles sans domicile et sans abri ; et attendu qu'il est nécessaire de venir en aide à ces personnes et à ces familles ; il est, en conséquence :

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra prêter aux personnes dont la propriété a été détruite par les ouragans et les orages du 13 juin 1892, qui seront sans ressources et auront besoin de secours, les sommes qui pourront être fixées, de temps à autre, pourvu qu'elles n'excèdent pas, en tout, la somme de cinquante mille piastres.

2. *Résolu*, Que ces avances seront faites à telles conditions, quant au remboursement, au taux de l'intérêt, qui ne devra pas dépasser quatre pour cent par an, et autres, que le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer.

Les dites résolutions étant lues, la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un bill pour secourir certaines personnes qui ont éprouvé des dommages par suite des ouragans et des orages, pendant le mois de juin.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif à l'Hôpital protestant pour les aliénés, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. McDonald,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois,—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,
Augé,
Beaubien,
Beauchamp,
Carbray,
Caron,
Cartier,
Casgrain,

Chateauvert,
Flynn,
Girard (Lac St-Jean),
Hackett,
Hall,
Lacouture,
McDonald,
McIntosh,
Marion,
Nantel,
Normand,
Parizeau,
Pelletier,
Petit,

Rioxx,
Savaria,
Simpson,
Spencer,
Stephens,
Taillon,
Villeneuve.—29.

CONTRE :

Messieurs

Bourbonnais,
Dechène,

Morin,
Parent,

Tessier (Rimouski), Turgeon.—6.

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ce bill et qu'il le recommande à la considération de cette Chambre.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le Bill défendant la vente de liqueurs enivrantes sur les terrains d'expositions industrielles, agricoles ou de bestiaux; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour prévenir la corruption municipale et civique; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Marion,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill concernant la construction de l'église catholique de la paroisse de la Nativité de la Ste-Vierge, Hochelaga, de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'honorable M. Taillon, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre, le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné, avec soin, tous les documents mis devant la Chambre, et recommande l'impression des suivants, en brochures et comme documents de la session :

Document No. 21.—État des dépenses de MM. Langelier et Robidoux, pendant leur voyage pour y étudier le système des asiles d'aliénés.

Document No. 25.—Correspondance au sujet de la requête demandant la convocation immédiate de la Législature, pour examiner et juger la question dite de la Baie des Chaleurs.

Document No. 37.—Copie de tous documents, etc., intervenus entre le gouvernement de cette province et la Compagnie du Haras national, Montréal.

Document No. 49.—Copie de la déposition de M. Turenne, gérant de la compagnie du Haras national *in re* la Compagnie du Haras national *vs* Talbot, cour supérieure, Montmagny.

Document No. 41.—État détaillé des sommes d'argent payées pour réparations à la prison et au palais de justice de New-Carlisle.

Document No. 44.—Liste donnant les noms de toutes personnes employées, durant la session, comme clercs surnuméraires, clercs sessionnels, employés, messagers et pages.

Document No. 53.—Copie de tous documents, correspondance, et rapport relatifs à l'emprunt de \$10,000,000, voté à la dernière session de 1890.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Cartier,

Résolu, Qu'un comité spécial, composé de MM. Bernatchez, Girard (du Lac Saint-Jean), Fitzpatrick, Parizeau, Stephens et du moteur, soit nommé pour étudier les causes du mouvement d'émigration qui se produit dans certaines parties de nos campagnes, au profit des villes, la condition économique de nos compatriotes qui ont ainsi quitté la carrière agricole et se sont faits ouvriers dans les centres industriels; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records; le dit comité devant faire rapport, de temps à autre, sur les progrès de sa mission.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation "*The Saint-Laurence Railway Company*," étant lu;

M. Lacouture propose, secondé par M. Allard,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

Et un débat s'en suivant; la dite motion, du consentement unanime de la Chambre, est retirée.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures, A. M., demain.

Jeudi, 23 juin 1892.

Onze heures, A. M.

L'honorable M. Nantel dépose, sur le bureau de la Chambre,—les états, rapports et statistiques transmis au Commissaire des Travaux publics par diverses compagnies de chemins de fer, en conformité des articles 5176 (paragraphe 4) 5178, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Document de la Session No. 74.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la cité de Montréal, " avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la cité de Montréal, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Tessier (Portneuf).

Ordonné, Que l'indemnité de M. Bisson lui soit payée comme s'il eût pris son siège au commencement de la session, et s'il eût siégé pendant plus de 30 jours, laissant à déduire de la somme de \$800 le nombre de jours pendant lesquels il n'a pas assisté aux séances depuis le commencement de la session.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'indemnité aux commissaires royaux, étant lu :

L'honorable M. Pelletier, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, pour l'avenir et pour le passé, nonobstant toute loi à ce contraire, telle indemnité qu'il jugera convenable à tout commissaire nommé sous l'autorité des articles 596 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray rapporte, en conséquence, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, pour l'avenir et pour le passé, nonobstant toute loi à ce contraire, telle indemnité qu'il jugera convenable à tout commissaire nommé sous l'autorité des articles 596 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant une heure, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures, P. M.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaine résolution, rapportée du comité de toute la Chambre, aujourd'hui, concernant l'indemnité aux commissaires royaux, étant lu :

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Taillon,

Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois,—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill relatif aux commissaires nommés pour faire des enquêtes sur les affaires publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200,00 payé pour le Bill constituant en corporation *The St-Lawrence River Railroad Company*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills qui suivent avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Loi continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre S1, relative aux piliers et estacades flottantes, dans la rivière Nicolet, et pour l'amender."

Et le bill intitulé : "Loi modifiant la loi concernant les dentistes."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81, relative aux piliers et estacades flottantes, dans la rivière Nicolet, et pour l'amender," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi modifiant la loi concernant les dentistes," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre, jusqu'à huit heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Huit heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills qui suivent, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : "Loi modifiant la loi des licences de Québec" ;

Bill intitulé : "Loi concernant l'Hôpital protestant pour les aliénés" ;

Bill intitulé : "Loi pour venir en aide aux personnes qui ont éprouvé des pertes par suite des tempêtes de juin 1892" ;

Bill intitulé : "Loi pour secourir certaines personnes qui ont éprouvé des dommages par suite des ouragans et des orages pendant le mois de juin"

Bill intitulé : "Loi défendant la vente de liqueurs enivrantes sur les terrains d'expositions industrielles, agricoles ou de bestiaux" ;

Bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés" ;

Bill intitulé : "Loi concernant les écoles d'industrie" ;

Bill intitulé : "Loi relative à des taxes directes sur certaines personnes" ;

Bill intitulé : " Loi concernant certains subsides octroyés au chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean ; "

Bill intitulé : " Loi concernant certaines licences ; "

Bill intitulé : " Loi autorisant la Chambre de commerce de Montréal à posséder des immeubles et à émettre des obligations, et confirmant un acte hypothéquant sa propriété ; "

Bill intitulé : " Loi concernant la nomination d'un Commissaire à l'exposition universelle de Chicago ; "

Bill intitulé : " Loi modifiant de nouveau la loi électorale de Québec, relativement aux dépenses d'élection ; "

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture ; "

Bill intitulé : " Loi amendant l'acte créant des concours provinciaux d'agriculture et des distinctions provinciales de mérite agricole ; "

Bill intitulé : " Loi abrogeant l'article 1041 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux poursuites en vertu de la loi des licences de Québec ; "

Bill intitulé : " Loi modifiant une loi passée pendant cette session (bill No. 97) intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie dite *The Royal Trust and Fidelity Company* ; "

Bill intitulé : " Loi amendant la loi pourvoyant à la formation de sociétés agricoles et laitières ; "

Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux écoles de réforme ; "

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi concernant les taxes directes imposées sur les corporations commerciales ; "

Bill intitulé : " Acte à l'effet d'amender et refondre la loi des mines ; "

Bill intitulé : " Loi amendant la loi du notariat ; "

Bill intitulé : " Loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles ; "

Bill intitulé : " Loi relative aux Commissaires nommés pour faire des enquêtes sur les affaires publiques ; "

Et bill intitulé : " Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1892, et le 30 juin 1893, et pour d'autres fins du service public.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 24 juin 1892.

Onze heures, A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 24 juin 1892.

Le présent Certificat fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dix-septième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-douze, émis par Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, et adressé à Philémon Laberge, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Beauharnois, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Moïse Plante, décédé.

Elie-Hercule Bisson, écuyer a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LOUIS DELORME,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'Honorable P.-EV. LEBLANC,
Orateur de l'Assemblée législative
de la Province de Québec.

Et étant une heure, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures, P. M., cette après-midi, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures, P. M.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la Verge Noire :

M. l'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

B. Acte abrogeant et remplaçant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 62, intitulé : " Acte constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe."

C. Loi amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 47.

D. Loi autorisant Jules-Ovide-François-Xavier Méthot à aliéner un immeuble substitué.

G. Loi relative à la qualification des membres du Conseil législatif.

3. Acte à l'effet d'amender et refondre la loi des mines.

4. Acte modifiant la loi concernant les terres publiques.

5. Loi amendant l'acte créant des concours provinciaux d'agriculture et des distinctions provinciales de mérite agricole.

6. Loi relative au département du Secrétaire de la Province.

7. Loi amendant de nouveau la loi électorale de Québec.

8. Loi amendant la loi concernant l'Instruction publique.

10. Loi amendant de nouveau le code municipal.

11. Loi relative aux enquêtes des coroners.

12. Acte autorisant des octrois gratuits aux pères et mères de douze enfants.

13. Loi amendant certaines dispositions du code de procédure civile, concernant la cession de biens.

14. Loi concernant les ventes sur exécution par le shérif.

16. Loi amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie.

18. Loi amendant de nouveau la loi concernant la santé publique.

19. Loi permettant aux syndics des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, d'émettre des débentures à un certain montant et pour certaines autres fins.

20. Loi refondant la loi organique de " l'Union St-Joseph de Farnham. "

21. Loi constituant en corporation *The Schyan River Improvement Company*.

22. Loi autorisant " Le recteur et les syndics de l'église St-George " de la paroisse de Granby, dans le diocèse de Montréal, à disposer de certains immeubles.

23. Loi amendant la loi 52 Victoria, chapitre 80, constituant la cité de Sorel en corporation.

24. Loi constituant en corporation la Congrégation des Religieux du Très-Saint-Sacrement.

26. Loi amendant l'acte 52 Victoria, chapitre 75, concernant " La Compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet. "

27. Loi déclarant Joseph-Eloi-Philippe Chagnon, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

28. Loi autorisant la Société des Missions Congrégationalistes du Canada à aliéner la propriété de l'église congrégationaliste située dans la cité de Québec.

29. Loi confirmant les ventes faites à Joseph-C. Beauchamp et à Pierre Demers de certains immeubles dépendant de la succession de feu Thomas Fergusson Miller.

30. Loi autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne.

31. Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 63, constituant en corporation "la Société des Artisans Canadiens-Français de la cité de Montréal."

33. Loi concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

34. Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la Police de Montréal.

35. Loi à l'effet d'augmenter le capital-actions de la Compagnie royale d'électricité" et d'en étendre les pouvoirs.

37. Loi amendant les lois relatives à la Corporation de la cité de Québec.

38. Loi constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de Saint-Henri.

39. Loi concernant la Commune de Laprairie.

40. Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa.

41. Loi concernant la Communauté des Religieuses Carmélites.

43. Loi déclarant Joseph Frenette membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

44. Loi constituant en corporation *The Canada Brick and Tile Company*.

46. Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, J.-Adélarde Ouimet au nombre de ses membres.

47. Loi constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Québec.

52. Loi amendant l'acte 46 Victoria, chapitre 44, étendant les dispositions de l'acte 32 Victoria, chapitre 73, aux vicariats et préfectures apostoliques.

53. Loi amendant la loi concernant le service civil.

62. Loi amendant l'article 844 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à l'octroi des licences dans la cité des Trois-Rivières.

63. Loi concernant la liquidation des biens de feu William Workman, de son vivant, marchand, de la cité et du district de Montréal.

64. Loi remettant en vigueur et modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lachine et d'Hochelaga, 46 Victoria, chapitre 100.

65. Loi constituant en corporation la ville de Cookshire.

66. Loi modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, incorporant la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, et accordant des pouvoirs additionnels à la dite compagnie.

67. Loi constituant en corporation *The Canadian Stockyards Abattoir and Meat Packing Company*.

68. Loi portant refonte des diverses lois qui concernent la corporation de la ville d'Iberville.

69. Loi autorisant la Chambre de commerce de Montréal à posséder des immeubles et à émettre des obligations, et confirmant un acte hypothéquant sa propriété.

70. Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Saint-Henri.

71. Loi autorisant John Paris et Marie-Louise Paris à changer leurs noms en ceux de John Lee et Marie-Louise Lee.

-
72. Loi autorisant Joseph Brière à ajouter à son nom celui de "Picard."
74. Loi constituant en corporation "l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus," à Québec.
75. Loi autorisant "L'Institut des Artisans de Montréal" à emprunter une somme d'argent supplémentaire sur hypothèque, et à vendre l'immeuble qui lui appartient.
76. Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Frederick-Henry Markey au nombre de ses membres.
77. Loi constituant en corporation la "*Montreal Congregational church Building Fund Society*."
78. Loi abrogeant la loi qui constitue en corporation le "Syndicat Financier de l'Université-Laval, à Montréal," et constituant en corporation "Les administrateurs de l'Université-Laval, à Montréal."
79. Loi amendant la charte de la ville de la Côte Saint-Louis.
80. Loi amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.
81. Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, John-Wesly Blair, au nombre de ses membres.
82. Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.
89. Loi amendant les articles 2319 et 2320 des Statuts refondus de la province de Québec, relatifs aux juges de la cour supérieure.
93. Loi modifiant la charte de la *Montreal Safe deposit Company*.
94. Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Richelieu et du Lac Memphremagog."
95. Loi modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de Lachine et conférant de nouveaux pouvoirs à cette corporation.
96. Loi constituant en corporation le village de Dorval.
97. Loi constituant en corporation la compagnie dite *The Royal Trust and Fidelity Company*.
98. Loi concernant certaine substitution créée par le testament de feu Collin Campbell.
99. Loi continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81, relative aux piliers et estacades flottantes, dans la rivière Nicolet, et pour l'amender.
101. Loi autorisant la Société Bienveillante St-Roch à établir des succursales.
102. Loi autorisant le *St-James' Club of Montreal* à augmenter son capital-actions, et lui accordant d'autres pouvoirs.
103. Loi amendant le Code du notariat.
106. Loi concernant la compagnie *The Montreal Water and Power Company*.
108. Loi constituant en corporation la ville de Scotstown.
109. Loi portant division de la municipalité du comté du Lac Saint-Jean en deux municipalités séparées.
116. Loi amendant l'article 705 du code de procédure civile, relativement au paiement des certificats de registrateur.
117. Loi modifiant la loi concernant les dentistes.
121. Loi amendant l'article 1041 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux poursuites en vertu de la loi des licences de Québec.

-
124. Loi modifiant la loi relative aux chemins de fer de cette Province.
 125. Loi modifiant la loi concernant certains subsides à des entreprises de chemins de fer et autres.
 126. Loi modifiant de nouveau la loi électorale de Québec, relativement aux dépenses d'élection.
 127. Loi constituant en corporation la Faculté de droit de l'Université-Laval, à Montréal.
 128. Loi interprétant deux actes de donation par dame Hortence Dalpé, veuve Louis Jodoin, au curé de la paroisse de Boucherville, et permettant de bâtir une école sur les terrains donnés.
 129. Loi validant un acte d'accord entre les Commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Cunégonde et la communauté des Sœurs de Sainte-Anne.
 133. Loi autorisant l'Institut Royal pour l'avancement des sciences à prêter sur biens fonds et à acquérir et posséder certaines valeurs.
 137. Loi portant révision et refonte de la charte de la cité de Sherbrooke et des différentes lois la modifiant.
 142. Loi accordant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves, en matières municipales et scolaires.
 143. Loi relative aux taxes d'écoles dans la cité de Montréal.
 144. Loi autorisant la vente de certains immeubles substitués par feu Antonio Merello.
 145. Loi amendant l'acte incorporant l'Asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal.
 147. Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.
 148. Loi abrogeant l'article 287a des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les reviseurs.
 151. Loi pour régulariser et authentifier certains registres et documents du département du registraire de la province.
 153. Loi amendant la loi relative aux écoles de réforme.
 154. Loi concernant les écoles d'industrie.
 157. Loi amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture.
 159. Loi défendant la vente de liqueurs enivrantes sur les terrains d'expositions industrielles, agricoles ou de bestiaux.
 164. Acte concernant la construction de l'église catholique de la paroisse de la Nativité de la Ste-Vierge, Hochelaga, près Montréal.
 165. Loi concernant la nomination d'un Commissaire à l'exposition universelle de Chicago.
 166. Loi concernant certaines licences.
 167. Loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles.
 168. Loi modifiant la loi des licences de Québec.
 173. Loi amendant la loi pourvoyant à la formation de sociétés agricoles et laitières.
 174. Loi concernant l'hôpital protestant pour les aliénés.
 175. Loi modifiant la loi concernant les taxes directes imposées sur les corporations commerciales.
 176. Loi relative à des taxes directes sur certaines personnes.

177. Loi concernant certains subsides octroyés au chemin de fer de Québec et du lac St-Jean.

178. Loi modifiant une loi de cette session (Bill No. 108) intitulé : "Loi constituant en corporation la ville de Scotstown."


179. Loi modifiant une loi passée pendant cette session (Bill No. 97) intitulé : "Loi constituant en corporation la compagnie dite *The Royal Trust and Fidelity Company*."

180. Loi pour venir en aide aux personnes qui ont éprouvé des pertes par suite des tempêtes de juin 1892.

181. Loi concernant les secours à accorder à certaines personnes qui ont éprouvé des dommages par suite des ouragans et des orages pendant le mois de juin.

182. Loi relative aux commissaires nommés pour faire des enquêtes sur les affaires publiques.

Les titres des bills suivants étant lus :

 (No. 36) Acte pour incorporer la Banque hypothécaire canadienne.

(No. 50) Loi validant le mariage, quant aux effets civils, et le contrat de mariage de Henri-Aimé Bourassa et de dame Purissima Robert.

A ces bills, le Greffier du Conseil législatif, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, dit :

Son Honneur le Lieutenant-gouverneur réserve ces bills pour la signification du plaisir de Son Excellence le Gouverneur-général.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, comme suit :

" Qu'il plaise à Votre Honneur :

" Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill (No. 55) intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté, les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1892, et le 30 juin 1893, et pour d'autres fins du service public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner."

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez rempli vos importants devoirs avec honneur pour vous-mêmes et pour la Province, et j'ai confiance que les travaux de cette session produiront les plus heureux résultats.

Je vois avec plaisir que vous avez accordé à la situation financière toute l'attention qu'elle mérite ; en le faisant, vous avez répondu à l'attente de ceux qui étudient sérieusement les affaires publiques.

Puissent les nouvelles sources de revenu que vous avez créées, rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, et asseoir sur des bases solides le crédit de la province.

Je vous félicite d'avoir accueilli favorablement la législation proposée par mon gouvernement concernant l'agriculture, les mines et l'administration des terres publiques.

Messieurs de l'Assemblée législative :

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous avez votés pour le service public. Mon gouvernement verra à ce qu'ils soient employés judicieusement pour les fins auxquelles ils sont destinés.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie le ciel de vous récompenser de vos travaux et de votre dévouement à la chose publique en répandant ses bénédictions sur vous et vos familles.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, que cette Législature soit prorogée jusqu'à mercredi, le troisième jour d'août prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée à mercredi, le troisième jour d'août prochain.

Appendice A

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1891, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part.

LAURÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
----------	-----------	--------------

COMTÉ DE BAGOT

Timothée Brodeur.....	St-Hugues	Médailles d'argent et diplôme de très grand mérite.
Milton McDonald	Acton Vale.....	do do do
Antoine Casavant	St-Dominique.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Charles La fontaine	St-Simon.....	Diplôme de mérite.

COMTÉ DE BEAUHARNOIS

Thomas Watson.....	North Georgetown	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
Thomas Drysdale.....	St-Louis de Gonzague.	do do do
I.-I. Symons.....	do	Diplôme de mérite.
Benjamin Vinet.....	Beauharnois.....	do

COMTÉ DE BROME

Madame W.-A. Williams.....	West Bolton	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
Wm-P. Hillhouse.....	Knowlton.....	do do do
Levi-R. Whitman	do	Diplôme de mérite.
James Dougall.....	Brigham	do

APPENDICE A.—SUITE.

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1891, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part.—(Suite).

LAURÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
----------	-----------	--------------

COMTÉ DE CHAMBLY

Louis Brosseau.....	St-Hubert	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Moïse Vincent.....	do	Diplôme de mérite.
P.-E. Ste-Marie	do	do
P.-B. Lamarre	St-Lambert.....	do

COMTÉ DE CHATEAUGUAY

Robert Robertson.....	Howick	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
Jas Cottingham	Ormstown.....	do do do

COMTÉ DE COMPTON.

E.-W. Judah	Hillhurst.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
J.-W. Vernon.....	Waterville.....	do do do
John Learned.....	Cookshire	do do do
Bonaventure Robert	Waterville	do do do
A.-L. Pomroy.....	Compton	do do do
W.-W. Rogers	Eaton	do do do
Jas McIntosh	Waterville.....	do do do
S.-J. Pomroy	Compton	do do do
Patrick Ryan	do	Diplôme de mérite.
G.-W. Morrill	do	do

APPENDICE A.—SUITE.

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1891, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part.—(Suite).

LAURÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
----------	-----------	--------------

COMTÉ DE HUNTINGDON

John Muir.....	Hinchinbrooke.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
W.-H. Walker.....	Godmanchester.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Angus McNaughton.....	Hinchinbrooke.....	Diplôme de mérite.

COMTÉ D'IBERVILLE

Charles Roy.....	Ste-Anne de Sabrevois.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
Joseph Roy.....	do.....	do do do
Hypolite Brosseau.....	St-Sébastien.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Pierre Brault.....	do.....	do do do

COMTÉ DE LAPRAIRIE

Rémi Tétreault.....	St-Jacques-le-Mineur.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
Ed. Lanctôt.....	St-Constant.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Louis Dubuc.....	St-Isidore.....	do do do
Siméon Létourneau.....	St-Constant.....	Diplôme de mérite.

COMTÉ DE MISSISQUOI

Colonel A.-H. Gilmour.....	Stanbridge.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
S.-P. Cameron.....	Dunham.....	do do do
Addison Batcheller.....	Bedford.....	do do do
Thomas Hunter.....	Clarenceville.....	do do do

APPENDICE A.—SUITE.

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1891, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part.—(Suite).

LAURÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
----------	-----------	--------------

COMTÉ DE NAPIERVILLE

Toussaint Caron.....	St-Cyprien.....	Diplôme de mérite.
----------------------	-----------------	--------------------

COMTÉ DE ROUVILLE

Pierre Paquet.....	Rongemont.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
Jethro Batcheller.....	do.....	do do do
Pierre Théberge.....	N.-D. de Bonsecours.....	do do do
J.-M.-A. Fournier.....	Marieville.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Ludger Bessette.....	N.-D. de Bonsecours.....	do do do
Joseph Lebeau.....	Ste-Marie de Monnoir.....	Diplôme de mérite.

COMTÉ DE RICHELIEU

Antoine Dufault.....	Ste-Victoire.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Michel Larochelle.....	do.....	Diplôme de mérite.
Pierre Boudreau.....	do.....	do
Séraphin Guévremont.....	Sorel.....	do

COMTÉ DE RICHMOND

Archibald McCallum.....	Danville.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Nelson Smillie.....	Richmond.....	Diplôme de mérite.
William Barlow.....	West Danville.....	do do do
John Jackson.....	Richmond.....	do do do
David E. Taylor.....	do.....	do do do
Ford Lyster.....	do.....	do do do

APPENDICE A. — SUITE.

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1891, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part. — (Suite).

LAURÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
----------	-----------	--------------

COMTÉ DE SHEFFORD

W.-L. Davidson.....	Bethel	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
R.-A. Savage.....	South Stukely.....	do do do
Chs.-W. Curtis.....	Warden	do do do
Alfred-A. Sargeant	South Stukely	do do do
Charles Witcomb	Waterloo.....	do do do
Dom. Phaneuf.....	South Stukely	do do do
E.-L. Roberts.....	West Shefford.....	do do do
J.-R. Bridge.....	South Stukely	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite

COMTÉ DE SHERBROOKE

J.-A. Archambault.....	Sherbrooke	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
------------------------	------------------	--

COMTÉ DE STANSTEAD

Madame Marie-L. Pearce	Stanstead Plain.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
David-A. Mansur.....	do	do do do
Eug.-Arthur Baldwin.....	do	do do do
Joseph-V. Papineau.....	Barnston	do do do
F.-W. Roy.....	Stanstead Plain.....	do do do
H.-A. et J. McKay.....	East Hatley	do do do
Eug.-W. Morrill.....	Stanstead Plain.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.

APPENDICE A.—SUITE.

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1891, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part.—(Suite).

LAURÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
----------	-----------	--------------

COMTÉ DE ST-HYACINTHE

Michel Bernier.....	St-Hyacinthe.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Amable Jacques.....	La Présentation.....	Diplôme de mérite.

COMTÉ DE ST-JEAN

J.-B. Masten	Lacolle	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
Chas Hébert	St-Jean	do do do
John Barrowdale.....	Lacolle	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Th. Roy	St-Jean	do do do
Jas. Deland	Ste-Marguerite de Blairfindy....	do do do
Israël Ménard.....	St-Jean	do do do
Eustache Roy.....	Ste-Marguerite de Blairfindy....	do do do
J.-B. Deland	do do	Diplôme de mérite.
John Monaghan.....	St-Jean	do

COMTÉ DE YAMASKA

Gilbert Hébert.....	St-Michel	Diplôme de mérite.
---------------------	-----------------	--------------------

INDEX

DU

VINGT-SIXIÈME VOLUME

55.56 VICTORIA, 1892.

ACTE ÉLECTORAL :—Voir *Elections* ; aussi *Dépenses d'élections*.

ACTIF ET PASSIF DE LA PROVINCE : Voir 1, *Documents*, item 1.

Adresses :

A SA MAJESTÉ LA REINE :—

1. *Duc de Clarence et Avondale* :—Message du Conseil demandant le concours de la Chambre dans une adresse de condoléances à Sa Majesté, la Reine au sujet de la mort du Duc de Clarence, 33. Adresse adoptée par la Chambre, 33. Devant être transmise au Gouverneur-général, 34, 45. Voir *infra*, 3.

A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—

2. *Discours du Trône* :—Copie du—obtenu par M. l'Orateur, 13. Devant être pris en considération, 19. Motion pour une adresse en réponse au—à l'ouverture de la Session, 22. Adoptée ; ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les membres du Conseil exécutif, 23. Réponse, 41.
3. *Duc de Clarence et Avondale* :—Priant Son Honneur de vouloir bien transmettre au Gouverneur-général l'Adresse conjointe des deux Chambres à Sa Majesté la Reine au sujet de la mort du Duc de Clarence, 34. Adoptée par le Conseil, 45. Voir *supra*, 1.
4. *Subsides* :—Priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la Province pour la somme de \$300,000, pour payer certains montants mentionnés dans les estimés supplémentaires, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte, 41.

AGRICOLE, MÉRITE :—Voir *Mérite agricole*.

AGRICULTURE ET COLONISATION :—Rapport du Commissaire, 38. Voir *Documents*, item 2.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 19, 24, 42. Premier rapport nommant M. Beauchamp, président, et demandant que le quorum soit réduit à sept membres ; adopté, 66. Second rapport (Cie d'exposition de Montréal), 203. Adopté, 204. Troisième rapport (Règlements du Conseil d'agriculture) ; adopté, 253. Quatrième rapport 277. Adopté, 278.

AIDE A CERTAINES PERSONNES :—

1. Loi pour venir en aide aux personnes qui ont éprouvé des pertes par suite, des tempêtes de juin 1892, (l'Hon. M. Hall) ; présenté ; lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 363. Passé par le Conseil, 387. Sanctionné, 394. (55-56 Vict., ch. 37).
2. La Chambre se forme en Comité pour considérer certaines résolutions concernant les secours à accorder à certaines personnes qui ont éprouvé des dommages par suite des ouragans et des orages pendant le mois de juin ; Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur ; La Chambre en comité, 380. Résolutions rapportées, 380. Adoptées, 381. Bill basé sur ces résolutions, 381. (Voir *infra*, 3).
3. Loi pour secourir certaines personnes qui ont éprouvé des dommages par suite des ouragans et des orages pendant le mois de juin, (l'Hon. M. Beaubien) ; présenté ; lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 381. Passé par le Conseil, 387. Sanctionné, 394. (55-56 Vict., ch. 38).

AFFAIRES PUBLIQUES :—Voir *Commissaires*.

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE :—Voir *Assemblée législative*, 7 et 8.

ALIÉNÉS :—Voir *Asiles des—* ; Aussi *Hôpital protestant pour les—*.

ALIÉNÉS, Municipalités endettées pour— :—Interpellations, 321.

ANIMAUX A FOURRURE :—Voir *Chasse*.

APPAREILS DE CHARGEMENT :—Voir *Inspecteur des—*.

ARCHITECTES :—Voir *Privilege des—*.

ARCHIVES DE LA PROVINCE, 236, 305⁴ :—Voir *Documents*, *item* 3.

ARCHIVES DE LA PROVINCE :—Interpellations, 235.

ARGENTS DE COLONISATION :—Voir *Documents*, *item* 4.

ARMSTRONG, M.-C.-N :—Interpellations, 124.

ARRÉRAGES DUS A LA PROVINCE :—Voir *Documents*, *item* 62.

ARTISANS CANADIENS-FRANCAIS :—Voir *Montréal*, *Artisans*, *etc.*

ARTISANS, INSTITUT DES— :—Voir *Montréal*, *Institut*, *des—*.

ARTHABASKA :—Bill étendant la juridiction territoriale des Cours Supérieure et de Circuit du district d'Arthabaska (M. Girouard), présenté, 233.

ASILES D'ALIÉNÉS :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux asiles d'aliénés, 276, 279. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur; Le comité délibère, 279. Série de résolutions rapportées, 280. Lues la seconde fois et adoptées sur division, 281. Bill basé sur ces résolutions, 281. Voir *infra*, 2.
2. Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés (l'Hon. M. Pelletier); présenté, 281. Motion pour 2ème lecture; amendement pour renvoyer la 2ème lecture à 6 mois; sous amendement adopté; bill lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté, 352. Amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativé, 354. Bill lu la 3ème fois et passé, 354. Passé par le Conseil, 387. Sanctionné, 393, (55 et 56 Vict., ch. 30).

ASILE DE BEAUPORT :—

1. Renouvellement du contrat :—Interpellations, 56.
2. Vente de l'—. Interpellations, 73.
3. Voir aussi *Documents*, *item* 5.

ASILE DES ORPHELINS DE ST-PATRICE :—Pétition des Syndics de l'—demandant des amendements à leur charte; lue et reçue, 146. Rapport de l'avis, 165. Bill (M. Kennedy), présenté; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 181. Rapporté, 223. Considéré en comité général; rapporté; passé, 239. Passé par le Conseil, 301. Honoraire remis, 317. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict. ch. 86).

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la Session, 1; après l'élection de l'Orateur, 3; pour la sanction des bills, à la clôture de la Session, 390.

2. Copie de l'ordre en conseil sur la nomination des membres de la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative, 21.

Réunions et ajournements de la Chambre :

3. Continue à siéger après minuit, 242, 315, 331, 365.

4. Devant avoir deux séances le même jour, 287. Trois séances, 318.

5. Devant siéger le samedi, 104, 140, 302.

6. Siège le samedi, 120, 315.

7. Ajourne sans que la question soit mise aux voix, 305, 320, 354, 361.

8. Ajourne du 21 au 27 mai, 115.

ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE :— Voir *Constitution des*—.

ASSOCIATION DE LA POLICE :— Voir *Police*.

ASSOCIATIONS LAITIÈRES :— Interpellations, 107.

ASSOCIATION ST-JEAN-BAPTISTE :— Voir *Montréal, Association St-Jean-Baptiste*.

ASSURANCES CONTRE LE FEU :— Voir *Courtiers*.

ASSURANCES MUTUELLES :— Voir *Compagnies d'*—.

ASSURANCES MUTUELLES CONTRE LE FEU :— Voir *Documents, item 30 et 31*.

ASSURANCES SUR LES ÉDIFICES PUBLICS :— Interpellations, 62.

AVOCATS *in re* LA REINE *vs.* MERCIER & PACAUD :— Interpellations, 125.

AVOCATS *in re* LA REINE *vs.* PACAUD :— Interpellations, 124.

AYLEN, DR :— Voir *Document, item 76*.

AYLMER : Société St-Jean-Baptiste de bienfaisance :— État d'affaires, 104.— Voir *Documents, item 53*.

BABY, HON. JUGE :—Voir *Documents*, item 6.

BAIE DES CHALEURS :—Voir *Documents*, item 6, 7 et 71.

BAIE DES CHALEURS, COMMISSION ROYALE :—Interpellations, 46, 62, 118, 124.

BANVILLE, M. DANIEL :—Interpellations, 168.

BAPTÊMES, MARIAGES ET SÉPULTURES :—Etat général des—du district de Montréal pour 1890, 20.—Voir *Documents*, item 73.

BATISSE DES OUVRIERS, LÉVIS :—Voir *Documents*, item 61.

BAZINET, LOUIS, M. P. P. :—Interpellations, 70.

BAZINET, PIERRE :—Voir *Documents*, item 8.

BEAUCE, COUR DE :—Bill étendant la juridiction territoriale de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit du district de Beauce (M. King), présenté, 166. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 203. Ordre pour comité général déchargé, bill renvoyé au comité de législation, 215.

BEAUCHAMP, JOSEPH-C. :—Voir *Miller, Thomas Fergusson*.

BEAUHARNOIS :—Pétition demandant un acte concernant la charte de la ville de—et ses amendements, 50. Rapport de l'avis, 85. Bill (M. Descarries), présenté, 89. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 92. Rapport que le promoteur désire retirer ce bill, 243. Honoraire remboursé, 253.

BEAUHARNOIS, SIÈGE DU COMTÉ DE :—Interpellations, 75.

BEAUMONT, CHEMIN DE :—

1. Voir *Documents*, item 9.

2. Interpellations, 145.

BEAUPORT, ASILE DE :—Voir *Documents*, item 5.

BEAUSOLEIL, CLÉOPHAS :—Voir *Documents*, item 10.

BÉDARD, AUGUSTE :—Voir *Documents*, item 11 ; aussi Interpellations, 321.

BELLEAU & CIE :—Interpellations, 83, 118.

BELLEHUMEUR, PAUL-ELIE :—Pétition demandant un acte autorisant—médecin et chirurgien, à exercer sa profession dans la province de Québec, 79. Rapport de l'avis, 85. Bill (M. Tellier), présenté, 90. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 92. Rapporté, 114. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 126. Honoraire remboursé, 233.

BELL TELEPHONE Co :—Interpellations, 248.

BENOIT, M. ZENOPHILE :—Voir *Documents*, *item* 12; aussi Interpellations, 46.

BERNIER ET HEMMING :—Voir *Documents*, *item* 46.

BERTHIER :—

1. Compagnie d'imprimerie de—. Voir *Documents*, *item* 27.
2. Octroi de colonisation, 45. Voir *Documents*, *item* 13.
3. Nouveau district judiciaire. Interpellations, 36.

BETTERAVES :—Voir *Documents*, *item* 14.

BETTERAVES A SUCRE :—Interpellations, 45.

BETTERAVE, CULTURE DE LA— :—Interpellations, 35.

BETTERAVES, SUCRE DE— :—Voir *Documents*, *item* 96.

BEURRIERIES ET FROMAGERIES :—Interpellations, 189 et 221.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—

1. Comité conjoint de la—, Membres nommés par le Conseil, 78. Membres nommés par l'Assemblée, 77. Premier rapport; l'honorable P.-Ev. LeBlanc élu président et quorum réduit à cinq membres; adopté, 187. Second rapport, 212. Troisième, nommant un sous-comité pour faire l'audition des comptes de la bibliothèque, 222. Quatrième, achat d'ouvrages canadiens, 229. Cinquième, 377.

2. Rapport du conservateur de la—, 20. Voir *Documents*, *item* 15.

BIENS MEUBLES :—Bill établissant l'impôt sur les—(M. Hackett), présenté, 200. Lu la 2^{ème} fois sur division; renvoyé à un Comité général, 250. Considéré; le Comité se lève sans faire de rapport, 259.

Pétition contre ce bill, 291.

BIGNELL, M. GEORGE :—Interpellations, 118.

Bills :

1. Loi autorisant l'émission de commissions adressées aux Juges de la Cour Supérieure leur accordant le pouvoir d'examiner certains bills et de faire rapport, 166. Voir *Juges de la Cour Supérieure*.

BILLS :—*Suite.*

2. Bill introduit et lu *pro forma* avant la prise en considération du discours du Trône, 17.

3. Rapport que le préambule d'un bill n'est pas prouvé, 105, 200, 212, 243.

4. Bills retirés, 215, 253.

5. Présenté, lu la première fois et renvoyé à un comité, 188.

6. Présentés, lus les première et seconde fois et renvoyés à un comité, 181, 231, 249, 319.

7. Ordre pour seconde lecture rescindé, 170, 171.

8. Motion pour renvoyer à six mois la seconde lecture d'un bill, négative, 299. A trois mois, négative, 359.

9. Motion pour renvoyer à six mois la troisième lecture d'un bill, négative, 140, 219, 292, 299.

10. Présentés, lus les trois fois et passés, 319, 361, 364, 376, 381, 386.

11. Lus la seconde fois sur division et renvoyés à un comité, 228, 260, 261.

12. Lus la seconde fois, renvoyés à un comité général ; considérés ; rapportés ; passés, 49, 96, 99, 117, 173, 226, 249, 262.

13. Lus la seconde fois, renvoyés à un comité général ; considérés ; amendés ; rapportés ; passés, 97, 98, 99.

14. Lus la seconde fois ; renvoyés à un comité général et rapporté progrès, 48, 123.

15. Motion pour renvoyer à six mois le comité général sur un bill, 227 ; négative, 254.

16. Rapporté progrès, 96, 119, 126, 227.

17. Renvoyés de nouveau à un comité général ; considérés ; amendés ; rapportés ; passés, 220, 315, 323.

18. Renvoyés à un comité général sur un autre bill, 362.

19. Renvoyés à un comité spécial, 248, 250.

20. Réimpression ordonnée, 241, 253.

BILLS :—*Suite.*

21. Re-mis sur les ordres du jour, 235, 301.
22. Un comité auquel ont été renvoyés divers bills fait rapport qu'il a réuni les dispositions de ces bills dans un seul bill, 215.
23. Amendés par le Conseil législatif, 213, 229, 232, 244, 249, 287, 298, 306, etc.
24. Amendements non adoptés ; message envoyé au Conseil transmettant les raisons, 230.
Le Conseil n'insiste pas sur les amendements, 244.
25. Bills du Conseil législatif, 177, 217, 249, 276.
26. Amendés par la Chambre, 220.
27. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 244. Amendés par le Conseil, 244.
28. Recommandé par le Lieutenant-gouverneur, 382.
29. Réservés pour la sanction du Gouverneur-général, 394.
30. Sanctionnés, 390 à 394.

Bills Privés :

1. Comité permanent des divers bills privés, nommé, 19, 24, 37. Premier rapport, nommant M. Duplessis, président, et recommandant une réduction du *quorum* ; *quorum* devant être de sept, 43. Membres substitués à d'autres dans ce comité, 44.
2. Rapports sur divers bills, 66, 95, 100, 104, 113, 121, 128, 147, 165, 187, 199, 212, 222, 239, 248, 277, 291.
3. Bills renvoyés à ce comité, 76, 84, 89, 91, 99, 112, 127, 143, 150, 167, 181, 194, 205, 215, 220.
4. Renvoyés de nouveau au même comité, 223.
5. Renvoyé au comité avec instruction d'en reconsidérer le préambule, 219.
6. Ordre renvoyant un bill au comité des chemins de fer rescindé, bill renvoyé au comité des bills privés, 106.
7. Délai pour présenter les bills privés étendu, 113, 114. Pour recevoir les rapports sur bills privés, 66, 200.

BILLS PRIVÉS :—*Suite.*

8. Prise en considération des bills privés, en vertu de la 19^{ème} règle, 101, 149, 181, 193, 204, 213, 227, 237, 287, 296.

9. L'heure pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés, 228.

10. Devant avoir la priorité le samedi, 315.

11. Honoraires remboursés, 202, 218, 219, 233, 236, 253, 258, 259, 302, 317, 318, 323, 371, 383, 386. Sur la recommandation du comité, 200, 239, 243.

BLAIR, JOHN-WESLEY :—Pétition demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, John, Wesley, Blair, au nombre de ses membres, 84. Rapport de l'avis, 113. Bill (l'hon. M. Hall), présenté, 114. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 127. Rapporté, amendé, 212. Considérée en comité général; rapporté; passé, 254. Passé par le Conseil, 362. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 111).

BONAVENTURE, COMITÉ DE—:—Argents de colonisation, 93, 123. Voir *Documents*, *item* 16.

BONAVENTURE :—Division électorale. Interpellations, 93.

BONUS AUX MANUFACTURIERS :—Voir *Subventions municipales*.

BOUCHERVILLE :—Pétition demandant un acte concernant la construction d'un collège à—79. Rapport de l'avis, 113. Voir *Dalpe; Hortense*.

BOURASSA, HENRI-AIMÉ :—Pétition demandant un acte légalisant le mariage et le contrat de mariage de—et Dame Purissima Robert, 79. Rapport de l'avis, 85. Bill (l'hon. M. Hall), présenté, 86. Lu la 2^{ème} fois renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté, 114. Considéré en comité général; rapporté; passé, 193. Par le Conseil avec amendements, 298. Considérés et adoptés, 298. Honoraire remboursé, 218. Sanction royale réservée, 394.

BOURBONNAIS, AVILA-G :—Voir *Documents*, *item* 17.

BOUTIN-BOURASSA, M.-J. :—Interpellations, 56-57.

BRIÈRE, JOSEPH :—Pétition demandant un acte autorisant Joseph Brière à ajouter à son nom celui de " Picard ", 58. Rapport de l'avis, 65. Bill (M. Parent), présenté, 68. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté; amendé, 109. Considéré en comité général; rapporté; passé, 111. Passé par le Conseil, 229. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 109).

BROCHU, DR. D. :—Voir *Documents*, *item* 18 ; aussi Interpellations, 56.

BROUSSEAU, LÉGER :—Voir *Documents*, *item* 34 ; aussi Interpellations, 46.

BROUSSEAU ET MERCIER :—Compte de MM.—dans l'affaire Langlais. Interpellations, 125.

BUCHERONS, PRIVILÈGES DES—: —Voir *Code civil*, 4.

CAMPBELL, COLIN :—Pétition demandant un acte, concernant certaine substitution créée par le testament de feu Colin Campbell, 59. Rapport de l'avis, 80. Bill (M. Cooke), présenté, 100. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 112. Rapporté, amendé, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; lu la 3^{ème} fois et passé sur division, 204. Par le Conseil avec amendements, 287. Considérés et adoptés, 287. Sanctionnés, 392. (55 et 56 Vict., ch. 103).

CANADA BRICK AND TILE COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 25. Rapport de l'avis, 39. Bill (l'hon. M. Hall), présenté, 67. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 77. Ordre déchargé, bill renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 114. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 141. Passé par le Conseil, 229. Sanctionnés, 391. (55 et 56 Vict., ch. 82).

CANADIAN STOCKYARDS :—Voir *Union Stockyards*.

CARMÉLITES :—Voir *Religieuses Carmélites*.

CARTIER, SIR GEORGE-E. :—M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu une lettre de Sir Hector-L. Langevin, déclarant que Lady Cartier et Mlle Cartier désirent offrir en cadeau à l'Assemblée législative le buste en marbre de Sir G.-E. Cartier, 326 ; Résolu, que cette Chambre accepte avec reconnaissance ce cadeau et que M. l'Orateur transmette à Lady Cartier et Mlle Cartier, les remerciements de la Chambre, 327.

CASGRAIN, EUGÈNE :—Voir *Documents*, *item* 9.

CAUTION, mise en liberté moyennant— :—Voir *Code de procédure civile*, 9.

CAUTIONNEMENTS DES OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Documents*, *item* 20.

CÈDRE, COUPE DU — :—Voir *Documents*, *item* 21.

CERTIFICATS D'ENRÉGISTREMENT :—Bill amendant l'article 700 du Code de procédure civile concernant les.—(L'hon M. Casgrain), présenté, 91.

CERTIFICATS DU RÉGISTRATEUR :—Bill amendant l'article 705 du code de procédure civile, relativement au paiement des certificats du registraire, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 217. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 248. Considéré ; rapporté ; passé, 276. Passé par le Conseil, 377. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 42.)

CESSION DE BIENS :—

1. Bill relatif à la—. (M. Fitzpatrick), présenté, 165. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 203. Rapport, bill réuni à un autre bill, 215. Voir *infra*, 2.
2. Bill amendant certaines dispositions du code de procédure civile, concernant les cessions de biens, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 86. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 117. Rapport que ce bill a été réuni à un autre, 215. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 241. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté, 259. Lu la 3ème fois et passé, 289. Passé par le Conseil avec amendements, 379. Considérés et adoptés, 379. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 43).

CHAGNON :—Pétition demandant un acte déclarant Joseph-Eloi-Philippe Chagnon, membre du Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, 71. Rapport de l'avis, 85. Bill (M. Augé), présenté, 90. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 99. Rapporté, 114. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 126. Passé par le Conseil avec amendements, 229. Considérés et adoptés, 230. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 114).

CHAGNON, Mlle VIRGINIE :—Interpellations, 256.

CHAMBLY :—

1. *Hôpital Général* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.
2. *Salle d'Asile* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

CHAMBRE DE COMMERCE, DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal, Chambre de Commerce*.

CHAMPLAIN, COMTÉ DE :—Octrois de colonisation, 93. Voir *Documents*, item 22.

CHAPEAU, COUR DE CIRCUIT A— :—Interpellations, 201.

CHARBON, PRISON DE MONTRÉAL :—Interpellations, 201.

CHARLESON, J.-B. :—Voir *Documents*, item 23.

CHARLEVOIX, Régistrateur de la division No. 2— :—Interpellations, 92.

CHASSE :—

1. Bill portant refonte de la loi pour la protection du gibier et des animaux à fourrure, (M. Augé), présenté, 90. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité spécial, 250. Premier rapport, 299.
2. Pétition demandant un amendement aux lois de chasse en ce qui regarde le comté de Nicolet, 112.

CHASSÉ, M. HONORÉ :—Interpellations, 45, 235.

CHEF DE LA POLICE DU REVENU, A MONTRÉAL :—Interpellations, 83.

CHEMINS A BARRIÈRES :—Bill permettant aux syndics des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, d'émettre des débentures à un certain montant, et pour certaines autres fins, (l'hon. M. Pellétier), présenté, 188. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 226. Considéré ; rapporté ; passé, 247. Passé par le Conseil, 362. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vic., ch. 47).

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE SUD :—Voir *Documents*, item 9.

CHEMINS A BARRIÈRES DE MONTRÉAL :—Pétition demandant que le chemin de front de la côte St-Michel soit à la charge des syndics des—, 121.

CHEMINS DE FER :—

1. Dépôts de garantie des compagnies de—, 93, 106. Voir *Documents*, item 25.
2. Lignes de—auxquelles des subventions ont été accordées, 373. Voir *Documents*, item 26.
3. Rapports des compagnies de—, 384. Voir *Documents*, item 24.
4. Bill modifiant la loi relative aux chemins de fer de cette province, (l'hon. M. Nantel), présenté, 123. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 173. Passé par le Conseil, 232. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 33).
5. Bill modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 88, intitulé " Un acte concernant certains subsides à des entreprises de chemins de fer et autres ", (l'hon. M. Nantel), présenté, 123. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 173. Passé par le Conseil, 232. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 65).
6. Comité permanent des—nommé, 19, 24, 42. Premier rapport annonçant la nomination de M. Carbray comme président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à sept, 66. Autres rapports, 98, 100, 105, 113, 121, 187, 200, 211, 354. Bills renvoyés à ce comité, 77, 84, 120, 143, 150, 194.

CHEMINS DE FER :—Suite.

7. Septième rapport amendé, 188.
8. Bill renvoyé de nouveau au comité des chemins de fer, 316.
9. Ordre renvoyant un bill au comité des chemins de fer rescindé, bill renvoyé au comité des bills privés, 106.

Voir aussi *Compagnies de chemins de fer*.

CHEMIN DU LAC TÉMISCOUATA :—Interpellations, 295.

CHEMIN MARITIME DANS MATANE :—Interpellations, 73.

CHEMINS ET RUES :—Bill (du Conseil législatif)—amendant l'acte 53 Victoria, chapitre 47, concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes et villages ; présenté par M. Chicoyne ; lu la 1^{ème} fois, 177. Lu la 2^{ème} fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé avec amendements, 220. Amendements adoptés par le Conseil avec un autre amendement, 244. Amendement adopté, 244. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 34.)

CHENEVERT, C.-A. :—Voir *Documents*, item 27.

CHERBOURG, LOTS GRATUITS DANS— :—Interpellations, 74.

CHERRIER, M.-A. :—Interpellations, 118.

CHEVALIER, M. LOUIS :—Interpellations, 83.

CHEVREFILS, M.-C :—Voir *Documents*, item 101.

CHICAGO, EXPOSITION DE— :—Voir *Exposition de Chicago*.

CHICOUTIMI, Société d'agriculture du comté de—re " *Gallant Model* ", 317. Voir *Documents*, item 45.

CHOUINARD, JEAN :—Interpellations, 294.

CHOUINARD, M. DE MATANE :—Interpellations, 144.

CLUB ST. JAMES :—Voir *St. James' Club*.

CODE CIVIL :—

1. Bill amendant le Code civil de la province de Québec, (M. Fitzpatrick), règles suspendues ; bill présenté et renvoyé au comité de législation, 82.

CODE CIVIL :—*Suite.*

2. Bill amendant l'article 205 du Code civil, (M. Tessier, Rimouski), présenté, 131.
3. Bill amendant le Code civil et l'article 834 du Code de procédure civile, relativement aux privilèges des voyageurs, bûcherons et autres, (M. Penneton) présenté, 166. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation 206. Rapporté amendé, 252. Ré-impression ordonnée, 253.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Bill amendant le Code de procédure civile, (M. Tellier), présenté, 100. Ordre pour 2ème lecture déchargé et bill renvoyé au comité de législation, 171.
2. Bill amendant le Code de procédure civile, (M. Normand) ; règles suspendues ; bill présenté et renvoyé au comité de législation, 44. Rapport que ce bill est réuni à autre bill, 215.
3. Bill amendant l'article 25 du Code de procédure civile, (M. Marion), présenté, 91. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 202.
4. Bill amendant les articles 586 et 633 du—, (M. Tessier, Rimouski), présenté, 131. Ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 172.
5. Bill modifiant l'article 662 du Code de procédure relatif aux oppositions à la saisie des immeubles sur exécution forcée, (M. Parent), présenté, 115. Ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 172.
6. Bill amendant l'article 700 du Code de procédure civile concernant les certificats d'enregistrement, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 91.
7. Bill amendant l'article 705 du Code de procédure civile, relativement au paiement des certificats de registrateur, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 217. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 248. Considéré ; rapporté ; passé, 276. Passé par le Conseil, 377. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 42).
8. Bill amendant l'article 772 du Code de procédure civile, concernant la distribution des deniers provenant des ventes des immeubles des débiteurs insolubles ; faites par les shérifs, (M. Fitzpatrick), présenté, 165. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 203.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Suite.*

9. Bill amendant les articles 825 et 826 du Code de procédure civile, concernant la mise en liberté moyennant caution, (M. Parent), présenté, 107. 'Ordre pour 2ème lecture rescindé; bill renvoyé au comité de législation, 172.
10. Bill amendant certaines dispositions du Code de procédure civile, concernant les cessions de biens, (l'hon. M. Casgrain), 86. Voir *Cession de biens*.
11. Bill modifiant les dispositions du Code de procédure civile, relativement aux saisies en mains-tierces, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 86. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 117. Rapport que le promoteur a retiré ce bill, 215.

CODE DU NOTARIAT :—Voir *Notariat*.**CODE MUNICIPAL :—**

1. Loi amendant de nouveau le Code municipal, (l'hon. M. Pelletier); présenté, 81. Lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté, 95. Lu la 3ème fois et passé, 96. Passé par le Conseil, 199. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 44).
2. Bill amendant l'article 774 du Code municipal (M. Duplessis), 45e règle suspendue, bill présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 188. Voir *infra*, 5.
3. Bill amendant certains articles du Code municipal, (M. Tellier); 45e règle suspendu; bill présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 188. Voir *infra*, 5. Rapporté amalgamé avec d'autres bills, 232. Réimpression ordonnée, 232, 253. Lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 362.
4. Bill modifiant certains articles du Code municipal, (M. Marion), présenté, 233.
5. Comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au—, 89. Membres ajoutés, 89. Premier rapport nommant M. Marion, Président et demandant que le quorum soit réduit à cinq membres; adopté, 100. Second rapport soumettant un projet de loi, dont il demande la réimpression sous le No. 150 ayant M. Tellier pour promoteur, 232. Voir *supra*, 3.

Bills renvoyés à ce comité, 188.

COFFIN, ISAAC TRISTRAM :—Pétition demandant un acte l'autorisant à vendre les Isles de la Madeleine, 39. Rapport de l'avis, 65. Bill (l'hon. M. Flynn), présenté, 77. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 84. Rapporté amendé, 147. Honoraire remboursé ; bill retiré, 258.

COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Bill amendant la loi relative au collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, (M. Cartier), présenté, 50. Ordre pour 2^{ème} lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 171. Rapporté, amendé, 233. Lu la 2^{ème} fois sur division, renvoyé à un comité général, 260. Considéré sur division ; rapporté et passé sur division, 290.

Pétitions contre ce bill, 300.

Comités :

1. Résolution pour la nomination de divers comités permanents pour la présente session, 19. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 24. Rapports, 37, 42. Voir *Agriculture, Bills privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation, Ordres permanents ; Privilèges et Elections*.

2. Comités conjoints :—Voir *Bibliothèque*, 77, 78 ; *Impressions*, 77, 100.

3. Comités spéciaux :—Voir *Chasse*, 250 ; *Code municipal*, 89 ; *Dentistes*, 248 ; *Emigration*, 384 ; *Fermeture des magasins*, 248.

4. Sous comité nommé, 222.

5. Membres ajoutés à des comités, 44.

6. Membres substitués à d'autres dans des comités, 44.

7. Instructions données à un comité, 315, 323.

8. Motions pour comités généraux, 190, 197, 276, 278, 350, etc.

9. Comités généraux, 190, 197, 263, 279, 282, 285, 288, 303, 306, 334, 340, 366, 369, 385. Voir *infra*, après 32.

10. Un comité siégeant sur un bill se lève sans faire de rapport, 260, 291, 292, 293, 383.

11. Partie d'un rapport de comité non adoptée, 188.

12. Partie d'un rapport adoptée, 183.

COMITÉS :—Suite.

13. Partie d'un rapport renvoyée de nouveau à un comité, 223.

14. Un comité recommande la ré-impression d'un bill, 232.

15. Appel est fait à l'Orateur de la décision du président d'un comité, il confirme sa décision, 205.

16. Un comité auquel ont été renvoyés divers bills, fait rapport qu'il a renfermé les dispositions de ces bills dans un seul, 215.

RAPPORTS DES DIVERS COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, SAVOIR :

17. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 66. Second, 203. Troisième, 253. Quatrième, 277.

18. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la—, Membres nommés par le Conseil, 78. Membres nommés par l'Assemblée, 77. Premier rapport fixant à cinq membres le *quorum* de ce comité ; adopté par la Chambre, 187. Second rapport, 212. Troisième, 222. Quatrième, 229. Cinquième, 377.

19. *Bills privés* :—Premier rapport, 43. Adopté, 43. Second, 66. Troisième, 95. Quatrième, 100. Cinquième, 104. Sixième, 113. Septième, 121. Huitième, 128. Neuvième, 147. Dixième, 165. Onzième, 187. Douzième, 199. Treizième, 212. Quatorzième, 222. Quinzième, 238. Seizième, 243. Dix-septième, 277. Dix-huitième, 291.

20. *Chasse* :—Comité spécial nommé, 250. Premier rapport, 290.

21. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 67. Second, 98. Troisième, 100. Quatrième, 105. Cinquième, 113. Sixième, 121. Septième, 187. Huitième, 200. Neuvième, 211. Dixième, 354.

22. *Code municipal* :—Premier rapport, 100. Second, 232.

23. *Comptes publics* :—Premier rapport, 43.

24. *Dentistes* :—Comité spécial nommé, 248. Rapport, 277.

25. *Fermeture des Magasins* :—Comité spécial nommé, 248. Rapport, 278.

26. *Impressions* :—Premier rapport, 206. Second, 383.

27. *Industries* :—Premier rapport, 70.

28. *Emigration* :—Comité spécial nommé, 384.

COMITÉS :—*Suite.*

29. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 44. Second, 215. Troisième, 233. Quatrième, 252. Cinquième, 277.

30. *Listes des députés devant faire partie des Comités permanents* :—Rapports, 36, 37, 42.

31. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 37. Second, 39. Troisième, 65. Quatrième, 65. Cinquième, 80. Sixième, 85. Septième, 95. Huitième, 105. Neuvième, 112. Dixième, 122. Onzième, 128. Douzième, 147. Treizième, 165. Quatorzième, 176.

32. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 92.

COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉOLUTIONS RELATIVES AUX—

(*Pour détails, voir les entrées suivantes dans le corps de cet index :*)

1. Asiles d'aliénés, 276, 281, 289.
2. Commissaires, 380, 386.
3. Commissaires royaux, 385, 386.
4. Droits sur les successions et les transports de propriétés, 278, 305, 307, 334.
5. Ecoles de réforme, 276, 285, 286.
6. Ecoles d'industrie, 276, 281, 284.
7. Enfants,—Pères et mères de douze— :—197.
8. Exposition de Chicago, 276, 288, 289.
9. Fonds de bâtisses et jurés, 278.
10. Hôpital protestant pour les aliénés, 303, 304.
11. Licences, 278, 334, 360, 365.
12. Licences de Québec, 278, 340, 345, 358.
13. Mines, 263, 269, 278.
14. Québec et Lac St-Jean, 350, 369, 370, 372.
15. Taxes directes sur certaines personnes, 350, 365, 367.
16. Tempêtes de juin 1892, 380, 381.
17. Terres publiques, 190, 191, 192.

COMMISSAIRES :—

1. La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives aux commissaires nommés pour faire des enquêtes sur les affaires publiques, 380. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur ; le comité délibère ; résolutions rapportées, 385. Adoptées, 386. Bill basé sur ces résolutions, 386. Voir *infra*, 2.
2. Loi relative aux commissaires nommés pour faire des enquêtes sur les affaires publiques, (l'hon. M. Pelletier), présenté ; lu la 2^{ème} fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 386. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 6).

COMMISSAIRES DES INCENDIES :—Bill amendant de nouveau la loi concernant les enquêtes, dans les cas d'incendies et la charge de Commissaires des incendies de la cité de Montréal, (M. Augé), présenté, 85. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 203. Considéré ; rapporté ; lu la 3^{ème} fois sur division et passé, 236.

COMMISSAIRE DES TERRES :— Interpellations, 83.

COMMISSAIRES POUR LA DÉCISION SOMMAIRE DES PETITES CAUSES POUR LAPRAIRIE :— 146, 325. Voir *Documents*, *item* 57.

COMMISSAIRES ROYAUX :—*Re* Baie des Chaleurs, rapport final :—Interpellations, 124.

COMMISSION BETTERAVERIE :—Voir *Documents*, *item* 14 ; aussi Interpellations, 35 et 216.

COMMISSION INTERNE DE LA CHAMBRE :—Voir *Documents*, *item* 37.

COMMISSIONS ROYALES :—

1. *Re* affaire Langlais :—Interpellations, 46.
2. *Re* Baie des Chaleurs, 47, 60, 89, 94—. Voir *Documents*, *item* 6 et 7 ; aussi Interpellations, 46, 62, 118, 124.
3. *Re* Baie des Chaleurs, rapport final :—Interpellations, 124.
4. Autres commissions, 146, 170, 304. Voir *Documents*, *item* 28 et 29.
5. Combien payé pour— :—Interpellations, 61.
6. Comptes des— :—Interpellations, 257.

COMMUNAUTÉ DES RELIGIEUSES CARMÉLITES :—Voir *Religieuses Carmélites*.

COMMUNAUTÉ DES SŒURS DE STE-ANNE :—Voir *Ste-Cunégonde*.

COMMUNE DE LAPRAIRIE :—Voir *Laprairie*.

COMPAGNIES D'ASSURANCE :—Pétition des—demandant que le bill établissant l'impôt sur les biens meubles ne devienne pas loi, 291.

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE :—Bill amendant l'article 5340 des S. R. de Québec, concernant la liquidation des—(l'hon. M. Hall), présenté, 166. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité de législation, 199. Rapporté, 277. Considéré en comité général ; le comité se lève sans faire de rapport, 292.

COMPAGNIE CANADIENNE D'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE :—Pétition demandant un acte modifiant la loi constituant la—, 84. Rapport de l'avis, 129. Bill (M. Morris), présenté, 129. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 150. Rapport recommandant que l'honoraire sur ce bill soit remis, 200.

COMPAGNIE D'ÉCLAIRAGE ET DE POUVOIRS MOTEURS DE ST-HENRI :—Voir *St-Henri*.

COMPAGNIE D'EXPOSITION DE QUÉBEC :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 71. Rapport de l'avis, 122. Bill (M. Chateauvert), présenté, 122. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 143. Rapporté amendé, 223. Considéré en comité général ; amendé, 240. Amendements considérés et adoptés ; bill lu la 3^{ème} fois et passé, 250. Passé par le Conseil, 261. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 74).

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LACHINE ET D'HOCHELAGA :—Voir *Lachine et d'Hochelaga*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE COLONISATION D'OTTAWA :—Voir *Ottawa*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTMORENCY & CHARLEVOIX :—Voir *Québec, etc.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC ET DU LAC ST-JEAN :—Voir *Québec et Lac St-Jean*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE RICHELIEU ET LAC MEMPHREMAGOG :—Voir *Richelieu et Lac Memphremagog*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU FLEUVE ST-LAURENT :—Voir *St. Lawrence River etc.*

COMPAGNIE DU HARAS NATIONAL :—Voir *Haras national*.

COMPAGNIE D'IMPRIMERIE DE BERTHIER :—Voir *Berthier*.

COMPAGNIE ROYALE D'ÉLECTRICITÉ :—Pétition demandant des amendements à sa chartre, 25. Rapport de l'avis, 65. Bill (l'hon. M. Hall), présenté, 67. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 77. Rapporté amendé, 105. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 120. Passé par le Conseil avec amendements, 232. Considérés et adoptés, 232. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict. ch. 76).

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 19, 24, 42. Premier rapport, nommant M. Hackett président et demandant que le *quorum* soit réduit à sept, 43. Membres ajoutés à ce comité, 44.

COMPTES PUBLICS :—Voir *Documents*, item 32.

COMPTES PUBLICS :—Version française des— :—Interpellations, 82.

CONCOURS, MÉRITE AGRICOLE :—Interpellations, 294.

CONCOURS PROVINCIAUX D'AGRICULTURE :—Voir *Mérite agricole*.

CONGRÉGATION DES RELIGIEUX DU TRÈS-SAINT-SACREMENT :—Voir *Religieux du—*.

CONJOINTS :—Protonotaires, régistrateurs, etc. Voir 33 des *Documents*.

CONSEIL D'AGRICULTURE :—Interpellation, 231.

Conseil Législatif :

Messages envoyés au Conseil :

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du comité collectif au sujet des impressions, 77. De la Bibliothèque, 77.

2. Concourant dans l'adresse de Sa Majesté la Reine au sujet de la mort du Duc de Clarence, 33.

3. Informant leurs Honneurs que cette Chambre ne concoure pas dans leurs amendements faits à un bill, 230, 248.

Messages du Conseil :

4. Demandant le concours de la Chambre dans une adresse à Sa Majesté la Reine à l'occasion de la mort du duc de Clarence, 33. Concourant dans l'adresse de la Chambre, 45.

5. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 78.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.*

6. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint des Impressions, 100.

7. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre, 177, 217, 240, 276.

8. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 220. Amendements de la Chambre amendés par le Conseil, 244. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 320.

9. Adoptant les bills de la Chambre sans amendements, 99, 120, 187, 199, 210, 213, 229, 232, 244, 249, 291, 301, 320, etc. Avec amendements, 213, 229, 232, 244, 249, 287, 298, 306.

10. Amendements du Conseil considérés de suite, 213, 230, 250, 287, 288, etc. Seconde lecture remise à plus tard, 230, 306, etc ; lus la seconde fois et adoptés, 231, 240, 247, 316, etc ; La Chambre ne concourant pas dans les amendements, 230, 248.

11. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 244.

12. Informant la Chambre qu'il ne peut procéder sur un bill, vu que ce bill n'a pas été recommandé par le Lieutenant-gouverneur, 243.

13. Motion de M. Morris,— qu'il est expédient que le Conseil législatif soit aboli ; débat ; motion pour question préalable, débat, 101. Débat repris ; motion négative, 102

14. Bill modifiant la constitution de la Législature de la province de Québec, en ce qui a rapport au—(M. Turgeon), présenté, 50. Ordre pour 2ème lecture retiré, 103.

15. Bill relatif à la qualification des membres du Conseil législatif, (du Conseil législatif), présenté par l'hon. M. Taillon, 276. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 324. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 2.)

CONSTITUTIONS :—Bill constituant en corporation les associations de bienfaisance et les sociétés nationales, les unions de métiers et les sociétés de travail, (M. Augé), présenté, 107. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 260. Considéré ; rapporté ; motion pour 3ème lecture ; amendement pour renvoyer la 3ème lecture à six mois négative ; autre amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général adopté ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé, 292.

CONSTABLES SPÉCIAUX A DORCHESTER :— Interpellations, 119.

CONSTRUCTEURS, PRIVILÈGES DES— :—Bill relatif aux privilèges des contracteurs, architectes, ouvriers, journaliers et fournisseurs de matériaux de construction, (M. Augé), présenté, 107. Ordre pour 2ème lecture déchargé et bill renvoyé au comité de législation, 172.

COOK, M.-WILLIAM :—Interpellations, 124.

COOKSHIRE :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la ville de Cookshire, 39. Rapport de l'avis, 65. Bill (l'hon. M. McIntosh), présenté, 69. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté amendé, 100. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 111. Passé par le Conseil, 213. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 57).

Pétition en faveur de ce bill, 59.

CORONERS : —Voir *Enquêtes des*—.

CORPORATIONS COMMERCIALES :—Voir *Taxes directes*.

CORRUPTION MUNICIPALE ET CIVIQUE :—Bill pour prévenir la—, (M. Stephens) présenté, 32. Ordre pour 2ème lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 170. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 236. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 262. Considéré ; le comité se lève sans faire de rapport, 383.

CORRUPTION ET SUBORNATION DES MEMBRES DU PARLEMENT :—Voir *Membres du Parlement*.

COTEAU DU LAC :—*Asile de la Providence de St-Ignace du*— : Etat d'affaires, 20.

CÔTÉ, M. CHARLES TOUSSAINT :—Interpellations, 295.

CÔTE ST-LOUIS :—Pétition demandant un acte amendant la charte de la Côte Saint-Louis, 79. Rapport de l'avis, 113. Bill (M. Villeneuve), présenté, 115. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 127. Rapporté amendé, 200. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 217. Passé par le Conseil avec amendements, 305. Considérés, 306. Adoptés, 316. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 55).

CÔTE ST-MICHEL :—Pétition au sujet d'un chemin de front de la—, 121.

COURCHESNE, GABRIEL :—Pétition demandant un acte autorisant la vente de certains immeubles appartenant à la succession de feu Gabriel Courchesne, 71. Rapport de l'avis, 80. Bill (M. Spencer), présenté, 81. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 89. Rapporté amendé, 104.

GOURCHESNE, GABRIEL :—*Suite.*

Considéré en comité général ; rapporté progrès, 119, 123. Ordre pour comité général déchargé, bill renvoyé de nouveau au comité des bills privés, 140. Rapporté amendé, 165. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 181. Passé par le Conseil avec amendements, 244. Considérés et adoptés, 245. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 104).

COURS DE MAGISTRATS DE DISTRICT :—Interpellations, 320.

COURS SUPÉRIEURE ET DE CIRCUIT D'ARTHABASKA :—Voir *Arthabaska*.

COURS SUPÉRIEURE ET DE CIRCUIT DU DISTRICT DE BEAUCE :— Voir *Beauce*.

COURTIERS D'ASSURANCES CONTRE LE FEU :—Pétition demandant un acte les constituant en corporation, 79. Rapport de l'avis, 113. Bill (M. Descarries) présenté, 130. Lu la 2ème et renvoyé au comité des bills privés, 150. Rapport que le promoteur désire retirer ce bill, 239. Honoraire remboursé, 239.

Pétition contre ce bill, 228.

CRÉDIT CANADIEN :—Voir *Crédit foncier*.

CRÉDIT FONCIER :—Pétition demandant un acte constituant en corporation le—de la province de Québec, 35. Rapport de l'avis, 65. Bill (M. Parizeau) présenté, 81. Lu la 2ème fois et renvoyés au comité des bills privés, 89. Rapporté, 200. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 214. Passé par le Conseil avec amendements, 287. Considérés et adoptés, 288. La sanction royale est réservée, 394.

CROISETIÈRE vs. BRAULT.—Voir *Documents*, *item* 42.

DALIBERT, LOTS GRATUITS DANS :—Interpellations, 74.

DALPÉ, HORTENSE :—Pétition demandant un acte interprétant deux actes de donation par dame Hortense Dalpé, veuve Louis Jodoin, au curé de la paroisse de Boucherville, et permettant de bâtir une école sur les terrains donnés, 79. Rapport de l'avis, 113. Bill (l'hon. M. Taillon), présenté, 123. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 206. Rapporté, 223. Coasidéré en comité général, amendé ; rapporté ; passé, 238. Passé par le Conseil, 301. Honoraire remboursé, 323. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 101),

D'AMOURS, M. C.-E. :—Interpellations, 296.

D'AMOURS, M. J.-W. :—Interpellations, 168.

DAVIDSON ET BABY, HON. JUGES :—Voir *Documents*, *item* 6.

DEMERS L.-J. :—Voir *Documents*, *item* 34 et 41.

DEMERS, PIERRE :—Voir *Miller, Thomas Fergusson*.

DENTISTES :—Bill modifiant la loi concernant les dentistes, (M. Augé) présenté, 107. Ordre pour 2ème lecture déchargé, bill renvoyé à un comité spécial, 248. Rapporté amendé 277. Lu la 2ème. fois, renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 351. Passé par le Conseil avec amendements, 387. Considérés et adoptés, 387. Sanctionné, 393. (55-56 Vict., ch. 32).

DÉPENSES D'ÉLECTION :—Bill modifiant de nouveau la loi électorale de Québec relativement aux dépenses d'élection, (M. Dechène), présenté, 131. Motion pour 2ème lecture; débats, ajournés, 203. Débats repris; motion adoptée sur division; bill lu la 2e fois, renvoyé à un comité général, 260. Considéré; rapporté; passé, 290. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 5.)

DE POLI, VICOMTE :—Voir *Documents*, item 35.

Députés:

1. Liste des députés élus aux dernières élections générales, XVIII.
2. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 1, 245.
3. Certificat d'élection du député pour Beauharnois, 399.
4. Permis d'absence accordé à un député, 328.
5. Député devant être payé comme s'il eut pris son siège au commencement de la session, 385.
6. Bill concernant la subornation et la corruption des membres du Parlement 32. Voir *Membres du Parlement*.

DESJARDINS, HANSARD :—Interpellations, 56.

DESSIN A L'ÉCOLE PRIMAIRE :—Voir *Documents*, item 60.

DIME :—Sera-t-elle modifiée : Interpellations, 56.

DION, M. ADRISSE :—Interpellations, 61.

DISCOURS DE L'HON. J. G. HALL :—Interpellations, 74.

DISCOURS DES HON. MM. MERCIER et SHEHYN :—Interpellations, 87.

DIRECTEURS DE CHEMINS DE FER :—Interpellations, 216.

DISTINCTIONS PROVINCIALES DE MÉRITE AGRICOLE :—Voir *Mérite agricole*.

Documents, par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatif à—

(REMARQUE.—Le chiffre à gauche du document n'est pas le Numéro de ce document, mais est mis comme Numéro de référence.)

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
X 1. <i>Actif et Passif de la Province</i> :—Etat indiquant l'actif et le passif de la province au 30 juin 1891. (<i>Document No. 39</i>).	Par ordre 63	116
X 2. <i>Agriculture et Colonisation</i> :—Rapport du Commissaire de l'—pour l'année 1891. (<i>Document No. 2</i>)	Par Ordre du Lt.-Gouv.	38
X 3. <i>Archives de la province</i> :—Correspondance entre M. Faucher de St-Maurice, et l'honorable M. Casgrain, à propos des archives appartenant à la province de Québec, et qui sont maintenant en la possession du gouvernement fédéral. (<i>Document No. 60</i>).	Par ordre 236	305
4. <i>Argents de colonisation</i> :—Etat détaillé, comté par comté, de l'emploi des argents de colonisation du 1er juillet 1891, au 1er juin 1892.	Par ordre 258	
5. <i>Asile de Beauport</i> :—Correspondance à propos de l'Asile de Beauport, ou de l'entretien des aliénés, à l'expiration du contrat actuel, ou au sujet de la passation d'un nouveau contrat à la place du contrat existant, ou au sujet de la construction d'un nouvel asile, etc.	Par ordre 169	
X 6. <i>Baie des Chaleurs</i> :—Copie du rapport <i>ad interim</i> et <i>re</i> rapport final des Commissaires Baby et Davidson du Commission Royale <i>re</i> chemin de fer de la Baie des Chaleurs. (<i>Document No. 23</i>).	Adresse 47	60
X 7. <i>Baie des Chaleurs</i> :—Copie de la preuve faite devant la Commission royale au sujet de l'affaire de la Baie des Chaleurs. (<i>Document No. 32</i>).	Adresse 89	94
X 8. <i>Bazinet, Pierre</i> :—Etat des sommes payées à Pierre Bazinet, cordonnier de Joliette, ou à d'autres pour lui, pour explorations dans les comtés de Dorchester, Lévis, etc, en 1889. (<i>Document No. 31</i>).	Par ordre 58	94
X 9. <i>Beaumont, Chemin de—</i> :—Correspondance entre le gouvernement et les syndics de la commission des chemins à barrières de la rive sud, au sujet du—. (<i>Document No. 51</i>).	Par ordre 169	241
10. <i>Beausoleil, Cléophas</i> :—Etat détaillé des sommes d'argent payées par le gouvernement à Cléophas Beausoleil, écr., avocat, de la cité de Montréal, à quelque titre que ce soit, du 1er février 1887 au 16 décembre 1891.	Par ordre 57	

DOCUMENTS :— <i>Suite</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
11. <i>Bédard, Auguste</i> :—Documents concernant la nomination d'un régistrateur conjoint à—écr, du comté de Lotbinière ; résignation du dit— ; nomination de son remplaçant.	Adresse 257	
12. <i>Benoit, M. Zénophile</i> :—Copie de la résolution de la Commission d'économie interne à propos de la destitution de M. Zénophile Benoit, employé permanent et assistant-maître de poste de cette Chambre, de la lettre lui annonçant sa destitution, et de la correspondance à ce sujet.	Par ordre 75	
13. <i>Berthier</i> :—Documents relatifs aux octrois de colonisation dans le comté de Berthier, depuis le 1er février 1887.	Par ordre 45	
X 14. <i>Betteraves</i> :—Etat des dépenses de la commission pour étudier la question de la culture des betteraves. (<i>Document No. 26.</i>)	Par ordre 36	81
X 15. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport annuel du conservateur de la—.	111e Règle	20
X 16. <i>Bonaventure</i> :—Etat détaillé indiquant les sommes d'argent payées pour la colonisation dans le comté de Bonaventure, depuis le premier juillet 1888 jusqu'au seize décembre 1891 ; et à qui ces sommes d'argent ont été payées pour conduire les travaux.....(<i>Document No. 40.</i>)	Par ordre 93	123
X 17. <i>Bourbonnais, Avila-G</i> :—Copie de tous les documents se rapportant à la nomination et au maintien en office de Avila G. Bourbonnais, écr, M. P. P., à la position de régistrare pour les départements des travaux publics, de l'agriculture et de la colonisation.....(<i>Document No. 43.</i>)	Par ordre 63	222
X 18. <i>Brochu Dr</i> :—Copie de l'ordre en conseil d'installant le Dr D. Brochu comme inspecteur hygiéniste des manufactures. (<i>Document No. 28.</i>)	Adresse 76	87
X 19. <i>Casgrain, Eugène</i> :—Etat détaillé des frais de voyage de Eugène Casgrain, juge de l'ordre du mérite agricole, mentionné à la page 125 des comptes publics de cette province, 1891.....(<i>Document No. 29.</i>)	Par ordre 57	94
X 20. <i>Cautionnements</i> :—Etat des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, du 12 novembre 1890 au 2 mai 1892, tel que requis par l'article 633 des S. R. P. Q. ....(<i>Document No. 20.</i>)	Par Acte	40
X 21. <i>Cèdre</i> :—Correspondance entre le département des terres et les personnes ayant des licences, ou permis de couper du cèdre sur les terres de la couronne, ou sur des terres déjà sous licence, ainsi que copie de tous ces permis, etc. (<i>Document No. 71.</i>)	Par ordre 75	378

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
22. <i>Champlain</i> :—Documents relatifs aux octrois de colonisation dans le comté de Champlain, depuis le 1 ^{er} janvier 1890.	Par ordre 93	
23. <i>Charleson, J.-B.</i> :—Correspondance ou documents relatifs à la remise des droits de coupe dus à la couronne, par J.-B. Charleson, ex-chef ou surintendant des gardes-forestiers.	Par ordre 218	
X 24. <i>Chemins de fer</i> :—Etats, rapports et statistiques transmis au Commissaire des travaux publics par diverses compagnies de chemins de fer, en conformité des articles 5176 (paragraphe 4) 5178, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec.....(<i>Document No 74.</i>)	Par Acte	384
X 25. <i>Chemins de fer, dépôts de garantie</i> :—Etat détaillé des dépôts de garantie des compagnies de chemins de fer, reçus depuis le 10 février 1890, (date de la dernière réponse No. 134 faite à la Chambre sur le même sujet). (<i>Document No. 36.</i>)	Par ordre 93	106
26. <i>Chemins de fer, lignes de—</i> :—Etat indiquant : 1. Toutes les lignes de chemins de fer pour la construction desquelles des subventions ont été accordées jusqu'au 1 ^{er} juin 1891 ; 2. Le montant de ces subventions, en argent et en terres ; 3. La liste de toutes ces compagnies qui ont commencé leurs travaux le ou avant le 1 ^{er} juin 1891.	Par ordre 373	
X 27. <i>Chenevert, C.-A.</i> :—Copie de tout état de compte fourni par C.-A. Chenevert, ou par la Compagnie d'imprimerie de Berthier, pour annonces, impressions, etc., depuis le 1 ^{er} avril 1889 jusqu'au 31 décembre dernier, 1891. (<i>Document No. 35.</i>)	Par ordre 40	103
28. <i>Commissions royales</i> :—Copie de tous comptes, mémoires, demandes, etc., transmis aux Commissaires des trois Commissions royales, ou au gouvernement de cette province, par toute personne employée par les dits Commissaires.	Par ordre 146	
29. <i>Commissions royales</i> :—Copie de la preuve faite devant la Commission Royale présidée par l'honorable juge Mathieu, et devant celle présidée par l'honorable juge Pagnuelo. (<i>Document No. 57.</i>)	Adresse 170	304
X 30. <i>Compagnies d'assurances mutuelles</i> :—Neuvième rapport de l'Inspecteur des assurances mutuelles pour la province de Québec, pour l'année 1891.....(<i>Document No- 33.</i>)	Par Acte	91
X 31. <i>Compagnies d'assurances mutuelles contre le feu</i> :—Correspondance relative à la nomination des Inspecteurs des—en cette province.....(<i>Document No. 63.</i>)	Par ordre 99	325

DOCUMENTS :— <i>Suite</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
32. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1891. (<i>Document No. 3.</i>)	Par Ordre du Lt.-Gouv.	34
33. <i>Conjoints</i> :—Etat indiquant : 1. le nombre de conjoints, notaires, registrateurs ou autres officiers du service public, nommés par le présent gouvernement ; 2. l'augmentation des dépenses causées par ces nominations ; 3. et les noms de ces officiers publics.....(<i>Document No. 34.</i>)	Par ordre 94	103
34. <i>Demers, Brousseau et Mercier</i> :—Copie de tous comptes, produits et fournis au gouvernement, depuis le 16 décembre 1891, par L.-J. Demers, Léger Brousseau et J. E. Mercier, imprimeurs.	Par ordre 169	
35. <i>De Poli, Vicomte</i> : Copie des instructions données à M. le vicomte de Poli, en France, antérieurement au seize décembre dernier.....(<i>Document No. 22.</i>)	Adresse 36	60
36. <i>Drolet, G.-A.</i> : — Documents relatifs à l'emprunt de \$10,000,000, voté à la dernière session de 1890, et spécialement ceux se rattachant à la part prise à cet emprunt par M. Gustave-A. Drolet. <i>Impression ordonnée</i> , 383.....(<i>Document No. 53.</i>)	Adresse 36	259
37. <i>Economie interne de la Chambre</i> :—Message du Lieutenant-gouverneur concernant la nomination des membres de l'— par ordre en conseil du 15 mars 1892.	Par Acte	21
38. <i>Employés sessionnels</i> :—Liste donnant les noms de toutes personnes employées durant la session comme clercs surnuméraires, clercs sessionnels, employés, messagers et pages. <i>Impression ordonnée</i> , 383.....(<i>Document No. 44.</i>)	Par ordre 103	222
39. <i>Estimés</i> :—Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1892.....(<i>Document No. 1.</i>)	Par message	38
Estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1893. (<i>Document No. 1.</i>)	do	96
40. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Etat de toutes les remises faites par l'administration Mercier, aux municipalités endettées aux fonds d'emprunt municipal. (<i>Document No. 73.</i>)	Par ordre 317	378
41. <i>Gazette Officielle</i> :—Copie de tous contrats, marchés, etc., entre le gouvernement et L.-J. Demers, de la ville de Québec, pour l'impression de la <i>Gazette Officielle de Québec</i> . (<i>Document No. 27.</i>)	Par ordre 63	81

DOCUMENTS :—Suite.	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
42. <i>Germain et Germain</i> :—Etat détaillé des sommes payées par le gouvernement Mercier à MM. Germain et Germain, avocats, de Sorel, à titre d'honoraires <i>re Croisetière vs. Brault</i> et le Procureur-général intervenant à cette dite cause. (Document No. 48.)	Par ordre 47	233
43. <i>Haras national</i> :—1. Copie de tous documents, arrangement, contrat, ou marché intervenu entre le gouvernement de cette province et la compagnie du Haras National, Montréal ; 2. Sommes d'argent payées en vertu de tels contrats ; 3. Certificats des médecins vétérinaires, ou autres personnes, justifiant tels paiements ; 4. Nombre des étalons fournis par la compagnie ; 5. La liste des villes ou paroisses où ont été envoyés ces étalons et nombre de juments servies. Impression ordonnée, 383.....(Document No. 37.)	Adresse 47	106
44. <i>Haras national</i> :—Copie de la déposition de M. Turenne, gérant de la Compagnie du Haras national, <i>in re</i> la Compagnie du Haras national <i>vs.</i> Talbot, cour supérieure, Montmagny. Impression ordonnée.....(Document No. 49.)	Adresse 126	233
45. <i>Haras National</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et la Société d'agriculture du comté de Chicoutimi, concernant l'envoi dans ce comté par la compagnie du Haras national, de l'étalon " Gallant Model. "	Par ordre 317	
46. <i>Hemming et Bernier</i> :—Copie de l'ordre en Conseil, nommant MM. Hemming et Bernier, protonotaire-conjoint, greffiers de la Cour de circuit du district d'Arthabaska, et de l'ordre en conseil révoquant cette nomination. (Document No. 47.)	Adresse 202	227
47. <i>Hull et Trois-Rivières</i> :—Correspondance, etc., échangée entre le gouvernement et les commissaires nommés pour octroyer des licences dans les cités de Hull et des Trois-Rivières, relativement au salaire à être payé à ces commissaires, pour leurs services.....(Document No 62.)	Adresse 94	317
48. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts.....(Document No. 8.)	Par message	22
49. <i>Index des journaux de la Chambre</i> :—Etat indiquant le coût de l'Index général des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, dans les 1ère, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème et 6ème Législature, 1867-1887. (Document No. 54.)	Par ordre 189	259

		ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>			
50. <i>Industrie laitière</i> :—Correspondance échangée entre le gouverneuent fédéral, ou le département de l'Agriculture, à Ottawa, et le gouvernement de cette province, ou le département de l'Agriculture, à Québec, au sujet de l'industrie laitière.	Adressa 119		
51. <i>Inspecteurs des prisons, etc.</i> :—Vingt-unième rapport des Inspecteurs des prisons, asiles, etc., de la province de Québec pour l'année 1890.....(<i>Document No. 14</i>).	Par Ordre du Lt. Gouv.		37
52. <i>Inspecteurs des prisons, etc.</i> :—Vingt-deuxième rapport des Inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1891. (<i>Document No 67</i> .)	Par Ordre du Lt.-Gouv.		360
53. <i>Institutions littéraires, de Charité et Hôpitaux</i> :—Rapport annuels, etc., des—ci-dessous mentionnés :			
X Société Saint Jean-Baptiste,	Aylmer.		104
X Hôpital Général,	Chambly.		78
X Salle d'asile,	do		78
X Hôpital de la Providence,	Joliette.		20
X Union Saint Joseph,	Lachine.		91
X Sœurs de la charité,	Lanoraie.		20
X Hospice Saint Joseph de la Délivrance,	Lévis.		78
X Hôpital Saint Antoine,	Longueuil.		78
X Asile de la Providence,	Masconche.		20
X Asile Saint Joseph, rue Fullum,	Montréal.		20
X Asile de Saint Vincent de Paul,	do		20
X Church Home	do		20
X Dispensaire,	do		20
X Home for Friend le-s Women,	do		20
X Hôpital de la Maternité,	do		78
X Hôpital Notre-Dame,	do		20
X Hôpital Saint-Patrice,	do		20
X Monastère de N.-D. de la charité du Bon-Pasteur,	do		20
X Orphelinat catholique romain,	do		78
X Salle d'asile de Saint-Vincent de Paul,	do		20
X Sœurs de la Charité de l'Hôpital général,	do		78
X Hôpital général,	Pembroke.		20
X Asile du Bon-Pasteur,	Québec.		78
X Asile des orphelines de l'église d'Angleterre,	do		20
X Asile Finlay,	do		20
X Association des Dames charitables,	do		78
X Association des Dames chrétiennes,	do		60
X Cercle Catholique,	do		189
X Hôpital de la Maternité,	do		20
X Hospice de la Miséricorde,	do		78
X Hospice des Sœurs de la Charité,	do		78
X Œuvre des Tabernacles,	do		20
X Œuvre du Patronage,	do		60.78
X Orphelinat des Sœurs de la Charité,	do		78

			ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>				
Ouvroir des Dames charitables,	Québec.	.....		78
Union commerciale,	do	.....		78
X Union Saint-Joseph de St-Jean-Baptiste,	do	.....		20
Union Saint-Joseph de St-Sauveur,	do	.....		78
X Union Saint-Joseph de St-Roch,	do	.....		78
Hospice des Sœurs de la Charité,	Rimouski.	.....		20
Hospice Saint-Joseph,	Ste-Anne de la Pocatière.	.....		20
Maison de la charité	Ste-Cunégonde.	.....		78
X Hospice de	St-Denis.	.....		95
Asile de la Providence,	Ste-Elizabeth.	.....		20
X Hôtel Dieu.	Ste-Hyacinthe.	.....		78
Ouvroir Ste-Geneviève,	do	.....		78
X Union Saint-Joseph	do	.....		112
X Asile de la Providence,	St-Ignace Côteau du Lac.	.....		20
Hôpital de	St-Jean d'Iberville.	.....		78
Salle d'asile,	do	.....		78
Hospice Sainte-Croix,	Ste-Marie de Monnoir.	.....		217
Hospice de	St-Thomas de Montmagny,	.....		78
Hospice du Sacré-Cœur,	Sherbrooke.	.....		20
Union Saint-Joseph,	do	.....		20
Union Saint-Joseph des Artisans,	do	.....		20
Congrégation de Saint-Michel,	Sorel.	.....		78
Asile de la Providence,	Trois-Rivières.	.....		20
Hôpital Saint-Joseph,	do	.....		20
Hospice Sainte-Anne,	Yamachiche.	.....		20
(Document No. 10.)				
54. Joliette :—Documents relatifs aux octrois de colonisation dans le comté de Joliette, depuis le 1er février 1887.	Par ordre	46		
X 55. Lamontagne, Herménégilde :—Copie des documents concernant la destitution de Herménégilde Lamontagne, de Notre-Dame du Buckland, comme garde-forestier.	Par ordre	63		94
(Document No. 30.)				
X 56. Langelier et Robidoux :—Etat des dépenses de MM. Langelier & Robidoux pendant leur voyage pour étudier le système des asiles d'aliénés, etc.	Par ordre	37		60
Impression ordonnée, 383.....(Document No. 21.)				
X 57. Laprairie :—Correspondance relative à la nomination des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour Laprairie, contenue dans la <i>Gazette Officielle</i> de Québec, du 2 avril 1892.....(Document No. 64.)	Par ordre	146		325
58. Laprairie :—Copie de toute correspondance et de tous documents au sujet de la construction d'un pont sur la rivière du Portage, à Laprairie .....(Document No. 65.)	Par ordre	258		325

DOCUMENTS :-- <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
X 59. <i>Lauzon, Seigneurie</i> :—Copie de tous documents en rapport avec la réduction projetée des rentes de la seigneurie de Lauzon, ainsi qu'un état des montants payés en rapport avec cette question.....(<i>Document No. 72.</i>)	Par ordre 216	378
60. <i>Lefebvre, C.</i> :—Copie de tous rapports et correspondance au sujet du voyage de M. C. Lefebvre, en Europe, re " le dessin à l'école primaire. "	Par ordre 36	
X 61. <i>Lévis</i> :—Copie de tous documents, en la possession du gouvernement, relatifs à la construction de la bâtisse des ouvriers de Lévis.....(<i>Document No. 68.</i>)	Par ordre 258	360
X 62. <i>Limites</i> :—Etat indiquant, en détail, le montant des arrérages dus à la province par tout détenteur de limites, ou commerçant de bois, pour rentes foncières, droits de coupe ou à tout autre titre.....(<i>Document No. 69.</i>)	Par ordre 236	363
X 63. <i>Liqueurs</i> :—Correspondance entre le gouvernement et les autorités fédérales, au sujet de la résolution adoptée par cette Chambre le 23 décembre 1890, concernant le pouvoir de contester la vente des liqueurs en gros, et concernant l'inspection des liqueurs.....(<i>Document No. 61.</i>)	Adresse 170	316
64. <i>Loterie</i> :—Correspondance entre le gouvernement et la loterie de la province de Québec, ou la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, au sujet de cette loterie.	Par ordre 190	
X 65. Copie de la lettre autorisant la Société St-Jean-Baptiste à exploiter une loterie.....(<i>Document No. 46.</i>)	Par ordre 190	227
X 66. <i>Magistrats de district</i> :—Copie de l'ordre en conseil nommant les magistrats de district pour la cité de Montréal. (<i>Document No. 45.</i>)	Adresse 189	227
67. <i>Maskinongé et Lac Nipissing</i> :—Correspondance entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et M. J.-H. Legris, ex M. P. P., au sujet des sommes d'argent octroyées, par le gouvernement de la province de Québec, pour la construction du chemin de fer Maskinongé et Lac Nipissing.	Par ordre 318	
X 68. <i>Mercier, L'hon. Honoré</i> :—Correspondance entre Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec et l'honorable M. Mercier, ex-premier ministre de cette Province, relative au renvoi d'office de ce dernier. (<i>Document No. 55.</i>)		291
X 69. <i>Mérite agricole</i> :—Rapport sur le concours provincial de mérite agricole—deuxième année 1891. (<i>Document No. 15.</i>)		38

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
70. <i>Mérite agricole</i> — : —Liste du concours provincial de— pour 1891 et des distinctions décernées aux concurrents. Imprimée, 377..... (<i>Appendice A.</i>)		377
X71. <i>Monfette, Victor</i> : —Correspondance au sujet de la requête de plusieurs députés faisant partie de l'ancien parlement, demandant la convocation immédiate de la Législature pour examiner et juger la question dite de la Baie des Chaleurs. Aussi, correspondance entre le gouvernement, et Victor Monfette, au sujet de la requête ci-dessus, etc. Aussi, copie de toute lettre de transmission, accusé de réception etc., tant de la part de l'ex-gouvernement que de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, se rapportant à la dite lettre du dit Victor Monfette..... (<i>Document No. 25.</i>)	Adresse 57	75
X72. <i>Mineau, Louis-Henri</i> :—Copie du compte transmis par Louis-Henri Mineau, commissaire-enquêteur <i>in re</i> F. Paquin, H. Fleury et <i>al.</i> réclamant, vs. le gouvernement de la province de Québec, intimé, au dit gouvernement pour défrayer les dépenses de la dite enquête. Aussi, copie du rapport fait par le dit L.-H. Mineau, esqualité susdite, au Procureur-général Turcotte <i>in eadem re</i> , en 1888 ou 1889..... (<i>Document No. 52.</i>)	Par ordre 190	259
X73. <i>Montréal, district de</i> : —Etat général des baptêmes, mariages et sépultures du district de—, pour 1890. (<i>Document No. 9.</i>)		20
X74. <i>Montréal, district de</i> : —Etat général des naissances mariages et sépultures du district de Montréal pour 1891. (<i>Document No. 9.</i>)		128
X75. <i>Montréal et Sorel</i> :— Copie d'une requête au gouvernement, l'an 1889, par certains électeurs du comté de Verchères, concernant l'emploi de la somme de \$112,500.00, re chemin de fer "Montréal et Sorel," etc..... (<i>Document No. 11.</i>)	Adresse du 17 mars 1890	32
76. <i>Morkill, M.</i> :—Copie de l'ordre en conseil destituant M Morkill comme percepteur du revenu, à Sherbrooke, et copie du rapport de l'inspecteur, M. le Dr. Aylen, concernant cette destitution.	Adresse 63	
X77. <i>New-Carlisle</i> :—Etat détaillé des sommes d'argent payées pour réparations à la prison et au palais de justice de New Carlisle, depuis le premier juin 1887, jusqu'au premier décembre 1891..... (<i>Document No. 41.</i>)	Par ordre 93	147
78. <i>Québec, Montréal, Ottawa & Occidental</i> :—Etat de toutes les sommes d'argent payées, année par année, jusqu'à ce jour par la Province, à compte des réclamations du chemin de fer de Q. M. O. & O., depuis la vente d'icelui.	Par ordre 190	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS.
X 79. <i>Rapports du Conseil et mandats spéciaux</i> :—Etat des rapports du Conseil et mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des S. R. de la P. de Q., préparé par l'Auditeur de la province.....(<i>Imprimé, 20.</i>)	Par Acte	25
X 80. <i>Recettes et dépenses de la province</i> :—Etat des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 30 juin 1891 jusqu'au 1er mai 1892.....(<i>Document No. 38.</i>)	Par ordre 63	115
X 81. <i>Recettes et paiements</i> :—Etat des —de toutes sortes, de la province de Québec, depuis le 1er juillet jusqu'au 17 décembre 1891 .....(<i>Document No. 12.</i>)		96
X 82. <i>Recettes et paiements</i> :—Etat des —de toutes sortes de la province de Québec, depuis le 1er juillet 1891 jusqu'au 30 avril 1892.....(<i>Document No. 12.</i>)		96
X 83. <i>Remise de droits</i> :—Etat de tous les droits, taxes, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du Revenu), remis par le Lieutenant-gouverneur en conseil, du 4 novembre 1890 au 26 avril 1892.....(<i>Document No. 19.</i>)	Par Acte	40
X 84. <i>Rimouski</i> :—Correspondance et mémoires échangés entre le gouvernement et les divers intéressés, au sujet du paiement fait, vers le 4 février 1892, des frais d'avocat en rapport avec l'enquête tenue sur plainte portée contre le magistrat de district de Rimouski.....(<i>Document No. 59.</i>)	Par ordre 216	305
X 85. <i>Ste-Adèle</i> :—Correspondance et documents se rapportant aux octrois d'argent de colonisation pour la paroisse de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, depuis janvier 1887. (<i>Document No. 17.</i>)	Ordre du 10 Déc. 1890 139	40
X 86. <i>St-Hyacinthe</i> :—Documents au sujet des octrois de colonisation dans le comté de St-Hyacinthe, depuis le 1er janvier 1890.....(<i>Document No. 42.</i>)	Par ordre 47	194
X 87. <i>St-Maurice</i> :—Copie des rôles de paie relatifs aux argents dépensés pour la colonisation, dans le comté de St-Maurice, depuis le 30 juin 1889 jusqu'à ce jour..(<i>Document No. 18.</i>)	Ordre du 22 déc. 90 214	41
88. <i>St-Maurice</i> :—Documents au sujet des octrois de colonisation, dans le comté de Saint-Maurice, depuis le 1er décembre 1890.	Par ordre 45	
X 89. <i>Salaires</i> :—Etat détaillé de l'art. 11, intitulé : Salaires (gouvernement civil) du budget, 1892-93, avec mention, en regard, des mêmes salaires pour l'année précédente et indication dans chaque cas, de l'augmentation ou de la diminution.....(<i>Document No. 56.</i>)	Par ordre 169	304

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
X 90. <i>Secrétaire de la province</i> :—Cinquième rapport du Secrétaire de la province de Québec, pour l'exercice 1890-91—Division du Régistrare.....(<i>Document No. 6.</i>)	Par Ordre du Lt.-Gouv.	91
X 91. <i>Secrétaire et registraire de la Province</i> :—Cinquième rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec, pour l'exercice 1890-91.—(Division du secrétaire). (<i>Document No. 6.</i>)	Par Ordre du Lt.-Gouv.	360
X 92. <i>Service civil</i> :—Copie des ordres en conseil passés depuis la dernière session concernant les nominations et promotions faites dans le service civil depuis la dernière session. (<i>Document No. 16.</i>)	Par Acte	38
X 93. <i>Spencer-Wood</i> :—Etat de toutes les sommes d'argent dépensées à Spencer-Wood pour entretien, réparations et autres fins, depuis 1880.....(<i>Document No. 58.</i>)	Par ordre 190	304
94. <i>Stanford</i> :—Correspondance au sujet de la tenue des écoles du soir à Stanford, pendant l'année 1891, le nombre des élèves qui ont fréquenté ces écoles et le nom du ou des professeurs, le montant payé à chacun de ces professeurs.	Par ordre 318	
X 95. <i>Statistiques judiciaires</i> :—Extraits des rapports et statistiques judiciaires pour 1890 et 1891.....(<i>Document No. 13.</i>)	.....	37
X 96. <i>Sucre de betteraves</i> :—Etat détaillé des sommes mentionnées dans le rapport des mandats spéciaux présenté à cette session, et portant les numéros 442, 464 et 774. (<i>Document No. 50.</i>)	Par ordre 57	241
X 97. <i>Templé, E.-M.</i> :—Copie de l'ordre en Conseil nommant F. M. Templé, directeur-général du dessin dans la province de Québec.....(<i>Document No. 24.</i>)	Adresse 57	69
98. <i>Templé E.-M.</i> :—Copie du rapport de M.—sur la méthode nationale de dessin.	Par ordre 377	
X 99. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des—, pour les douze mois finissant le 30 juin 1891. (<i>Document No. 4.</i>)	Par Ordre du Lt.-Gouv.	38
X 100. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, 1891. (<i>Document No. 7.</i>)	Par ordre du Lt.-Gouv.	51
X 101. <i>Tremblay et Smith</i> :—Correspondance et documents concernant la démission, par le gouvernement actuel, de Joseph Tremblay et Stephen Smith, gardes-forestiers du comté de Pontiac. (<i>Document No. 66</i>)	Adresse 258	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
X102. <i>Triganne, J.-Z.</i> :—Copie de toutes lettres, requêtes et documents concernant la destitution de M. J.-Z. Triganne comme coroner du district d'Arthakaska, et de la nomination de M. C.-P. Chevretils, en remplacement. <i>(Document No. 70.)</i>	Par ordre 323	378
103. <i>Whitfield</i> :—Documents relatifs à la réclamation de Whitfield, quant à la ferme-modèle tenue par ce dernier.	Par ordre 258	

DOMMAGES PAR SUITE DES TEMPÊTES DE JUIN :—Voir *Aide à certaines personnes*.

DORCHESTER, CONSTABLES SPÉCIAUX À— :—Interpellations, 119.

DORCHESTER & LÉVIS, EXPLORATIONS DANS LES COMTÉS DE— :—Voir *Documents*, *item* 8.

DORVAL :—Pétition demandant un acte constituant en corporation le village de Dorval, 84. Rapport de l'avis, 113. Bill (M. Descarries), présenté, 114. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 143. Rapporté, amendé, 223. Règles suspendues et bill renvoyé au comité des bills privés, 223. Rapporté, amendé, 239. Considéré en comité général; rapporté; passé, 252. Passé par le Conseil avec amendements, 361. Considérés et adoptés, 362. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 60).

DOUBLE MANDAT :—Interpellations, 93.

DOUGLASTOWN :—

1. Pont en fer dans— :—Interpellations, 216.
2. Moulin à farine :—Interpellations, 216.

DROITS DE COUPE :—Montant dû par tout détenteur de limites pour arrérages de— 236, 363. Voir *Documents*, *item* 62.

DROITS DE COUPE DE BOIS :—Interpellations, 72.

DROIT DE VOTE :—

1. Pétition demandant une loi accordant le—aux femmes de cette Province, 128.
2. Bill accordant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves, en matières municipales et scolaires (M. Hackett), règles suspendues; bill présenté, 147. Lu la 2e fois; renvoyé à un comité général; considéré; amendé, 203. Amen-

DROIT DE VOTE :—*Suite.*

dements lus et adoptés ; motion pour 3e lecture ; amendement pour renvoyer, la 3e lecture à six mois négative ; motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général adoptée ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; lu la 3e fois sur division et passé, 219. Passé par le Conseil avec amendements, 298. Considérés et adoptés, 298. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 38).

DROITS SUR LES SUCCESSIONS ET TRANSPORTS DE PROPRIÉTÉS :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux droits à percevoir sur les successions et les transports de propriétés, 278, 305. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur ; Motion pour comité, débat, 305. Débat repris, motion adoptée, 306. Le comité délibère, 307. Série de résolutions rapportées, 309. Motion pour seconde lecture ; amendement de l'hon. M. Marchand, 311. Débat ajourné, 315. Débat repris, 328. Amendement négative, 331. Autre amendement proposé et négative, 333. Résolutions adoptées 334. Bill basé sur ces résolutions, 334. Voir *infra*, 2.
2. Bill relatif aux droits sur les successions et les transports d'immeubles (l'hon. M. Hall), présenté, 334 ; lu la 2ème fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 369. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 17).

DROLET, GUSTAVE-A. :—Voir *Documents*, item 36.

DROUIN, M. F.-X. :—Interpellations, 124.

DUGAS, M. LÉON :—Interpellations, 118.

DUMOULIN, M. SÈVÈRE :—Interpellations, 189.

DUNBAR, JAMES :—Interpellations, 125.

DUQUET, M. CYRILLE :—Interpellations, 92.

DUSSAULT, M. JOSEPH :—Interpellations, 83.

ECOLES COMMUNES :—Voir *Montréal*, 16.

ÉCOLES D'AGRICULTURE :—Interpellations, 231.

ÉCOLES DE RÉFORME :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux écoles de réforme, 276, 285. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur; le comité délibère; série de résolutions, 285. Rapportées et adoptées, 286. Bill basé sur ces résolutions, 286. Voir *infra*, 2.
2. Bill amendant la loi relative aux écoles de réforme, (l'hon. M. Pelletier), présenté, 286. Motion pour 2ème lecture, amendement pour renvoyer la 2ème lecture à trois mois négative, 355. Bill lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; motion pour 3ème lecture; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négative; bill lu la 3ème fois et passé, 357, 358. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 27).

ÉCOLES D'INDUSTRIE :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux écoles d'industrie, 276, 281. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur, 281. Le comité délibère, 282. Série de résolutions rapportées, 283. Lues la seconde fois sur division et acceptées sur division, 284. Bill basé sur ces résolutions, 284. Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant les écoles d'industrie, (l'hon. M. Pelletier), présenté, 284. Motion pour 2ème lecture; amendement pour renvoyer la 2ème lecture à trois mois, négative; bill lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 358, 360. Passé par le Conseil, 387. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict. ch. 29).
3. Bill modifiant la loi relative aux écoles d'industrie, (M. Augé), présenté, 224.

ÉCOLES DU SOIR :—Voir *Documents*, item 94; aussi Interpellations, 221.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE :—

1. Pétition demandant un acte amendant le ch. 8 des S. R., de la province de Québec et constituant en corporation l'—, 80. Rapport de l'avis, 128.
2. Bill constituant en corporation l'—(l'hon. M. Pelletier), présenté, 129. Lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; rapporté, 209. Lu la 3ème fois sur division et passé, 212. Message du Conseil informant la Chambre que ce bill n'a pas reçu la recommandation du Lieutenant-gouverneur, 243. Bill retiré, 243.

ECONOMIE INTERNE DE LA CHAMBRE :—Message du Lieutenant-gouverneur sur la nomination des membres de la Commission de l',—21. Voir *Documents*, item 37.

EDIFICES PUBLICS :—A quelles assurances sont-ils assurés :—Interpellations, 62.

EGLISE CONGRÉGATIONNALISTE :—Pétition demandant un acte autorisant la Société des Missions congrégationalistes du Canada à aliéner la propriété de l'église congrégationaliste située dans la cité de Québec, 50. Rapport de l'avis, 65. Bill (l'hon. M. McIntosh), présenté, 67. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté amendé, 104. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 119. Passé par le Conseil, 211. Honoraire remis, 202. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 100).

Voir *Montreal Congregational Church*.

EGLISE ST-GEORGE :—Voir *Granby*.

ELECTIONS :—

1. Liste des députés élus et des officiers rapporteurs, XVIII et XIX.
2. Mandat émis durant la Session, 224.
3. Voir *Dépenses d'élection ; Droits de vote ; Listes électorales ; Statuts réfundus*.
4. Loi amendant de nouveau la loi électorale de Québec (l'hon. M. Pelletier), présenté, 6 J. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général ; considéré, amendé 146. Considération des amendements remise à plus tard, 199. Amendements lus les 1ère et 2ème fois ; motion pour concours ; amendement de M. Tessier (Rimouski) pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, 209. Sous amendement de M. Hackett négatif ; Sous-amendement de M. Carbray adopté ; amendement, ainsi amendé, adopté ; bill renvoyé de nouveau à un comité général, rapporté progrès, 210. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 247. Passé par le Conseil avec amendements, 305. Considérés, 306. Adoptés, 324. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 3).

ELECTIONS CONTESTÉES :—1. Documents, relatifs aux—suivantes, mis devant la Chambre :

- Bellechasse, 4. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 12.
- Jacques-Cartier, 4. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 9.
- L'Assomption, 4. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 6.
- Maskinongé, 4. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 12.
- Richmond, 4. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 15.

ELECTIONS CONTESTÉES :—*Suite.*

Terrebonne, 4. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 4.

Trois-Rivières, 4. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 7.

Vaudreuil, 4. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 11.

EMIGRATION :—Comité spécial nommé pour étudier les causes du mouvement d'émigration qui se produit dans certaines parties de nos campagnes, au profit des villes, etc., 384.

EMPLOYÉS SESSIONNELS :—Voir *Documents*, *item* 38.

EMPRUNT DE 1890 :—Voir *Documents*, *item* 36.

EMPRUNTS TEMPORAIRES :—Interpellations, 74.

ENCOURAGEMENT AUX EXPOSITIONS RÉGIONALES :—Interpellations, 221.

ENFANTS :—

1. La Chambre décide de se former en comité général pour considérer certaines résolutions relatives aux octrois gratuits aux pères et mères de douze enfants; Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur; Le comité délibère, 197. Série de résolutions rapportées et adoptées, 197. Bill basé sur ces résolutions, 199. Voir *infra*, 2.

2. Bill autorisant des octrois gratuits aux pères et mères de douze enfants, (l'hon. M. Flynn), présenté, 199. Lu la 2^{ème} fois, renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 226. Passé par le Conseil avec amendements, 287. Considérés et adoptés, 288. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 19).

ENQUÊTES DES CORONERS :—Loi relative aux enquêtes des coroners, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 85. Lu la 2^{ème} fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 97. Passé par le Conseil avec amendements, 213. Considérés et adoptés, 214. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 44).

ENQUÊTES SUR LES AFFAIRES PUBLIQUES :—Voir *Commissaires*.

ESTIMÉS :—Voir *Documents*, *item* 39.

EXPOSITIONS :—Voir *Compagnie d'—*.

 EXPOSITION DE CHICAGO :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la nomination d'un Commissaire à l'exposition de Chicago, 276, 288. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur ; Le comité délibère, 288. Résolutions rapportées et adoptées sur division, 289. Bill basé sur ces résolutions, 289. Voir *infra*, 2.
2. Loi concernant la nomination d'un Commissaire à l'exposition universelle de Chicago, (l'hon. M. Beaubien). Bill présenté, 289. Lu la 2^{ème} fois sur division et renvoyé à un comité général, 299. Considéré ; rapporté ; passé, 324. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 36.)
3. Interpellations, 92.

 EXPOSITIONS RÉGIONALES :—Interpellations, 221.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ-LAVAL :—Voir *Université-Laval*.

FAUCHER DE SAINT-MAURICE :—Voir *Documents*, *item* 3.

FARNHAM :—Pétition demandant un acte refondant la loi de l'Union Saint-Joseph de Farnham, 43. Rapport de l'avis, 65. Bill présenté (M. Spencer), 68. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté, amendé, 121. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 142. Passé par le Conseil, 232. Honoraire remis, 258. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 91).

FEMMES :—Pétition demandant une loi accordant le droit de vote aux—de cette Province, 128. Voir *Droit de vote*.

FERMETURE DES MAGASINS :—Bill concernant la—à bonne heure, (M. Augé), présenté, 86. Lu la 2^{ème} fois sur division, et renvoyé à un comité général, 241. Ordre pour comité général rescindé et bill renvoyé à un comité spécial, 248. Rapporté, amendé, 278. Considéré en comité général ; amendé, 362. Amendements adoptés ; bill lu la 3^{ème} fois et passé, 373.

FILLES MAJEURES :—Voir *Droit de vote*.

FLEURY, HENRI ET AL :—Voir *Documents*, *item* 72.

FLYNN, HON. E.-J. :—

1. Abandonne son mandat pour le district électoral de Matane, 224.
2. Interpellation, 83.

FONDS DE BATISSES ET DES JURÉS :—La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux fonds des bâtisses et des jurés, 278.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—

1. Voir *Documents*, *item* 40.
2. SHEFFORD :—Interpellations, 144.

FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION :—Voir *Privilèges des*—.

FRÉNETTE, JOSEPH :—Pétition demandant un acte déclarant Joseph Frénette, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec 35. Rapport de l'avis, 65. Bill (M. Tessier, Portneuf) présenté, 68. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté amendé, 121. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 142. Passé par le Conseil, 229. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 115.)

FRÉNETTE, REV. C.-E :—Interpellations, 294.

G AGES DES OUVRIERS :—Bill rendant insaisissables les—, (M. Stephens), présenté, 40. Ordre pour 2ème lecture déchargé, bill renvoyé au comité de Législation, 171. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 236.

" GALLANT MODEL " :—Au sujet de l'envoi de l'étalon—dans le comté de Chicoutimi, 317. Voir *Documents*, 45.

GARIÉPY, JOSEPH :—Interpellations, 92.

GARNEAU, DIDIER :—Pétition demandant un acte autorisant—à exercer la profession de dentiste, 59. Rapport de l'avis, 65. Bill (M. Duplessis), présenté, 68. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 105. Honoraire remboursé, 219.

GARNEAU, PONT :—Interpellations, 234.

GARON, M. A.-P., DE RIMOUSKI :—Interpellations, 145.

GATINEAU, PONT SUR LA RIVIÈRE— :—Interpellations, 201.

GAZETTE OFFICIELLE :—Voir *Documents*, *item* 41.

GERMAIN ET GERMAIN :—Voir *Documents*, *item* 42.

GIBIER, PROTECTION DU— :—Voir *Chasse*.

GRANBY :—Pétition demandant un acte autorisant le Recteur et les Syndics de l'église St-George de la paroisse de Granby, dans le diocèse de Montréal, à disposer de certains immeubles, 35. Rapport de l'avis, 39. Bill (M. Spencer), présenté, 68. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 84. Rapporté, 122. Considéré en comité général; rapporté; passé, 143. Passé par le Conseil, 229. Honoraire remis, 218. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vic., ch. 99).

GRANGE ET ÉTABLE— :—Plan de— :—Interpellations, 177.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :—Assermente les députés, 1.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—

1. Remet au Greffier de la Chambre le rôle contenant une liste des noms des députés, 1.

2. Son certificat de l'élection du député pour Beauharnois, 389.

GREFFIER DES COMITÉS DE LA CHAMBRE :—Interpellations, 56.

GRONDIN, LOUIS :—Voir *Documents*, *item*, 57.

HALL, L'HON. J.-G. :—Discours de— :—Interpellations, 74.

HAMEL, M. LOMER :—Interpellations, 60.

HANSARD—DESJARDINS :—Interpellations, 56.

HARAS NATIONAL :—Voir *Documents*, *items* 44 et 45.

HARAS NATIONAL :—Interpellations, 125,

HEMMING ET BERNIER : Voir *Documents*, *item* 46 ; aussi Interpellations, 256.

HÊTU, DR. J.-E. :—Interpellations, 169.

HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS : —

1. La Chambre décide de se former en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à l'—; Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur ; Le comité délibère, 303. Résolutions rapportées et adoptées, 304. Bill basé sur ces résolutions, 304. Voir *infra*. 2.

2. Loi concernant l'Hôpital protestant pour les aliénés, (l'hon. M. Pelletier), présenté, 304. Lu la 2^{ème} fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 382. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur, 382. Passé par le Conseil, 387. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 39.)

HÔTEL-DIEU DU SACRÉ-CŒUR DE JÉSUS :— Voir *Québec, Hôtel-Dieu*.

HULL & TROIS-RIVIÈRES :—Au sujet des licences, 94, 317. Voir *Documents, item 47*.

IBERVILLE :—Pétition demandant un acte portant refonte des diverses lois qui concernent la corporation de la ville d'Iberville, 99. Rapport de l'avis, 105. Bill (M. Gosselin), présenté, 106. Lu la 2^{ème} fois, et renvoyé au comité des bills privés, 143. Rapporté, amendé, 223. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 240. Passé par le Conseil avec amendements, 358. Considérés et adoptés, 358. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 56.)

IMPRESSIONS :—

1. *Comité conjoint des* :—Membres nommés par l'Assemblée législative ; message envoyé au Conseil, 77. Message du Conseil nommant les membres désignés par lui, 100. Premier rapport ; président nommé et *quorum* réduit ; adopté, 206. Second rapport ; adopté, 383.

2. Documents dont l'impression est ordonnée sans le renvoi au comité des—
278.

3. Ordonné que la lettre de Sir Hector Langevin à M. l'Orateur l'informant que Lady Cartier et Melle Cartier désirent offrir en cadeau à l'Assemblée législative le buste de Sir George-E. Cartier, soit imprimée dans les Journaux et Procès-verbaux de cette Chambre, 327.

4. Documents imprimés sur la recommandation du comité, 383.

5. *Liste des documents dont l'impression a été ordonnée :*

Appendice A —Liste du concours provincial de mérite agricole pour 1891, 377, 397.

Document No. 21.—Etat des dépenses de MM. Langelier et Robidoux, pendant leur voyage aux Etats-Unis pour y étudier le système des asiles d'aliénés, 383.

Document No. 25.—Correspondance au sujet de la requête demandant la convocation immédiate de la Législature, pour examiner et juger la question dite de la Baie-des-Chaleurs, 383.

Document No. 37.—Copie de tous documents, correspondance etc., intervenus entre le gouvernement de cette Province et la Compagnie du Haras national, Montréal, 383.

Document No. 49.—Copie de la déposition de M. Turenne, gérant de la Compagnie du Haras national *in re* la Compagnie du Haras national *vs.* Talbot, cour supérieure, Montmagny, 383.

IMPRESSIONS :—*Suite.*

Document No. 41.—Etat détaillé des sommes d'argent payées pour réparations à la prison et au palais de justice de New-Carlisle, 383.

Document No. 44.—Liste donnant les noms de toutes personnes employées durant la session, comme clercs surnuméraires, clercs sessionnels, employés, messagers et pages, 383.

Document No. 53.—Copie de tous documents, correspondance et rapport relatifs à l'emprunt de \$10,000,000, voté à la dernière session de 1890, 383.

IMPRESSIONS DES DISCOURS DES— :

1. Hon. M. Hall :—Interpellations, 74.

2. Hon. MM. Mercier et Shehyn sur budget :—Interpellations, 87.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport de l'—, 22. Voir *Documents*, item 48.

INDEMNITÉ SESSIONNELLE :—Interpellations, 72.

INDEX DES JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—Voir *Documents*, item 49.

INDICATEUR DE QUÉBEC :—Interpellations, 234.

INDUSTRIES :—Comité permanent nommé, 19, 24, 42. Premier rapport ; M. Normand nommé Président et *quorum* réduit à cinq membres, 70.

INDUSTRIE LAITIÈRE :—Discours du Commissaire de l'Agriculture, pour l'encouragement de l'industrie laitière, devant être traduit et imprimé pour distribution, 278.

INDUSTRIE LAITIÈRE :—Voir *Documents*, item 50.

INSPECTEUR D'APPAREILS DE CHARGEMENT :—Bill relatif à la nomination d'un— (M. Morris), présenté, 86. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 203. Considéré, rapporté progrès, 215. Considéré de nouveau ; rapporté, 236. Ordre pour 3^{ème} lecture déchargé, bill renvoyé de nouveau à un comité général ; rapporté progrès, 289. Le comité se lève sans faire de rapport, 292.

INSPECTEURS DES ASSURANCES MUTUELLES :—Voir *Documents*, item 30 et 31.

INSPECTEURS DES PRISONS, ASILES, ETC :—Rapports des—, 70, 360. Voir *Documents*, item 51 et 52.

INSTITUT DES ARTISANS :—Voir *Montréal, Institut des Artisans*.

INSTITUT ROYAL :—Pétition demandant un acte autorisant l'Institut Royal pour l'avancement des sciences à prêter sur biens-fonds et à acquérir et posséder certaines valeurs, 59. Rapport de l'avis, 113. Bill (l'hon. M. Hall), présenté, 130. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 167. Rapporté, 238. Considéré en comité général; rapporté; passé, 251. Passé par le Conseil, 301. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 62.)

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Loi amendant la loi concernant l'Instruction publique, (l'hon. M. Pelletier), présenté, 81. Lu la 2^{ème} fois, renvoyé à un comité général; considéré; rapporté progrès, 123. Considéré de nouveau; amendé; rapporté passé, 146. Passé par le Conseil avec amendements, 244. Considérés et adoptés, 244. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 24).

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Rapport du Surintendant :—Interpellations, 257.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Allard, 45, 234.

Baker, 234.

Bernatchez, 145, 216.

Bourbonnais, 145.

Cartier, 92, 320.

Chicoyne, 235.

Cooke, 35, 87, 88, 92, 256.

Déchêne, 45, 56, 57, 60, 61, 62, 103, 118, 119, 124, 125, 126, 177, 189, 216, 234, 257, 293, 294.

Duplessis, 248.

England, 144.

Girard (du Lac St-Jean), 256.

Girard (de Rouville), 93, 201, 221, 231, 248, 320.

Gosselin, 125, 320.

Grenier, 189.

Hackett, 92.

Laliberté, 320.

Lussier, 82, 83, 93, 124, 144, 216, 234, 235.

Magnan, 92, 221.

Marchand, 62, 257.

Marion, 118, 295.

Morin, 92, 168, 169, 201, 257.

Normand, 256.

Parent, 72, 73, 74, 107, 168, 234, 320.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Stephens, 202.

Tellier, 36, 70, 144.

Tessier (de Portneuf), 46, 55, 73, 169, 320.

Tessier (de Rimouski) 144.

Tétreau, 201.

Turgeon, 56, 60, 61, 62, 74, 75, 82, 83, 87, 118, 124, 145, 201, 202, 295, 320.

INTERPELLATIONS A UN DÉPUTÉ :—Faites par— :

Pelletier, l'hon. M. à l'hon. M. Marchand, 322.

Tellier, M. à l'hon. M. Marchand, 93.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à— :

Aliénés, municipalités endettées pour—, 321.

Archives de la province, 235.

Armstrong, M. C.-N. 124.

Asile de Beauport, renouvellement du contrat, 56.
do , vente de l'—73.

Associations laitières, 107.

Assurances sur les édifices publics, 62.

Avocats *in re* La Reine *vs* Mercier et Pacaud, 125.

Avocats *in re* La Reine *vs* Pacaud, 124.

Baie-des-Chaleurs, Commission royale, 46, 62, 118, 124.

Ranville, M. Daniel, 168.

Bazinet, Louis, M. P. P., 70.

Beauharnois, Siège de—175.

Beaumont, Chemin de , 145.

Bédard, M. Auguste, 321.

Belleau & Cie, 83, 118.

Bell Telephone Co, 248.

Benoit, M. Zénophile, 46.

Berthier, nouveau district judiciaire, 36.

Betterave à sucre, 45.

Betterave, culture de la—, 35.

Beurreries et fromageries, 189 et 221.

Bignell, M. George, 118.

Bonaventure, division électorale, 93.

Boutin-Bourassa, M. J., 56, 57, 87.

Brochu, Dr., 56.

Brousseau, Léger, 46.

Brousseau & Mercier, comptes de MM.—dans l'affaire Langlais, 125.

Chagnon, Mlle Virginie, 256.

Chapeau, cour de circuit à—, 201.

Charbon, prison Montréal, 201.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Charlevoix, registrateur de la division No. 2 de—, 92.
Chassé, M. Honoré, 45, 235.
Chef de la police du revenu, à Montréal, 83.
Chemin du Lac Témiscouata, 295.
Chemin maritime, dans Matane, 73.
Cherbourg, lots gratuits dans—, 74.
Cherrier, M. U., 118.
Chevalier, M. Louis, 83.
Chouinard, Jean, 294.
Chouinard, M., de Matane, 144.
Commissaire des terres, 83.
Commissaires royaux *re* Baie-des-Chaleurs, rapport final, 124.
Commission betteravière, 35, 216.
Commission royale *re* affaire Langlais, 46.
Commission royale *re* Baie-des-Chaleurs, 46, 62, 118, 124.
Commission royale *re* Baie-des-Chaleurs, rapport final, 124.
Commission royale, combien payé pour—, 61.
Commissions royales, comptes des—, 257.
Comptes publics, version française, 82.
Concours, mérite agricole, 294.
Conseil d'agriculture, 231.
Constables spéciaux, à Dorchester, 119.
Cook, M. William, 124.
Côté, M. Charles-Toussaint, 295.
Cours de Magistrats de district, 320.

Dalibert, lot gratuits dans—, 74.
D'Amours, M. C.-E., 296.
D'Amours, M. J.-W., 168.
Desjardins, Hansard, 56.
Dime, sera-t-elle modifiée, 56.
Dion, M. Adrisse, 61.
Discours de l'hon. J.-G. Hall, 74.
Discours des hon. MM. Mercier et Shehyn, 87.
Directeurs de chemins de fer, 216.
District judiciaire, au sujet de Berthier, 36.
Dorchester, constables spéciaux à—, 119.
Double mandat, 93.
Douglastown, pont en fer dans—, 216.
do, moulin à farine, 216.
Droits de coupe de bois, 72.
Drouin, M. F.-X., 124.
Dugas, M. Léon, 118.
Dumoulin, M. Sévère, 189.
Dunbar, James, 125.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Duquet, M. Cyrille, 92.
Dussault M. Joseph, 83.
Ecoles d'agriculture, 231.
Ecoles du soir, 221.
Edifices, à quelles assurances sont-ils assurés, 62.
Emprunts temporaires, 74.
Encouragement aux expositions régionales, 221.
Exposition de Chicago, 92.
Expositions régionales, 221.
Flynn, l'hon. E.-J., 83.
Fonds d'emprunt municipal, Shefford, 144.
Frenette, Rév. C.-E., 294.
Gariépy, Joseph, 92.
Garon, M. A.-P., de Rimouski, 145.
Greffier des comités de la Chambre, 56.
Hall, l'hon. J.-G. discours de—, 74.
Hamel, M. Lomer, 60.
Hansard—Desjardins, 56.
Haras national, 125.
Hemming et Bernier, 256.
Hétu, Dr. J.-E., 169.
Impression des discours de l'hon. M. Hall, 74.
Impression des discours sur budget des hon. MM. Mercier et Shehyn, 87.
Indemnité sessionnelle, 72.
Indicateur de Québec, 234.
Instruction publique, rapport du Surintendant, 257.
Isles de la Madeleine, 234.
Joly de Lotbinière, l'hon. H.-G., 294.
Joncas, Joseph-Hypolite, 201.
Juges de paix, 72.
Lacroix, M. Victor, 46.
Lac Témiscouata, chemin du —, 295.
Laliberté, M. Philias, 257.
Landreville, M. Maxime, 70.
Langelier et Robidoux, 36.
Langlais, comptes d'impression dans l'affaire—, 125.
Langlais comptes de MM. Brousseau et Mercier dans l'affaire—, 125.
Languedoc, W.-C., 125.
La Reine *vs* Pacaud, 125.
Licences, Trois-Rivières, 248.
Limites à bois, rivière Malbaie, 125.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- L'Islet, silo dans—, 293.
Lot de grève à St-Valier, 124.
Lortie, M. Edmond, 61.
Loterie de la province, 201.
Lots gratuits dans Dalibert, etc., 74.
Magistrats de district, 320.
Manuel des juges de paix, 72.
Manufactures de beurre et de fromage, 107.
Manufactures de tabac, 92.
Marchand, l'hon, 93.
Masson, l'hon. L.-R., 189.
McShane, M. J., 118.
Mercier, l'hon. M. Ses discours sur budget, 87.
Mercier, M. J.-E., 46.
Mercier, M. Joseph, 124.
Mérite agricole, 294.
Messager en chef de la Chambre, 82.
Ministres, traitements des—, 73.
Montmorency, Somme réclamée par comté de—, 321.
Morisset, M. Alfred, 256.
Moulin à farine dans Douglastown, 216.
Municipalités endettées pour aliénés, 321.
New-Carlisle, horloge de la prison de—, 92.
Octroi, société d'agriculture, comté l'Islet, 294.
Pacaud, cause *in re* La Reine vs—, 124 et 125.
Papeterie, contrat pour—, 202.
Papeterie et fournitures de bureaux, Montréal, 234.
Paquet, M. Léon, 144.
Percepteur du Revenu pour Beauce, 257.
Plan de grange et étable, 177.
Pont Garneau, 234.
Ponts en fer, aide pour—, 145.
Pont en fer de Douglastown, 216.
Pont en fer sur la Gatineau, 201.
Pont sur la rivière Métis, 73.
Pont sur la rivière Weippert, 73.
Pouliot, M. C.-E., 295.
Pouliot, M. Louis, 74, 144.
Prévost, M. A., 118.
Protonotaire, Montréal, Département du— :—papeterie, etc., 234.
Québec Directory, 234.
Régistrateurs, 257.
Régistrateur, division No. 2, Charlevoix, 169.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Rinfret, M., de Matane, 144.
Rinfret, M. F.-X., 168.
Riopel, C.-J., 124.
Rivière-des-Hurons, 93.
Robidoux et Langelier, 36.
Robitaille, l'hon. Théodore, 124.
Robitaille, M. Olivier, 82.
Romieux, Lots gratuits dans—, 74.
Route de la grande ligne dans Matane, 73.

St-Charles, demande d'aide, 321.
St-Denis, demande d'aide, 321.
St-Dominique, Savanne de—, 92.
St-Jean-Lortie, M. Théophile, 60.
St-Valier, lot de grève à —, 124.
Samson, Dr. C.-J., 56.
Sault-à-la-Puce, indemnité réclamée, 321.
Savanne de St-Dominique, 92.
Shefford, Fonds d'emprunt municipal, 144.
Shebyn, l'hon. M.— Ses discours sur budget, 87.
Silo dans l'Islet, 293.
Simard, M. J.-P., 82.
Société d'agriculture du comté de l'Islet, 294.
Société St-Jean-Baptiste des Trois-Pistoles, 295.
Spencer-Wood, Bell Telephone Co., 248.
Stuart, Gustave-G., 125.
Sucre d'érable, 108.
Sulpiciens, rapport annuel, de MM. les—, 202.
Surintendant de l'Instruction publique, rapport du—, 257.
Surintendant des pêcheries provinciales, 45.

Tabac, manufactures de —, 92.
Taché, M. J.-C., d'Ottawa, 168.
Tétu, M. Horace, 61.
Tourelle, lots gratuits dans—, 74.
Travaux de colonisation, 221.
Tremblay, M. L.-H., 168.
Trois-Pistoles, Société St-Jean-Baptiste, 295.
Trois-Rivières, licences, 248.
Turenne, M. Ozias, 235.

Verreault, M. Gustave, 294.
Vézina, M. Zéphirin, 55.
Vin, vente du—canadien, 144.

INTERPELLATIONS A UN DÉPUTÉ :—

Au sujet d'un amendement (subsides), 322.
Beauharnois, siège électoral, 93.
Compagnies des chemins de fer, 322.

ISLES DE LA MADELEINE :—Voir *Coffin, Isaac*.

ISLES DE LA MADELEINE :—Interpellations, 234.

JETTÉ, BABY ET DAVIDSON, HON. JUGES :—Voir *Documents, item 6*.

JODOIN, VEUVE LOUIS :—Voir *Dalphy, Dame Hortense*.

JOLIETTE.—*Hôpital de la Providence* :—Etat d'affaires, 20.—Voir *Documents, item 53*.

JOLIETTE, COMTE DE— :—Octrois de colonisation, 46. Voir *Documents, item 54*.

JOLY DE LOTBINIÈRE, L'HON. H. G. :—Interpellations, 234.

JONCAS, JOSEPH-HYPOLITE :—Interpellations, 201.

JOURNALISTES :—Voir *Libelle*.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—

1. Coût de l'Index des—, 189, 259. Voir *Documents, item 49*.
 2. Ordre que certains documents relatifs à diverses élections contestées soient insérés dans les—, 4.
 3. Ordonné que la lettre de Sir H.-L. Langevin à M. l'Orateur l'informant que Lady Cartier et Mlle Cartier désirent offrir en cadeau à l'Assemblée législative le buste de Sir George-E. Cartier, soit imprimée dans les Journaux et les Procès-verbaux de cette Chambre, 327.
 4. Liste de distinctions accordées pour mérite agricole en 1891 devant être imprimée et annexée aux—377, 397.
- JUGES :—1. Bill amendant les articles 2319 et 2320 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à la résidence et aux fonctions des juges, (M. Fitzpatrick), présenté, 23. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 202.

JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE :—

1. Bill autorisant l'émission de commissions adressées aux—leur accordant le pouvoir d'examiner certains bills et de faire rapport, (M. Fitzpatrick), présenté, 166. Lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 206.
2. Bill amendant les articles 2319 et 2320 des Statuts refondus de la province de Québec relativement aux juges de la Cour supérieure, (M. Petit), présenté, 50. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 203. Considéré; rapporté; passé, 215. Passé par le Conseil, 249. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 25).

JUGES DE PAIX :—Interpellations, 72.

LACHINE :—Union St. Joseph de—.—Etat d'affaires, 91.— Voir *Documents*, item 53.

LACHINE :—Pétition demandant un acte modifiant les divers statuts relatifs à la corporation de la ville de Lachine et conférant de nouveaux pouvoirs à cette corporation, 79. Rapport de l'avis, 85. Bill (M. Descarries), présenté, lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 231. Rapporté, amendé, 277. Considéré en comité général; rapporté; passé, 297. Passé par le Conseil avec amendements, 379. Considérés et adoptés, 379. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 54).

LACHINE ET HOCHELAGA :—Pétition demandant un acte remettant en vigueur et modifiant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer "de Lachine et d'Hochelaga," 46 Victoria, chapitre 100, 43. Rapport de l'avis, 65. Bill (M. Morris), présenté, 71. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 84. Rapporté, amendé, 98. Considéré en comité général; rapporté; passé, 102. Passé par le Conseil avec amendements, 229. Considérés; motion pour renvoyer de nouveau ce bill au Conseil législatif, adoptée, 230. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 244. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 68).

LACROIX, M. VICTOR :—Interpellations, 46.

LAC ST-JEAN :—Pétition demandant un acte portant division de la municipalité du Lac St-Jean en deux municipalités séparées, 79. Rapport de l'avis, 85. Bill (M. Girard), présenté, 120. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 143. Rapporté, 222. Considéré en comité général; rapporté; passé, 238. Passé par le Conseil, 320. Honoraire remboursé, 371. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 45).

LAC ST-JEAN :—Chemin de fer de Québec, etc— :— Voir *Québec et Lac Saint-Jean*.

LAC TÉMISCOUATA, CHEMIN DU— :—Interpellations, 295.

LAITIÈRE, INDUSTRIE— :—Voir *Industrie laitière*.

LAITIÈRES, ASSOCIATIONS— :—Voir *Associations laitières*.

LALIBERTÉ, M. PHILÉAS :—Interpellations, 257.

LAMONTAGNE, HERMÉNÉGILDE :—Voir *Documents, item 55*.

LANDREVILLE, M. MAXIME :—Interpellations, 70.

LANGELIER ET ROBIDOUX :—Voir *Documents, item 56*; aussi Interpellations, 36.

LANGEVIN, SIR H. L. :—Lettre de—au sujet du buste de Sir G.-E. Cartier, 326.

LANGLAIS :—

1. Comptes d'impressions dans l'affaire— :—Interpellations, 125.

2. Comptes de MM. Brousseau et Mercier dans l'affaire— :—Interpellations, 125.

LANGUEDOC, W.-C. :—Interpellations, 125.

LA REINE vs. PACAUD :—Interpellations, 125.

LANORAIE :—Sœurs de la Charité :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents, item 53*.

LAPRAIRIE :—

1. Pétition demandant un acte concernant la commune de Laprairie, 50. Rapport de l'avis, 65. Bill (M. DesCarries), présenté, 68. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté, amendé, 114. Considéré en comité général; rapporté; motion pour 3^{ème} lecture; amendement pour renvoyer la 3^{ème} lecture à 6 mois négativé; bill lu la 3^{ème} fois et passé, 140. Passé par le Conseil, 229. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 48.)

2. Commissaires pour la décision des petites causes, 146, 325. Voir *Documents, item 57*.

3. Pont sur la rivière du-Portage, 258, 325. Voir *Documents, item 58*.

LAUZON, SEIGNEURIE :—Voir *Documents, item 59*.

LEE, JOSEPH ET MARIE-LOUISE :—Voir *Paris, John*.

LEFEBVRE, M. C. :—Re le dessin à l'école primaire, 36.—Voir *Documents, item 60*.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—

1. Comité permanent nommé, 19, 24, 42. Premier rapport nommant l'hon. T.-C. Casgrain, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq, adopté, 44. Second rapport, 215. Troisième, 233. Quatrième, 252. Cinquième, 277.
2. Bills renvoyés à ce comité, 44, 99, 101, 117, 170, 199, 202, 206, 215.
3. Bills devant le comité de législation, devant être remis sur les ordres du jour, 235.

LEGRIS, M. J.-H. :—Voir *Documents*, *item* 67.

LÉVIS :—

1. Bâtisse des Ouvriers, 258, 360. Voir *Documents*, *item* 61.

-
2. Hospice de Saint-Joseph de la Délivrance :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, *item* 53.

LIBELLE :—

1. Loi relative au cautionnement pour frais dans les causes de libelle intentées contre les journaux, (M. Stephens), présenté, 40. Ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 171. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 226. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 262. Autre bill renvoyé au comité général; le comité siège sur ces bills et se lève sans faire de rapport, 362.
2. Bill relatif aux causes de libelle intentées contre des journalistes, (M. Augé), présenté, 254. Lu la 2ème fois sur division; renvoyé à un comité général sur un autre bill; le comité se lève sans faire de rapport, 362.

LICENCES :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à certaines licences, 278, 334. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur; Le comité délibère, 334. Résolutions rapportées, 337. Motion pour seconde lecture; amendement; débat, ajourné, 360. Débat repris, amendement négativé, 364. Résolutions lues la seconde fois et adoptées sur division; bill basé sur ces résolutions, 365. Voir *infra*. 2.
2. Loi concernant certaines licences (l'hon. M. Hall); bill présenté, lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général, 365. Considéré; amendé; rapporté; passé, 372. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 10).

LICENCES :—*Suite*.

3. Bill amendant l'article 844 des S. R., de la P. de Q., relativement à l'octroi des licences dans la cité des Trois-Rivières.

Voir *Trois-Rivières*; aussi Interpellations, 248.

4. Pétition de la Corporation de la cité de Sorel demandant des amendements à la loi des—, 35.

LICENCES DE QUÉBEC :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la loi des licences de Québec, 278, 340. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur; le comité délibère, 340. Résolutions rapportées, 345. Adoptées, 358.

2. Bill modifiant la loi des licences de Québec (l'hon. M. Hall), présenté; lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 358.— Lu la 3ème fois et passé, 371. Passé par le Conseil, 387. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 11.)

3. Bill abrogeant l'article 1041 des Statuts refondus de la province de Québec relativement aux poursuites en vertu de la loi des licences de Québec, (M. Tellier) présenté et renvoyé au comité de législation, 101. Rapporté, 252. Lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 263. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 14.)

4. Bill amendant l'article 844 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à l'octroi des licences dans la cité des Trois-Rivières (M. Normand), présenté, 44. Lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 98, 99. Passé par le Conseil, 199. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 12.)

5. Interpellations, 248.

LICENCES POUR COUPER DU CÈDRE :—Voir *Documents*, item 21.

Lieutenant-gouverneur :

1. Invite la Chambre à élire un Orateur, 2.
2. Son discours à l'ouverture de la Session, 13. Jour fixé pour la prise en considération, 19. Motion pour une adresse à Son Honneur, 22. Voir *Adresse*, 2.
3. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 190, 197, 263, 279, 281, 285, 288, 303, 305, 334, 340, 365, 369, 380, 382, 385.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

4. Sanctionne les bills, 390 à 394.

5. Son discours à la clôture de la Session, 395.

6. Réserve certains bills pour la signification du plaisir du Gouverneur-général, 394.

Messages de Son Honneur :

7. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif,—à l'ouverture de la Session, 1 ; après l'élection de l'Orateur, 3 ; pour la sanction des bills à la clôture de la Session, 389.

8. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 41.

9. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 22. Voir *Documents*, *item* 48.

10. Transmettant les estimés, 97. Les estimés supplémentaires, 38.

11. Transmettant copie de l'ordre en Conseil sur la nomination des membres de l'Economie interne de l'Assemblée législative, 21.

12. Adresse lui demandant d'émettre son mandat pour la somme de \$300,000 pour payer certains montants mentionnés dans les estimés supplémentaires, 41. Voir *Adresses*, 4.

13. Documents relatifs au renvoi d'office de l'hon. Honoré Mercier, 291. Voir *Documents*, *item* 68.

LIMITES A BOIS :—Voir *Documents*, *item*, 62.

LIMITES A BOIS, RIVIÈRE MALBAIE :—Interpellations, 125.

LIQUEURS ENIVRANTES :—Voir *Vente des*—

LIQUEURS, VENTE DES— :—Voir *Documents*, *item* 63.

LISTE DES ÉLECTEURS :—Bill amendant les articles 177 et 178 des S. R., de la Province de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs (M. Duplessis), présenté, 44. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 99.

L'ISLET, SILO DANS— :—Interpellations, 293.

LOIS EXPIRANTES ET LÉGISLATION :—Comité des—. Voir *Législation*.

LONGUEUIL :—*Hôpital St-Antoine* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, *item* 53.

LORTIE, M. EDMOND :—Interpellations, 61.

LOT DE GRÈVE À ST-VALIER :—Interpellations, 124.

LOTÉRIE :—Voir *Documents*, *item* 64 et 65.

LOTÉRIES :—Bill prohibant les loteries (M. Stephens), présenté, 321. Ordre pour 2ème lecture déchargé et bill renvoyé au comité de législation, 170. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 235. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 260. Considéré; le comité se lève sans faire rapport, 291.

LOTÉRIE DE LA PROVINCE :—Interpellations, 201.

LOTS GRATUITS DANS DALIBERT :—Interpellations, 74.

MAGASINS :— Voir *Fermeture des*—.

MAGISTRATS DE DISTRICT :—Interpellations, 320.

MAGISTRATS DE DISTRICT, MONTRÉAL :—Voir *Documents*, *item* 66.

MAGISTRAT DE DISTRICT, RIMOUSEKI :—Voir *Documents*, *item* 84.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, *item* 79 et 96.

MANUEL DES JUGES DE PAIX :—Interpellations, 72.

MANUFACTURIERS :—Voir *Subventions municipales*.

MANUFACTURES DE BEURRE ET DE FROMAGE :—Interpellations, 107.

MANUFACTURES DE TABAC :—Interpellations, 92.

MARCHAND, L'HON. M. :—Interpellations, par un député à—, 93, 322.

MARITIME, CHEMIN :—dans Matane, 73.

MARKEY, FREDERICK-HENRY :—Pétition demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Frederick-Henry Markey au nombre de ses membres, 79. Rapport de l'avis, 85. Bill (l'hon. M. Hall), présenté, 90. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 99. Rapporté 212. Motion pour comité général; amendement pour renvoyer le comité général à six mois, débat, 227. Débat repris, amendement négatif; motion principale adoptée; bill considéré en comité général; rapporté, et passé, 254. Passé par le Conseil, 362. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 112.)

MASCOUCHE :—*Asile de la Providence* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

MASKINONGÉ ET LAC NIPISSING :—Voir *Documents*, item 67.

MASSON, L'HON. L.-R. :—Interpellations, 189.

MASSUE, JOSEPH-AIMÉ :—Pétition demandant un acte concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue, 59. Rapport de l'avis, 66. Bill (l'hon. M. Taillon), présenté, 69. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté amendé, 128. Considéré en comité général; rapporté; passé, 193. Passé par le Conseil, 244. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 105.)

MATANE :—Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour un nouveau bref pour élection dans le district électoral de Matane, 224. Voir *Flynn*.

MATHIEU, L'HON. JUGE :—Voir *Documents*, item 29.

MATERNITÉ, MONTRÉAL :—Hôpital de la—. Voir *Montréal*, cité de—, item 20.

MCCREADY, JAMES :—Pétition demandant un bill abrogeant la loi 54 Vict., ch. 101, concernant la succession de feu James McCready, 59. Rapport de l'avis, 113. Bill (M. Hackett) présenté, 115. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 127. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 212. Bill de nouveau référé au comité des bills privés, 219. Rapport que le promoteur désire retirer ce bill et que le dépôt lui soit remis, 239. Honoraire remboursé, 259.

MCDUFF, STANISLAS :—Pétition demandant un acte déclarant—membre du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, 50. Rapport de l'avis, 128. Bill (M. Descarries), présenté, 130. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 167. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 243.

MCSHANE, M. J. :—Interpellations, 118.

MEMBRES DU PARLEMENT :—Bill concernant la subornation et corruption des membres du parlement (M. Stephens), présenté, 32. Ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 170. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 235. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 262. Considéré; le comité se lève sans faire de rapport, 293.

MERCIER, L'HON. HONORÉ :—*Re renvoi d'office*, 291. Voir *Documents*, item 68.

MERCIER, L'HON. M. :—Ses discours sur le budget :—Interpellations, 87.

MERCIER J.-E. :—Voir *Documents*, item 34; aussi Interpellations, 46.

MERCIER, M. JOSEPH :—Interpellations, 124.

MERELLO, ANTONIO :—Pétition demandant un bill autorisant la vente de certains immeubles substitués par feu Antonio Merello, 165. Bill (M. Augé), présenté, 130. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 215. Rapporté amendé, 243. Considéré en comité général; rapporté; passé, 255. Passé par le Conseil avec amendements, 379. Considérés et adoptés, 379. Sanctionné, 396. (55 et 56 Vict., ch. 106).

MÉRITE AGRICOLE ;—

1. Rapport du concours, 38. Voir *Documents*, item 69.
2. Liste des lauréats, 377, 397. Voir *Documents*, item 70.
3. Interpellation au sujet de la continuation des concours, 294.
4. Bill amendant l'acte créant des concours provinciaux d'agriculture et des distinctions provinciales de mérite agricole, (l'hon. M. Beaubien), présenté, 302. Lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 326. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 21.)

MESSAGER EN CHEF DE LA CHAMBRE :—Interpellations, 82.

MÉTHOT, J.-O.-F.-X. :—Pétition demandant un acte l'autorisant à aliéner un immeuble substitué, 90. Rapport de l'avis, 105. Bill (du Conseil législatif) présenté par M. Duplessis, lu la 1ère fois, 217. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 241. Rapporté, 243. Considéré en comité général; rapporté; passé, 255. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 107.)

MÉTIS :—Pont sur la rivière—, 73.

MILLER, THOMAS-FERGUSON, —Pétition demandant un acte confirmant les ventes faites à Joseph-C. Beauchamp et à Pierre Demers de certains immeubles dépendant de la succession de feu Thomas-Fergusson Miller, 59. Rapport de l'avis, 128. Bill (M. Tellier), présenté. Lu la 2ème fois, renvoyé au comité des bills privés, 350. Rapporté amendé, 239. Considéré en comité général; rapporté; passé, 252. Passé par le Conseil, 320. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 102.)

MINEAU, LOUIS-HENRI :—Voir *Documents*, item 72.

MINES :—

1. La Chambre décide de se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les mines; signification de la recomman-

MINES :—*Suite.*

dation du Lieutenant-gouverneur ; Le comité délibère, 263. Série de résolutions rapportées, 269. Lues la seconde fois sur division et adoptées, 278. Bill basé sur ces résolutions, 279. Voir *infra*, 2.

2. Loi à l'effet d'amender et refondre la loi des mines. Bill (l'hon. M. Flynn), présenté 279. Lu la 2ème fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté, 299. Motion pour 3ème lecture rescindé ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 323. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 390. (5 et 56 Vict., ch. 20.)

MINISTRES, TRAITEMENT DES— :— Interpellations, 73.

MONFETTE, VICTOR :—*Documents, item 71.*

MONK, JOHN :—Pétition demandant un acte pour autoriser la vente de propriété foncière appartenant à la substitution créée par le testament de feu—, 25. Rapport de l'avis, 39. Bill (l'hon. M. Hall), présenté, 44. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 105. Honoraire remboursé, 236.

MONTMORENCY :—Somme réclamée par le comté de— :—Interpellations, 321.

MONTREAL, CITE DE— :—

1. Pétition demandant un acte modifiant la charte de la cité de Montréal, 79. Rapport de l'avis, 105. Bill (l'hon. M. Hall), présenté, 130. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 167. Rapporté amendé, 239. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 287, 297. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; motion pour 3ème lecture ; bill renvoyé de nouveau à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 315. Passé par le Conseil avec amendements, 384. Considérés et adoptés, 384. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 49).

2. Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de—, 105.

3. Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de—, 165. Rapport de l'avis, 176. Honoraire remboursé, 318.

4. *Artisans Canadiens français* :—Pétition demandant un acte amendant la loi 40 Victoria, chapitre 63, constituant en corporation "La Société des—, de la cité de Montréal", 104. Rapport de l'avis, 113. Bill (M. Augé), présenté, 114. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 127. Rapporté, 147. Considéré en comité général, rapporté progrès, 167. Considéré de nouveau ; rapporté passé, 193. Passé par le Conseil avec amendements, 244. Considérés et adoptés, 245. Honoraires remis, 318. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 92).

MONTRÉAL, CITÉ DE— :—*Suite.*

5. *Asile de St-Joseph, rue Fullum* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

6. *Asile de St-Vincent de Paul* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

7. *Asile des orphelins de St-Patrice* :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant l'— de Montréal ; lue et reçue, 146. Rapport de l'avis, 165. Bill (M. Kennedy), présenté ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 181. Rapporté, 223. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 239. Passé par le Conseil, 301. Honoraire remis, 317. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict. Ch. 86.)

8. *Association St-Jean-Baptiste* :—Pétition demandant un acte amendant la charte de l'A— de Montréal, 79. Rapport de l'avis, 85. Bill (M. Villeneuve), présenté, 106. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 127. Rapporté, 187. Considéré en comité général, rapporté progrès, 205, 217. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 237. Passé par le Conseil, 320. Honoraire remboursé, 318. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict. Ch. 85.)

9. *Baptêmes, Mariages et Sépultures* :—Etat général des— du district de Montréal pour 1891, 20. Voir *Documents*, item 73 et 74.

10. *Chambre de commerce* :—Pétition demandant un acte autorisant la Chambre de commerce de Montréal à posséder des immeubles et à émettre des obligations, et confirmant un acte hypothéquant sa propriété, 59. Rapport de l'avis, 65. Bill (M. Morris), présenté, 72. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 84. Rapporté, 222. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 237. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 83.)

11. *Club St-James* :—Voir *St-James' Club*.

12. *Commissaires d'écoles catholiques romaines* :—Pétition demandant un acte amendant les lois scolaires, concernant la ville de Montréal, 80.

13. *Commissaires des incendies* :—Voir *Commissaires des incendies*.

14. *Church Home* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

15. *Dispensaire* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

16. *Ecoles Communes* :—Loi amendant les dispositions relatives aux écoles communes de la cité de Montréal (l'hon. M. Pelletier), présenté, 81. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 95. Considéré ; rapporté ; passé, 140. Passé par le Conseil avec amendements, 229. Considérés, 231. La Chambre ne concourt pas dans les amendements ; résolution renvoyant ce bill au Conseil, 248.

17. *Ecole polytechnique* :—Pétition demandant un acte amendant le ch. 8 des S. R. de la P. de Q. constituant en corporation l'—, 80. Rapport de l'avis, 128.

Voir *Ecole polytechnique*.

MONTRÉAL, CITÉ DE— :—*Suite.*

18. *Faculté de droit de l'Université Laval*, à Montréal :—Voir *Université Laval*.

19. *Home for Friendless Women* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

20. *Hôpital de la Maternité*,—sous les soins des Sœurs de la miséricorde
Etat d'affaires, 72. Voir *Document*, item 53.

21. *Hôpital Général*,—Sous les soins des sœurs de la charité (Sœurs Grises) :—
Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

22. *Hôpital Notre-Dame* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

23. *Hôpital St-Patrice* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

24. *Institut des Artisans* :—Pétition demandant un acte autorisant l'Institut des Artisans de Montréal à emprunter une somme d'argent supplémentaire sur hypothèque, et à vendre l'immeuble qui lui appartient, 79. Rapport de l'avis, 85. Bill (l'hon. M. Hall), présenté, 86. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté amendé, 121. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 142. Passé par le Conseil, 232. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 89.)

25. *Monastère de N.-D. de charité du B.-P* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

26. *Orphelinat catholique romain* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

27. *Police* :—Pétition demandant un acte constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal, lue et reçue, 121. Rapport de l'avis, 147. Bill (M. Augé), présenté, 147. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 167. Rapporté amendé, 243. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 225. Passé par le Conseil, 561. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 90.)

28. *Salle d'asile de St-Vincent de Paul* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

29. *Syndicat financier de l'Université-Laval*, à Montréal :—Voir *Université-Laval*.

30. *Taxes d'écoles* :—Bill relatif aux taxes d'écoles dans la cité de Montréal (l'hon. M. Taillon), présenté, 130. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 214. Ordre pour comité général rescindé ; bill renvoyé au comité des bills privés, 220. Rapporté amendé, 239. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 252. Passé par le Conseil, 301. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 61).

31. *Taxe scolaire* :—Pétition de la corporation, demandant que la — dans la cité de Montréal ne soit pas augmentée, 84. Pétition demandant un acte amendé les lois scolaires concernant la ville de Montréal, 80.

MONTREAL, DISTRICT DE— :—Naissances, mariages et sépultures pour 1890 et 1891
20, 128. Voir *Documents, items* 73 et 74.

MONTREAL ET SOREL, Chemin de fer de— : Voir *Documents, item* 75.

MONTREAL CONGREGATIONAL CHURCH BUILDING FUND SOCIETY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 50. Rapport de l'avis, 65. Bill (M. Stephens) présenté, 67. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté amendé, 122. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 143. Passé par le Conseil, 229. Honoraire remboursé, 302. Sanctionné, 392, (55 et 56 Vict., ch. 98).

MONTREAL SAFE DEPOSIT COMPANY :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 59. Rapport de l'avis, 80. Bill (l'hon. (M. Hall) présenté, 80. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 127. Rapporté amendé, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 204. Passé par le Conseil, 249. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict. ch. 78).

MONTREAL WATER AND POWER COMPANY :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 104. Rapport de l'avis, 129. Bill (M. Hackett), présenté, 129. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 150. Rapporté amendé, 188. Considéré en comité général ; le président fait rapport qu'un amendement a été proposé et que, sur objection faite à cet amendement, il avait maintenu l'objection, et qu'appel était fait de sa décision ; M. l'Orateur suppléant maintient l'objection ; la Chambre de nouveau en comité, rapporte progrès, 205. Considéré de nouveau, 227, 239. Amendé ; rapporté ; passé, 240. Passé par le Conseil, 291. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 75).

MORISSET, M. ALFRED :—Interpellations, 256.

MORKILL, M. :—Voir *des Documents, item* 76.

MOULIN À FARINE DANS DOUGLASTOWN :—Interpellations, 216.

MUNICIPALITÉS ENDETTÉES POUR ALIÉNÉS :—Interpellations, 321

NAISSANCES, MARIAGES ET SÉPULTURES, du district de Montréal pour 1890,
20. Voir *Documents, item* 73.

Pour 1891, 128. Voir *Documents, item* 74.

NATIVITÉ DE LA STE-VIERGE :—Pétition demandant un acte concernant la construction de l'église catholique de la paroisse de la Nativité de la Ste-Vierge, Hochelaga de Montréal, 59. Rapport de l'avis, 66. 59ème règle suspendue, bill (M. Villeneuve), présenté, 233. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 252. Rapporté amendé, 291. Considéré en comité général ; rapporté ; passé 316. Passé par le Conseil avec amendements, 379. Considérés et adoptés, 380. Honoraire remis, 383. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 97.)

NEW CARLISLE :—Horloge de la prison de— :—Interpellations, 92.

NEW CARLISLE ; Prison et Palais de justice de—, 93, 147. Voir *Documents*, item 77.

NICOLET :—

1. Pétition demandant un amendement aux lois de chasse en ce qui regarde le comté de—, 112.
2. Pétition demandant un acte continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81, relative aux piliers et estacades flottantes, dans la rivière Nicolet, et pour l'amender, 35. Rapport de l'avis, 39. Bill (M. Cooke) présenté, 115. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 143. Rapporté amendé, 188. Rapport concernant ce bill non adopté, 188. Rapporté amendé, 239. Considéré en comité général, rapporté progrès, 255. Motion pour comité général ; objecté par M. Cooke ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 287. Sa décision, 296. Considéré et rapporté progrès, 299, 306. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 319. Passé par le Conseil avec amendements, 386. Considérés et adoptés, 387. Honoraire remboursé 372. Sanctionné, 392. (55 et 66 Vict., ch. 72.)

Pétitions en faveur de ce bill, avec certains amendements 59, 85.

3. Pétition demandant un acte amendant l'acte 52 Victoria, chapitre 75, concernant la Compagnie du pont des ville et paroisse de Nicolet, 35. Rapport de l'avis, 39. Bill (l'hon. M. Beaubien), présenté, 40. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 49. Rapporté, 200. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 214. Passé par le Conseil, 244. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 73).

NOMINATIONS ET PROMOTIONS DANS LE SERVICE CIVIL :—, 38. Voir *Documents*, item 92.

NOTARIAT :—

1. Bill pour rendre valide certains actes notariés, (M. Tellier), présenté, 245. Lu la 2^{ème} fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 327.
2. Bill amendant le code du notariat, (M. Marion), présenté, 91. Ordre pour 2^{ème} lecture déchargé et bill renvoyé au comité de législation, 171. Rapporté, 277. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 327. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 31).

NOTRE-DAME DE STANBRIDGE :—Voir *Stanbridge*.

NOTRE-DAME, MONTRÉAL :—Hôpital— : —Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

OCTROI DES LICENCES :—Bill amendant l'article 844 des S. R. de la P. de Q. relativement à l'—dans la cité des Trois-Rivières. Voir *Trois-Rivières*.

OCTROIS GRATUITS :—Voir *Enfants*.

OCTROIS, SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, COMTÉ L'ISLET :—Interpellations, 294.

OFFICIERS PUBLICS, CAUTIONNEMENT DES— :—Voir *Documents*, item 20.

OFFICIER RAPPORTEUR :—Etat des dépenses d'élection à être fourni à l'—Voir *Dépenses d'élection*.

OPPOSITIONS A LA SAISIE DES IMMEUBLES :—Voir *Code de Procédure civile*, item 5.

Orateur :

1. Son Honneur le Lieutenant-gouverneur informe la Chambre de choisir un Orateur, 2.

2. L'honorable P.-E. LeBlanc, nommé Orateur, *nemine contradicente*; il fait des humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer, 3.

3. Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil législatif et demande les privilèges usuels; Son Honneur les lui accorde, 3. Pour la sanction des bills, à la clôture de la Session, 390.

4. Il fait rapport du Discours du trône à l'ouverture de la Session, 18.

5. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 305, 320, 354, 361.

6. Communique à la Chambre divers rapports, 20, 60, 78, 91, 95, 104, 112, 128, 189, 217.

7. Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 20. Le 3e rapport du comité conjoint de la bibliothèque, 222. Le quatrième, 279. Le cinquième, 377.

8. Informe la chambre qu'il a reçu les rapports et jugements relatifs aux élections contestées de Terrebonne, Jacques-Cartier, Trois-Rivières, Bellechasse, Vaudreuil, L'Assomption, Maskinongé, Richmond, 4.

9. Informe la Chambre qu'il a été reçu, durant la vacance, l'avis d'une vacance pour le district électoral d'Argenteuil, 17.

10. Informe la Chambre qu'il a reçu le certificat d'élection du député de Beauharnois, 389.

11. Communique à la Chambre une lettre de l'hon. E.-J. Flynn optant pour le comté de Gaspé, 223.

12. Devant émettre son mandat pour un nouveau bref pour Matane, 324.
13. Appelle un député à le remplacer temporairement au fauteuil, 200, 362.
14. Orateur suppléant décide une question, 205.
15. Décide sur des questions de forme et d'ordre, etc. Pour ces décisions, voir *Questions*.
16. Remet sa décision à plus tard, 287.
17. Présente le bill des subsides, 394.
18. Lettre de Sir H.-L. Langevin à M. l'Orateur l'informant que Lady Cartier et Mlle Cartier désirent offrir en cadeau à l'Assemblée législative le buste en marbre de Sir George Et. Cartier ; la Chambre accepte ce présent et charge M. l'Orateur de transmettre ses remerciements aux donatrices, 327.

Ordres du jour

1. Mesures du gouvernement devant avoir la priorité à certains jours, 140, 172, 302.
2. Ordre pour 2^e lecture d'un bill rescindé, 103, 170, 248.
3. Ordre pour comité général sur un bill, rescindé, 140, 215, 220, 289.
4. Ordre renvoyant un bill au comité des chemins de fer rescindé ; bill renvoyé au comité des bills privés, 106.
5. Bills devant le comité de législation devant être remis sur les ordres du jour, 235.
6. Bills remis sur l'ordre du jour, 235, 301.
7. Bills privés devant avoir la préséance à certaine séance, 315.

Ordres permanents

1. Comité permanent nommé, 19, 24, 37. Premier rapport, *quorum* à quatre membres, 37. Second rapport, 39. Autres rapports sur différentes pétitions, 65, 81, 85, 95, 105, 112, 122, 128, 147, 165, 176.
2. Rapporte que les avis sont suffisants, 39, 65, 80, 85, 105, 122, 128, 147, 176.
3. Rapporte que les avis n'ont pas été donnés, 128.
4. Rapporte que les avis ne sont pas requis, 80, 165.
5. Recommande la suspension de la 51^e règle, 113, 129.

Ordres sessionnels :

1. Prolongation du temps pour présenter les bills privés, 113, 114.
2. Prolongation du temps pour recevoir les rapports sur bills privés, 66, 200.
3. Motion pour qu'il y ait deux séances le même jour ; adoptée, 286. Motion pour trois séances ; adoptée, 318.
4. La Chambre devant siéger le samedi, 104, 140.

ORPHELINAT CATHOLIQUE ROMAIN, MONTRÉAL :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

OTTAWA : Pétition demandant un acte concernant la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa, 59. Rapport de l'avis, 66. Bill (M. Tétreau), présenté, 67. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 77. Rapporté amendé, 113. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 140. Passé par le Conseil, 229. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 67.)

OUMET, J.-ADÉLARD :—Pétition demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, J.-Adélaré Ouimet au nombre de ses membres, 25. Rapport de l'avis, 122. Bill (M. Villeneuve), présenté, 122. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 143. Rapporté, 223. Considéré en comité général, rapporté ; passé, 254. Passé par le Conseil avec amendements, 324. Considérés et adoptés, 324. Motion pour remise de l'honoraire retirée, 372. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 113).

OURAGANS ET ORAGES :—La Chambre en comité pour considérer certaines résolutions concernant les secours à accorder à certaines personnes qui ont éprouvé des dommages par suites des—pendant le mois de juin ; Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur ; La Chambre en comité, 380. Résolutions rapportées et adoptées, 381. Bill basé sur ces résolutions, 381. Voir *Aide à certaines personnes*.

OUVRIERS, GAGES DES— : Voir *Gages des ouvriers*.

OWENS, WILLIAM :—Résigne son siège pour la division électorale d'Argenteuil, 17.

PACAUD :—Cause *in re* La Reine vs — :—Interpellations, 124, 125.

PAGNUELO, HON. JUGE :—Voir *Documents*, item 29.

PAQUIN, F. ET AL :—Voir *Documents*, item 72.

PAPETERIE, CONTRAT POUR— :—Interpellations, 202.

PAPETERIE ET FOURNITURES DE BUREAUX, MONTRÉAL :—Interpellations, 234.

PAQUET, M. LÉON :—Interpellations, 144.

PARIS, JOHN :—Pétition demandant un acte autorisant John Paris et Marie-Louise Paris à changer leurs noms en ceux de John Lee et de Marie-Louise Lee, 35. Rapport de l'avis, 95. Bill (M. Villeneuve) présenté, 101. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 112. Rapporté amendé, 128. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 149. Passé par le Conseil avec amendements, 229. Considérés et adoptés, 230. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 110.)

PAUZÉ, JOSEPH-XISTE— :—Pétition demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen,—au nombre de ses membres, 34. Rapport de l'avis, 129. Bill (M. Descarries), présenté, 130. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 206. Rapport que le promoteur désire retirer ce bill et que le dépôt lui soit remis, 239.

PÊCHERIES PROVINCIALES :—Surintendant des— :—Interpellations, 45.

PEMBROKE :—*Hôpital Général* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

PERCEPTEUR DU REVENU POUR BEAUCE :—Interpellations, 257.

PÈRES ET MÈRES DE DOUZE ENFANTS :—Voir *Enfants*.

PÉTITIONS :—

1. Lues et reçues, 121, 146, 211, 228.

2. Rapport recommandant que le délai pour présentation des pétitions pour bills privés soit prolongé, 66.

PICARD, JOSEPH :—Voir *Brière, Joseph*.

PLAN DE GRANGE ET ÉTABLE :—Interpellations, 177.

POLICE, ASSOCIATION DE LA—de Montréal. Voir *Montréal, police*.

POLL, VICOMTE DE— :—Voir *Documents*, item 35.

PONT GARNEAU :—Interpellations, 234.

PONT EN FER :—Aide pour— :—Interpellations, 145.

PONT EN FER DE DOUGLASTOWN :—Interpellations, 216.

PONT EN FER SUR LA GATINEAU :—Interpellations, 201.

PONT SUR LA RIVIÈRE DU-PORTAGE :—258, 325. Voir *Documents*, item 58.

PONT SUR LA RIVIÈRE MÉTIS :—Interpellations, 73.

PONT SUR LA RIVIÈRE WEIPPERT :—Interpellations, 73.

POULIOT, M. C.-E. :—Interpellations, 295.

POULIOT, M. LOUIS :—Interpellations, 74 et 144.

POURSUITES EN VERTU DE LA LOI DES LICENCES :—Voir *Licences*.

PREUVE :—Bill amendant la loi concernant la—, (M. Fitzpatrick), règies suspendues, bill présenté et renvoyé au comité de législation, 82.

PREUVE PAR STÉNOGRAPHIE :—Bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 86. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 96. Passé par le Conseil, 187. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 40.)

PRÉVOST, M. A. :—Interpellations, 118.

PRISONS, ASILES, ETC :—Rapports des Inspecteurs des—, 37, 360. Voir *Documents*, item 51 et 52.

PRIVILÈGES AUX PÈRES DE FAMILLE DE DOUZE ENFANTS VIVANTS :—Voir *Enfants*.

PRIVILÈGES DES CONSTRUCTEURS, ETC. :—Bill relatif aux privilèges des constructeurs, architectes, ouvriers, journaliers et fournisseurs de matériaux de construction, (M. Augé), présenté, 107. Ordre pour 2^e lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 172.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 19, 24, 42. Premier rapport nommant l'honorable E.-J. Flynn, président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 72. Adopté, 72.

PRIVILÈGES DES VOYAGEURS :—Voir *Code civil*, 4.

PROCLAMATIONS :—Convoquant et prorogeant la Législature, v à xvii.

PROTONOTAIRES CONJOINTS :—94, 103. Voir *Conjoints*.

PROTONOTAIRES CONJOINTS D'ARTHABASKA :—Voir *Documents*, item 46.

PROTONOTAIRE, MONTRÉAL :—Papeterie dans le département du— :—Interpellations,

QUALIFICATION DES MEMBRES DU CONSEIL LÉGISLATIF :—Voir *Conseil législatif*.

QUÉBEC, CITÉ DE— : —

1. Pétition demandant un acte amendant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec, 35. Rapport de l'avis, 139. Bill (M. Tessier, Portneuf), présenté, 40. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté amendé, 95. Considéré en comité général; rapporté, 101. Passé 111. Passé par le Conseil, 211. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 50.)

2. *Asile du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item, 53.

3. *Asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre* :—Etat d'affaires 20. Voir *Documents*, item, 53.

4. *Asile Finlay* :—Etat d'affaires, 20.—Voir *Documents*, item, 53.

5. *Association des Dames charitables* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item, 53.

6. *Association des Dames chrétiennes* :—Etat d'affaires, 60. Voir *Documents*, item 53.

7. *Cercle catholique* :—Etat d'affaires, 189. Voir *Documents*, item 53.

8. *Hôpital de la Maternité* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

9. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

10. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

11. *Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus* :—Pétition demandant une loi constituant en corporation "l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec," 71. Rapport de l'avis, 85. Bill (l'hon. M. Flynn), présenté, 86. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté amendé, 121. Considéré en comité général; rapporté; passé, 166. Passé par le Conseil avec amendements, 249. Considérés et adoptés, 249. Honoraire remboursé, 250. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 94).

12. *Œuvre des Tabernacles* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

13. *Œuvre du Patronage* :—Etat d'affaires, 60. Voir *Documents*, item 53.

14. *Orphelinat des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

15. *Ouvroir des Dames charitables* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

 QUÉBEC, CITÉ DE— :—*Suite.*

16. *Société Bienveillante St-Roch* ;—Pétition demandant un acte autorisant la Société Bienveillante Saint-Roch à établir des succursales, 79. Rapport de l'avis, 96. Bill (M. Parent), présenté, 129. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 150. Rapporté amendé, 223. Considéré en comité général; rapporté; passé, 240. Passé par le Conseil, 320. Honoraire remis, 323. Sanctionné. (55 et 56 Vict., ch. 87.)

17. *Union Commerciale* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

18. *Union St-Joseph de St Roch-Baptiste de—* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

19. *Union St-Joseph de St-Sauveur de Québec* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

20. *Union St-Joseph de St-Roch* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

QUÉBEC DIRECTORY :—Interpellations, 234.

QUÉBEC ET LAC ST-JEAN :—

1. La Chambre en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le chemin de fer de—, 350. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur; La Chambre en comité, 369. Résolutions rapportées, 370. Adoptées, 372. Bill basé sur ces résolutions, 372. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant certains sub-sides octroyés au chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean, (l'hon. M. Nantel), présenté, 372. Lu la 2^e fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; lu la 3^e fois sur division et passé, 378. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 66.)

QUÉBEC, MONTMORENCY & CHARLEVOIX :—Pétition demandant un acte modifiant la loi 44-45 Victoria, chapitre 44, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, et accordant des pouvoirs additionnels à la dite compagnie, 50. Rapport de l'avis, 65. Bill (l'hon. M. Casgrain), présenté, 67. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 77. Rapporté amendé, 100. Considéré en comité général; rapporté; passé, 112. Passé par le Conseil avec amendements, 229. Considérés, 230. Adoptés, 240. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 69.)

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA & OCCIDENTAL :—Voir *Documents*, item 78.

QUÉBEC, COMPAGNIE D'EXPOSITION DE— :—Voir *Compagnie d'Exposition de Québec*.

QUÉBEC, LICENCES DE— :—Voir *Licences*, etc.

Questions :

1. Débats ajournés, parceque M. l'Orateur quitte le fauteuil à 6 heures, 101, 213. Par l'ajournement de la Chambre, 305.
2. Sous-amendements proposés et négatifs, 179, 210. Adoptés, 180, 210, 227, 352.
3. Motions remplacées par un amendement, 225, 352.
4. Questions adoptées *nemine contradicente*, 2, 287, 326, 327.
5. Motions retirées, 372, 384.
6. Question préalable proposée, 101, et négative, 102.
7. La Chambre se divise sur une question et tous les membres votent dans l'affirmative, 246.
8. Objection est faite, en comité général, qu'un amendement proposé n'est pas dans l'ordre, parceque tout amendement important, proposé à un bill privé en comité général, requiert avis; le président du comité maintient l'objection, et appel étant fait de sa décision,—M. l'Orateur maintient la décision du président en se basant sur la règle 67 de cette Chambre, 205.
9. L'ordre du jour appelant la Chambre de nouveau en comité général sur le bill continuant les privilèges et les droits accordés par la loi 36 Victoria, chapitre 81, relative aux piliers et estacades flottantes dans la rivière Nicolet, et pour l'amender, étant lu,—Objection est faite par M. Cooke que la Chambre ne peut prendre ce bill en considération maintenant, attendu que le comité des bills privés a irrégulièrement remplacé le nom de certains pétitionnaires par un autre nom, lequel changement n'est pas prévu par les avis;—M. l'Orateur remet sa décision à une époque ultérieure, 287. Déclare que c'est à la Chambre de décider si elle est suffisamment informée par le rapport du comité des bills privés, quant à la nature des amendements et des raisons qui les ont motivés, 297.

QUESTIONS AUX MINISTRES ET AUX DÉPUTÉS :—Voir *Interpellations*.

RAPPORTS DE CONSEIL :—Voir *Documents, item*, 79.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir *Documents, item*, 80.

RECETTES ET PAIEMENTS DE LA PROVINCE :—Voir *Documents, item* 81 et 82.

REGISTRAIRE DE LA PROVINCE :—Voir *Régistres et Documents*; aussi *Secrétaire de la Province*.

RÉGISTRATEURS :—Interpellations, 257.

RÉGISTRATEURS, CERTIFICATS DE — : —Voir *Certificats de Régistrateurs*.

RÉGISTRATEUR, DIVISION NO. 2, DE CHARLEVOIX — Interpellations, 169.

RÉGISTRES ET DOCUMENTS :—Bill pour régulariser et authentifier certains registres et documents du département du Régistrare de la Province, (l'hon. M. Pelletier), 166. Lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 226. Passé par le Conseil avec amendements, 298. Considérés et adoptés, 298. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 9.)

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—31ème Règle suspendue, 147. 45ème Règle suspendue, 82, 101, 170, 188. 51ème Règle suspendue, 113, 122. 56ème Règle suspendue, 233. 86ème Règle suspendue, 228. Règles suspendues par rapport à certains bills, 54, 121, 165, 319.

RELIGIEUSES CARMÉLITES :—Pétition demandant un acte concernant la Communauté des religieuses Carmélites, 59. Rapport de l'avis, 80. Bill (M. Villeneuve), présenté, 101. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 112. Rapporté amendé, 128. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 150. Passé par le Conseil, 228. Honoraire remis, 317. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 95.)

RELIGIEUX DU TRÈS-SAINT-SACREMENT :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Congrégation des religieux du Très-Saint-Sacrement, 59. Rapport de l'avis, 66. Bill (M. Villeneuve), présenté, 68. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté amendé, 100. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 111. Passé par le Conseil, 211. Honoraire remis, 317. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 96.)

REMISE DE DROITS :—Voir *Documents*, item 83.

RENTES FONCIÈRES :—Montant dû par tout détenteur de limites pour arrérages de—, 236, 363. Voir *Documents*, item 63.

REVENU, PERCEPTEUR DU— :—Voir *Percepteur*, etc.

REVISEURS :—Bill abrogeant l'article 287a des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les reviseurs, (M. Duplessis), présenté, 188. Motion pour 2ème lecture, débats ajournés, 221. Débats repris, bill lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 249. Passé par le Conseil, 362. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 4.)

RICHELIEU ET LAC MEMPHREMAGOG :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer—, 71. Rapport de l'avis, 80. Bill (M. Spencer), présenté, 80. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 120. Rapporté amendé, 188. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 205. Passé par le Conseil, 291. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 70).

RIMOUSKI :—*Hospice des Sœurs de la charité* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, *item* 53.

RIMOUSKI :—*Re enquête contre le magistrat du district de—*, 216 et 305. Voir *Documents*, *item* 84.

RINFRET, M., DE MATANE :—Interpellations, 144.

RINFRET, M. F.-X. :—Interpellations, 168.

RIOPEL, C.-J. :—Interpellations, 124.

RIVIÈRE DES HURONS :—Interpellations, 93.

RIVIÈRE DU-PORTAGE, PONT SUR LA—, 258, 325. Voir *Documents*, *item* 58.

ROBERT, DAME PURISSIMA :—Voir *Bourassa*, *Henri-Aimé*.

ROBIDOUX et LANGELIER :—Voir *Documents*, *item* 56 ; aussi Interpellations, 36.

ROBITAILLE, L'HON. THÉODORE :—Interpellations, 124.

ROBITAILLE, M. OLIVIER :—Interpellations, 82.

ROMIEUX, LOTS GRATUITS DANS— :—Interpellations, 74.

ROUTE DE LA GRANDE LIGNE, DANS MATANE :—Interpellations, 73.

ROYAL TRUST AND FIDELITY COMPANY :—

1. Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 59. Rapport de l'avis, 105. Bill (M. Morris), présenté, 106. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 143. Rapporté amendé, 200. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 214. Passé par le Conseil, 249. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 79.)

2. Bill modifiant une loi, passée pendant cette session 55-56 Victoria, chapitre 79, intitulé : "Loi constituant en corporation la Compagnie dite *The Royal Trust and Fidelity Company*," (M. Hackett), présenté ; lu la 2^e fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 361. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 80.)

SACRÉ-CŒUR DE JÉSUS :—Voir *Québec*, *Hôtel-Dieu du—*.

STE-ADELE :—Octrois de colonisation, 40. Voir *Documents*, *item* 85.

STE-ANNE :—*Communauté des Sœurs de—* :—Voir *Ste-Cunégonde*.

STE-ANNE DE LAPOCATIÈRE :—*Hospice de St-Joseph* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents, item 53.*

ST-ANTOINE, LONGUEUIL, HÔPITAL— :—Voir *Longueuil.*

ST-CHARLES, demande d'aide :—Interpellations, 321.

STE-CUNÉGONDE :—

1. *Maison de la charité* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents, item 53.*
2. Pétition demandant un acte validant un acte d'accord entre les Commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Cunégonde et la communauté des Sœurs de Sainte-Anne, 79. Rapport de l'avis, 113. Bill (l'hon. M. Taillon), présenté, 122. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 206. Rapporté amendé, 223. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 237. Passé par le Conseil, 301. Honoraire remboursé, 323. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 93).

Pétition en faveur de ce bill, 211.

ST-DENIS :—

1. Demande d'aide :—Interpellations, 321.
2. *Hospice de—* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents, item 53.*

ST-DOMINIQUE, SAVANNE DE— :—Interpellation, 92.

STE-ELIZABETH :—*Asile de la Providence* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents, item 53.*

ST-GEORGE DE GRANBY :—Voir *Granby.*

ST-HENRI :—Pétition demandant un acte amendant la loi constituant en corporation la ville de Saint-Henri, 59. Rapport de l'avis, 128. Règles suspendues ; Bill (M. Villeneuve), présenté, 165. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 181. Rapporté amendé, 239. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 251. Passé par le Conseil avec amendements, 303. Considérés et adoptés, 303. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 53).

ST-HENRI :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de St-Henri, 80. Rapport de l'avis, 122. Bill (l'hon. M. Hall), présenté, 123. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 212. Rapporté amendé, 212. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 218. Passé par le Conseil avec amendements, 298. Considérés et adoptés, 298. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 77).

ST-HYACINTHE :—

1. *Hôtel-Dieu* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.
2. Octrois de colonisation, 47, 194. Voir *Documents*, item 86.
3. *Ouvroir Ste-Geneviève* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.
4. *Union St-Joseph de—* :—Etat d'affaires, 112. Voir *Documents*, item 53.
5. *Union St-Joseph* :—Pétition demandant un acte abrogeant et remplaçant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 62, intitulé : "Acte constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe", 79. Rapport de l'avis 105. Bill du Conseil (présenté par M. Cartier), lu la 1ère fois et 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 249. Rapporté amendé, 277. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 297. Amendements de l'Assemblée adoptés par le Conseil, 320. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 88).

ST-IGNACE, CÔTEAU DU LAC :—*Asile de la Providence* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

ST-JAMES' CLUB :—Pétition demandant un acte autorisant le "*St-James' Club of Montreal*" à augmenter son capital-action, et lui accordant d'autres pouvoirs, 104. Rapport de l'avis, 113. Bill (M. Morris), présenté, 114. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés-127. Rapporté, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 204. Passé par le Conseil, 291. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 84.)

ST-JEAN-BAPTISTE, MONTRÉAL, ASSOCIATION— :—Voir *Montréal*, cité de—, item 8.

ST-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL, SOCIÉTÉ— :—Au sujet de la loterie, 190, 227. Voir *Documents*, item 64 et 65.

ST-JEAN-BAPTISTE DES TROIS-PISTOLES, SOCIÉTÉ— :—Interpellations, 295.

ST-JEAN D'IBERVILLE :—

1. *Hôpital de—* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.
2. *Salle d'Asile de—* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

ST-JEAN-LORTIE, M. THÉOPHILE :—Interpellations, 60.

ST-JEAN, MUNICIPALITÉ DU LAC— :—Voir *Lac St-Jean*, etc.

ST-LAWRENCE RIVER RAILROAD COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 104. Rapport de l'avis, 129. Bill (M. Lacouture), présenté, 129. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 194. Préambule non prouvé, 200. Honoraire remis, 259. Motion pour que ce bill soit remis sur l'ordre du jour adoptée, 301. Ordre pour comité général déchargé, bill renvoyé au comité des chemins de fer, 316. Rapporté, amendé, 354. Motion pour comité général retirée, 384. Honoraire remis, 386.

STE-MARIE DE MONNOIR :—*Hospice Ste-Croix* :—Etat d'affaires, 217. Voir *Documents, item 53.*

ST-MAURICE :—*Re octrois de colonisation*, 41 et 45. Voir *Documents, item 87 et 88.*

ST-PATRICE, MONTRÉAL :—

1. Asile des orphelins de— :—Voir *Montréal, Cité de—item 7.*

2. Hôpital— :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents, item 53.*

ST-ROCH, SOCIÉTÉ BIENVEILLANTE DE— :—Voir *Québec, Société bienveillante.*

ST-THOMAS DE MONTMAGNY :—*Hospice de—* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents, item 53.*

ST-VALIER, LOT DE GRÈVE A— :—Interpellations, 124.

ST-VINCENT DE PAUL, Salle d'Asile de— :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents, item 53.*

SAISIES :—Bill modifiant les dispositions du code de procédure civile, relativement aux saisies en mains tierces (l'hon. M. Casgrain), présenté, 86. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 117. Rapport que le promoteur a retiré ce bill, 215.

SAISIE DES IMMEUBLES, OPPOSITIONS A LA— :—Voir *Code de procédure civile.*

SALAIRES DES EMPLOYÉS CIVILS :—Voir *Documents, item 89.*

SAMSON, DR. C.-J. :—Interpellations, 56.

SANTÉ PUBLIQUE :—Bill amendant de nouveau la loi concernant la santé publique, (l'hon. M. Pelletier), présenté, 82. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 97. Passé par le Conseil, 232. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 28).

SAULT-A-LA-PUCE :—Indemnité réclamée :—Interpellations, 321.

SAVANNE DE ST-DOMINIQUE :—Interpellations, 92.

SCHYAN RIVER IMPROVEMENT COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom—, 59. Rapport de l'avis, 66. Bill (M. Tessier, Portneuf), présenté, 68. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 121. Rapporté amendé, 12. Considéré en comité général; amendé; rapporté; passé, 152. Passé par le Conseil avec amendements, 229. Considérés et adoptés, 230. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 71).

SCOTSTOWN :-

1. Pétition demandant un acte constituant en corporation la ville de Scotstown, 104. Rapport de l'avis, 113. Bill (l'hon. M. McIntosh), présenté, 115. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 127. Rapporté amendé, 147. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 167. Passé par le Conseil, 249. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 58).
2. Bill modifiant une loi de cette session 55-56 Victoria, chapitre 53, intitulé : "Loi constituant en corporation la ville de Scotstown," (l'hon. M. McIntosh) ; règles suspendues ; bill présenté ; lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 319. Passé par le Conseil, 377. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 59).

SECOURS :—La Chambre se forme en comité pour considérer certaines résolutions concernant les secours à accorder à certaines personnes qui ont éprouvé des dommages par suite des ouragans et des orages pendant le mois de juin 1892 ; Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur ; la Chambre en comité, 380. Résolutions rapportées, 380. Adoptées, 381. Bill basé sur ces résolutions, 381. Voir *Aides à certaines personnes*.

SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE :—Bill relatif au département du Secrétaire de la Province (l'hon. M. Pelletier), présenté, 38. Lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général ; rapporté ; passé, 49. Passé par le Conseil, 100. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 8.)

SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE :—Rapport pour 1890-91, 360. Voir *Documents*, item 91.

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE DE LA PROVINCE :—Rapport pour 1890-91, 90. Voir *Documents*, item 90.

SEIGNEURIE LAUZON :—Voir *Documents*, item 59.

SERMENTS D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office, (l'hon. M. Taillon), lu la première fois *pro-formâ*, 17.

SERVICE CIVIL :—Bill amendant la loi concernant le service civil, (M. Fitzpatrick), présenté 32, Lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 48. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 83. Passé par le Conseil, 121. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 7).

SERVICE CIVIL :—

1. Nominations et promotions, 38. Voir *Documents*, item 92.
2. Salaires, 169, 304. Voir *Documents*, item 89.

SHEFFORD, FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Interpellations, 144.

SHEHYN, L'HON. J. :—Ses discours sur le budget :—Interpellations, 87.

SHERBROOKE :—

1. Pétition demandant un acte portant révision et refonte de la charte de la cité de Sherbrooke et des différentes lois la modifiant, 99. Bill (M. Panneton), présenté, 130. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 194. Rapporté amendé, 238. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 251. Passé par le Conseil avec amendements, 379. Considérés et adoptés, 379. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 51).

2. *Hospice du Sacré-Cœur* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item 53.

3. *Union St-Joseph* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, item, 53.

4. *Union St-Joseph des Artisans* :—Etat d'affaires, 20. *Documents*, item 53.

SHÉRIF :—Ventes sur exécution par le—. Voir *Ventes par le—*.

SHÉRIFS, DISTRIBUTIONS PAR LES—. Voir *Code de procédure civile*, item 8.

SILO DANS L'ISLET :—Interpellations, 293.

SIMARD, M. J.-P. :—Interpellations, 82.

SMITH, STEPHEN :—Voir *Documents*, item 101.

SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES :—

1. Bill amendant la loi pourvoyant à la formation des sociétés agricoles et laitières, (l'hon. M. Beaubien), présenté, 302. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 350. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 23).

2. Bill amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture, (l'hon. M. Beaubien), présenté, 302. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 325. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 22).

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE L'ISLET :—Interpellations, 294.

SOCIÉTÉ BIENVEILLANTE ST-ROCH :—Voir *Québec*, *Société* etc.

SOCIÉTÉ DE JÉSUS :—Voir *Laprairie*, *Commune de—*.

SOCIÉTÉ DES ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS :—Voir *Artisans*.

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION :—Bill amendant l'article 5460 des S. R., Q., relativement à la liquidation des—, (M. Augé), présenté, 107. Ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 172.

SOCIÉTÉS DE PRÊT :—Pétition des—demandant que le bill établissant l'impôt sur les biens meubles ne devienne pas loi, 291.

SOCIÉTÉ DES MISSIONS CONGRÉGATIONALISTES :—Voir *Eglise Congrégationaliste*.

SOCIÉTÉS NATIONALES :—Voir *Constitutions des—*.

SOCIÉTÉS DE TRAVAIL :—Voir *Constitutions des—*.

SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL :—Au sujet de la loterie, 190, 227. Voir *Documents*, item 64 et 65.

SOCIÉTÉ ST-JEAN-BAPTISTE DES TROIS-PISTOLES :—Interpellations, 295.

SOREL :—

1. Pétition demandant un acte amendant la loi 52 Victoria, chapitre 80, constituant la cité de Sorel en corporation, 35. Rapport de l'avis, 39. Bill (M. Lacouture), présenté, 44. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté amendé, 200. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 218. Passé par le Conseil avec amendements, 305. Considérés et adoptés, 305. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 52).

2. Pétition demandant des amendements à la loi des licences, 35.

3. *Congrégation de St-Michel* :—Etat d'affaires, 78. Voir *Documents*, item 53.

SPENCER WOOD :—Voir *Documents*, item 93.

SPENCER WOOD :—Bell Telephone Co. :—Interpellations, 248.

STANBRIDGE, NOTRE-DAME DE — : —Pétition demandant un acte légalisant certaines procédures des commissaires d'écoles de—, 79. Rapport de l'avis, 113.

STANFOLD :—Re écoles du soir, 318. Voir *Documents*, item 94.

STÉNOGRAPHIE, PREUVE PRISE PAR — :—Voir *Preuve par—*.

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—Voir *Documents*, item 95.

STATUTS RÉFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—

1. Bill faisant revivre l'article 228 des—, (M. Kennedy), présenté ; lu la 2^{ème} fois ; renvoyé à un comité général ; rapporté progrès, 302. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 363.

2. Bill amendant les articles 177 et 178 des—, relativement à la confection de la liste des électeurs, (M. Duplessis), présenté, 44. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité de législation, 99.

3. Bill amendant les— en abrogeant les sections 442, 443, 444, 445 et 446 concernant l'état des dépenses d'élection à être fourni à l'officier-rapporteur, (M. Dechène), présenté, 131. Motion pour 2^{ème} lecture ; débats ajournés, 203. Débats repris ; motion adoptée sur division ; bill lu la 2^{ème} fois ; renvoyé à un comité général, 260. Considéré ; rapporté ; passé, 290. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 5).

4. Bill amendant l'article 844 des—, (M. Normand), présenté, 44. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 98. Passé par le Conseil, 199. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict. ch. 12).

5. Bill amendant l'article 1041 des—, (M. Tellier), présenté, règles suspendues et bill renvoyé au comité de législation, 101. Rapporté, 252. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 263. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 14).

6. Bill amendant les articles 2319 et 2320 des—, relativement à la résidence et aux fonctions des Juges (M. Fitzpatrick), présenté, 25. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité de législation, 202.

7. Bill amendant les articles 2319 et 2320 des—, relativement aux juges de la Cour Supérieure (M. Petit), présenté, 50. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 203. Considéré ; rapporté ; passé, 215. Passé par le Conseil, 249. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 25).

8. Bill amendant les articles 3723 et 3725 des—, concernant la loi du notariat (M. Marion), présenté, 91. Voir *Notariat*.

9. Bill amendant de nouveau l'article 4483 des—, (M. Girouard, Rouville), présenté, 254.

10. Bill amendant les articles 4661 et 4715 des—, (M. Duplessis), présenté 50. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, 103. Passé, 108.

11. Bill amendant l'article 5340 des—, concernant la liquidation des compagnies d'assurance mutuelle, (l'hon. M. Hall), présenté, 166. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité de législation, 199. Rapporté, 277. Considéré en comité général ; le comité se lève sans faire de rapport, 292.

STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—*Suite.*

12. Bill amendant l'article 5460 des—, relativement à la liquidation des sociétés de construction, (M. Augé), présenté, 107. Ordre pour 2ème lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 172.

13. Bill modifiant l'article 5766 des—, (M. Stephens), présenté, 45. Ordre pour 2ème lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 171. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 236.

STOCKYARDS ABATTOIR AND MEAT PACKING Co :—Voir *Union Stockyards*.

STUART, M. GUSTAVE-G.— :—Interpellations, 125.

SUBORNATION ET CORRUPTION DES MEMBRES DU PARLEMENT :—Voir *Membres du Parlement*.

SUBSIDES :—

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1892 ; renvoyés au comité des subsides, 38. Voir *Documents*, item 39.

2. Estimés pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1893 ; renvoyés au comité des subsides, 97. Voir *Documents*, item 39.

3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 24.

4. La Chambre se forme en comité des subsides, 41, 48, 51, 69, 98, 108, 116, 131, 148, 174, 183, 195, 375.

5. La Chambre se remet en comité des subsides, 150.

6. Comité rapporte progrès, 41.

7. Résolutions rapportées et adoptées, 51, 53, 70, 98, 151, 153, 155, 156, 175, 185, 195, 196, 206, 208, 215, 226, 375.

8. Considération de certaines résolutions remises à plus tard, 70, 153, 155, 176, 186, 196, 224.

9. Considération ultérieure de certaines résolutions, 9, 76, 177, 192, 194, 196, 206, 208, 213, 215, 224.

10. Amendements proposés et négatifs,—à la motion que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, (l'hon. M. Marchand), 173 ; (M. Déchène), 181, 373.

11. Amendements proposés et négatifs lors de la motion pour concours dans certaines résolutions des subsides : M. Déchène et sous-amendement de M. Tessier (Portneuf) 179. Sous-amendement de M. Tellier adopté, 180. M. Girard (de Rouville), 224. Sous-amendement de M. Augé, adopté, 225.

SUBSIDES :—*Suite.*

12. *Voies et moyens* :—La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 24.

13. La Chambre en comité des voies et moyens, 376. Résolutions rapportées et adoptées, 376.

14. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1892 et le 30 juin 1893, et pour d'autres fins du service public, (L'hon. M. Hall), présenté, lu les trois fois et passé, 376. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 1.)

SUBSIDES A DES ENTREPRISES DE CHEMINS DE FER :—Voir *Chemins de fer*, *item* 5.

SUBVENTIONS MUNICIPALES :—Bill relatif aux—accordées aux manufacturiers par les corporations municipales, (M. Stephens), présenté, 201. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 261. Considéré ; amendé ; rapporté, 290. Lu la 3ème fois et passé, 282.

SUCCESSIONS ET TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Voir *Droits sur les*—.

SUCRE DE BETTERAVE :—Voir *Documents*, *item* 96.

SUCRE D'ÉRABLE :—Interpellations, 108.

SULPICIENS :—Rapport annuel de MM. les— :—Interpellations, 202.

SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Rapport du— :—Interpellations, 257.

SURINTENDANT DES PÊCHERIES PROVINCIALES :—Interpellations, 45.

SYNDICAT FINANCIER DE L'UNIVERSITÉ-LAVAL :—Voir *Université-Laval*.

SYLVESTRE, L.-H.-A. :—Voir *Documents*, *item* 57,

TABAC, MANUFACTURE DE— :—Interpellations, 92.

TACHÉ, M. J.-C., D'OTTAWA :—Interpellations, 168.

TALBOT, vs. COMPAGNIE DU HARAS NATIONAL :—Voir *Documents*, *item* 44.

TAXATION DES BIENS MEUBLES :—Bill autorisant la—(M. Hackett), présenté, 200. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 250. Considéré ; le comité se lève sans faire de rapport, 259.

TAXES DIRECTES :—Bill modifiant la loi concernant les taxes directes imposées sur les corporations commerciales, (l'hon. M. Hall), présenté, 320. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 351. Passé par le Conseil, 388. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 16).

TAXES DIRECTES SUR CERTAINES PERSONNES :—

1. La Chambre en comité pour considérer certaines résolutions concernant les—, 350. Signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur, 365. La Chambre en comité ; résolutions rapportées, 366. Amendement proposé et négativé ; Résolutions adoptées, 367, 368. Bill basé sur ces résolutions, 369. Voir *Infra*, 2.
2. Bill relatif à des taxes directes sur certaines personnes, (l'hon. M. Hall), présenté ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 369. Considéré ; rapporté ; passé, 373. Passé par le Conseil, 387. Sanctionné, 394. (55 et 56 Vict., ch. 15).

TAXES D'ÉCOLES DANS MONTRÉAL :—Voir *Montréal, taxes d'écoles*.

TAXES SUR LES SUCCESSIONS :—Voir *Droits sur les successions*.

TÉMISCOUATA, CHEMIN DU LAC— : —Interpellations, 295.

TEMPÊTES DE JUIN 1892 :—Loi pour venir en aide aux personnes qui ont éprouvé des pertes par suite des tempêtes de juin 1892. Voir *Aide à certaines personnes*.

TEMPLÉ, E.-M. : —Voir *Documents, item 97 et 93*.

TERRAINS D'EXPOSITIONS :—Voir *Ventes de liqueurs sur—*.

TERRES DE LA COURONNE :—Rapport du Commissaire, 38. Voir *Documents, item 99*.

TERRES PUBLIQUES :—

1. La Chambre décide de se former un comité général sur certaines résolutions relatives aux terres publiques ; signification de la recommandation du Lieutenant-gouverneur ; le comité délibère, 190. Série de résolutions rapportées et adoptées, 191. Bill basé sur ces résolutions, 192. Voir *Infra*, 2.
2. Bill modifiant la loi concernant les terres publiques, (l'hon. M. Flynn), présenté, 192. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté, 228. Motion pour 3ème lecture ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général négativé ; bill lu la 3ème fois sur division et passé, 245. Passé par le Conseil, 320. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 18).

TÉTU, M. HORACE :—Interpellations, 61.

TOURELLÉ, LOTS GRATUITS DANS— :—Interpellations, 74.

TRANSPORTS DE PROPRIÉTÉS :—Voir *Droits sur les—*.

TRAVAUX DE COLONISATION :—Interpellations, 221.

TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du Commissaire, 51—. Voir *Documents, item*, 100.

TREMBLAY, JOSEPH :—Voir *Documents, item* 101.

TREMBLAY, M. L.- H. :—Interpellations, 168.

TRÈS-SAINT SACREMENT :—Voir *Religieux du*—.

TRIGANNE, J.-Z. — Voir *Documents, item* 102.

TROIS-PISTOLES :—Société St-Jean-Baptiste— :—Interpellations, 295.

TROIS-RIVIÈRES :—

1. *Asile de la Providence* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents, item* 53.

2. *Hôpital Saint-Joseph* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents, item* 53.

3. *Licences* :—Interpellations, 248.

4. Bill amendant l'article 844 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement à l'octroi des licences dans la cité des Trois-Rivières (M. Normand), présenté, 44. Lu la 2e fois; renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 98, 99. Passé par le Conseil, 199. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 12).

TROIS-RIVIÈRES ET HULL :—Au sujet des licences, 94, 317.—Voir *Documents, item* 47.

TURENNE, M. DE — :—Voir *Documents, item* 54.

TURENNE, M. OZIAS :—Interpellations, 235.

UNIONS DE MÉTIERS :—Voir *Constitutions des*—.

UNION ST-JOSEPH DE FARNHAM :—Voir *Farnham*.

UNION ST-JOSEPH DE ST-HYACINTHE :—Voir *St-Hyacinthe*.

UNION STOCKYARDS, ABATTOIR AND MEAT PACKING COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 39. Rapport de l'avis, 65. Bill (l'hon M. Hall), présenté, 67. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté amendé, 104. Considéré en comité général; rapporté; passé, 119. Passé par le Conseil avec amendements, 229. Considérés et adoptés, 230. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 81.)

UNIVERSITÉ-LAVAL :—

1. Pétition demandant un acte abrogeant la loi qui constitue en corporation le Syndicat Financier de l'Université-Laval, à Montréal, etc, 79. Rapport de l'avis, 113. Bill (l'hon. M. Taillon), présenté, 115. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 127. Rapporté, 147. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 167. Passé par le Conseil 244. Honoraire remboursé, 317. Sanctionné, 392. (55 et 56 Vict., ch. 64).

Pétition en faveur de ce bill, 84.

2. Pétition demandant un acte constituant en corporation la Faculté de Droit de l'Université-Laval, à Montréal, 90. Rapport de l'avis, 105. Bill (l'hon. M. Casgrain), présenté, 122. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 194. Rapporté amendé, 238. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 251. Passé par le Conseil, 301. Honoraire remboursé, 371. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 63).

VENTE DE LIQUEURS :—Bill défendant la vente de liqueurs sur les terrains d'expositions industrielles, agricoles et de bestiaux, (M. Hackett), présenté, 217. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 290. Considéré ; rapporté progrès, 363. Considéré de nouveau ; amendé ; passé, 382. Passé par le Conseil, 387. Sanctionné, 393. (55 et 56 Vict., ch. 13).

VENTES PAR LE SHÉRIF :—Bill concernant les ventes sur exécutions par le shérif, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 81. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 117. Passé par le Conseil, 211. Sanctionné, 390. (55 et 56 Vict., ch. 41.)

VERRAULT, M. GUSTAVE :—Interpellations, 294.

VEUVES :—Voir *Droit de vote*.

VÉZINA, M. ZÉPHIRIN :—Interpellations, 55.

VICARIATS ET PRÉFECTURES APOSTOLIQUES :—Bill amendant l'acte 46 Victoria, chapitre 44, étendant les dispositions de l'acte 32 Victoria, chapitre 73, aux—, (M. Fitzpatrick), présenté, 32. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 48. Considéré ; rapporté, passé, 63. Passé par le Conseil, 120. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 46).

VICTORIA 53, CHAP. 10 :—Bill abrogeant l'article 287a de la—, (M. Duplessis), 188. Motion pour 2e lecture ; débat ajourné, 221. Voir *Reviseurs*.

VICTORIA 35, CHAP. 47 :—Voir *Chemins et rues*.

VICTORIA, 54 :—Bill abrogeant la section 36 de la 54e Victoria, chapitre 13, (M. Stephens), présenté, 50. Ordre pour 2e lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 171. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 236. Lu la 2e fois, renvoyé à un comité général; considéré; rapporté, 262.

VIN CANADIEN :—Vente du—. Interpellations, 144.

VOITURES D'ÉTÉ :—Bill amendant l'article 5766 des S. R. Q., concernant les—, (M. Stephens), présenté, 45. Ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 171. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 236.

VOIES ET MOYENS :—

1. La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 24.
2. La Chambre en comité des voies et moyens, 376. Résolutions rapportées et adoptées, 376.

VOYAGEURS, PRIVILÈGES DES :—Voir *Code civil*, 4.

VOTE :—Voir *Droit de vote*.

VOTES DES VEUVES ET DES FILLES MAJEURES :—Voir *Droit de vote*.

VOTE OBLIGATOIRE :—'Bill ayant pour objet de rendre le —, (M. Stephens), présenté, 32. Ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 170. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 236.

WEIPPERT, PONT SUR LA RIVIÈRE :—Interpellations, 73.

WHITFIELD :—Réclamation de—, 258. Voir *Documents*, *item* 103.

WOMAN'S CHRISTIAN TEMPERANCE UNION :—Pétition demandant d'accorder le droit de vote aux femmes de cette province, 128.

WORKMAN, WILLIAM :—Pétition demandant un acte concernant la liquidation des biens de feu William Workman, de son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal, 39. Bill (l'hon M. Hall), présenté, 81. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 89. Rapporté amendé, 114. Considéré en comité général; rapporté; passé, 127. Passé par le Conseil avec amendements, 213. Considérés et adoptés, 213. Sanctionné, 391. (55 et 56 Vict., ch. 108).

YAMACHICHE :—*Hospice Ste-Anne* :—Etat d'affaires, 20. Voir *Documents*, *item* 53.

ERRATA

Page 12, ligne 1, au lieu de "Joliette," lisez "L'Assomption."

Page 20, ligne 21, au lieu de "1889," lisez "1890."

Page 179, ligne 16, au lieu de "l'amendement," lisez "le sous-amendement."

Page 319 et suivantes jusqu'à 332, 1ères lignes, au lieu de "55 Victoria," lisez "55-56 Victoria."